

GLOBAL STUDIES INSTITUTE DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

COLLECTION « MÉMOIRES ÉLECTRONIQUES »

Vol.116-2022

**L'assistance humanitaire et l'aide au développement de
l'Arabie saoudite à l'Afrique subsaharienne :
entre charité, prédication et intérêts politiques**

Mémoire présenté pour l'obtention du
Master Moyen-Orient
par Safa Khemiri

Rédigé sous la direction de Azzedine Rakkah
Juré : Hasni Abidi
Genève, février 2022

Remerciements

Je tiens à remercier en premier, le Dr. Azzedine Rakkah qui a gentiment accepté de m'accompagner pour mener à bien ce travail de mémoire. Je remercie également le Dr. Hasni Abidi d'avoir accepté de juger cette recherche.

Mes pensées les plus affectueuses vont à mes parents pour tout l'amour qu'ils me portent. Merci pour tout ce que vous m'avez appris, c'est grâce à vous que j'ai pu mener ce travail dans les meilleures conditions, avec sérieux et détermination ; à mes sœurs pour leur encouragement enthousiaste et leur affection qu'elles me portent chaque jour et qui m'est inestimable.

Finalement, j'exprime également toute ma reconnaissance à toutes les personnes qui m'ont aidé et qui ont participé de près ou de loin à la réalisation de ce travail. Je pense à Amalia, Sabrina et Elio.

Résumé

C'est au cours des années 1960 que l'Arabie saoudite dirige sa diplomatie religieuse vers l'Afrique pour contrebalancer notamment l'influence de courants musulmans concurrents, des idéologies séculières, nationalistes et panarabes. Rapidement, la rhétorique de la solidarité islamique, pensée dans un esprit plus large de charité musulmane, est exploitée par les autorités saoudiennes à des fins politiques, en s'appuyant alors sur une conception précise de l'aide humanitaire et de l'aide au développement. Ces deux vecteurs ont ainsi permis à Riyad de s'assurer des alliances diplomatiques et de construire une politique étrangère aboutie pour faire valoir ses intérêts auprès d'États souvent très vulnérables économiquement. Ainsi, ce présent travail entend démontrer que la stratégie saoudienne en Afrique subsaharienne est liée à l'essor des activités prosélytes des acteurs humanitaires saoudiens. Il s'agit alors de comprendre quels sont les outils et leviers de l'assistance humanitaire et de l'aide au développement de l'Arabie saoudite, tout en cherchant à appréhender la manière dont le pays les a établis dans une logique politique.

Abstract

It was during the 1960s that Saudi Arabia directed its religious diplomacy towards Africa to counterbalance the influence of competing Muslim currents, secular, nationalist and pan-Arab ideologies. The rhetoric of Islamic solidarity, conceived in a broader spirit of Muslim charity, was quickly exploited by the Saudi authorities for political purposes, relying on a precise conception of humanitarian aid and development assistance. These two vectors have thus enabled Riyadh to secure diplomatic alliances and build a successful foreign policy to assert its interests with states that are often very vulnerable economically. Thus, this paper intends to demonstrate that the Saudi strategy in sub-Saharan Africa is linked to the growth of proselytizing activities of Saudi humanitarian actors. The aim is to understand the tools and levers of Saudi humanitarian assistance and development aid, while seeking to understand the way in which the country has established them within a political logic.

Sommaire

Remerciements	2
Résumé	3
Sommaire	4
Introduction	6
Cadre théorique	8

Partie analytique

Chapitre 1 : La politique étrangère

Façonner l'environnement politique international en sa faveur	15
L'offensive saoudienne en Afrique : la solidarité de l' <i>oumma</i>	16

Chapitre 2 : La diplomatie religieuse saoudienne

L'Arabie saoudite, un État aux fondements religieux	23
Les ambitions : devenir le phare d'un islam universel	24
Les motivations : faire face aux modèles concurrents et ennemis	25
Une diplomatie religieuse saoudienne fondée sur une multitude d'outils	27

Chapitre 3 : Lorsque humanitaire rime avec islam

La charité islamique	31
Les organismes humanitaires islamiques et la solidarité islamique	33
La conception saoudienne de l'assistance humanitaire : une aide matérielle et spirituelle	34
L'aide humanitaire saoudienne : un vaste réseau	35
Les pays du Golfe comme bailleurs de fonds	41

Chapitre 4 : L'Afrique, un continent aux besoins humanitaires et de plus en plus au centre des intérêts saoudiens

Les déterminants de l'Afrique subsaharienne	46
La diplomatie saoudienne se déploie en Afrique	50

Chapitre 5 : En Afrique de l'Ouest, au cœur de la stratégie d'implantation de la diplomatie religieuse saoudienne

En Afrique de l'Ouest, une diffusion du wahhabisme par « le haut »	54
La da'wa saoudienne : entre aides financières et besoins spirituels	56

Chapitre 6 : La Corne de l'Afrique, une diplomatie religieuse saoudienne au cœur d'une région stratégique

Les intérêts de l'Arabie saoudite dans la Corne de l'Afrique :	
la sécurisation des exportations pétrolières	65
Un contexte humanitaire difficile	66
L'arrivée des pétrodollars saoudiens	67

Chapitre 7 : Au Sahel, une diplomatie religieuse saoudienne comme substitut du retrait de l'aide financière des pays occidentaux

Entre déshérence de l'État et poussée de l'islamisme	74
Un contexte socio-économique et sécuritaire complexe	76
La da'wa saoudienne au Sahel	78

Conclusion	86
Références bibliographiques	88
Annexe	101
Table des matières	102

Introduction

La politique étrangère de l'Arabie saoudite est un sujet d'étude particulièrement intéressant. Loin de constituer un État puissant militairement, elle s'est appuyée sur son extrême richesse et sur une multitude d'instruments politiques et institutionnels pour se hisser à la tête du monde sunnite et se constituer comme un acteur clé du Moyen-Orient. Parmi ces instruments se trouve sa diplomatie religieuse qui constitue un outil de socialisation majeur de sa politique étrangère. Un *soft power* qui s'appuie sur un ensemble de réseaux d'organisations islamiques éducatifs et humanitaires dont les plus importantes sont la Ligue islamique mondiale (LIM) établie à La Mecque - et sa branche l'*International Islamic Relief Organization* (IIRO) - et l'Organisation de la conférence islamique (OCI) fondée à Djeddah – rebaptisée Organisation de la coopération islamique en 2011 -, toutes deux créées par le prince héritier Faysal en 1969. Nous retrouvons également le Fonds saoudien de développement (FSD) qui assure une partie de la distribution de l'aide au développement¹.

L'effondrement de l'URSS et la fin du monde bipolaire marquent un changement majeur dans la structure des relations internationales. La Guerre froide voyait alors les deux superpuissances américaines et soviétiques s'affronter indirectement pour assurer leur influence et la victoire de leur idéologie. Depuis lors, nous faisons face à un monde globalisé où l'affaiblissement relatif des États-Unis se confronte à l'émergence d'autres pôles de puissance qui disposent de leur propre marge de manœuvre et d'un poids croissant dans le processus de décision internationale. Ce faisant, depuis la fin de la logique Est-Ouest, nous assistons à une recomposition de l'ordre stratégique et à l'émergence de nombreux pays revendiquant leur droit de parole sur l'ordre international².

C'est le cas de l'Arabie saoudite qui a su mettre sa richesse au profit d'une diplomatie active lui permettant de se constituer, au fil du temps et au gré des opportunités, comme un acteur stratégique et géopolitique clé dont la stabilité est indispensable à la région moyen-orientale et au monde³. Par ailleurs, cette structuration spécifique au Royaume lui a donné une force administrative et politique exceptionnelle de prédication, tournée d'abord vers les Saoudiens puis vers les musulmans du monde entier et notamment ceux d'Afrique. Par le biais de ses institutions, l'État saoudien a su exercer, par la promotion d'une identité commune dans l'appartenance à l'islam, une nouvelle forme de patronage, transcendant ainsi, en théorie, les clivages ethniques, nationaux et linguistiques.

L'étude de l'assistance humanitaire et de l'aide au développement sont des approches utiles pour comprendre comment le Royaume saoudien a su étendre son influence, par le biais du facteur religieux, en Afrique subsaharienne, renforçant la mainmise idéologique du Royaume dans les pays islamisés. Ces aides revêtent une dimension religieuse, c'est pourquoi nous les incluons dans la notion de diplomatie religieuse, construite comme une stratégie politique fondée sur le wahhabisme pour faire avancer les intérêts politiques de Riyad. Ainsi, nous proposons d'analyser le rapport entre le volet humanitaire et la part du prosélytisme dans l'action des diverses ONG islamiques saoudiennes en Afrique subsaharienne.

Depuis plusieurs décennies, le continent africain constitue un terrain d'influence pour plusieurs pays islamiques. Il est dès lors intéressant d'offrir une analyse de cette diplomatie religieuse saoudienne en se focalisant sur un continent qui jouera certainement un rôle accru sur la scène internationale dans les années à venir. Dans cette logique, le Roi Salman bin Abdelaziz Al Saoud instituait le Ministère d'État aux Affaires africaines du Royaume d'Arabie saoudite qui démontrait l'intérêt de plus en plus accru de la part du pays envers le continent. Ce dernier, qui compte près de 500 millions de musulmans, est toujours plus au centre des intérêts politiques et économique des puissances musulmanes telles que les Émirats arabes unis, le Qatar, la Turquie, l'Iran et les leaders saoudiens qui ne veulent pas rater l'opportunité d'étendre leur influence. Dès lors, depuis plusieurs décennies, tous ces acteurs se mobilisent pour assurer leur présence diplomatique,

¹ Fatïha DAZI-HENI, *L'Arabie saoudite en 100 questions*, Paris, Tallandier, 2017, p. 82.

² Pascal BONIFACE, *Comprendre le monde. Les relations internationales pour tous*, Paris, Armand Colin, 2012, pp. 11-12.

³ Marc LAVERGNE, « Monde arabe : de la quête de l'unité au destin partagé », in *Revue internationale et stratégique*, 2011, Vol. 83, No. 3, pp. 67-73.

économique, culturelle et religieuse sur le continent, ce qui prend souvent la forme d'assistance humanitaire et d'aide au développement. Ainsi, l'Arabie saoudite est aujourd'hui un des pays du Golfe comptant le plus grand nombre de représentations diplomatiques en Afrique qu'elle considère comme une de ses zones d'influence et où elle assure une diplomatie religieuse axée sur les aides financières.

En effet, l'Afrique est le théâtre de nombreux conflits et crises chroniques qui nécessitent une aide humanitaire importante et qui font de l'Afrique subsaharienne un des premiers bénéficiaires de l'aide humanitaire globale. À titre d'exemple, le continent catalysait en 2008, 51,7 % de l'aide humanitaire émanant des *OECD-DAC donors*⁴ contre 41,9 % pour l'Asie et le Moyen-Orient⁵. Une situation malheureuse qui résulte de ces conflits permanents associés aux faibles infrastructures et services publics locaux et aux gouvernements extrêmement affaiblis et fragiles au sein desquels, dans certains cas, la gouvernance est quasi inexistante. Cette conjonction de facteurs contribue à créer des vides institutionnels et rend ces pays plus sensibles et moins préparés à répondre efficacement aux catastrophes naturelles induites par les changements climatiques ou aux besoins humanitaires accrus par un conflit prolongé.

Cet agencement permet alors aux acteurs sociaux saoudiens, travaillant principalement dans les domaines de la santé et de l'éducation par le biais d'organismes religieux d'obédience wahhabite, de s'engouffrer dans la brèche et de renforcer l'offensive du prosélytisme saoudien. Riyad constitue un des principaux donateurs d'aide humanitaire et de développement et son action se déploie particulièrement sur la scène africaine. La prédication wahhabite diffusée par le canal financier et l'action humanitaire sera alors la figure de proue de la diplomatie religieuse saoudienne en Afrique subsaharienne où le Royaume a pour objectif de diffuser sa pensée wahhabite, encourageant les musulmans à adopter des pratiques sociales et religieuses ultraconservatrices. Dès lors, l'Arabie saoudite poursuit une stratégie à long terme, visant à établir des liens de confiance étroits avec les pays africains et leurs populations, en s'appuyant notamment sur une conception précise de l'aide humanitaire et de l'aide au développement. Ainsi, ce présent travail entend montrer que la stratégie saoudienne en Afrique subsaharienne est liée à l'essor des activités prosélytes des acteurs humanitaires saoudiens. Il s'agit alors de comprendre quels sont les outils et leviers de l'assistance humanitaire et de l'aide au développement de l'Arabie saoudite et d'appréhender la manière dont le pays les a établis dans une logique politique.

Ce faisant, à travers ce travail, nous nous demanderons comment l'assistance humanitaire et l'aide au développement constituent des instruments de la diplomatie religieuse saoudienne en Afrique afin d'y assurer son influence culturelle, religieuse, diplomatique et politique.

⁴ Il s'agit des États membres du Comité d'aide au développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE ou en anglais *Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD)*). Ses membres discutent et développent des stratégies pour aborder les questions d'aide au développement et de réduction de la pauvreté dans le monde.

⁵ UNITED NATIONS OFFICE FOR THE COORDINATION OF HUMANITARIAN AFFAIRS, *Global Humanitarian Assistance Report 2010*, 2010, p. 16. Disponible à l'adresse : <http://devinit.org/wp-content/uploads/2010/07/gha-report-2010.pdf> (consulté le 25 décembre 2021).

Cadre théorique

Méthodologie

Hypothèse

Ce travail de recherche se penchera sur la diplomatie religieuse saoudienne analysée à travers le prisme de l'assistance humanitaire et de l'aide au développement à l'Afrique subsaharienne, plus particulièrement en Afrique de l'Ouest, dans la Corne de l'Afrique et au Sahel. Ce choix a été fait en raison d'une proximité religieuse et des liens idéologiques que le Royaume saoudien entretient avec ces zones du fait de la prééminence de l'islam. Cependant, nous n'apporterons pas une analyse détaillée des liens avec chaque pays composant ces régions mais nous porterons un regard plus large afin de balayer l'ensemble de l'action saoudienne. Soulignons qu'il ne sera pas question de centrer ce travail sur l'histoire de la diplomatie religieuse saoudienne même si cet aspect central sera présenté brièvement.

Notre hypothèse induit que l'assistance humanitaire et l'aide au développement déployées en Afrique subsaharienne ont permis à l'État saoudien de se construire comme un acteur influent auprès des gouvernements et des populations africaines ciblés par ces aides. Ainsi, l'instrumentalisation du wahhabisme à des fins politiques, à travers les différentes formes d'aide financière, a contribué à propager les valeurs religieuses et culturelles de Riyad au sein des sociétés africaines et à diminuer l'assise de courants concurrents. Il s'agit alors pour le Royaume d'utiliser le rayonnement religieux en Afrique subsaharienne comme un outil politique. Dans cette étude, le fait religieux est appréhendé comme un véritable instrument de la politique étrangère du Royaume et représente ainsi un moyen d'atteindre des impératifs politiques et de protéger ses intérêts. Dès lors, lorsque nous faisons mention d'une influence religieuse, il est important de garder en tête qu'il s'agit avant tout d'une véritable stratégie politique pensée par les leaders saoudiens qu'ils utilisent alors de façon ambiguë sur notre terrain d'étude et qui prend ainsi une dimension à la fois religieuse comme politique.

Ce faisant, nous postulons que le potentiel politique de l'islam peut être utilisé au service de la cause saoudienne en Afrique subsaharienne. L'Arabie saoudite exploite notamment l'esprit de fraternité islamique à des fins politiques en s'efforçant de mobiliser l'opinion musulmane africaine pour renforcer la présence du wahhabisme sur le continent africain. Enfin, par le biais du religieux, l'État saoudien aurait été en mesure d'apporter des nouvelles pratiques individuelles et collectives dans les sociétés africaines islamisées. Le Royaume parviendrait alors par des politiques volontaristes à orienter en sa faveur l'allégeance et l'assentiment de certains groupes de citoyens des nations africaines. À long terme, l'Arabie saoudite compte sur le déterminant religieux pour façonner les préférences des acteurs de la scène africaine avec pour but la satisfaction de ses propres objectifs politiques.

Il est important de rappeler que malgré des politiques prosélytes manifestes de la part du Royaume saoudien, l'émergence du wahhabisme dans le contexte africain résulte avant tout de dynamiques et transformations locales, globales et transnationales (échanges commerciaux, parcours migratoires, étudiants, etc.), est n'est dès lors pas le seul fait des politiques saoudiennes. Les dynamiques sociologiques sont beaucoup plus complexes que le seul processus de stratégie d'influence liée à l'importation et l'exportation de valeurs d'un État à un autre État. Néanmoins, parmi tous les vecteurs qui interagissent dans l'émergence du wahhabisme dans les sociétés africaines étudiées, nous avons fait le choix de nous intéresser plus précisément à la politique religieuse de l'Arabie saoudite, qui ne permet toutefois de rendre compte que partiellement de la réalité des relations entre wahhabisme, et plus généralement salafisme, et sociétés africaines. Les formes du wahhabisme en Afrique résultent finalement de l'interprétation qui en est faite par les sociétés africaines⁶. Comme le souligne Cissé Seydou : « Au cours de leur rencontre, si les sociétés africaines ont intégré certaines valeurs de l'islam, il n'en demeure pas moins qu'elles ont eu à insuffler à cette religion les leurs. En fait, dans

⁶ Concernant les réseaux transnationaux voir : Ariel COLONOMOS, *Sociologie des réseaux transnationaux. Communautés, entreprises et individus : lien social et système international*, Paris, L'Harmattan, 1995.

beaucoup de sociétés africaines converties à l'islam, il y a eu une imbrication, une symbiose entre les valeurs de l'islam et celle de ces sociétés »⁷.

Cadre d'analyse

Cette recherche sera structurée de la manière suivante : la partie analytique se composera de sept chapitres. La première partie vise à traiter le concept de politique étrangère en s'arrêtant notamment sur le cadre de la stratégie politique utilisée par l'Arabie saoudite en Afrique. Le second chapitre abordera la diplomatie religieuse saoudienne en se focalisant brièvement sur les motivations, les objectifs et les points de rupture ayant contribué à son fondement, une mise en contexte importante afin de poser les bases de la compréhension de l'utilisation du wahhabisme comme outil politique par le régime saoudien en Afrique subsaharienne. La troisième section se penchera sur les fondements moraux de la charité islamique qui guident les motivations de l'assistance humanitaire et de l'aide au développement en particulier à des pays musulmans. Il sera également question de s'attarder plus profondément sur les organismes humanitaires saoudiens ainsi que sur l'émergence des pays du Golfe comme donateurs majeurs à l'aide humanitaire et au développement. Le quatrième chapitre participera à dresser un bref aperçu des déterminants africains et le contexte dans lequel se déploie la diplomatie religieuse saoudienne en Afrique. Le cinquième chapitre portera sur l'action saoudienne en Afrique de l'Ouest alors que la sixième partie nous permettra d'observer l'activité du Royaume dans la Corne de l'Afrique. Enfin, le chapitre sept s'arrêtera sur la stratégie saoudienne au Sahel.

Cette étude s'articule autour de la période de 1970 à 2020. En effet, les années 1970 connaissent la création des institutions saoudiennes pour l'aide humanitaire qui débutent alors leur travail sur la scène africaine. L'année 1979 marque tout particulièrement le renforcement de la diplomatie religieuse saoudienne qui vise à marginaliser l'influence iranienne en Afrique. Les années 1980-1990 connaissent la poussée d'actions menées par les organismes humanitaires islamiques fondés sur la charité musulmane et dans des contextes d'aide aux populations musulmanes à travers le monde. D'autant plus que le pluralisme africain participe à assurer une meilleure visibilité des mouvements réformistes qui gagnent alors en popularité. Finalement, c'est au cours des décennies 2000 et 2010 que les pays du Golfe et plus particulièrement l'Arabie saoudite sont devenus des acteurs majeurs de l'aide au développement et humanitaire en octroyant d'importantes sommes en faveur des pays qui sont sujets à des crises chroniques ou touchés par des catastrophes naturelles. L'Afrique, étant une région particulièrement touchée par ces phénomènes, elle est la cible privilégiée des aides financières émanant des monarchies du Golfe et en premier chef, de Riyad.

Pour réaliser ce travail, nous avons eu recours à la méthode descriptive afin de décrire la diplomatie religieuse saoudienne, ses origines, ses outils et ses objectifs ainsi que ses orientations en Afrique et les différentes allocations financières. Nous avons également utilisé une approche historique afin de mieux relever les facteurs influant sur le développement de la stratégie religieuse du Royaume saoudien et saisir le contexte africain dans lequel elle s'inscrit. Nous avons fait appel à l'école de la perspective *communautarienne* comme théorie des relations internationales afin de mieux appréhender le discours sur lequel se fonde la dimension stratégique de l'assistance humanitaire et l'aide au développement saoudiennes en faveur des États africains islamisés. Enfin, nous avons découpé les zones étudiées par blocs géographiques, afin de faciliter la compréhension de ce travail.

Définir les termes

Assistance humanitaire et aide au développement

Arrêtons-nous brièvement sur des notions clés qui sont au cœur de cette étude, à savoir l'aide humanitaire et l'aide au développement. L'humanitaire représente dans le monde une activité très importante en raison de la multiplication des conflits armés et des catastrophes naturelles qui mobilisent la communauté internationale, avec, il faut le souligner, des disparités tant dans l'intérêt que dans la médiatisation. Ce faisant, l'aide humanitaire consiste en une aide impartiale et neutre apportée par des organisations créées à cette fin et qui visent à secourir d'urgence des populations souffrantes victimes de désastres causés par l'homme

⁷ Seydou CISSÉ, *L'enseignement islamique en Afrique Noire*, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 55.

(guerre) ou par la nature. Elles peuvent se faire sous forme de don matériel (produits alimentaires, couvertures, tentes, soins médicaux, etc.) et économique (aide à des programmes internationaux pour venir en aide aux réfugiés ou pour assurer les besoins alimentaires par exemple). Comme le rappelle Irène Herrmann, c'est l'urgence qui fait l'humanitaire et c'est en cela que cette aide diffère de la philanthropie et de l'aide au développement⁸. Selon le rapport du *Global humanitarian assistance*, en 2020, l'aide humanitaire s'élevait à 30,9 milliards de dollars, regroupant les dons gouvernementaux et privés⁹. Néanmoins, nous constaterons à travers cette étude comment les acteurs humanitaires islamiques et l'Arabie saoudite, entre autres, contribuent à redéfinir l'aide humanitaire en lui donnant une forme axée sur la nécessité de satisfaire besoins matériels et spirituels.

L'aide au développement est la dénomination donnée au financement de projets à moyen ou long terme. Elle prend la forme de dons ou de prêts à taux préférentiels accordés par des organismes publics des pays développés en faveur des pays en voie de développement, afin de favoriser leur développement économique et d'améliorer leurs conditions de vie. Cette aide, assurée par des canaux bilatéraux (fonds étatiques privés) ou multilatéraux (programmes onusiens, Banque mondiale, Banque islamique de développement, Banque africaine de développement, etc.), vise alors à financer la construction de ports, d'autoroutes, de barrages, de puits, d'hôpitaux, à assurer le développement des industries, de l'agriculture ou encore à renforcer la formation et l'éducation¹⁰. Ces deux aides sont au cœur de la diplomatie religieuse saoudienne en Afrique subsaharienne qui s'accompagne alors d'un processus de prédication assuré par l'activisme des organismes saoudiens. Elles constituent donc des vecteurs d'intérêts politiques et stratégiques pour Riyad.

Wahhabisme

Une précision s'impose sur la terminologie du terme « wahhabisme ». L'usage de ce mot est considéré comme péjoratif par les tenants de cette doctrine religieuse qui lui préfèrent l'appellation *al-muwahhidîn* (les gens de l'unicité divine) ou encore *al-tariqa al-salafiyya* (la voie des pieux ancêtres). Ce sont les détracteurs de Mohammed Ibn Abd al-Wahhab (1703-1792), en premier chef son propre frère, qui utilisèrent le terme négativement connoté de *wahhâbiyya* pour le disqualifier¹¹. Comme le souligne Nabil Mouline, « [c]ette désignation péjorative, qui se propagea comme une traînée de poudre grâce à la propagande ottomane, qui était hostile à ce courant, et aux caravanes de pèlerins, réduisit la nouvelle prédication à une simple secte extrémiste et marginale obéissant à un prédicateur aussi prétentieux qu'ignorant »¹². Après une forte opposition à cette appellation considérée comme impropre puisqu'elle fait référence à un attribut de Dieu signifiant le « Grand donateur », c'est à la fin du XIX^{ème} siècle que les *oulémas* de cette prédication finirent par emprunter eux-mêmes le terme *wahhâbiyya* soit wahhabite¹³. Nous désignerons alors par wahhabisme la doctrine religieuse fondée au milieu du XVIII^{ème} siècle par le prédicateur Muhammad Ibn Abd al-Wahhab et qui est encore aujourd'hui au cœur de la légitimité de la dynastie des Al Saoud¹⁴.

Par ailleurs, comme le rappelle Stéphane Lacroix, les leaders saoudiens préférèrent la dénomination de *salafiyya*¹⁵ mais le terme recoupe aujourd'hui une multitude de mouvements islamiques et prend donc une

⁸ Pour une étude détaillée du concept humanitaire et des enjeux qu'il revêt voir : Irène HERRMANN, *L'humanitaire en questions ; réflexions autour de l'histoire du Comité international de la Croix-Rouge*, Paris, Éditions du Cerf, 2018.

⁹ UNITED NATIONS OFFICE FOR THE COORDINATION OF HUMANITARIAN AFFAIRS, *Global Humanitarian Assistance Report 2021*, 2021, p. 32. Disponible à l'adresse : <https://devinit.org/documents/1008/Global-Humanitarian-Assistance-Report-2021.pdf> (consulté le 26 décembre 2021).

¹⁰ Concernant l'aide publique au développement voir : Pierre JACQUET, « Les enjeux de l'aide publique au développement », in *Politique étrangère*, 2006, No. 4, pp. 941-954 et Jean-Michel SEVERINO et Olivier CHARNOZ, *L'aide publique au développement*, Paris, La Découverte, 2007.

¹¹ Nabil MOULINE, *Les clercs de l'islam. Autorité religieuse et pouvoir politique en Arabie saoudite, XVIII^e-XXI^e*, Paris, Presses universitaires de France, 2011, pp. 17-18.

¹² *Ibid.*, p. 18.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Pour une étude détaillée du wahhabisme voir : l'article « Wahhabiya » dans l'Encyclopédie de l'Islam, Abd al-Aziz AL-FAHAD, « From exclusivism to accommodation : doctrinal and legal evolution of wahhabism », in *New York University Law Review*, 2004, Vol. 79, No. 2, pp. 485-519 et Nabil MOULINE, *Les clercs de l'islam. Autorité religieuse et pouvoir politique en Arabie saoudite, XVIII^e-XXI^e*, Paris, Presses universitaires de France, 2011.

¹⁵ Le salafisme se réfère aux *salaf wa salih* c'est-à-dire le groupe des « pieux prédécesseurs » qui se composent des compagnons du Prophète, ainsi que les deux générations qui les suivent. Pour les salafistes, la pratique religieuse de ce

dimension polysémique¹⁶. Toutes les mouvances salafistes revendiquent l'action imitative des *salaf wa salih* (les pieux ancêtres) et font la promotion de l'injonction doctrinale de l'unicité de Dieu mais en réalité, elles sont traversées par des divergences dogmatiques, juridiques et la position face au pouvoir politique et au *djihad*¹⁷. Selon Bernard Rougier, il existe trois tendances dans le salafisme : le mouvement quiétiste également nommé salafisme littéraliste, il est apolitique et récuse toute participation à la vie politique, se concentrant sur la prédication et la promotion de l'islam, c'est le cas du wahhabisme dont le modèle est fondé sur une séparation relative entre la sphère religieuse et la sphère temporelle ; le salafisme réformiste, incarné par le courant de la *Sabwa*¹⁸ (réveil islamique) en Arabie saoudite, revendique une participation à la politique ; finalement, le salafisme-djihadiste, lui-même divisé selon les références et les stratégies, préconise le *djihad* considéré comme un devoir obligatoire pour tous les musulmans. Il est révolutionnaire et fait usage de la violence pour atteindre ses objectifs politiques, notamment la création d'un État islamique. Il promeut un *djihad* offensif et militaire luttant contre l'ennemi et notamment les gouvernements arabo-musulmans considérés comme impies, injustes et corrompus.

Dès lors, en raison des faits énoncés et pour éviter toute ambiguïté et confusion, nous avons fait le choix d'employer la désignation *wahhabisme* malgré l'existence d'autres termes comme celui d'*hanbalo-wahhabisme* défini par le chercheur Nabil Mouline¹⁹. Enfin, nous voudrions souligner qu'en aucun cas nous ne prétendons faire un tour exhaustif de la question wahhabite qui revêt depuis sa création des mouvements différents de par le monde²⁰. En effet, les logiques transnationales, les pratiques religieuses locales et les contextes nationaux influencent les idéologies religieuses et engendrent la diversification du wahhabisme et plus largement du salafisme.

Soft power et hard power

Finalement, il est nécessaire de définir la notion de *soft power* qui est un élément clé de la politique extérieure de l'Arabie Saoudite. Le *soft power* se définit comme « [t]he ability of a country to structure a situation so that other countries develop preferences or define their interests in ways consistent with its own »²¹. Le *hard power*, quant à lui, se caractérise par la force brute c'est-à-dire « l'utilisation de moyens militaires et économiques par un pays afin de conduire les autres États à faire ce qu'il veut »²². Le *soft power* vise les mêmes objectifs mais emprunte la voie de l'attraction, de la séduction, bien moins coûteuse pour les États tant en termes financiers qu'en termes d'image. Il constitue donc un outil rendant attrayants voire universels les

groupe représente la forme idéale et parfaite que les contemporains doivent appliquer. Pour une étude détaillée sur le salafisme voir : Bernard ROUGIER, *Qu'est-ce que le salafisme ?*, Paris, Presses universitaires de France, 2008 et Roel MEIJER (ed.), *Global Salafism : Islam's New Religious Movement*, London, Hurst & Co. Publishers, 2013.

¹⁶ Stéphane LACROIX, « Les nouveaux intellectuels religieux saoudiens : le wahhabisme en question », in *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 2008, No. 123, p. 142.

¹⁷ Le *djihad* est un terme polysémique. Improprement traduit par l'expression « guerre sainte », il fait référence dans la tradition islamique à tout effort dans la voie de Dieu. Il peut prendre une forme militaire et de combat mais également une forme de lutte personnelle contre ses passions. Pour la doctrine djihadiste, le *djihad* est une obligation individuelle pour défendre les terres musulmanes de l'envahisseur étranger. Cette position induit une décision individuelle, ôtant alors au pouvoir politique légitime et/ou religieux de décréter le *djihad*. Ce point est contredit par la doctrine wahhabite pour laquelle, seule l'autorité politique légale ou le consensus des *oulémas* peut déclarer la « guerre sainte ». Par ailleurs, comme l'indique Abdel-Rahman Ghandour, les acteurs islamiques humanitaires parlent parfois de « *djihad* constructif » qui consiste à considérer leurs actions (construction de mosquées, d'orphelinats, de cliniques, d'écoles, etc.) comme des sacrifices personnels qui luttent contre les injustices. Elles visent également à assurer la propagation de l'islam. Abdel-Rahman GHANDOUR, *Jihad humanitaire. Enquête sur les ONG islamiques*, Paris, Flammarion, 2002, p. 30. Pour une étude détaillée sur le *djihad* voir : Hamit BOZARSLAN, « Le jihād. Réceptions et usages d'une injonction coranique d'hier à aujourd'hui », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2004, Vol. 82, No. 2, pp. 15-29.

¹⁸ Pour une étude détaillée de la *Sabwa* voir : Stéphane LACROIX, *Les islamistes saoudiens, une insurrection manquée*, Paris, Presses universitaires de France, 2010.

¹⁹ Nabil MOULINE, *Les clercs de l'islam*, op. cit., p. 21.

²⁰ Pour une étude détaillée sur les dynamiques internes du wahhabisme en Arabie saoudite et les modes de remise en cause de la doctrine et du pouvoir saoudien voir : Stéphane LACROIX, « Les nouveaux intellectuels religieux saoudiens : le wahhabisme en question », in *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 2008, No. 123, pp. 141-159, et Stéphane LACROIX, *Les islamistes saoudiens, une insurrection manquée*, Paris, Presses universitaires de France, 2010.

²¹ Joseph NYE, « Soft Power », in *Foreign Policy*, 1990, No. 80, p. 168.

²² Pascal BONIFACE, op. cit., p. 71.

standards d'un pays sans avoir à recourir à la force. Cette manière de faire contribue à influencer l'agenda politique d'un État tiers par l'intermédiaire de moyens non coercitifs tels que ses valeurs, sa culture, l'éducation, l'art, le sport, l'aide financière ou encore les médias²³.

Le *soft power* est aujourd'hui un outil privilégié par les États notamment car la seule puissance militaire ne suffit plus pour remporter une guerre et que bien souvent les interventions militaires sont perçues, tant par la population nationale que par la communauté internationale, comme une menace pour les États et pour la stabilité de l'ordre internationale. La politique étrangère des États se construit donc autour de « [...] l'alliance des instruments de *hard power* que sont la coercition et l'argent, et ceux du *soft power* que sont la séduction et la persuasion »²⁴, formant ainsi ce que Joseph Nye nomme le *smart power*.

Dans le cas de l'Arabie saoudite, le Royaume wahhabite a conçu une partie de son *soft power* en s'appuyant sur la religion par l'intermédiaire d'organismes internationaux islamiques comme la LIM, d'organisations intergouvernementales comme l'OCI ainsi que par celui d'ONG humanitaires islamiques mais également par le financement d'universités musulmanes, de mosquées ou encore l'établissement de médias saoudiens comme la chaîne *al-Arabīya* lancée en 2003 par la famille royale. La chaîne d'information comptait en 2013 une audience formée de plus de 14 millions de personnes dans le monde arabe contre plus de 25 millions pour la chaîne qatarie *Al-Jazeera* créée en 1996 qui maintient donc son leadership audiovisuel²⁵.

Littérature et accès limité aux sources

Cette recherche privilégiera une étude de la littérature existante dans le but de produire une forme de synthèse répondant à la question de recherche, faute de pouvoir effectuer un travail de terrain ciblant spécifiquement un pays. Dès lors, l'exploration de la littérature occupera une place primordiale dans l'évolution de la recherche scientifique car elle permettra de consulter les données et les informations existantes liées à l'objet de recherche. Le travail se basera également sur les données produites par les organismes internationaux ainsi que les organismes humanitaires traités qui formeront le corpus de sources primaires. L'usage d'articles scientifiques, de revues et d'ouvrages reconnus ainsi que de périodiques comportant un certain contrôle de qualité, préserveront la crédibilité des sources utilisées. La méthodologie de ce travail se forme donc autour d'une analyse de documents écrits. Nous nous sommes donc attelés à ce travail, privilégiant certaines sources pour des raisons de faisabilité. Tout au long de cette étude, nous avons mobilisé un certain nombre d'outils qui nous ont aidé à diversifier notre approche méthodologique : presse, études de terrain, informations émanant des ONG saoudiennes ou encore des organisations internationales telles que l'OCHA qui ont participé notamment à saisir davantage et de façon objective l'ampleur des dons saoudiens.

Il faut souligner que nous avons rencontré des difficultés à trouver des données quantitatives officielles fiables, détaillées ou récentes étant donné l'opacité que l'Arabie saoudite cultive et le manque de statistiques des États africains. Il semble que toute chercheuse et tout chercheur travaillant sur le Royaume saoudien est confronté à cet obstacle. De plus, le domaine de recherche des organismes humanitaires islamiques se caractérise par le manque de données accessibles au public alors que les connaissances sont encore limitées en raison de leur intérêt récent pour les chercheurs et chercheuses. C'est pourquoi nous nous sommes appuyés sur plusieurs sources et leurs données, dont le traitement, nous l'espérons, permettra de dresser un portrait le plus juste possible. Néanmoins, ces diverses contraintes nous ont poussé à tenter de dégager davantage une tendance, un tableau d'ensemble, visant à apporter une réponse à notre question de recherche. Ce travail s'expose donc à des critiques car il manque de détails par la force des choses et par manque d'accumulation et d'accès à la connaissance du phénomène étudié.

Comme nous avons pu l'observer lors de cette étude, il est essentiel de noter que la base de données des sources saoudiennes dans le domaine de l'aide humanitaire et du développement a longtemps été pauvre. Elle repose jusqu'à aujourd'hui sur des sites *Internet* dont l'information disponible est très limitée et semble

²³ *Ibid.*

²⁴ Joseph NYE, « L'équilibre des puissances au XXI^e siècle », in *Géoeconomie*, 2013, No. 65, p. 28.

²⁵ AFP, « Al-Jazeera en tête de l'audience dans le monde arabe », in *L'Express*, 23 mai 2013 (consulté le 10 décembre 2021).

d'avantage faire office d'écran de fumée plutôt que de rendre compte d'informations clés utiles aux chercheurs et chercheuses. Les données sont souvent superficielles et participent davantage à mettre en lumière des informations générales sur les activités et projets humanitaires, sur les principes moraux ou encore les lieux d'activité. Cependant, aujourd'hui, le *King Salman Humanitarian Aid and Relief Center (KSRelief)* semble prendre, timidement certes, le chemin d'un savoir partagé en faisant l'effort depuis 2015 d'alimenter les sites gouvernementaux en information, en donnant plus de chiffres, etc. L'Arabie saoudite pourrait ainsi peut-être, à l'avenir, contribuer à diffuser des informations clés, ce qui contribuera certainement à démystifier de nombreux propos qui courent sur elle. Soulignons que l'Arabie saoudite ne dispose pas d'un Ministère qui s'occuperait uniquement de la question humanitaire capable d'assurer un contrôle effectif sur ce domaine comme peuvent le faire les États-Unis avec l'agence gouvernementale USAID par exemple²⁶. Dès lors, les multiples acteurs (fondations diverses, hommes d'affaires, ONG, etc.) intervenant dans l'aide saoudienne ne font pas partie d'un même système intégré. Ce fait participe ainsi à rendre difficile pour l'Arabie saoudite le contrôle des différents flux financiers alors que ceux et celles qui étudient ce phénomène font souvent face à un manque de transparence des informations données.

Ce travail de recherche s'appuie entre autres sur l'ouvrage de Jacques Bourgeois, Jocelyn Béjouis et Édouard Paul intitulé *Arabie saoudite des origines au XXI^e siècle* sorti en 2020. L'œuvre permet de traverser l'ensemble de l'histoire du pays tout en livrant des analyses géopolitiques, historiques, religieuses et sociologiques. Nous nous sommes également fondée sur l'œuvre de Nabil Mouline, *Les clercs de l'islam* publié en 2011, qui s'est intéressé de près aux relations qu'entretient la dynastie des Al Saoud avec l'establishment religieux wahhabite. Elle a constitué une source secondaire majeure à la construction de ce mémoire. Par la suite, le rapport de Espen Villanger nommé *Arab foreign aid : disbursement patterns, aid policies and motives* datant de 2018, combiné à la thèse de Céline Billat intitulée *The funding of humanitarian action by non-western donors. The sustainability of Gulf States contribution* produite en 2015, nous ont permis de saisir les raisons philanthropiques mais surtout politiques et stratégiques sous-jacentes aux motivations de l'aide humanitaire et de développement émanant des monarchies du Golfe dont l'Arabie saoudite, des questions au cœur de ce travail. Enfin, l'ouvrage de Jonathan Benthall et de Jérôme Bellion-Jourdan, *The charitable crescent : politics of aid in the muslim world*, publié en 2003 ainsi que l'ensemble des articles scientifiques de Jérôme Bellion-Jourdan tirés de sa thèse *Prédication, secours, combat : l'action humanitaire des ONG islamiques entre da'wa et jihad* soutenue en 2002, éclairent la question de l'action humanitaire émanant du monde musulman et du travail des organismes humanitaires islamiques se revendiquant, ou non, d'activités religieuses. Le rapport *La Fabrique de l'islamisme* établi en 2018 par Hakim El Haraoui constitue une excellente synthèse de la question de l'islamisme et de l'utilisation du fait religieux par des gouvernements tels que l'Arabie saoudite afin d'assurer leurs intérêts nationaux. Finalement, un ensemble de corpus met en exergue des notions clés passant de l'islam en Afrique à l'action de l'Arabie saoudite sur ce continent, puis de la politique étrangère au concept de solidarité ou encore de charité islamique.

L'intérêt de cette recherche

L'intérêt d'une telle étude réside dans plusieurs aspects : l'Arabie saoudite est au cœur de nombreuses spéculations et de fantasmes. Sa relation avec l'islam et son soutien à différents groupes *djihadistes* constituent des zones d'ombre qui font couler beaucoup d'encre²⁷. De nombreuses études se sont concentrées sur l'étude de la politisation du salafisme et de sa version radicalisée et violente portée en premier lieu par *Al-*

²⁶ Concernant la stratégie américaine en matière de développement voir : « Chapitre 1. Fondements stratégiques et orientations nouvelles », in *Revue de l'OCDE sur le développement*, 2006, Vol. 7, No. 4, pp. 121-129 et Amy B. FRUMIN et Aurélie DE POORTÈRE, « Les réformes de l'aide internationale américaine au banc d'essai : le cas afghan », in *Politique américaine*, 2010, Vol. 17, No. 2, pp. 95-108.

²⁷ Dans le sillage du 11 septembre 2001, des accusations tenues notamment par des journalistes et des diplomates ont imputé les attaques d'Oussama Ben Laden au wahhabisme et à l'Arabie saoudite. Voir par exemple : Dore GOLD, « L'Arabie saoudite et les racines du *djihad* planétaire », in *Outre-Terre*, 2006, Vol. 14, No. 1, pp. 255-268 ou encore Richard LABÉVIÈRE, « L'Arabie saoudite et le financement des djihadistes », in *Revue Des Deux Mondes*, septembre 2016, pp. 69-75. Néanmoins, de nombreux intellectuels ont critiqué ce type de théories. Voir par exemple : David COMMINS, *The wahhabi mission and Saudi arabia*, New York, I. B. Tauris, 2006.

*Qaïda*²⁸. Toutefois, ce travail cherche davantage à s'intéresser à une stratégie politique pensée depuis les années 1970 par les décideurs saoudiens. Nous pourrions également nous concentrer plus précisément sur la manière dont les intérêts politiques, les priorités stratégiques et la concurrence entre États participent aujourd'hui à définir les règles de la diplomatie humanitaire.

Finalement, il est intéressant de comprendre comment l'Arabie saoudite a construit sa diplomatie religieuse pour assurer ses intérêts politiques, d'abord dans son environnement immédiat, régional mais également dans un secteur plus vaste comme en Afrique. Les aides financières et humanitaires dans une logique de solidarité islamique ont été les vecteurs les plus efficaces pour pénétrer le continent africain et assurer les intérêts politiques, stratégiques et économiques saoudiens. D'autant plus, que le Royaume a été l'un des acteurs clés du renouvellement de la dynamique islamique utilisée dans sa stratégie politique contre des idéologies concurrentes tel que le panarabisme ou le communisme, car si pour certain l'islam paraît menaçant, il joue également un véritable rôle structurant pour plus d'un milliard d'individus dans le monde.

²⁸ Se référer aux travaux d'Olivier Roy et Gilles Kepel qui sont de véritables références pour l'étude des mouvements islamistes. Voir par exemple : Olivier ROY, *L'Islam mondialisé*, Paris, Seuil, 2002 et Gilles KEPEL, *Jihad. Expansion et déclin de l'islamisme*, Paris, Gallimard, 2000.

Partie analytique

Chapitre 1

La politique étrangère

Façonner l'environnement politique international en sa faveur

La politique étrangère « [...] consiste souvent à réagir ou à s'adapter à des événements externes sur lesquels les décideurs n'ont aucune prise »²⁹, ces derniers se déroulant en dehors de l'espace contrôlé par un seul État. Difficile à définir, la politique étrangère est au cœur des approches réaliste et néoréaliste, libérale et néolibérale, marxiste et néomarxiste, constructiviste ou encore de la perspective *communautarienne*³⁰. Elles définissent toutes des paradigmes différents, conjugué à un contexte et des pratiques étatiques en constante évolution³¹. La politique étrangère peut alors être appréhendée comme « l'instrument par lequel l'État tente de façonner son environnement politique international, [...] »³² et « [...] par lequel il tente d'y préserver les situations qui lui sont favorables et d'y modifier les situations qui lui sont défavorables »³³.

La fin de la Guerre froide a modifié l'approche du concept de politique étrangère pensé par Morgenthau comme un « instrument au service des intérêts vitaux de l'État visant à garantir sa sécurité ou à maximiser sa puissance »³⁴. Depuis des années, l'approche politique des relations internationales a évolué et les politiques étrangères des États se matérialisent autrement que par la force militaire, symbole de puissance et de survie durant la Guerre froide. Les États développent au gré de leur contexte national, de leurs ressources, de leur histoire et de leurs intérêts diverses stratégies afin d'affirmer leur puissance sur le terrain international mais surtout d'assurer sécurité et stabilité aux niveaux local, régional et mondial. En effet, la Guerre froide ayant axé les politiques étrangères des États sur la question sécuritaire et la course aux armements, les questions relatives à la culture, au commerce, à l'économie ou encore à l'éducation étaient marginalisées. Elles ont fait leur grand retour dans l'agenda des leaders mondiaux puisqu'elles sont gages de stabilité pour les nations, une stabilité devenue centrale pour les États afin de prévenir l'irruption d'une crise et ainsi de réduire les facteurs de déstabilisation et les conflits dont les coûts sont très souvent plus élevés que les bénéfices. En effet, comme l'indique William Zartman « [l]a politique étrangère d'un État vise, en principe, à assurer à la fois la sécurité de cet État, et la stabilité des autres États importants pour le maintien de celle-ci. Ce double souci de sécurité et de stabilité, aussi bien économiques que politiques, implique un intérêt de réduction des conflits *avec et dans* d'autres États »³⁵.

Par ailleurs, la mobilisation des ressources, d'ordre économique et militaire en premier lieu, relève également de la géographie, de la démographie, des matières premières mais aussi des ressources « idéationnelles » comme le prestige et la capacité à définir des normes morales sur la scène internationale (capital symbolique). Ce faisant, la puissance, de même que la réussite d'une politique étrangère, ne se justifient plus uniquement par les moyens économiques et militaires comme pouvait l'avancer la grille d'analyse rattachée au contexte de Guerre froide³⁶. Finalement, les objectifs des politiques étrangères des États étant variés et rarement énoncés avec précision, aucune théorie des relations internationales n'est alors valide en toutes

²⁹ Frédéric CHARILLON (dir.), *Politique étrangère. Nouveaux regards*, Paris, Presses de sciences Po, 2002, p. 13.

³⁰ Pour une typologie détaillée des théories des relations internationales voir : Dario BATTISTELLA, *Théories des relations internationales*, Paris, Les Presses de Science Po, 2019 [6^e édition] ou encore Diane ÉTHIER, *Introduction aux relations internationales*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2010.

³¹ Frédéric CHARILLON (dir.), *op. cit.*, pp. 14-17.

³² *Ibid.*, p. 13.

³³ Dario BATTISTELLA, « Chapitre 10. La politique étrangère », in Dario BATTISTELLA (dir.), *op. cit.*, p. 373.

³⁴ Jean-Frédéric MORIN, *La politique étrangère. Théories, méthodes et références*, Paris, Armand Colin, 2013, p. 14.

³⁵ Ira William ZARTMAN, « Chapitre 10. La politique étrangère et le règlement des conflits », in Frédéric CHARILLON (dir.), *op. cit.*, p. 275.

³⁶ Jean-Frédéric MORIN, *op. cit.*, pp. 28-29.

circonstances³⁷. Ce faisant, son étude comporte nécessairement une part de spéculation car le processus de décision est très complexe et opaque alors que de nombreux facteurs influencent différemment les décisionnaires qu'il s'agisse de variables économiques, historiques, démographiques, géographiques, culturelles ou encore psychologiques³⁸.

Dans les différentes approches des relations internationales, nous avons fait le choix de retenir la conception *communautarienne* afin d'appréhender au mieux la politique étrangère saoudienne en Afrique subsaharienne. Cette approche analyse les relations internationales en fonction des valeurs culturelles partagées par une ou plusieurs communautés nationales et ethniques ou par des groupes identitaires : histoire, conditions économiques, partage de valeurs culturelles comme la religion, la langue ou encore les traditions³⁹. Elle semble alors pertinente puisqu'en Afrique subsaharienne, la promotion de la politique extérieure saoudienne s'est construite sur le discours panislamique qui constitue, comme nous le verrons, une des sources majeures de légitimation et de valorisation du régime saoudien auprès des pays musulmans.

L'offensive saoudienne en Afrique : la solidarité de l'oumma

L'Afrique subsaharienne, terrain d'influence

Le Royaume saoudien fait face à un environnement régional hostile puisqu'entouré de pays rivaux tels que l'Iran ou encore l'Irak. Dès lors, l'Arabie saoudite a constamment lutté pour maintenir et augmenter son influence, sur la scène régionale en premier lieu puis à l'international. Alors que les dirigeants saoudiens s'étaient débarrassés de leur concurrent égyptien, avec la disparition de Gamal Abdel Nasser (1918-1970) sur la scène arabe et des promoteurs du socialisme africain et du panafricanisme tel que le président ghanéen Kwame Nkrumah (1909-1972) ou le leader tanzanien Julius Nyerere (1922-1999)⁴⁰, le Royaume doit alors endiguer la stratégie iranienne, dans l'expansion idéologique de l'Afrique subsaharienne. La rivalité avec l'Iran constitue l'élément antagonique majeur pour la dynastie des Al Saoud et sa politique étrangère vise tout d'abord à assurer la sécurité du pays et à résister à l'hégémonisme iranien.

En affichant dès la révolution islamique son rejet des monarchies du Golfe que l'*Ayatollah* Rouhalla Khomeiny (1902-1989) appelle à renverser, l'Iran s'est alors présenté comme une menace existentielle pour l'Arabie saoudite, cette dernière considérant également que Téhéran manipule des minorités chiites autour et à l'intérieur du Royaume afin de le déstabiliser. Par ailleurs, en rivalisant pour l'influence politique dans la région et dans le monde musulman, l'Iran s'est construit comme un concurrent à abattre pour l'État saoudien. Une rivalité perceptible depuis plusieurs décennies en Afrique subsaharienne où Riyad craint de voir s'exporter les idéaux révolutionnaires iraniens⁴¹.

Après la révolution islamique en 1979, Téhéran renforce sa coopération avec le continent africain en prenant part au mouvement des non-alignés et en soutenant les luttes anti-impériales. La politique africaine de l'Iran est alors motivée par la volonté stratégique de transporter sa révolution au-delà de ses frontières et de créer des alliances, le pays étant boycotté par de nombreux pays occidentaux et arabes. Dès lors, la diplomatie iranienne s'accompagne d'une offensive religieuse en Afrique en accordant des bourses d'études aux étudiants africains, en créant des centres culturels et religieux et en octroyant des dons généreux aux gouvernements. Le discours révolutionnaire de l'Iran et son écho auprès des gouvernements africains représentent pour les Saoudiens une menace à leur *leadership* islamique. Il fallait alors éviter à ce que la révolution islamique iranienne puisse servir d'exemple, notamment aux élites religieuses sunnites des

³⁷ *Ibid.*, p. 25.

³⁸ Diane ÉTHIER, « Chapitre 3. La politique étrangère des États », in Diane ÉTHIER, *Introduction aux relations internationales*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2010, pp. 135-198.

³⁹ Diane ÉTHIER, « Chapitre 1. L'analyse des relations internationales », in Diane ÉTHIER, *op.cit.*, pp. 15-74.

⁴⁰ Voir : Steven METZ, « In lieu of orthodoxy : the socialist theories of Nkrumah and Nyerere », in *The Journal of Modern African Studies*, 1982, Vol. 20, No. 3, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 377-392.

⁴¹ Concernant la rivalité irano-saoudienne voir : Agnès LEVALLOIS et Clément THERME, *Iran/Arabie Saoudite : une guerre froide*, Paris, L'Harmattan, 2016 et Riham Ashraf BAHI, « Iran-Saudi rivalry in Africa : implications for regional stability », in *Middle East policy*, 2018, Vol. 25, No. 4, pp. 26-40.

sociétés africaines⁴². De son côté et comme nous le verrons dans ce travail de recherche, l'Arabie saoudite a également veillé à assurer son influence en Afrique subsaharienne par le biais d'aides financières et humanitaires. Riche en hydrocarbures et minerais, le territoire saoudien a vu l'or noir couler à flots garantissant à la famille royale une fortune hors normes qui sera alors mise au service des intérêts politiques de l'État saoudien en Afrique.

Ce sont notamment les sociétés africaines subsahariennes, très peuplées, avec un faible développement et empruntées à des crises humanitaires majeures, qui offraient un terrain davantage propice à la pénétration des valeurs saoudiennes. C'est alors à coup de pétrodollars, d'enseignements religieux, de constructions d'écoles, de distributions de corans et autres ouvrages religieux édités en Arabie saoudite, que cette dernière a su se présenter comme un soutien social et économique pour les populations musulmanes de ces pays. La LIM, l'IIRO, devenue la plus grande ONG islamique transnationale du monde, le FSD et la Banque islamique de développement (BID), chapeauté par l'Arabie saoudite ont permis le succès de cette stratégie politique. Le théoricien réaliste Hans Morgenthau a souligné que toute forme d'aide étrangère est essentiellement politique et a pour but de promouvoir et de sauvegarder les intérêts nationaux (assurer sa sécurité extérieure et intérieure, accéder à des marchés, renforcer les relations commerciales, exporter ses valeurs culturelles et religieuses, etc.)⁴³.

Néanmoins, l'Arabie saoudite et l'Iran ne sont pas les seuls acteurs islamiques à avoir investi le continent africain. Depuis plusieurs décennies, les ambitions saoudiennes dans le monde musulman et notamment en Afrique sont contestées par la Turquie et le Qatar. D'autant plus que les deux États ont opéré un rapprochement récent fondé sur des affinités tout d'abord idéologiques puisque tous deux sont proches de la mouvance des Frères musulmans. Ces relations se sont notamment renforcées en 2017 à la suite de l'embargo et de l'isolement imposé au Qatar par l'Arabie saoudite et ses alliés⁴⁴. Le Royaume saoudien est ainsi constamment sur la défensive face aux alliances que l'Iran, la Turquie⁴⁵, le Qatar⁴⁶ ou encore les Émirats arabes unis⁴⁷ cherchent à tisser dans toute l'Afrique subsaharienne. Le continent africain est devenu un terrain convoité par divers acteurs internationaux, ainsi, pour garantir son influence sur le monde arabo-musulman dans un contexte de lutte idéologique, Riyad s'est armé, notamment, de la rhétorique islamique au sein des organisations internationales islamiques, où l'État saoudien jouit d'une assise forte.

Le monde musulman : quelle réalité politique ?

Depuis plusieurs années, on redécouvre l'importance de l'influence de la religion, et dans notre cas de l'islam, sur la scène internationale alors que depuis des décennies on avait considéré l'ordre mondial comme essentiellement sécularisé. Néanmoins, comme le souligne René Otayek : « [...], l'articulation islamique du local et du global ne passe pas uniquement, loin s'en faut, par le jeu trouble des réseaux islamistes ne serait-ce que parce que la mondialisation de l'islam a accompagné son expansion tout au long du XX^e siècle, et parce que l'*oumma*, la communauté des croyants, est supranationale par définition »⁴⁸.

⁴² Pour une histoire détaillée de la politique africaine iranienne voir : Eric LOB, « The Islamic Republic of Iran's foreign policy and construction jihad's developmental activities in sub-saharan Africa », in *International Journal of Middle East Studies*, 2016, Vol. 48, No. 2, pp. 313-338.

⁴³ Yi LI, « Saudi Arabia's economic diplomacy through foreign aid : dynamics, objectives and mode », in *Asian journal of Middle Eastern and islamic studies*, 2019, Vol. 13, No. 1, p. 117.

⁴⁴ Concernant le rapprochement opéré entre la Turquie et le Qatar voir : Özgür PALA et Bülent ARAS, « Practical geopolitical reasoning in the Turkish and Qatari foreign policy on the Arab spring », in *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*, 2015, Vol. 17, No. 3, pp. 286-302.

⁴⁵ À propos de la politique africaine de la Turquie voir : Mehmet OZKAN, « Turkey's rising role in Africa », in *Turkish policy quarterly*, 2010, Vol. 9, No. 4, pp. 93-105.

⁴⁶ Concernant l'action du Qatar en Afrique voir : Benjamin AUGÉ, « La relation diplomatique entre le Qatar et l'Afrique subsaharienne. Une histoire en construction », in *Notes de l'Ifri*, août 2016.

⁴⁷ Pour une histoire détaillée de la politique africaine des Émirats arabes unis voir : Jean-Loup SAMAAAN, « Les Émirats arabes unis en Afrique : les ambitions parfois contrariées d'un nouvel acteur régional », in *Notes de l'Ifri*, septembre 2021.

⁴⁸ René OTAYEK, « Religion et globalisation : l'islam subsaharien à la conquête de nouveaux territoires », in *Revue internationale et stratégique*, 2003, Vol. 52, No. 4, p. 52.

La conception islamique des relations internationales contribue également à ce qu'une communautarisation de la politique étrangère d'États liés par une identité religieuse soit pensée. La tradition islamique divise le monde en deux : le *dar al-islam* (demeure de l'Islam où s'applique sa loi divine) et le *dar al-harb* (le monde du non-Islam où la loi musulmane n'exerce pas ses effets, ou demeure de la guerre)⁴⁹. L'*oumma* est alors intégrée à une nation islamique universelle qui doit assurer la défense de l'islam et sa propagation. Selon Mohammad-Reza Djalili : « Théoriquement, le dar al-islam ne forme qu'une seule unité, cette unité trouvant sa substance dans l'unicité de la communauté, de la foi et de la loi : un seul Dieu, un seul État, dirigé par une seule autorité. Ainsi donc, les musulmans ne forment qu'une seule communauté, l'umma, 'ni jus sanguinis, ni jus soli ; la religion fait la citoyenneté'. La notion d'umma en réalité transcende le territoire de l'islam puisqu'il peut y avoir des minorités musulmanes, vivant en dehors du dar al-islam »⁵⁰.

Par ailleurs, il existe une zone qualifiée de *dar al-suhl* (demeure de la réconciliation) qui se forme d'États entretenant des relations pacifiques avec les pays musulmans et où la *da'wa* (prédication) se fait par les musulmans afin d'islamiser les sociétés non musulmanes ou de renforcer la foi des musulmans. Cette zone regroupe ainsi des États où sont assurées des missions de prédication et de propagation de l'islam afin d'élargir le territoire du domaine de l'islam. Il s'agirait alors de pays africains comme l'Éthiopie, la Tanzanie, le Kenya ou encore l'Érythrée mais également de pays européens comme la Bosnie ou de pays asiatiques comme l'Inde, tous abritant de fortes minorités musulmanes⁵¹.

Dans les faits, cette théorie de la conception islamique des relations internationales, construite comme un schéma théorique d'interprétation, ne prend aucune réalité matérielle sur le terrain concernant la politique étrangère des États musulmans qui poursuivent tous des stratégies politiques visant à assurer leurs propres intérêts sur la scène internationale. L'Arabie saoudite partage ainsi de très bonnes relations avec des acteurs non musulmans comme les États-Unis et, au contraire, des rapports plus difficiles tout au long des dernières décennies avec des entités islamiques sunnites comme l'Irak. L'islam et le lien communautaire ne sont donc pas des vecteurs influant sur la position de l'Arabie saoudite à l'égard de l'ensemble des États. L'islam, comme vu précédemment, se construit donc comme un outil politique comme un autre pour le Royaume pour atteindre des objectifs et qui sera alors activé notamment dans le cadre de son action humanitaire en Afrique subsaharienne. L'opposition *dâr al-harb / dâr al-'islâm* n'a donc aucune prise sur les relations entre le monde musulman et le reste du monde. Enfin, soulignons que la référence de cette théorie est davantage faite par des groupes *djihadistes* tels que *Al-Qaida* qui s'appuient sur cette division du monde mise en lumière par des penseurs musulmans de l'idéologie islamiste radicale⁵² comme Ibn Taymiyya (1263-1328) et plus récemment Sayyid Qutb (1906-1996), pour justifier leur projet d'État islamique sur l'espace musulman et la nécessité de déclarer la guerre aux Autres⁵³.

La rhétorique islamique comme discours politique

Le panislamisme sous-entend la création d'une alliance entre les États musulmans, du Maroc à l'Indonésie, afin de pouvoir se constituer comme un bloc uni capable d'assurer ses intérêts. Cette logique de *oumma* désigne donc une matrice de musulmans au sens spirituel mais revêt également une portée politique en se formant comme une communauté de croyants qu'il faut défendre, dont il faut prendre soin et préserver l'unité. Une logique souvent légitimée par des *hadiths* cités régulièrement par les dirigeants musulmans comme lors du septième sommet de l'OCI en 1995 à Rabbat. Le roi Hassan II citait alors dans son discours d'ouverture le *hadith* suivant : « Dans leurs liens affectueux, les croyants sont, tel un seul corps humain, qui

⁴⁹ Mohammad-Reza DJALILI, « Chapitre I. Islam et relations internationales », in Mohammad-Reza DJALILI, *Diplomatie islamique : Stratégie internationale du khoméynisme*, Genève, Graduate Institute Publications, 1989, p. 10. Voir également : Manoucher PARVIN et Maurie SOMMER, « Dar Al-Islam : the evolution of muslim territoriality and its implications for conflict resolution in the Middle East », in *International Journal of Middle East Studies*, 1980, Vol. 11, No.1, Cambridge, Cambridge University Press, 1980, pp. 1-21.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 10.

⁵¹ *Ibid.*, p. 11.

⁵² Voir : Ali EL YOUSFI ALAOUÏ, « Aux origines de l'extrémisme islamiste », in *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 2020, No. 145, pp. 39-53.

⁵³ Voir : Thameem USHAMA, « Sayyid Qutb's critique of *fiqh* », in *Intellectual discourse*, 2014, Vol. 22, No. 2, pp. 215-232, Bernard LEWIS, *Le Langage politique de l'islam*, Gallimard, Paris, 1988 ou encore Mohamed Chérif FERJANI, « Islam, paix et violence », in *Revue Projet*, 2004, Vol. 281, No. 4, pp. 47-52.

se sent en entier concerné dès lors que l'une quelconque de ses parties est souffrante»⁵⁴. Comme le soulignent Giulio Gallarotti et Isam Yahia Al-Filali : « The promotion of pan-Islamism has been central to Saudi Arabia's foreign policy and to making the best out of its religious *soft power*. Broadly understood as an ideology based on the solidarity of the umma, or the Muslim community at large, pan-Islamism contains a normative imperative to help other Muslims in a time of crisis and to work towards a sort of unity between Muslims that does not conflict with the new world fabric. In contrast to a secular nationalist political ideology, the political and social order fostered by Saudi Arabia is derived from a religious precept with religious identity, not culture or ethnicity, at its core »⁵⁵.

L'Organisation de la coopération islamique, tribune de la solidarité islamique

Le déclin, au cours des années 1970, des idéologies telles que le socialisme, le panarabisme ou le tiers-mondisme et l'esprit de Bandung contribuent à la montée en puissance des organisations internationales islamiques qui mettent au cœur de leur politique la réislamisation⁵⁶ et la *da'wa*⁵⁷ (prédication) en Afrique⁵⁸. Comme le souligne Samadia Sadouni, « les contacts des musulmans d'Afrique avec le monde musulman se sont, d'un seul coup, multipliés sous la forme de venues de prédicateurs, d'organisation de grandes conférences, d'octroi de bourses ou d'envoi de littérature religieuse »⁵⁹. Les pays africains musulmans, désormais considérés comme des États « frères », deviennent les destinataires privilégiés de l'aide islamique émanant notamment des États du Golfe. D'autant plus que la figure de Bilal premier muezzin, Africain et compagnon du prophète Mohammed ainsi que l'Afrique comme lieu d'exil de plusieurs disciples du prophète de l'islam alors persécutés par les Arabes polythéistes et accueillis en Abyssinie (actuelle Éthiopie)⁶⁰, sont souvent utilisés pour souligner l'importance de l'Afrique pour l'islam⁶¹.

L'Organisation de la coopération islamique (OCI)⁶², constituant la plus grande organisation de la communauté musulmane en comptant 57 États dont 22 pays subsahariens⁶³, représente notamment un outil institutionnel à travers lequel l'Arabie Saoudite joue un rôle décisif et qui vise à regrouper les pays musulmans dans une même institution afin d'assurer « [...] la promotion et [le] renforcement de l'unité et de la solidarité entre les États Membres pour garantir leurs intérêts communs sur la scène internationale »⁶⁴.

Dans cette perspective politique, l'islam constitue donc le lien fondamental entre les États même si dans les faits, la communauté musulmane est marquée par une diversité politique, économique, culturelle et sociale des pays qui la composent, rendant toujours plus complexe la prise de décision. Il est alors difficile de créer

⁵⁴ Maurice BORRMANS, « Le 7^{ème} sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) », in *Se comprendre*, 1995, Vol. 2, No. 95, p. 2.

⁵⁵ Giulio GALLAROTTI et Isam YAHIA AL-FILALI, « Saudi Arabia's soft power », in *International studies*, 2012, Vol. 49, No. 3-4, p. 243.

⁵⁶ Par réislamisation et dans le contexte d'une étude de la diplomatie religieuse saoudienne, nous entendons le raffermissement de la foi des musulmans en les dirigeant vers la doctrine wahhabite. Dès lors, il ne s'agit pas tant de convertir des non-musulmans.

⁵⁷ La *da'wa* relève du devoir des Saoudiens de « [...] propager au-delà de l'espace religieux saoudien le 'vrai' islam, un islam acceptable par les maîtres de la wahhabiya et par les musulmans non saoudiens », Reinhard SCHULZE, « La *da'wa* saoudienne en Afrique de l'Ouest », in René OTAYEK (dir.), *Le radicalisme islamique au sud du Sahara. Da'wa, arabisation et critique de l'Occident*, Paris, Karthala, 1993, p. 24.

⁵⁸ Samadia SADOUNI, « Tentative d'une construction régionale de la *oumma* en Afrique australe », in Christian COULON (dir.), *L'Afrique politique 2002. Islams d'Afrique : entre le local et le global*, Paris, Karthala, 2002, p. 104.

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ Haggai ERLICH, *Saudi Arabia & Ethiopia. Islam, christianity, politics entwined*, London, Lynne Rienner Publishers, 2007, p. 2.

⁶¹ Samadia SADOUNI, *op. cit.*, p. 102.

⁶² Pour plus de détails sur l'histoire du panislamisme et celle de l'OCI voir : Mark ZIMDARS, « L'Organisation de la Conférence Islamique », in *Law and Politics in Africa, Asia and Latin America*, 1991, Vol. 24, No. 4, pp. 406-448.

⁶³ Liste : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Sénégal, Sierra Léone, Somalie, Soudan, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, Tchad, Togo. Disponible à l'adresse : <https://www.oic-oci.org/states/?lan=fr> (consulté le 25 décembre 2021).

⁶⁴ ORGANISATION DE COOPÉRATION ISLAMIQUE, *Charte de l'Organisation de Coopération Islamique*, Préambule, p. 2. Disponible à l'adresse : https://oic-oci.org/upload/documents/charter/fr/oic_charter_2018_fr.pdf (consulté le 25 décembre 2021).

une compatibilité politico-idéologique entre tous ces États. Cependant, la volonté de resserrer les liens entre les pays islamiques est bien perceptible et sera en premier chef défendue par l'Arabie saoudite dès les années 1960⁶⁵. Comme le formule René Otayek, ce sentiment de solidarité islamique est porteur « de normes et de valeurs spécifiques, [il] participe d'un processus de communalisation du lien religieux, c'est-à-dire de cristallisation d'un sentiment subjectif d'appartenance à une même communauté, qui tend à affaiblir les allégeances nationales au bénéfice d'une allégeance supranationale, panislamique en l'occurrence »⁶⁶.

La rhétorique islamique apparaît dans le discours du roi Fahd tenu en 1981 lors du sommet islamique à Taïf à propos des relations économiques entre les pays musulmans. Le leader saoudien affirmait alors : « [l]a coopération économique entre les nations est devenue une nécessité capitale et ceci particulièrement entre les pays en voie de développement qui doivent maintenant déterminer les voies pratiques propres à réaliser la croissance et le progrès, ce qui leur assurera un plus haut niveau de production et une vie plus prospère. Par conséquent, les États islamiques qui ont réalisé de grands progrès dans le domaine de la coopération économique entre eux, sont appelés aujourd'hui à affermir cette coopération. Grâce aux liens religieux et à leur héritage commun ainsi qu'à la diversité de leurs ressources, ces États sont capables, avec l'aide d'Allah, d'intensifier cette coopération de manière à la rendre plus large et plus efficace »⁶⁷. Le roi saoudien démontrait à cette époque qu'il considérait les pays musulmans comme un bloc uni et solidaire. L'islam est donc souvent présent dans le discours des leaders comme une stratégie politique, à la fois par les bénéficiaires et par les donateurs. Il procure, pour les uns, l'accès privilégié à l'aide des monarchies du Golfe et, pour les autres, une position plus forte dans un contexte de rivalité pour le leadership religieux et pour la propagation de la *da'wa* en Afrique notamment.

Le développement de l'Afrique est souvent un point majeur lors des sommets islamiques de l'OCI et les pays membres ont régulièrement entamé des discussions concernant des situations de crise humanitaire et de conflit qui touchent le continent, notamment le Sahel et la Corne de l'Afrique, et qui s'accompagnent par la suite d'aides financières et matérielles au nom de la solidarité islamique. Le rappel est souvent fait de la nécessité « d'intensifier la coopération dans les domaines économique, commercial et technique au profit de la solidarité islamique »⁶⁸ afin de contribuer au développement des économies des pays musulmans les moins avancés, une question qui a fait l'objet d'une attention particulière de la part des membres. Tout au long de ces décennies, la situation économique de l'Afrique est au cœur des préoccupations politiques des États, aux côtés de la question palestinienne et des minorités musulmanes dans le monde. La tendance est visible dans une grande majorité des rapports émis par l'OCI depuis 1981 à 2019⁶⁹. Par ailleurs, l'engagement pro-palestinien des États africains contribue à renforcer le sentiment de la solidarité islamique. Enfin, lors du sixième sommet islamique de l'OCI à Dakar, on peut lire que les États membres considèrent « que la réalisation du pari de développement en Afrique appelle nécessairement une stratégie culturelle reposant sur les principes de notre religion sublime qui prêche la solidarité, la tolérance et le progrès, afin de garantir la stabilité et la sécurité de nos sociétés [ici les sociétés africaines musulmanes] »⁷⁰. Suite à la lecture des différents rapports de l'OCI, nous avons pu observer que les États africains le plus souvent concernés par les appels d'assistance financière sont alors le Mali, le Soudan, la Somalie et le Niger. Il est apparu également que l'Arabie saoudite a souvent effacé les dettes des pays les plus pauvres dans une logique de solidarité islamique.

Notons que l'OCI reste cependant une organisation intergouvernementale qui ne s'inscrit pas dans la conception religieuse, c'est-à-dire qu'elle ne fait pas la promotion de l'islam sur la scène internationale,

⁶⁵ Geneviève CAYRE, « La solidarité des pays producteurs de pétrole et des pays en voie de développement : les fonds d'aide multilatérale », in Paul BONNENFANT, *La péninsule Arabique aujourd'hui. Tome I*, Aix-en-Provence, Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans, 1982, p. 286.

⁶⁶ René OTAYEK, *op. cit.*, p. 60.

⁶⁷ Abdelkader SID AHMED, « La place du Maghreb dans les investissements et les flux financiers des États arabes détenteurs de pétro-dollars », in *Annuaire de l'Afrique du Nord*, 1987, Vol. 24, p. 229.

⁶⁸ OCI, *Troisième sommet islamique*, La Mecque, 1987. Disponible à l'adresse : <https://ww1.oic-oci.org/french/conf/is/3/3rd-is-sum.htm> (consulté le 26 décembre 2021).

⁶⁹ Les rapports des sommets islamiques de l'OCI sont accessibles à l'adresse : <https://www.oic-oci.org/confdetail/?cID=10&lan=fr>

⁷⁰ OCI, *Sixième sommet islamique*, Dakar, 1991. Disponible à l'adresse : [https://ww1.oic-oci.org/french/conf/is/6/6th-is-sum\(declaration\).htm](https://ww1.oic-oci.org/french/conf/is/6/6th-is-sum(declaration).htm) (consulté le 26 décembre 2021).

contrairement à la LIM, mais vise à assurer le développement des relations et de la solidarité entre les pays islamiques notamment en matière de développement économique. L'entité a par la suite servi de tribune à l'Arabie saoudite pour diffuser son discours politique fondé sur la solidarité islamique afin de capter les « amitiés » politiques au sein des pays musulmans et s'assurer ainsi un rôle politique majeur au sein de la communauté islamique.

Un discours communautaire : aider les frères de la oumma

Pour l'Arabie saoudite tout l'enjeu consiste dans sa représentation comme un État islamique idéal qui applique la charia, qui soutient les causes musulmanes et qui est le protecteur à la fois des Lieux Saints et de la *oumma*, en aidant notamment les plus pauvres. Le prince Sultan bin Salman déclarait alors : « Living in Saudi Arabia is like living in a charitable foundation ; it is part and parcel of the way we're made up. If you are not charitable, you are not a Muslim »⁷¹. Le panislamisme contient un impératif d'aider les autres musulmans en temps de crise et d'œuvrer pour l'unité des musulmans⁷². La domination saoudienne ne se fera dès lors pas d'un point de vue politique mais au niveau culturel et idéologique. C'est dans ce cadre que la rhétorique de la solidarité musulmane et du sens de la communauté sont des éléments dont l'analyse est intéressante puisqu'elles participent à assurer une diffusion des valeurs saoudiennes dans le monde musulman par le biais d'aides financières majeures.

Ainsi, l'objectif de rassembler les croyants musulmans divisés jusque-là par des discordes internes et des agressions extérieures est réactivé dans la solidarité islamique qui émerge d'abord lors de l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, du Liban par Israël en 1982, dans le cadre du conflit israélo-palestinien mais également dans des contextes de crises humanitaires comme lors de la Guerre du Darfour, la guerre civile somalienne et les sécheresses répétées qui touchent la région du Sahel. Tous ces événements contribuent à mobiliser des œuvres sociales émanant d'acteurs islamiques dévoués à un travail d'assistance et de prosélytisme religieux (formant le secours islamique ou *ighātha islamiya* en arabe⁷³) un engagement islamique qui forme le principal pôle fédérateur du monde musulman et qui sera soutenu par l'extraordinaire richesse qu'apporte l'or noir aux monarchies du Golfe⁷⁴.

Ce faisant, on note un élan caritatif considérable ayant pour fondement l'islam et l'Arabie saoudite veillera à y prendre part en construisant un vaste réseau à travers le monde pour conquérir « les cœurs et les esprits »⁷⁵ des musulmans du monde entier. D'autant plus que Riyad veut se présenter comme le guide de la communauté musulmane et comme un meneur politique pour l'ensemble du bloc islamique. Soutenir le développement des pays 'frères' est présenté comme un devoir puisque l'État saoudien se soucierait du sort des musulmans dans l'ensemble du monde. Dès lors, les actions humanitaires se transforment en outil de politique étrangère pour assurer une influence politique, économique, sociale, culturelle et religieuse⁷⁶. C'est pourquoi l'État saoudien constitue le premier pourvoyeur financier aux fonds de solidarité islamique notamment tournés vers les membres de l'OCI⁷⁷.

Finalement, la perspective *communautarienne* met en lumière l'ambition politique de l'Arabie saoudite de se hisser à la tête du monde sunnite par le biais de sa politique religieuse étendue à l'espace musulman et notamment à l'Afrique puisque l'islam a joué un rôle fédérateur dans les relations politiques entretenues entre l'Arabie saoudite et les États subsahariens. Une politique de « projection » de l'Arabie saoudite auprès des États africains islamisés qui permet à cette dernière d'avoir une influence hors de ses frontières tant sur

⁷¹ Kevin SULLIVAN, « Saudi Arabi's riches conceal a growing problem of poverty », *The Guardian*, 1 janvier 2013 (consulté le 10 janvier 2022).

⁷² Lawrence RUBIN, « A typology of soft powers in Middle East politics », in *The Dubai Initiative*, 2010, No. 5, p. 10.

⁷³ Jasmine MOUSSA, « Ancient origins modern actors. Defining arabic meanings of humanitarianism », in *Humanitarian Policy Group Working Paper*, Overseas Development Institute, novembre 2014, p. 11.

⁷⁴ Jérôme BELLION-JOURDAN, « Réseaux transnationaux de l'aide humanitaire islamique : les ONG islamiques », in Bruno DURIEZ (et al.), (dir.), *Les ONG confessionnelles. Religions et action internationale*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 122.

⁷⁵ Joseph NYE, « L'équilibre des puissances au XXIe siècle », *op. cit.*, p. 27.

⁷⁶ Abdel-Rahman GHANDOUR, *op. cit.*, p. 21.

⁷⁷ Mark ZIMDARS, « L'Organisation de la Conférence Islamique », in *Law and Politics in Africa, Asia and Latin America*, 1991, Vol. 24, No. 4, pp. 439-440.

le plan politique qu'économique et religieux. En usant de la solidarité islamique, l'Arabie saoudite cherche à établir des alliances clés à travers le continent africain. Comme l'indique Lawrence Rubin, l'utilisation de cette stratégie politique de panislamisme et de séduction a été un instrument majeur de construction d'alliances et l'OCI a été un moyen pour l'Arabie saoudite de coordonner les politiques étrangères entre les États à majorité musulmane⁷⁸. Le chercheur indique alors : « Riyadh's activities have institutionalized the [Kingdom of Saudi Arabia's] moral authority, created networks that can be mobilized to support political causes, and increased its ability to set an international political agenda »⁷⁹. La stratégie de régionalisation se comprend alors dans la volonté du Royaume saoudien d'exporter son idéologie wahhabite au sein du monde musulman.

⁷⁸ Lawrence RUBIN, *op. cit.*, p. 10.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 11.

Chapitre 2

La diplomatie religieuse saoudienne

L'Arabie saoudite, un État aux fondements religieux

C'est à la suite d'un processus de conquête par la famille Al Saoud que se crée en 1932 l'Arabie saoudite. Le pays échappe, notamment, à la colonisation des puissances occidentales, ce qui participe à faire de la tradition islamique un modèle politique, alors que l'islam est au centre du processus de construction étatique et identitaire du Royaume⁸⁰. Depuis lors, la famille Al Saoud, forte de son alliance avec les *oulémas*⁸¹, règne d'une main de fer sur le Royaume d'Arabie. Sa légitimité politique découle notamment de l'alliance politico-religieuse, dit « du sabre et du Coran », scellée en 1774 entre Mohammad Ibn Saoud (1710-1765) et le prédicateur Mohammed Ibn Abd al-Wahhab⁸². Ce dernier est à l'origine de la création du wahhabisme, doctrine islamique puritaine centrée sur l'unicité de Dieu et le retour aux pratiques prophétiques des premiers califes et aux sources de l'islam que sont le Coran et les *hadiths* afin de bannir toute interprétation et innovation humaine blâmable (*bid'a*)⁸³.

Les deux hommes se partagent alors les attributions du pouvoir : Al-Saoud s'occupe de la conquête territoriale et des opérations militaires grâce au soutien inconditionnel des religieux alors qu'al-Wahhab s'attèle, en vertu d'une vocation personnelle et aspirant au salut éternel, à faire triompher la parole de Dieu, l'orthodoxie et l'orthopraxie, la 'vraie foi' ayant été souillée par les pratiques et croyances hétérodoxes et superstitieuses et prône le principe du *tamhid* (unicité)⁸⁴. Le wahhabisme devient l'instrument politique, économique et territorial de la dynastie Al Saoud et à partir de ce moment-là, Abd al-Wahhab veille à défendre également l'ordre politique qu'il vient de mettre en place. À ce jour, le wahhabisme est toujours la pratique dominante de l'islam en Arabie saoudite et demeure un des fondements de la légitimité politique de la dynastie régnante⁸⁵. Comme l'indique Nabil Mouline, « [i]l existe donc une véritable affinité élective entre le pouvoir politique et l'autorité religieuse en Arabie saoudite car 'la sincérité religieuse et les intérêts les plus mondains font souvent bon ménage' [...] »⁸⁶. Dès lors, l'extension du wahhabisme va être considérée par la monarchie saoudienne comme l'exercice de l'un de ses devoirs mais surtout comme le meilleur outil d'exportation de ses valeurs à travers le monde.

Depuis l'accession au pouvoir de Mohamed Ben Salman (MBS)⁸⁷ en 2017, le pays connaît un début de relâchement religieux avec des normes sociales moins strictes qu'auparavant, un déclin du rôle joué par la police religieuse et l'octroi de plus de liberté aux femmes⁸⁸. Ce fait traduit dès lors le retrait progressif de

⁸⁰ Nabil MOULINE, *Les clercs de l'islam*, *op.cit.*, p. 23.

⁸¹ Les *oulémas*, littéralement « ceux qui possèdent le savoir religieux », se prévalent d'un savoir théologique sur le Coran, son exégèse, la vie du prophète, ses actes et ses paroles tels qu'ils sont transmis par le corpus des *hadiths*, relayés par une chaîne de transmetteurs au fil du temps. Cette élite religieuse et culturelle s'est construite comme un allié majeur de la classe politique. Pour une histoire détaillée du rôle joué par les *oulémas* dans l'histoire de l'entité politique saoudienne voir : Nabil MOULINE, *Les clercs de l'islam*, Paris, Presses universitaires de France, 2011.

⁸² Concernant la construction du Royaume saoudien voir : Madawi AL-RASHEED, *A history of Saudi Arabia*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003 et Jacques BOURGEOIS (et al.), *Arabie saoudite des origines au XXIe siècle*, Paris, Hémisphères, 2020.

⁸³ Nabil MOULINE, *Les clercs de l'islam*, *op. cit.*, p. 86.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 85.

⁸⁵ Stéphane LACROIX, « L'Arabie saoudite : un magistère sur l'islam contesté », in *Pouvoirs*, 2015, Vol. 1, No. 152, p. 44.

⁸⁶ Nabil MOULINE, *Les clercs de l'islam*, *op. cit.*, p. 22.

⁸⁷ Voir : Madawi AL-RASHEED, *The son king : reform and repression in Saudi Arabia*, New-York, Oxford University Press, 2021.

⁸⁸ Les femmes peuvent aujourd'hui conduire, voyager sans l'accord préalable de leurs époux, exercer une activité professionnelle et notamment les métiers de justice et d'armes, ou encore faire du vélo. Les femmes non saoudiennes ne sont plus dans l'obligation de porter l'*abaya* et le voile, alors que l'on autorise le fait de célébrer la fête nationale le 23 septembre ainsi que le Nouvel an, deux fêtes sans référence religieuse. Mais de nombreuses personnes dénoncent

l'influence religieuse dans les affaires étrangères du Royaume et la volonté de diminuer la force de l'*establishment* religieux, devenu aujourd'hui une menace pour la famille royale puisque potentiellement contestataire⁸⁹. Cette nouvelle stratégie est également une réponse aux nombreuses critiques formulées à l'encontre de la politique menée par Riyad depuis quatre décennies pour diffuser l'interprétation wahhabite de l'islam dans le monde entier ce qui a contribué à sa mauvaise réputation d'argentier des mouvements extrémistes *djihadistes*. La volonté de MBS de distancer religion et politique étrangère vise donc à redorer l'image du pays sur la scène internationale en cessant de se définir comme un acteur exportateur du wahhabisme, en prônant un islam tolérant et en faisant la promotion d'un dialogue interreligieux⁹⁰. L'arrivée de MBS pourrait ainsi marquer la fin de la diplomatie religieuse saoudienne⁹¹.

Les ambitions : devenir le phare d'un islam universel

La découverte du pétrole dans la région du Hassa en Arabie à la fin des années 1930 constitue un événement qui bouleversa les perspectives du Royaume saoudien. Les mécanismes de l'enrichissement s'enclenchent alors pour le pays qui compte les plus grands gisements de pétrole prouvés au monde (266,5 Mds de barils) après le Venezuela (300,9 Mds de barils fin 2016)⁹². Abdelaziz Ibn Saoud mise très rapidement sur les Américains, au détriment des Britanniques évincés, en octroyant des concessions pétrolières à la *Standard Oil of California* en 1933 et qui deviendra l'*Arabian American Oil Company* en 1944 et qui sera entièrement nationalisée en 1980, prenant en 1988 le nom de *Saudi Arabian Oil Company*⁹³.

Le 14 février 1945 lors d'une rencontre sur le navire de guerre américain *Quincy*, le roi saoudien scelle avec le président Roosevelt un pacte qui prévoit des concessions pétrolières pour une durée de soixante ans. Cette rencontre pérennise la relation stratégique entre les deux pays qui se poursuit aujourd'hui et procure à l'Arabie saoudite les moyens d'une certaine autonomie dans l'action, contribuant à ce qu'elle joue un rôle majeur dans le monde arabe. De nos jours, le Royaume est un acteur de premier plan sur le marché mondial pétrolier et au sein de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), créée en 1960. Le Royaume occupe la seconde place des pays producteurs de pétrole avec 11,81 millions de barils par jour en juin 2020, après les États-Unis (19,51 millions/j) et devant la Russie (11,49 millions/j)⁹⁴. La production de pétrole de l'Arabie saoudite⁹⁵ correspond à environ 42 % du PIB du pays⁹⁶.

Dès lors, même si l'Arabie saoudite ne fait pas partie du club des acteurs politiques centraux qui façonnent le monde, elle rend compte d'atouts précieux et d'un poids majeur sur l'économie mondiale en se constituant comme l'un des premiers producteurs de pétrole au monde et se classant dans le palmarès mondial des

une avancée de façade en matière de droits des femmes et leur utilisation politique. Voir : Madawi AL-RASHEED, « Pourquoi les femmes fuient l'Arabie saoudite de Mohammed ben Salmane », in *Middle East Eye*, 17 janvier 2019 (consulté le 5 février 2022) ; Alia MALEK, « l'Arabie, ce pays où la femme n'est jamais majeure », in *L'Orient-Le Jour*, 8 mars 2019 (consulté le 5 février 2022) ; Rachida EL AZZOUZI, « En Arabie saoudite, 'être féministe est un danger' qui mène en prison », in *Mediapart*, 22 mars 2021 (consulté le 5 février 2022).

⁸⁹ Voir : Stéphane LACROIX, *Les islamistes saoudiens, une insurrection manquée*, Paris, Presses universitaires de France, 2010 et Madawi AL-RASHEED, *Contesting the Saudi State. Islamic voices from a new generation*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

⁹⁰ Voir : Hélène SALON, « Ligue islamique mondiale : 'Nous luttons contre les ultra rigoristes et les extrémistes' », *Le Monde*, 4 mai 2018 (consulté le 5 février 2022).

⁹¹ Voir : Nabil MOULINE, « Arabie Saoudite : une nouvelle diplomatie religieuse ? », in *Politique étrangère*, 2020, No. 1, pp. 43-55.

⁹² Jacques BOURGEOIS (et al.), *op. cit.*, p. 498.

⁹³ *Ibid.*, p. 500.

⁹⁴ Killian ANZÉL, « Les plus grands producteurs de pétrole du monde », *IG Bank*, 15 janvier 2021 (consulté le 15 novembre 2021).

⁹⁵ Le pays détient également 7920 Mds mètres cubes de réserves de gaz conventionnel, occupant le quatrième rang derrière la Russie, l'Iran et le Qatar. Le produit est toutefois encore peu exploité par le Royaume qui lui a toujours préféré l'exploitation de pétrole. Toutefois, dans une logique d'autonomisation à l'égard de l'or noir et de transition énergétique, il est certain que le gaz conventionnel prendra davantage de place dans l'économie saoudienne de même que son secteur minier (phosphate, cuivre, zinc, or, uranium, fer ou encore bauxite). Jacques BOURGEOIS (et al.), *op. cit.*, p. 498 et p. 503.

⁹⁶ *Ibid.*

nations les plus riches en 2020 avec la dix-huitième place⁹⁷. D'autant plus que son influence sur le marché pétrolier mondial lui confère un pouvoir de négociation considérable sur la scène internationale⁹⁸.

Cet enrichissement rapide et sa position politique privilégiée grâce à son alliance avec les États-Unis combinés à l'affaiblissement de ses principaux rivaux au sein du monde arabe au cours des années 1970 octroient au Royaume saoudien les moyens de son ambition. Selon James Woosley, ancien directeur de la CIA, les Al Saoud auraient déboursé, dans le cadre de leur diplomatie religieuse entre 1975 et 2005, environ 85 milliards de dollars⁹⁹. Cette manne financière est souvent perçue par les autorités saoudiennes comme la volonté de Dieu qui leur aurait octroyé ce don pour répandre l'interprétation wahhabite de l'islam¹⁰⁰.

Son ambition est notamment celle de se faire le porte-parole d'un islam universel et de se présenter en premier chef comme l'unique acteur apte à guider les musulmans sunnites du monde puisque son territoire est sacré du fait qu'il est la terre du Prophète et qu'il abrite les Lieux Saints de l'islam. Ce sera sous l'égide du roi Fahd (1982-2005) que les Al Saoud réussiront à consolider leur statut dans le monde musulman en se qualifiant de « Gardiens des Lieux Saints », titre attribué au calife jusqu'à la fin de l'Empire ottoman. À partir de là, « la légitimité des al-Saoud prit une autre dimension : pour les renverser il faudrait désormais prouver d'une part leur incapacité à protéger la foi, d'autre part celle à protéger les Lieux Saints »¹⁰¹. Néanmoins, le leadership religieux et notamment le statut de protecteur des Lieux Saints musulmans pourrait être potentiellement convoité par le Maroc dont le roi chérifien est le descendant du Prophète. Mais également par la Jordanie puisque son souverain jouit d'une légitimité politique et spirituelle de par son appartenance au clan familial direct du prophète Mohamed, les hachémites¹⁰².

Les motivations : faire face aux modèles concurrents et ennemis

Contre Nasser et le panarabisme socialisant

Depuis la suppression du califat en 1924 par Mustafa Kemal à la suite de l'effondrement de l'Empire ottoman et de la création de la Turquie contemporaine, les pays musulmans se sont érigés en pays souverains et indépendants alors que pendant des siècles, le monde musulman avait été pensé comme un bloc unitaire, un ensemble hétérogène certes mais indissociable, soumis au calife, commandant et guide de la communauté. Le panislamisme fut dès lors relégué au second plan par de nombreux dirigeants arabes qui lui préférèrent une réunification de l'islam basée sur une « Nation arabe » adaptée aux temps modernes, en mettant l'accent sur une solidarité ethnico-culturelle plutôt que sur un lien simplement religieux. Telle était l'idée qui présida, en mars 1946, à la création de la 'Ligue des États Arabes', et devint par la suite, sous forme socialisante, le thème central du nassérisme »¹⁰³. Se crée alors un clivage entre l'arabisme porté par les nationalistes arabes tels que le très apprécié Nasser et le panislamisme porté par l'Arabie saoudite. Il marque le début d'une guerre froide entre Riyad et le Caire et la prolifération des *fatwas* émises contre l'idéologie panarabe par les *oulémas* en faveur du projet panislamique¹⁰⁴.

Ce faisant, l'Arabie saoudite demeure isolée dans un monde arabe où le nationalisme, le panarabisme, le communisme et le socialisme sont adoptés en grande pompe par les gouvernements. Le panislamisme sera revigoré sous l'impulsion de l'Emir Faysal lors de la création de la Ligue islamique mondiale en 1963. Cette dernière visait à assurer la renaissance spirituelle et culturelle de la communauté musulmane et concurrencer les autres courants politique et religieux dans le monde musulman. Comme l'indique Nabil Mouline « [p]our

⁹⁷ LA BANQUE MONDIALE, *PIB*,

https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD?name_desc=false (consulté le 14 novembre 2021).

⁹⁸ René OTAYEK, *Arabie saoudite-Afrique : éléments pour une analyse de la politique extérieure d'un panislamisme conservateur*, Université de Bordeaux, Centre d'étude d'Afrique noire, Bordeaux, 1983, p. 2.

⁹⁹ Hakim EL KAROUÏ, « La Fabrique de l'islamisme », in *Institut Montaigne*, septembre 2018, p. 269.

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ Nabil MOULINE, *Les clercs de l'islam*, *op. cit.*, p. 161.

¹⁰² Jacques BOURGEOIS (et al.), *op. cit.*, p. 470.

¹⁰³ Jean-Louis SOULIÉ et Lucien CHAMPENOIS, « La politique extérieure de l'Arabie Saoudite », in *Politique étrangère*, 1977, No. 6, p. 602.

¹⁰⁴ Nabil MOULINE, *Les clercs de l'islam*, *op. cit.*, p. 166.

contrer les prétentions hégémonistes égyptiennes, dont le support légitimateur était le panarabisme, les autorités saoudiennes décidèrent d'adopter une politique étrangère fondée sur la solidarité islamique (*al-tadâmun al-islâmî*). Le discours et l'action religieuse, en tant que supports de communication sacrés, leur semblaient être les moyens les plus adéquats pour catalyser l'imaginaire des populations arabes et contenir ainsi le discours panarabiste »¹⁰⁵. La confrontation au panarabisme, qui s'effondrera au lendemain du conflit israélo-arabe de 1967 permettant à l'Arabie saoudite d'améliorer sa position régionale, a montré à quel point l'unité des musulmans était fondamentale pour la stratégie politique saoudienne. Par ailleurs, de nombreux intellectuels musulmans considèrent que la création d'États-nations a contribué à diviser la communauté des croyants, favorisant l'influence occidentale dans les sociétés musulmanes¹⁰⁶. Riyad se présente alors comme le gardien de la solidarité islamique et se mue progressivement en un médiateur privilégié des crises politiques dans le monde arabe et en Afrique¹⁰⁷.

La peur du communisme atbée

Après la Deuxième Guerre mondiale, le monde fait face aux dualités idéologiques des deux superpuissances américaines et soviétiques. Du fait de son alliance avec les États-Unis et de ses relations privilégiées avec l'Occident, l'Arabie saoudite se positionne logiquement dans le bloc libéral, luttant alors contre l'influence soviétique dans le monde arabe. Pour ce faire, le roi Faysal promeut en 1971 la réconciliation avec l'Égypte afin de favoriser l'émancipation égyptienne de la tutelle soviétique. C'est lorsque le président égyptien Anouar el Sadate dénonce le traité d'amitié et de coopération qui le liait à Moscou que l'Arabie saoudite signe une nouvelle alliance politique avec un acteur clé de la région¹⁰⁸.

C'est notamment sa puissance financière qui permet à Riyad d'assurer une politique étrangère efficace lors de la Guerre froide, en organisant des rencontres pour renforcer les liens avec les différents émirats, en finançant des coalitions militaires pour assurer le retour à la paix lors de la crise libanaise en 1976, en consolidant le pouvoir d'alliés politiques dans sa zone d'influence, en Afrique comme au Soudan, en soutenant diplomatiquement des mouvements indépendants comme en Érythrée, en finançant des forces islamiques en Somalie, le but étant de miner les positions acquises par l'URSS¹⁰⁹ et finalement en soutenant les *moudjahidins* qui avaient déclaré le *djihad* contre l'invasion de l'Afghanistan par l'Armée rouge. Rappelons que les États-Unis, l'Arabie saoudite, l'Iran et le Pakistan financent et fournissent en armes les *moudjahidins* afin de contrer les velléités communistes alors que la CIA a également assuré le financement de stages d'entraînement¹¹⁰.

La hantise de l'arc chiïte

Rouhalla Khomeiny l'*Ayatollah* (1902-1989) reconnu comme « guide religieux suprême » en 1962, prend la tête de la révolution islamique en 1979 après la chute du *Shah* d'Iran. Son appel à sa propagation aux autres pays musulmans inquiète le Royaume saoudien notamment lorsque la région du Hassa, province pétrolière de l'Arabie saoudite à majorité chiïte, est touchée par des émeutes chiïtes qui seront durement réprimées par la Garde Nationale. Khomeiny souhaitait la chute de gouvernements musulmans impies à ses yeux comme l'Arabie saoudite. Jusque-là, cette dernière avait monopolisé le discours religieux dans le monde musulman mais l'arrivée de l'Iran vint bousculer cet équilibre. Selon Abdel-Rahman Ghandour : « La Révolution iranienne vint contester l'islam de la dynastie saoudienne, avec pour slogan : il n'y a pas de roi en islam »¹¹¹. L'Arabie saoudite va donc activer l'anti-chiïsme consubstantiel au wahhabisme pour se protéger de la révolution islamique iranienne.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 165.

¹⁰⁶ Jérôme BELLION-JOURDAN, « Réseaux transnationaux de l'aide humanitaire islamique : les ONG islamiques », *op. cit.*, p. 116.

¹⁰⁷ AFP, « L'Éthiopie et l'Érythrée signent en Arabie saoudite un accord consolidant leur réconciliation », in *Le Point*, 16 septembre 2018 (consulté le 26 décembre 2021).

¹⁰⁸ Jean-Louis SOULIÉ et Lucien CHAMPENOIS, *op. cit.*, p. 606.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 609.

¹¹⁰ Pour une étude sur l'invasion soviétique en Afghanistan voir : William MALEY, « Afghanistan : an historical and geographical appraisal », in *International Review of the Red Cross*, 2010, Vol. 92, No. 880, pp. 859-876.

¹¹¹ Abdel-Rahman GHANDOUR, *op. cit.*, p. 65.

Dès lors, la diffusion des idées révolutionnaires constitue une menace majeure pour l'Arabie saoudite du fait d'un déclin possible du sunnisme et donc d'une perte d'influence pour Riyad dans la région. C'est pourquoi, le Royaume fera tout son possible jusqu'à aujourd'hui pour endiguer l'influence iranienne en cherchant à attirer le maximum d'étudiants étrangers, notamment africains, dans son université islamique de Médine, afin de contrôler étroitement la formation du personnel religieux en développant un système de bourses, d'hébergement et de soins médicaux gratuits, ou encore de billets d'avion offerts une fois par année par les autorités saoudiennes, le tout pour rendre l'établissement attractif afin de concurrencer les universités religieuses d'Iran¹¹².

Une diplomatie religieuse saoudienne fondée sur une multitude d'outils

Entre organismes institutionnels et universités islamiques

Pour assurer la mainmise sur les communautés musulmanes et le rayonnement islamique du Royaume, les leaders saoudiens ont mis en place un ensemble d'outils à des fins politiques et économiques. Parmi ces instruments, nous retrouvons des organisations internationales comme la LIM ainsi que l'OCI. La première est créée par opposition à la Ligue Arabe afin de contrer le panarabisme et de défendre l'unité des musulmans. Son secrétaire général est nécessairement d'origine saoudienne. La seconde, créée comme une riposte à l'incendie criminel de la mosquée *Al-Aqsa* à Jérusalem par Michaël Rohan, vise le renforcement de la solidarité entre les pays musulmans et elle s'accompagne de la création de la Banque islamique de développement (BID). Ses prérogatives s'étendent également à la sauvegarde des Lieux Saints de l'Islam ainsi qu'à la défense de la cause palestinienne¹¹³. La BID est une institution chapeautée par l'Arabie saoudite, principal actionnaire, qui se donne pour mission de promouvoir le développement humain et axe ses activités autour « [...] de la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la santé, la promotion de l'éducation, le renforcement de la gouvernance, et la prospérité des peuples ». Elle se donne donc pour objectif de développer le monde musulman et réaffirmer « la dignité de ce dernier »¹¹⁴.

Pensées comme des vecteurs de la prédication et comme une vitrine de leur courant religieux, ces organismes sont également les porte-parole des positions politiques de l'État saoudien et constituent de véritables outils de politique étrangère pour ce dernier. Leur financement est en partie assuré par le ministère des Affaires étrangères saoudiens¹¹⁵. En effet, inscrites dans un contexte de lutte pour le *leadership* du monde musulman contre l'Égypte et l'Iran tout d'abord, elles se constituent comme des relais de la diffusion de la conception wahhabite par des activités de construction de mosquées ou encore d'enseignements étendus au monde musulman¹¹⁶. Aujourd'hui, la LIM est présente dans 120 pays et a pour vocation de « représenter l'ensemble des pays musulmans », de mener des « actions diplomatiques, religieuses, intellectuelles et humanitaires pour lutter contre l'extrémisme et le terrorisme » et d'établir « un dialogue avec toutes les religions et cultures pour favoriser la compréhension et la paix » tout en venant « en aide aux plus démunis dans les domaines de l'éducation et de la santé »¹¹⁷.

Par ailleurs, la diplomatie religieuse s'appuie sur d'autres mécanismes comme les ONG, les fondations, les associations, les maisons d'éditions ou encore l'éducation (*tarbiya*) en accueillant de nombreux étrangers

¹¹² Informations recueillies sur le site tenu par des étudiants francophones de l'université de Médine : <https://universitedemedine.com/index.php/presentation-de-ludm/pourquoi-etudier-a-ludm/> (consulté le 19 novembre 2021).

¹¹³ Jérôme BELLION-JOURDAN, « Réseaux transnationaux de l'aide humanitaire islamique : les ONG islamiques », *op. cit.*, p. 116.

¹¹⁴ BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT, *2020 Rapport annuel. Riposte, rétablissement et relance : pour un après-covid-19 de résilience et de prospérité pour tous*, p. 2. Disponible à l'adresse : <https://www.isdb.org/sites/default/files/media/documents/2021-09/2020%20IsDB%20Annual%20Report%20French%20FINAL%20for%20release.pdf> (consulté le 16 décembre 2021).

¹¹⁵ Hakim EL KAROUI, *op. cit.*, p. 279.

¹¹⁶ Jérôme BELLION-JOURDAN, « Réseaux transnationaux de l'aide humanitaire islamique : les ONG islamiques », *op. cit.*, p. 116.

¹¹⁷ LIGUE ISLAMIQUE MONDIALE, *Présentation de la Ligue Islamique Mondiale* : <https://www.themwl.org/fr/MWL-Profile> (consulté le 16 décembre 2021).

dans les grandes écoles religieuses du pays comme l'université islamique de Médine, fondée en 1961, qui vient concurrencer l'université égyptienne Al Azhar. La première a pour mission la diffusion de la doctrine wahhabite en formant des *imams*, des prédicateurs et des missionnaires essentiellement étrangers qui, imprégnés de l'idéologie saoudite, doivent rejoindre leur pays d'origine. Elle a joué un rôle majeur dans le succès de la popularité du wahhabisme. Comme l'indique Nabil Mouline, « [e]ntre 1961 et 2018, plus de 41 000 étrangers ont été diplômés de l'université islamique de Médine. Seulement 1,5 % d'entre eux proviennent de pays occidentaux. Tous les autres sont originaires d'Afrique et d'Asie du Sud-Est »¹¹⁸. Dès lors, l'université islamique de Médine, qui compte en 2021 16'150 étudiants¹¹⁹, agit comme un centre de formation théologique pensé pour instruire les prédicateurs et missionnaires étrangers. De retour au pays, ils occupent des postes importants au sein de l'*establishment* religieux et participent à répandre une image positive du Royaume saoudien¹²⁰.

L'ère du numérique

Plus récemment, l'Arabie saoudite s'appuie sur les chaînes satellitaires (*Al-Arabiya*, l'entreprise de télévision *Middle East Broadcasting Corporation* (MBC), *Arab Radio and Television* (ART), etc.¹²¹), *Internet* et les réseaux sociaux (*YouTube*, *Facebook*, *Instagram*, *Twitter*, *Telegram*, *Tik tok*, etc.) nouveaux moyens de communication mondial utilisés par les prédicateurs wahhabites. Ces derniers possèdent des émissions de télévisions très populaires dans le monde arabe, proposent des conférences et des prêches religieux sur *YouTube* et sont les premiers influenceurs religieux mondiaux sur *Twitter*, devançant de loin les figures religieuses des Frères musulmans. Proches du pouvoir saoudien ou parfois plus critiques, qu'il s'agit de Aid al-Qarni, Ahmad Al Shugairi, Salman Al Aodah ou encore Mishary Rashid Al-Afasy, ils comptent des millions de *followers* sur *Twitter* et *YouTube*, et font partie des 200 comptes les plus suivis sur *Twitter* en 2021, parfois même devant des personnalités comme le Pape François ou le Dalai Lama¹²².

Les *oulémas* rattachés à l'*establishment* religieux de l'Arabie saoudite ont également une véritable assise sur le *web* mondial. Nous retrouvons les savants religieux Salih Al Fawzan, Rabi'Al Madkhali ou encore *cheikh* Ar-Rouhayli qui forment aujourd'hui les plus grandes sources théologiques pour les librairies musulmanes. Ils sont suivis par plusieurs milliers voire plusieurs centaines de milliers de personnes sur *Twitter*¹²³. Ce faisant, les prédicateurs saoudiens sont les premiers émetteurs de contenu islamique au monde en langue arabe repris par des influenceurs du monde entier. Tous ces prédicateurs religieux qui jouissent d'une grande confiance du public agissent comme de véritables importateurs des références wahhabites à l'échelle internationale en usant des canaux numériques¹²⁴. Ainsi, comme l'indique Hakim El Karaoui « [...] les savants d'Arabie saoudite constituent la source incontournable dans la pratique de la religion musulmane, ce qui ne laisse quasiment aucune place aux prédicateurs proposant un discours alternatif, que cela soit au niveau international ou national »¹²⁵.

Francesco Zappa souligne par exemple que le wahhabisme prédomine aujourd'hui dans la plupart des librairies islamiques de Bamako¹²⁶. Ces structures bamakoises constituent selon le chercheur des points d'assises importants pour les associations ou organisations étrangères et notamment wahhabites qui peuvent

¹¹⁸ Nabil MOULINE, « Arabie Saoudite : une nouvelle diplomatie religieuse ? », in *Politique étrangère*, 2020, No. 1, p. 54.

¹¹⁹ Données fournies par le site de l'université islamique de Médine : <https://www.iu.edu.sa/> (consulté le 1 décembre 2021).

¹²⁰ Hakim EL KAROUI, *op. cit.*, p. 283.

¹²¹ Pour une étude détaillée de la force médiatique du Royaume saoudien voir : Andrew HAMMOND, « Saudi Arabia's media empire : keeping the masses at home », in *Arab Media and Society*, 1 octobre 2007 (consulté le 12 décembre 2021).

¹²² Selon les données récoltées sur *Twitter* et *YouTube* en novembre 2021 : Aid al-Qarni compte plus de 20 millions de *followers*, Ahmad Al Shugairi plus de 18 millions sur *Twitter* et 2,8 millions d'abonnés sur *YouTube*, Mishary Rashid Al-Afasy plus de 14 millions sur *Twitter* et 6,6 millions d'abonnés sur *YouTube* alors que Salman Al Aodah dénombre plus de 13 millions de *followers* sur *Twitter* et 242'000 abonnés sur *YouTube*. Le Pape François compte 18,8 millions de *followers* sur *Twitter* contre 19,2 pour le Dalai-Lama.

¹²³ Selon les données récoltées sur *Twitter* en novembre 2021 : Salih Al Fawzan est suivi par 304'074 personnes sur *Twitter* alors que Rabi'Al Madkhali compte 85'817 *followers*.

¹²⁴ Hakim EL KAROUI, *op. cit.*, pp. 487-532.

¹²⁵ *Ibid.*, p. 516.

¹²⁶ Francesco ZAPPA, « Écrire l'islam en bambara. Lieux, réseaux et enjeux de l'entreprise d'al-Hâjj Modibo Diarra », in *Archives de Sciences Sociales Des Religions*, 2009, Vol. 54, No. 147, p. 172.

alors assurer des contacts avec des savants locaux¹²⁷. Le mécanisme est également présent dans d'autres pays africains comme le stipule Jean Claude Marut qui cite l'exemple casamançais où les organisations du Golfe ont contribué à financer la publication d'ouvrages religieux en langue locale¹²⁸. Les lieux de savoir islamique et notamment le marché du livre (dans la section islam) en Afrique subsaharienne semblent donc connaître une influence progressive du wahhabisme. Les livres assurent la circulation à grande échelle des idées wahhabites. Aujourd'hui, une grande majorité des érudits musulmans adeptes de l'orthodoxie islamique considèrent les *oulémas* et prédicateurs saoudiens comme la source la plus authentique de la jurisprudence islamique et de la doctrine religieuse¹²⁹.

L'expansion mondiale de la doctrine wahhabite contribue à conforter la légitimité politique de la dynastie saoudienne et celle de l'autorité religieuse des *oulémas*. Ainsi, l'utilisation de ces figures religieuses assure la promotion d'un salafisme quiétiste voulu par le gouvernement saoudien. D'autre part, elles servent de levier idéologique et politique dans le cadre de la lutte pour l'hégémonie religieuse au sein du monde musulman afin d'obtenir le monopole du message islamique notamment face à d'autres instances religieuses jouissant d'une légitimité forte à l'instar de l'université al-Azhar ou de la conférence islamique mondiale de Karachi¹³⁰. Cette stratégie est un succès puisque le Royaume saoudien a réussi à s'imposer comme un centre majeur de production idéologique à l'échelle planétaire.

Donner pour influencer

Outre la création d'institutions et d'universités islamiques, l'Arabie saoudite a également consolidé sa diplomatie religieuse à travers le canal humanitaire notamment en contribuant à partir des années 1970 à l'émergence d'un humanitaire islamique basé sur la charité et la solidarité islamique (*King Faisal Foundation, al-Haramain Islamic Foundation, International Islamic Relief Organization, etc.*). Ce sont des instruments de prosélytisme dans les zones d'intervention grâce à la redistribution de fonds et à une activité missionnaire à l'instar de l'organisme saoudien *International Islamic Relief Organization (IIRO)*¹³¹.

Nous retrouvons également le Fonds saoudien de développement (FSD) créé en 1975 et qui est l'unique exécutant de l'aide au développement autorisé par la loi¹³². Il accorde des aides bilatérales saoudiennes pour assurer le financement de projets ou la restructuration des économies des pays bénéficiaires afin de contribuer à leur croissance par le financement de projets grâce à des dons ou des prêts souverains concessionnels. Au cours de la période 2005-2014, l'institution a contribué à canaliser près de 30 % de l'aide globale de l'Arabie saoudite sous forme de coopération multilatérale, de dons et de prêts concessionnels¹³³. Fin 2015, le FSD avait financé 337 projets et programmes de développement (secteur de l'énergie, transports, santé, éducation, agriculture, hydraulique, aide au secteur social, etc.) dans 45 pays africains¹³⁴. Comme le note Benjamin Augé, depuis 1975, l'Afrique a capté 52 % des montants décaissés du FSD soit près de sept milliards de dollars avec tout de même une forte prééminence du Maghreb qui capte 60 % des allocations. Les principaux pays subsahariens bénéficiaires des fonds financiers du FSD sont alors Djibouti, la Mauritanie et le Sénégal¹³⁵.

De plus, l'Arabie Saoudite peut compter sur sa grande influence au sein de la BID dont le siège est à Djeddah. L'organisation compte 57 pays membres actionnaires, obligatoirement membres de l'OCI. C'est

¹²⁷ *Ibid.*, p. 176 (voir note de bas de page 24).

¹²⁸ Jean-Claude MARUT, « Les particularismes au risque de l'islam dans le conflit casamançais », in *L'Afrique politique 2002. Islams d'Afrique : entre le local et le global*, Paris, Karthala - CEAN, 2002, pp. 157-158.

¹²⁹ Giulio GALLAROTTI et Isam YAHIA AL-FILALI, « Saudi Arabia's soft power », in *International studies*, 2012, Vol. 49, No. 3-4, p. 248.

¹³⁰ Hakim EL KAROUI, *op. cit.*, p. 157.

¹³¹ *Ibid.*, p. 267.

¹³² Yi LI, *op. cit.*, p. 113.

¹³³ ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE et UNDP, *Rapport 2016. Partnership in development and south-south cooperation. Official development assistance of the Kingdom of Saudi Arabia*, p.17.

¹³⁴ Yi LI, *op. cit.*, p. 122 et Charbel ZAROUR, « Mécanismes financiers de la coopération arabo-africaine », in *Afrique et développement*, 1986, Vol. 11, No. 2-3, p. 100.

¹³⁵ Benjamin AUGÉ, « La politique de l'Arabie saoudite en Afrique : vecteurs et objectifs », in *L'Afrique en question*, No. 52, Ifri, 6 février 2020.

Riyad qui se prévaut d'une influence toute particulière en détenant en 2020, 23,5 % du capital contre 9,43% pour la Libye et 8,25 % pour l'Iran¹³⁶, ce qui en fait un canal important d'influence pour l'Arabie saoudite. Selon Benjamin Augé, l'Afrique a comptabilisé jusqu'en 2017, 23 % des fonds consentis par la BID dont 9% ont été alloués au Sénégal, devant l'Égypte 5,9 % et le Maroc 4,9 %¹³⁷. La BID alloue également des fonds à l'IIRO afin de mener à bien des projets humanitaires¹³⁸.

Néanmoins, l'aide au développement, étant lié à des objectifs politiques, est difficile à retracer en raison de l'absence de statistiques transparentes, lorsqu'elles existent et des informations et des communications rares. Les données sur l'aide au développement, qui transite également par des canaux privés ou semi-privé, sont pour la plupart incomplètes et difficiles à connaître, on n'a dès lors connaissance que de peu de chose. L'aide humanitaire est plus visible sur cette dernière décennie parce qu'elle a tendance à transiter par des canaux multilatéraux comme les fonds onusiens.

Dès lors comme le souligne Jérôme Bellion-Jourdan : « From the 1960s onwards, Saud-Arabia was active in seeking to develop networks favourable to itself on the African continent, particularly in East Africa, which was considered an "Islamic frontier" the limit of the umma. The Saudi influence was particularly manifest in the activities of the World Islamic League in education and *da'wa*, and in the support given to launching a number of Islamic institutions »¹³⁹.

¹³⁶ BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT, *Pays membres*, décembre 2021. Disponible à l'adresse : <https://www.isdb.org/fr/pays-membres>.

¹³⁷ Benjamin AUGÉ, « La politique de l'Arabie saoudite en Afrique : vecteurs et objectifs », *op.cit.*

¹³⁸ Jonathan BENTHALL et Jérôme BELLION-JOURDAN, *The charitable crescent : politics of aid in the muslim world*, New York, IB Tauris, 2003, p. 43.

¹³⁹ *Ibid.*, p. 113.

Chapitre 3

Lorsque humanitaire rime avec islam

La charité islamique

En islam, la protection de la vie humaine est un principe cardinal, chaque vie humaine est sacrée et une des responsabilités conférées aux musulmans par Dieu est l'absolue nécessité de préserver la vie. Ce principe se combine à la conception islamique de l'humanitaire qui promulgue les valeurs du respect de la vie humaine, de la garantie d'une vie digne pour tous et d'une lutte contre les souffrances humaines¹⁴⁰. Le caractère sacré de la vie est notamment édicté par le Coran :

« C'est pourquoi Nous avons prescrit pour les Enfants d'Israël que quiconque tuerait une personne non coupable d'un meurtre ou d'une corruption sur la terre, c'est comme s'il avait tué tous les hommes. Et quiconque lui fait don de la vie, c'est comme s'il faisait don de la vie à tous les hommes. En effet Nos messagers sont venus à eux avec les preuves. Et puis voilà, qu'en dépit de cela, beaucoup d'entre eux se mettent à commettre des excès sur la terre »¹⁴¹.

Coran, sourate 5, *Al-ma-idah* (la table servie).

Par ailleurs, l'assistance sociale en islam existe depuis l'avènement de cette religion et c'est notamment les mosquées et les *madrasas* qui ont constitué des points majeurs de la socialisation des communautés musulmanes et de la cohésion sociale en distribuant l'aide sociale, en plus d'être le centre principal d'apprentissage en servant d'école et de bibliothèque. Plus tardivement, elles sont apparues comme des lieux palliant l'échec des grandes idéologies contemporaines à l'image du nationalisme et du panarabisme mais également faisant face à une paupérisation croissante des populations musulmanes et une modernité ratée des sociétés arabes¹⁴². La sociabilité en islam passe par la bienfaisance, la justice, l'équité et la solidarité formalisées par la *zakat*, qui, selon Abdel-Rahman Ghandour, « fait ainsi participer l'ensemble de la population à un même exercice de solidarité et suscite un véritable projet de société qui renforce le tissu social et la cohésion de la communauté [...] »¹⁴³.

Le don est alors perçu comme une action octroyant le droit à une récompense dans l'au-delà et comme un moyen de satisfaire Dieu puisque de nombreux *hadiths* soulignent l'importance de la générosité et de l'aide aux nécessiteux, aux orphelins, aux réfugiés ou même du don de nourriture à celui qui a faim¹⁴⁴. Un *hadith* précise alors : « Dieu aime celui qui vient au secours de l'affligé » ; un autre stipule : « Dieu aime parmi les humains ceux qui sont au service de leurs semblables »¹⁴⁵. L'islam a donc codifié et institutionnalisé le principe de redistribution des richesses et de la bienfaisance par le biais de ce système d'aumône obligatoire prescrit dans le Coran¹⁴⁶. Dès lors, afin de gagner leur salut, les musulmans adoptent des bons comportements au sein desquels s'inscrit l'action humanitaire. Elle contribue, selon la vision islamique, à comptabiliser de bonnes actions (*basanat*) et à effacer les péchés, facilitant l'accès au Paradis.

¹⁴⁰ Abdulfatah SAID MOHAMED et Ronald OFTERINGER, « “Rahmatan lil-‘alamin” (Miséricorde pour l'univers): paroles d'Islam dans le débat sur les principes humanitaires », in *Revue internationale de la Croix-Rouge*, 2015, Vol. 97, No. 1-2, p. 248.

¹⁴¹ Ces versets sont extraits du Coran en ligne, disponible à l'adresse :

<http://www.coran-en-ligne.com/sourate-005-al-ma-ida-la-table-servie-francais.html> (consulté le 17 décembre 2021).

¹⁴² Abdel-Rahman GHANDOUR, *op. cit.*, pp. 54-56.

¹⁴³ *Ibid.*, p. 38.

¹⁴⁴ Jamal KRAFESS, « L'influence de la religion musulmane dans l'aide humanitaire », in *Revue internationale de la Croix-Rouge*, 2005, Vol. 87, p. 126.

¹⁴⁵ *Ibid.*

¹⁴⁶ Pour une étude du don en islam voir : Thierry KOCHUYT, « God, gifts and poor people : on charity in islam », *Social compass*, 2009, Vol. 56, No. 1, pp. 98-116.

L'essentiel du financement de la charité islamique se fonde sur la *zakat* ou l'aumône obligatoire¹⁴⁷, un des cinq piliers de l'islam, qui doit être reversée pour aider les pauvres et indigents qui sont dans l'impossibilité de subvenir à leurs besoins afin de leur assurer des conditions de vie dignes. Troisième pilier de l'islam et aussi importante que la profession de foi, la prière, le jeûne pendant le Ramadan et le pèlerinage à la Mecque, la *zakat* participe à assurer une redistribution des richesses éthique, le but étant de garantir une justice sociale basée sur l'équité afin d'atténuer les écarts entre les classes sociales pauvres et les classes sociales aisées. La *zakat* consiste en une somme d'argent qui doit être acquittée annuellement par les musulmans et musulmanes à hauteur de 2,5 % de leur richesse totale en or, argent, marchandises, terres, bêtes et bénéfices commerciaux en vertu de la solidarité islamique, si leurs ressources atteignent le seuil imposable le *nissab*¹⁴⁸. On retrouve également des financements qui découlent de l'économie islamique dont les intérêts (*riba*) doivent être reversés à des œuvres de bienfaisance, la *sadaqa*, aumône non obligatoire et l'institution des donations pieuses, le *waqf*, qui se caractérise par le legs d'un bien immobilier affecté à une œuvre charitable ou pieuse. Le bien deviendra une mosquée, un hospice, une école ou encore un orphelinat. On constate donc que l'islam dispose de nombreux dispositifs pour assurer la construction d'un système social considérable. Tous ces outils ont servi à organiser les services sociaux et éducatifs au sein des sociétés musulmanes durant des siècles¹⁴⁹.

Les activités militantes ou militaires, dans le cadre d'une lutte suivant la voie de Dieu, comme la résistance des *moudjahidins* contre les forces qui menacent l'islam et les musulmans, ont le droit de recevoir des fonds issus de l'aumône obligatoire. De même, les ONG islamiques ont le droit de percevoir la *zakat* en raison de leurs actions sociales et humanitaires à l'égard des populations musulmanes. L'islamisation des sociétés fait partie des devoirs prescrits par Dieu et c'est en cela qu'aide humanitaire et activisme se concilient. La charité islamique est donc au cœur des financements des actions humanitaires et des fonctionnements des ONG islamiques. La bonne santé des organismes humanitaires islamiques repose notamment sur ces logiques religieuses qui assurent la captation des dons de la communauté musulmane¹⁵⁰.

De nombreux pays musulmans collectent la *zakat* par le secteur public. Ce sont alors des banques islamiques publiques, disposant de services de solidarité sociale, ou des fonds étatiques de *zakat* qui ont le rôle de recueillir la *zakat* et de la redistribuer, à l'intérieur du pays principalement¹⁵¹, comme à l'extérieur via des fonds humanitaires travaillant principalement au Moyen-Orient, en Asie, et en Afrique¹⁵². Cette redistribution permet la réalisation de projets de développement (construction d'hôpitaux, d'écoles, d'universités, d'orphelinats, etc.) ou d'actions humanitaires et sociales (accès à l'eau, distribution de nourriture, soins médicaux, prise en charge des frais pour les pèlerinages, parrainages d'orphelins, aide aux personnes handicapées, distribution de repas gratuits lors de la période du Ramadan, etc.)¹⁵³. En Arabie saoudite, le prélèvement de la *zakat* se fait par le Département de la *zakat* et de l'impôt sur le revenu, placé

¹⁴⁷ La *zakat* doit être attribuée aux pauvres et indigents comme les personnes malades, les personnes en situation de handicap, les personnes âgées, etc. Ensuite, les voyageurs, les réfugiés, les orphelins, les combattants militant pour la défense de l'islam mais également les esclaves et les personnes insolubles ayant acquis des dettes dans des affaires licites ont également le droit de recevoir la *zakat*. Peu importe que ces personnes soient musulmanes ou non. Chaque musulman a soit l'obligation de verser la *zakat* soit le droit de la recevoir. Pour une étude sur la *zakat* voir : Timur KURAN, « Islamic redistribution through zakat : historical record and modern realities », in M. D. BONNER (et al.), (dir.), *Poverty and charity in middle eastern contexts*, Albany, State University of New York Press, 2003, pp. 275-293 et Chloe STIRK, « An act of faith: humanitarian financing and *zakat* », in *Global Humanitarian Assistance Briefing Paper*, 2015.

¹⁴⁸ Le *nissab* est le seuil minimum de richesse à partir duquel l'acquiescement de la *zakat* est obligatoire. Si la valeur des biens d'une personne musulmane dépasse ce seuil, c'est-à-dire l'équivalent de 85 grammes d'or selon l'année, elle est dans l'obligation de verser 2,5 % du montant de la valeur totale de sa richesse.

¹⁴⁹ Ici encore, voir l'étude de Thierry KOCHUYT, *op. cit.*

¹⁵⁰ Jérôme BELLION-JOURDAN, « Les Organisations de secours islamique et l'action humanitaire », *Esprit*, août-septembre 2001, No. 277, p. 174.

¹⁵¹ Concernant les réseaux caritatifs à l'intérieur de l'Arabie saoudite et les enjeux de pouvoir qu'ils revêtent voir : Amélie LE RENARD, « Pauvreté et charité en Arabie Saoudite : la famille royale, le secteur privé et l'État providence », in *Critique internationale*, 2008, Vol. 41, No. 4, pp. 137-156.

¹⁵² Jérôme BELLION-JOURDAN, « Les Organisations de secours islamique et l'action humanitaire », *op. cit.*, p. 174.

¹⁵³ Céline BILLAT, *The funding of humanitarian action by non-western donors. The sustainability of Gulf States contribution*, mémoire de Master, CERAH Genève, septembre 2015, pp. 10-11.

sous la tutelle du ministère des Finances. Elle est alors obligatoire pour la population saoudienne dont la fortune dépasse le seuil du *nissab* et pour les entreprises au capital entièrement saoudien. Les recettes récoltées sont versées sur un compte spécial alloué soit aux dépenses pour les nécessiteux et les pauvres enregistrés auprès de l'agence d'assurance sociale du ministère des Affaires sociales¹⁵⁴, soit pour des actions humanitaires à l'étranger par le biais de l'IIRO¹⁵⁵. Par exemple, la branche jordanienne de l'IIRO est principalement financée par la *zakat* saoudienne qui permet de distribuer de la nourriture pendant la période de Ramadan ou de financer des orphelinats¹⁵⁶. En 2013, le prélèvement de la *zakat* en Arabie saoudite se montait à 4,6 milliards de dollars¹⁵⁷.

Entre 23 % et 57 % de la *zakat* collectée au cours des dernières années est utilisée pour l'aide humanitaire, selon les pays dont nous possédons les données. La *zakat* est donc une source importante de financement de l'aide humanitaire provenant des pays musulmans donateurs¹⁵⁸.

Les organismes humanitaires islamiques et la solidarité islamique

Les organismes humanitaires islamiques sont qualifiés par Jérôme Bellion-Jourdan comme des « organisations islamiques transnationales de plus en plus reconnues sur la scène internationale comme acteurs légitimes d'intervention dans les situations de crise humanitaire. [...] Elles peuvent être considérées comme des ONG islamiques dans la mesure où le référent islamique apparaît nettement dans les motivations et les intentions de l'action »¹⁵⁹. Leur caractère transnational émane de l'idée qu'il existe une communauté musulmane qui repose sur une unité indivisible, allant au-delà des frontières nationales et qui se perçoit comme un bloc cohérent. Cet aspect facilite l'identification d'un musulman à la souffrance d'un de ses 'frères'¹⁶⁰.

Comme l'indique Jérôme Bellion-Jourdan, « [i]nitiallement, l'émergence des organisations de secours islamiques manifestent le refus de laisser l'action humanitaire aux seuls acteurs 'occidentaux' ou considérés comme tels (ONG ou organisations internationales), spécifiquement dans des situations où les victimes sont identifiées comme musulmanes. Cette réaction vis-à-vis des acteurs humanitaires justifie la mise en œuvre de moyens matériels et humains pour venir en aide aux victimes, passant parfois par une réappropriation des formes contemporaines de l'action humanitaire. Le 'secours islamique' s'inscrit donc dans un processus de contestation-réappropriation de l'action humanitaire »¹⁶¹. Toutes ces actions humanitaires s'inscrivent dans le processus du "renouveau islamique", processus interne au monde musulman qui cherche à réislamiser les institutions étatiques et les sociétés musulmanes, et à endiguer l'acculturation des populations musulmanes face aux valeurs occidentales¹⁶². Enfin, Jérôme Bellion-Jourdan rajoute alors : « Africa is considered a strategic zone for the expansion of Islam [...]. From the beginning of the 80s, the strategy was adopted of penetrating the charitable sector so as not to leave African populations exclusively in the hands of Western organizations »¹⁶³.

Elles agissent notamment au nom de la solidarité islamique (*al-ta'avun al-islami*) qui appelle à aider les plus nécessiteux au sein de la communauté des croyants. La notion de solidarité islamique regroupe également

¹⁵⁴ Allison DALE MINOR, « Faith in finance : the role of *zakat* in international development », mémoire de Master, Université du Texas, Austin, mai 2014, p. 140.

¹⁵⁵ Jonathan BENTHALL et Jérôme BELLION-JOURDAN, *op. cit.*, p. 11.

¹⁵⁶ *Ibid.*, p. 14.

¹⁵⁷ Céline BILLAT, « The funding of humanitarian action by non-western donors. The sustainability of Gulf States contribution », *op. cit.*, p. 9.

¹⁵⁸ Chloe STIRK, « An act of faith: humanitarian financing and *zakat* », in *Global Humanitarian Assistance Briefing Paper*, 2015. p. 13.

¹⁵⁹ Jérôme BELLION-JOURDAN, « Réseaux transnationaux de l'aide humanitaire islamique : les ONG islamiques », *op. cit.*, p. 114.

¹⁶⁰ Abdel-Rahman GHANDOUR, *op. cit.*, p. 95.

¹⁶¹ Jérôme BELLION-JOURDAN, « Le médecin, le militant et le combattant. Figures contemporaines de l'engagement dans la "solidarité islamique" », in *Genèses*, 2002, Vol. 3, No. 48, p. 54.

¹⁶² Jérôme BELLION-JOURDAN, « Réseaux transnationaux de l'aide humanitaire islamique : les ONG islamiques », *op. cit.*, pp. 115-116.

¹⁶³ Jonathan BENTHALL et Jérôme BELLION-JOURDAN, *op. cit.*, p. 113.

l'action d'aider les frères musulmans « au nom du principe de défense de la communauté »¹⁶⁴, puisque selon un *hadith* prophétique « [l]e corps des croyants est un et lorsqu'une partie a mal, c'est l'ensemble du corps qui souffre »¹⁶⁵, ce qui justifie alors l'importante mobilisation de soutien aux musulmans dans différents conflits impliquant des populations musulmanes comme en Tchétchénie¹⁶⁶, au Kosovo¹⁶⁷, en Bosnie-Herzégovine¹⁶⁸ et notamment en Afghanistan¹⁶⁹ mais également en Somalie, au Nigéria ou au Soudan, comme nous le verrons par la suite, l'Afrique constituant le théâtre d'événements tragiques. Ces territoires seront au cœur du développement de l'expérience des organismes humanitaires saoudiens.

La conception saoudienne de l'assistance humanitaire : une aide matérielle et spirituelle

Comme le soulignent Khalid Al-Yahya et Nathalie Fustier, concernant l'Arabie saoudite : « Saudis seem not to isolate humanitarianism from religion teachings and moral obligations. In other words, religious and universal values of humanitarian aid are aligned with each other, as humanitarianism emanates from religious and cultural traditions of generosity to, and solidarity with, people with financial or medical needs »¹⁷⁰. C'est dans cette logique que, la *zakat*, tant des entreprises que des individus, collectée par des agences étatiques dans les pays du Golfe, la *sadaqa* (aumône volontaire octroyée notamment lors de l'organisation de téléthons suite à des catastrophes humanitaires importantes et versés à des fonds spéciaux publics), les intérêts et les gains usuraires, interdits en islam, sont affectés à la charité islamique, afin de venir en aide aux plus nécessiteux¹⁷¹. Ainsi, l'aide humanitaire des pays du Golfe comme l'Arabie saoudite s'accompagne très souvent de programmes religieux ce qui complexifie leur action puisque se mêlent aide humanitaire, secours et activités religieuses¹⁷². Jérôme Bellion-Jourdan affirme que « the da'waist attitude towards aid is always present : it justifies the universality of aid by the universal ambition of Islam as a religion destined for the whole humanity »¹⁷³.

En effet, « en Arabie Saoudite, les œuvres caritatives couvrent une large palette d'activités, depuis la charité pour les personnes en ayant besoin, à un travail social, en passant par la prédication religieuse et l'enseignement du Coran »¹⁷⁴. Ce faisant, la conception saoudienne de l'aide humanitaire englobe également

¹⁶⁴ Jérôme BELLION-JOURDAN, « Le médecin, le militant et le combattant. Figures contemporaines de l'engagement dans la "solidarité islamique" », *op. cit.*, p. 57.

¹⁶⁵ *Ibid.*

¹⁶⁶ Pour une vision plus complète de la guerre en Tchétchénie voir : Anne LE HUÉROU (et al.), *Tchéchénie : une affaire intérieure ? Russes et Tchétchènes dans l'état de la guerre*, Paris, CERI/Autrement, 2005. Pour de plus amples connaissances sur l'islam en Tchétchénie voir : Maïrbek VATCHAGAEV, « 12. L'islam en Tchétchénie : sur fond d'aggravation de la situation politique, analyse et témoignage (1990-2005) », in Bayram BALCI et Raoul MOTIKA, *Religion et politique dans le Caucase post-soviétique : Les traditions réinventées à l'épreuve des influences extérieures*, İstanbul, Institut français d'études anatoliennes, 2007, pp. 203-223 et l'article sur l'islam au Caucase : Sylvie GANGLOFF « Islam au Caucase - Introduction », in *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, 2006, No. 38, pp. 1-14. Il n'existe aucune étude portant sur l'action des organisations islamiques en Tchétchénie mais quelques informations concernant ce sujet sont données dans la littérature citée.

¹⁶⁷ Pour une étude sur l'action des ONG islamiques au Kosovo voir : Xavier PAULY, *ONG islamiques au Kosovo*, Lausanne, Éditions L'Âge d'Homme, 2005.

¹⁶⁸ Sur la Bosnie-Herzégovine se référer à la contribution de Jérôme BELLION-JOURDAN, « Les Réseaux transnationaux islamiques en Bosnie-Herzégovine. Le nouvel islam balkanique », in Xavier BOUGAREL et Nathalie CLAYER (dir.), *Le nouvel islam balkanique. Les musulmans, acteurs du post-communisme, 1990-2000*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2001, pp. 429-472.

¹⁶⁹ Concernant l'action des organismes islamiques humanitaires en Afghanistan voir : Jérôme BELLION-JOURDAN, « Les Organisations de secours islamique et l'action humanitaire », in *Esprit*, août-septembre 2001, No. 277, pp. 173-185.

¹⁷⁰ Khalid AL-YAHYA et Nathalie FUSTIER, « Saudi Arabia as a humanitarian donor : high potential, little institutionalization », in Robert LACEY et Jonathan BENTHALL (dir.), *Gulf charities and Islamic philanthropy in the 'Age of Terror' and beyond*, Berlin, Gerlach Press, 2014, p. 188.

¹⁷¹ Espen VILLANGER, *op. cit.*, p. 19.

¹⁷² Véronique DE GEOFFROY et Alain ROBYNS, « Les bailleurs émergents de l'aide humanitaire. Le cas des pays du Golfe », in *Humanitaire en mouvement*, novembre 2009, No. 3, novembre, pp. 2-3.

¹⁷³ Mohammed R. KROESSIN et Abdulfatah S. MOHAMED, « Saudi Arabian NGOs in Somalia : *Wababi da'wah* or humanitarian aid ? », in Gerard CLARKE et Michael JENNINGS (eds.), *Development, civil society and faith-Based organizations*, London, Palgrave Macmillan, 2008, p. 197.

¹⁷⁴ Abdulfatah SAID MOHAMED et Ronald OFTERINGER, *op. cit.*, p. 247.

des besoins spirituels en assurant ainsi les conditions nécessaires à la pratique religieuse notamment par la construction de mosquées, d'écoles religieuses et par la distribution de livres religieux et d'exemplaires du Coran¹⁷⁵. Par ailleurs, la notion de *oumma* dirige l'action humanitaire en premier chef vers des populations musulmanes qui dans les faits font partie des populations les plus affectées par des crises humanitaires. Chloe Stirk avance que 75 % des personnes vivant dans les dix principaux pays bénéficiaires de l'aide humanitaire en 2013 étaient musulmans¹⁷⁶.

L'aide humanitaire saoudienne : un vaste réseau

Un secteur sous la tutelle de la famille royale

Selon les chercheurs Khalid Al-Yahya et Nathalie Fustier, en 2014, on comptait 962 organisations saoudiennes d'assistance humanitaire dont 18 opérant à l'international. Ils rappellent que la famille royale est étroitement impliquée dans les décisions d'allocation d'assistance humanitaire et d'aide au développement puisque les entités, qu'elles soient gouvernementales, semi-gouvernementales ou non gouvernementales, ainsi que les différentes fondations dédiées à ces causes, sont placées sous la supervision d'un prince¹⁷⁷. Elles se financent grâce à des dons privés (*zakat*, *sadaqa*, etc.) et par des dons gouvernementaux.

De plus, les différents organismes humanitaires sont subventionnés par les fondations directement liées au pouvoir et s'inscrivent donc dans la continuité des structures étatiques saoudiennes. Toutes ces institutions visent alors à servir les intérêts de l'État saoudien, puisque ces institutions sont toutes associées à la famille royale¹⁷⁸. En effet, cette dernière captant l'essentiel des revenus de l'exploitation des hydrocarbures, elle contrôle alors étroitement la distribution des richesses au niveau national, et assure les privilèges et les donations. Dès lors, toute entreprise saoudienne d'aide humanitaire internationale nécessite le soutien d'un membre de la famille royale. Teresa Harings souligne qu'en 1997, le *New York Time* révèle que « the MWL's Secretary-General thanked then-King Fahd for Saudi Arabia's support, including its more than \$1.33 billion in financial aid to the organization since its founding. The CIA has also released reports that Prince Salman, full brother to former King Fahd, controls International Islamic Relief Organization (IIRO) aid distributions »¹⁷⁹.

La Croix-Rouge saoudienne est par exemple financée par le gouvernement et des fonds privés, son budget était de 434 millions de dollars en 2010. Il s'agit donc d'une organisation quasi gouvernementale¹⁸⁰. Par ailleurs, toute campagne (téléthon, etc.) visant à récolter des fonds pour assurer une assistance humanitaire doit se faire avec l'aval du pouvoir saoudien¹⁸¹. On note donc une forte collusion entre l'aide humanitaire et sa gestion par les membres de la famille régnante qui octroie des millions de dollars de leur fortune personnelle. En 2010, le prince Sultan, le prince Nayef et le roi Abdullah faisaient respectivement don de 2,66 millions, 1,33 millions et 5,3 millions de dollars pour une levée de fonds destinée à aider la population pakistanaise à la suite des inondations ayant touché le pays. En 2012, le roi Abdullah faisait don de 5,3 millions de dollars à une campagne en faveur des réfugiés syriens¹⁸².

Ainsi, parmi les organisations humanitaires qui agissent comme des outils de communication privilégiés par le gouvernement saoudien, nous nous intéresserons plus spécifiquement à l'IIRO, créée en 1978 à Djeddah comme une branche de la LIM, institution saoudienne phare. L'IIRO connaît une expansion internationale forte avec un réseau composé de plus de cent bureaux répartis dans plus de 90 pays, majoritairement des pays musulmans. L'IIRO a gagné du poids par la pensée panislamique qui s'est présentée comme un cadre idéal à son expansion. L'action de la fondation *King Salman Humanitarian Aid and Relief Center (KSRelief)*, nous

¹⁷⁵ Mohammed R. KROESSIN et Abdulfatah S. MOHAMED, *op. cit.*, p. 197.

¹⁷⁶ Chloe STIRK, *op. cit.*, p. 8.

¹⁷⁷ Khalid AL-YAHYA et Nathalie FUSTIER, *op. cit.*, p. 171 et p. 174.

¹⁷⁸ Isabelle LASSERRE, *Le paradoxe saoudien*, Paris, L'Archipel, 2019, p. 269.

¹⁷⁹ Teresa HARINGS, « The Muslim World League: creeping wahhabi colonialism ? », *Tel Aviv Notes*, 2012, Vol. 6, no.8, pp. 1-4.

¹⁸⁰ Yi LI, *op. cit.*, p. 113 et Jonathan BENTHALL et Jérôme BELLION-JOURDAN, *op. cit.*, p. 67.

¹⁸¹ Khalid AL-YAHYA et Nathalie FUSTIER, *op. cit.*, p. 177.

¹⁸² *Ibid.*, p. 178 et p. 182.

intéressera également puisqu'après les allégations de financement du terrorisme contre les branches philippine et indonésienne de l'IIRO, ce dernier s'est vu marginalisé par le pouvoir saoudien en faveur de *KSRelief* qui constitue depuis 2015 la seule agence d'aide étrangère du Royaume autorisée à intervenir. MBS consolide ainsi son pouvoir sur l'aide humanitaire et la symbolique qu'elle représente pour le Royaume. Ce dernier favorise alors la coopération avec les organisations internationales afin de s'insérer dans le système international humanitaire et minimiser la promotion religieuse¹⁸³.

Ce faisant, les ambitions de la *da'wa* (prédication) de l'aide humanitaire saoudienne, portée par des institutions saoudiennes tels que la LIM, l'IIRO et la *World Assembly of Muslim Youth* (WAMY), semblent dès lors s'effacer au profit d'un processus de sécularisation, à mesure que les nouveaux leaders la perçoivent comme un danger pour la stabilité et le prestige de l'État. Cette nouvelle stratégie de la politique étrangère saoudienne est une réponse aux nombreuses critiques formulées à l'encontre de la politique menée par le royaume pour diffuser l'interprétation wahhabite de l'islam dans le monde entier depuis quatre décennies. Elle est également visible dans le domaine de l'aide humanitaire avec une suppression de tout contenu religieux et du monopole exercé par la *KSRelief*¹⁸⁴.

Il faut souligner que toutes les initiatives prosélytes ne sont pas nécessairement contrôlées par le pouvoir saoudien tant le réseau d'influence est tentaculaire et loin d'être centralisé (initiatives individuelles de prédicateurs, populations immigrées, fondations privées ou encore étudiants religieux). Par ailleurs des riches hommes d'affaires saoudiens, dont l'action échappe bien souvent au contrôle des leaders saoudiens, contribuent à alimenter les réseaux caritatifs et le prosélytisme saoudien. Il est néanmoins difficile de saisir aujourd'hui toute l'ampleur de leur rôle dans ce système de prédication, faute de données. Dès lors, la grande diversité des canaux rend complexe l'appréhension complète et l'évaluation précise des flux financiers.

Les instruments de l'aide humanitaire saoudienne

La LIM

La LIM agit comme porte-voix de l'idéologie de l'État saoudien. Ces cinq dernières années, selon les chiffres avancés par la LIM, qui fait office d'organe central pour gérer les activités missionnaires saoudiennes, elle aurait, dans plus de 33 pays, essentiellement au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie, fourni à 87'671'699 personnes une aide d'urgence (assurer la sécurité alimentaire, l'approvisionnement en eau, l'hébergement des personnes déplacées internes ou des réfugiés, etc.) alors que 1'584'846 individus dans 29 pays¹⁸⁵ ont joui des politiques de développement durable de l'institution. Elle a ainsi permis le financement de 650 projets en lien avec l'objectif d'assurer une meilleure planification environnementale et de créer une meilleure égalité des chances. Dès lors, la construction de plus de 4000 puits assure un accès à l'eau à plus d'un million deux cent mille personnes dans 27 pays. Elle a assuré également plus de 1900 points de refroidisseurs d'eau au profit de plus de 600 personnes dans 23 pays.

L'institution a également construit 847 mosquées dans le monde avec une capacité d'accueil de 200 000 fidèles. Elle a établi plus de 31 foyers pour veuves et pauvres qui bénéficient à 248 familles dans plus de 17 pays à travers le monde¹⁸⁶. Par ailleurs, ce sont 9'160 enfants dans 36 pays¹⁸⁷ qui ont accès à une éducation générale dont 2'145 élèves effectuent des études coraniques dans des établissements religieux (lecture du

¹⁸³ Jonathan BENTHALL, *op. cit.*, p. 29.

¹⁸⁴ *Ibid.*, p. 1.

¹⁸⁵ Liste des pays : Afghanistan, Afrique du Sud, Bangladesh, Bosnie-Herzégovine, Burkina Faso, Comores, Ghana, Indonésie, Jordanie, Kenya, Liban, Malawi, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Nigeria, Ouganda, Pakistan, Palestine, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Tchad, Togo, Yémen, Zambie, Zimbabwe (<https://www.themwix.org/en/works/sustainable-development/> ; consulté en décembre 2021).

¹⁸⁶ LIGUE ISLAMIQUE MONDIALE, *Sustainable development* :

<https://www.themwix.org/en/works/sustainable-development/> (consulté en décembre 2021).

¹⁸⁷ Liste des pays : Afrique du Sud, Albanie, Bangladesh, Benin, Bosnie, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Comores, Djibouti, Égypte, Gambie, Guinée Conakry, Inde, Indonésie, Jordanie, Kirghizistan, Liban, Malaisie, Maurice, Mauritanie, Népal, Niger, Nigeria, Ouganda, Philippines, Sénégal, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Tanzanie, Tchad, Thaïlande, Tunisie, Tatarstan (Russie) (<https://www.themwix.org/en/works/kitaab-sona/> ; consulté en décembre 2021).

coran, récitation des versets coraniques, mémorisation du coran, etc.) financés par la LIM¹⁸⁸. L'objectif de la LIM est alors le suivant : « To serve the Holy Quran & Sunnah and promoting Islamic culture through education and propagation »¹⁸⁹. Mais elle cherche également : « To establish educational institutes and cultural centers, and support other urban foundations and to entrench the principle of moderation, tolerance and protection of thought among the beneficiaries »¹⁹⁰. Son système de bourse est également central et permet à des milliers d'écoliers et d'étudiants de recevoir une éducation gratuite. Ainsi, l'institution saoudienne dispose d'un réseau d'écoles et d'universités majeur réparti dans une trentaine de pays et en grande majorité des pays musulmans ou abritant un pourcentage important de musulmans. À l'instar de nombreuses organisations humanitaires islamiques, les institutions saoudiennes concentrent l'essentiel de leur activité dans l'encadrement de l'enseignement dispensé aux grands et aux petits ainsi que sur l'aide aux orphelins et aux nécessiteux. Elle peut alors compter sur les activités missionnaires assurées par un réseau comptant en 1985, 360 missionnaires, un nombre en baisse en 1990 avec 331 missionnaires de la LIM en Afrique contre, pour les mêmes années, respectivement 473 et 409 en Asie. Une activité missionnaire qui connut un moment de gloire lorsque le président gabonais Bernard-Albert Bongo se convertit à l'islam en 1973, devenant Omar Bongo¹⁹¹.

Dès lors, de nombreuses activités sont rattachées à l'islam : construction de mosquées, éducation religieuse, accès à l'eau pour assurer les ablutions avant la prière ou encore distribution de viande lors du *aid al-adha*¹⁹². Néanmoins, les aides financières, alimentaires ou encore médicales sont présentées par l'institution comme des aides octroyées sans aucune discrimination basée sur la couleur, la race ou la religion¹⁹³. La volonté de se présenter comme une organisation à visée universelle est omniprésente dans les objectifs de la LIM. Il s'agit d'apporter une assistance aux communautés pauvres et aux victimes de catastrophes dans le monde entier¹⁹⁴.

Carte illustrant les pays abritant les bureaux de la Ligue islamique mondiale en 2021¹⁹⁵



¹⁸⁸ LIGUE ISLAMIQUE MONDIALE, *Quran and Sunnah service* : <https://www.themwlx.org/en/works/kitaab-sona/> (consulté en décembre 2021).

¹⁸⁹ *Ibid.*

¹⁹⁰ *Ibid.*

¹⁹¹ Reinhard SCHULZE, *op. cit.*, p. 31.

¹⁹² LIGUE ISLAMIQUE MONDIALE, *About us* : <https://www.themwlx.org/en/about/> (consulté en décembre 2021).

¹⁹³ LIGUE ISLAMIQUE MONDIALE, *The Muslim World League's undersecretariat for executive affairs* : <https://www.themwlx.org/en/#17> (consulté le 7 décembre 2021).

¹⁹⁴ *Ibid.*

¹⁹⁵ LIGUE ISLAMIQUE MONDIALE, *About us* : <https://www.themwlx.org/en/about/> (consulté le 7 décembre 2021).

L'IIRO

De son côté l'IIRO chapeauté par la LIM, représente la branche caritative du wahhabisme qui officie essentiellement dans un esprit religieux et constitue un véritable géant de l'aide humanitaire saoudienne. L'ampleur des opérations de l'IIRO sont difficiles à quantifier sur le long terme car nous n'avons pu travailler que sur deux rapports, concernant les années 2009-2010 et 2010-2011. Entre 1987 à 1995, l'organisme aurait cumulé 500 millions d'euros de budgets investis dans des projets caritatifs tels que la construction de 16 orphelinats accueillant plus de 2000 orphelins dans 16 pays et le parrainage de plus de 36'000 orphelins dans 70 pays¹⁹⁶. Nous avons également retrouvé un journal émanant de l'organisme datant de 2006 qui confirme que l'IIRO aurait dépensé, dans le cadre de son action caritative de l'année, plus de 17 millions de rial saoudiens (plus de 4,6 millions de dollars), touchant plus de 850'000 personnes dans 36 pays. Selon le rapport de l'IIRO 2009-2010, l'institution a apporté une aide financière de plus de 12 millions de rial saoudiens (plus de 3,2 millions de dollars) en faveur de 12'005 orphelins du Royaume¹⁹⁷. L'institution faisait par ailleurs appel aux dons pour aider la population soudanaise victime d'importantes inondations, confirmait la distribution d'un repas lors du Ramadan à 10'000 personnes à La Mecque et la distribution de paniers alimentaires, tentes et couvertures pour la population saoudienne de Bisha, la distribution de nourriture en Somalie, la construction de 800 puits en Asie et en Afrique, la prise en charge de 2'468 orphelins au Nigéria et l'envoi de huit conteneurs de nourriture à destination des réfugiés palestiniens en Jordanie¹⁹⁸. En 2010-2011, l'institution se donne pour objectif « to become one of the first three organizations delivering relief to disaster areas around the world »¹⁹⁹. Dans la dimension religieuse, elle a contribué à financer 41 mosquées bénéficiant à plus de 60'000 personnes dans 12 pays et dirigeait 307 centres religieux dans 15 pays en soutenant notamment 348 prédicateurs dans 27 pays pour cette période²⁰⁰. Faute de données supplémentaires sur lesquelles s'appuyer, nous pouvons conclure, en nous basant sur les différentes années considérées, à une tendance, sur l'ensemble des années d'activité de l'IIRO, où la dimension religieuse, la prédication et le prosélytisme sont associées à l'action caritative et humanitaire.

Le King Salman Humanitarian Aid and Relief Center

Le *KSRelief* annonce avoir déboursé 1,37 milliard pour financer 265 projets dans le monde en 2018 dont 1,19 milliard destinés au Yémen. En 2021, il finance 249 projets d'une valeur de plus de 513 millions de dollars dont 56 projets au Yémen qui ont catalysé plus de 429 millions de dollars. Sur 57 pays, 29 sont des pays africains avec, néanmoins, des allocations variées. Les trois premières bénéficiaires de la *KSRelief* sont le Yémen avec près de 3,92 milliards de dollars, la Palestine avec 367,8 millions de dollars et la Syrie qui catalyse 309,4 millions de dollars. Finalement, le premier pays africain bénéficiant de l'aide humanitaire provenant du *KSRelief* est la Somalie avec 69 projets menés sur son territoire et plus de 209 millions de dollars octroyés, suivi par le Soudan avec près de 21 millions de dollars et le Nigéria 14,5 millions de dollars.

Le champ d'action de la *KSRelief* s'étend à la sécurité alimentaire, la prise en charge de camps de réfugiés, la santé, la protection, la nutrition ou encore l'éducation. Entre 2001 et 2021, la *KSRelief* a mené 1806 projets dans plus de 77 pays pour une valeur de plus de 5,52 milliards de dollars investis majoritairement dans la sécurité alimentaire (1,77 milliard), dans la santé (997 millions) et dans l'aide humanitaire d'urgence (814 millions)²⁰¹. Il compte également 144 partenaires dont des institutions onusiennes (UNRWA, UNICEF, OIM, OCHA, UNDP, UNHCR, PAM, OMS, UNFPA, FAO) mais également le CICR, l'*International Medical Corps* ou l'agence américaine USAID. Soulignons que l'institution ne fournit pas de détails quant à la

¹⁹⁶ Abdel-Rahman GHANDOUR, *op. cit.*, p. 246 et p. 255.

¹⁹⁷ IIRO, « Report of the general performance of the International Islamic Relief Organizations program », 2009-2010, p. 24. Disponible à l'adresse :

<https://www.yumpu.com/en/document/read/43057714/iirosa-publications> (consulté le 14 décembre 2021).

¹⁹⁸ IIRO SAUDI ARABIA, *Bulletin*, 2007. Disponible à l'adresse :

www.wsj.com/public/resources/documents/8Pagesfromiiosamarch2007color2.pdf (consulté le 14 décembre 2021).

¹⁹⁹ IIRO, *Overall performance report of the int'l Islamic Relief Organization, Saudi Arabia (IIRISA). Projects and programs for the year*, 2010-2011, p. 11. Disponible à l'adresse :

<https://www.yumpu.com/en/document/read/7214436/section-one> (consulté le 14 décembre 2021).

²⁰⁰ *Ibid.*, p. 29.

²⁰¹ L'ensemble de ces informations ont été fournies par le *King Salman Humanitarian aid relief centre* : <https://www.ksrelief.org/Statistics/ProjectStatistics#Countries> (consulté le 10 décembre 2021).

distribution de ces fonds c'est-à-dire qu'on ne sait pas si l'argent est octroyé à des gouvernements, à des organismes humanitaires locaux ou saoudiens. Par conséquent, faute de comptes détaillés, nous ne savons pas dans quelle dimension certains fonds sont alloués à la construction de mosquées ou encore de centres religieux. Toutefois, au vu de la volonté de MBS de s'éloigner des activités religieuses, nous pouvons affirmer que l'essentiel des fonds transite, depuis 2017, par des organismes onusiens partenaires et portent sur des actions dépourvues de dimension religieuse.

Carte illustrant les lieux où ont lieu les activités du *KSRelief* en 2021²⁰²



L'action humanitaire saoudienne entre charité et prédication

L'Arabie saoudite se présente donc comme un acteur majeur de l'assistance humanitaire et de l'aide au développement. Elle travaille en collaboration avec des partenaires internationaux démontrant sa volonté d'intégrer plus généralement l'arène humanitaire. Toute cette assistance sociale et humanitaire s'enracine dans un fondement religieux que le Coran et les *hadiths* prescrivent mais coïncide également avec les intérêts politiques et économiques des principaux donateurs, à savoir les pays du Golfe et, en tête de ces derniers, l'Arabie saoudite. Les ONG islamiques transnationales, noyautées et instrumentalisées par les gouvernements, apparaissent ainsi comme des outils diplomatiques du jeu politique de certains États qui n'hésitent pas à les utiliser également comme des motifs de prestige et de rayonnement international. Le Royaume saoudien est un des pays qui exportent le plus d'ONG islamiques dans le monde et le plus généreux bailleur de fonds des organismes islamiques humanitaires de tout horizon²⁰³.

Dans l'ensemble, ces organisations humanitaires, même si elles ne le revendiquent pas, ont une vocation prosélyte en focalisant une bonne partie de leur activité à l'enseignement islamique et à la propagation de l'islam dans les régions d'intervention afin d'y assurer une réislamisation des sociétés en apportant la 'vraie foi' c'est-à-dire le wahhabisme²⁰⁴. L'aide humanitaire et économique octroyée aux pays à majorité ou à minorité musulmane s'inscrit dans cette optique. L'IIRO, qui dispose d'un budget estimé entre 21 à 28 millions de dollars par année, permet : la construction de mosquées, d'orphelinats, de *madrassas*, d'universités

²⁰² KSRELIEF, *Total Ksrelief Assistance* : <https://www.ksrelief.org/Doc/PDF/54> (consulté le 8 décembre 2021).

²⁰³ Abdel-Rahman GHANDOUR, *op. cit.*, p. 241.

²⁰⁴ Mayke KAAG, *op. cit.*, p. 81.

islamiques, la distribution de textes religieux et l'allocation d'une aide humanitaire d'urgence sans distinction de religions²⁰⁵.

Dès lors comme le souligne Hakim El Karaoui, « [l]es grandes organisations saoudiennes sont des acteurs de premier plan de la prédication internationale, et constituent des relais de l'influence saoudienne dans le monde. Il ne s'agit pas tant de convertir des non musulmans à l'islam que de convertir des musulmans au salafisme, c'est-à-dire, dans l'esprit du wahhabisme, de les faire revenir dans le droit chemin. Parce que les musulmans y sont minoritaires et que la présence saoudienne y est avant tout diplomatique, l'Europe n'était pas la priorité de ces institutions. Ses fronts pionniers se trouvaient en revanche dans certaines régions d'Afrique et d'Asie, où les musulmans sont majoritaires, les États faibles, et les opportunités pour l'Arabie saoudite nombreuses, qu'elles soient religieuses, diplomatiques ou économiques »²⁰⁶.

Finalement, les organismes humanitaires saoudiens catalysent d'importants fonds financiers. Présents un peu partout dans les pays africains islamisés, ces institutions assurent des activités protéiformes, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation. Elles ont alors été favorisées par les contextes nationaux, caractérisés par le désengagement progressif de l'État d'un certain nombre de fonctions qui permet aux acteurs privés et notamment religieux de s'approprier ces espaces sociaux laissés en déshérence par le retrait du pouvoir public. Dès lors, en s'appuyant sur la médiation des institutions étatiques, elles ont su tisser des liens étroits avec les organisations locales et notamment confrériques. Elles pourront alors utiliser l'aide financière apportée afin de mettre en place des réseaux d'influence autour des mosquées et des écoles gérées par des prédicateurs, formés dans les meilleures universités religieuses du Royaume. Sur le plan international, l'Arabie cherche, nous l'avons vu, à assurer son influence et sa reconnaissance sur la scène internationale, en se construisant une image humanitaire prestigieuse à coup de milliards de dollars. Les coûts pour Riyad sont considérables mais il s'agit du prix à payer pour s'assurer des régimes amis, leur stabilité et leur allégeance, et maintenir ainsi sa position de leader musulman face à des diplomaties religieuses concurrentes.

Accusations de financer des activités terroristes

Le Royaume a été accusé de financer des groupes *djihadistes* par le biais d'ONG islamiques et des fonds de plusieurs personnalités saoudiennes²⁰⁷. Ben Laden aurait ainsi utilisé le réseau de l'IIRO pour accaparer certains de ses fonds et recruter des combattants lors des activités de l'organisme au Pakistan, en Somalie ou encore en Tchétchénie. Dans l'ensemble, plusieurs institutions saoudiennes ont été les argentiers d'activités terroristes, consciemment ou non (*al-Haramain*²⁰⁸, *al-Muwafaq*, la *Saudi High Commission for Aid to Bosnia*, la *Saudi Economic and Development Company Limited*, les branches philippine et indonésienne de l'IIRO, etc.)²⁰⁹. C'est à la suite de la déclaration du président George W. Bush qui déclarait « *the war on terror* » que l'IIRO et la WAMY verront leur budget considérablement réduit, en raison de la difficulté à attirer des bailleurs de fonds, avec des baisses de 40 %²¹⁰. Les accusations de terrorisme firent passer le budget de

²⁰⁵ Jonathan BENTHALL, « The rise and decline of Saudi overseas humanitarian charities », in *Center for International and Regional Studies*, 2018, No. 20, p. 21.

²⁰⁶ Hakim EL KAROUI, *op. cit.*, p. 267.

²⁰⁷ Les États-Unis ont notamment accusé des personnalités saoudiennes telles que Abdul-Aziz al-Ibrahim, le prince Sultan bin Abdul-Aziz, Yassim Abdulaziz al-Qadi, Mohammed Jamal Khalifah, Khalid ben Mahfouz ou encore Abdullah Bin Laden d'avoir financé des activités terroristes. Voir le document : <https://www.govinfo.gov/app/details/USCOURTS-ca2-12-01441/USCOURTS-ca2-12-01441-0/summary>.

²⁰⁸ Jusqu'à sa dissolution en 2004 par le gouvernement saoudien, la *Al-Haramain Islamic Foundation* créée en 1988 dans le contexte de l'invasion soviétique en Afghanistan était une des *saudi charities* les plus actives. Elle avait pour objectif de propager l'islam à travers ses actions caritatives et humanitaires. En 1997, des employés de la fondation du bureau du Kenya sont arrêtés pour avoir contribué à l'organisation de l'attaque terroriste contre l'ambassade américaine. Après les attentats du 11 septembre 2001, le gouvernement américain et la CIA accusent la fondation d'avoir soutenu et financé des activités terroristes. Elle aurait compté dans son personnel des personnalités proches d'*Al-Qaida*. Pour une histoire détaillée de la fondation *Al-Haramain* : Yusra BOKHARI (et al.), « A good day to bury a bad charity : the rise and fall of the al-Haramain Islamic Foundation », in Robert LACEY et Jonathan BENTHALL (eds.), *Gulf charities and islamic philanthropy. In the 'Age of Terror' and beyond*, Berlin, Gerlach Press, 2014, pp. 199-229.

²⁰⁹ Abdel-Rahman GHANDOUR, *op. cit.*, p. 249.

²¹⁰ Jonathan BENTHALL, *op. cit.*, p. 26.

L'IIRO d'une centaine de millions de dollars en 1990 à 46 millions en 2009 selon Marie Juul Peterson²¹¹. L'IIRO et la LIM subiront dès 2001 un contrôle étroit de leur activité et de leur discours, ne pouvant ainsi dès 2003 plus envoyer des fonds à l'étranger sans l'autorisation préalable des autorités saoudiennes²¹².

Mais ces dérives ne doivent pas contribuer à délégitimer et ternir l'ensemble des initiatives caritatives louables qui ont véritablement œuvré pour assurer les valeurs de l'islam : l'aide, la compassion, la solidarité ou encore la justice et l'équité sociale²¹³. Dès lors comme le souligne Marc-Antoine Pérouse de Montclos : « Indéniablement, le regroupement des musulmans en associations 'modernes' ne peut donc pas se réduire à un grand complot fondamentaliste et passéiste, notamment salafiste. À l'ère de la globalisation, il témoigne au contraire d'une évolution positive, en prise avec son temps, à une époque où l'organisation en ONG est la mieux à même de répondre aux aspirations et aux besoins de reconnaissance des élites. [...] Dans certains cas, des ONG musulmanes ont pu ériger un rempart contre le fondamentalisme en proposant des projets de développement collectifs »²¹⁴.

Les pays du Golfe comme bailleurs de fonds

Le rôle accru des monarchies du Golfe

Les pays du Golfe, principalement l'Arabie saoudite, le Koweït et les Émirats arabes unis (EAU) qui assurent 90 % de l'aide arabe, ont contribué à hauteur de 1,5 % de leur revenu national brut sur la période allant de 1973 à 2008²¹⁵, soit plus du double de la moyenne des Nations Unies fixée à 0,7 %²¹⁶. Les chocs pétroliers au cours des années 1970 leur ont permis de retirer des revenus considérables en raison de l'envol des cours du pétrole. Face aux écarts de richesses régionaux qui se sont intensifiés, les monarchies pétrolières vont décider d'allouer une part de leur richesse à l'aide extérieure pour assister les pays en voie de développement de la région en premier lieu mais également les pays appartenant, ou pas encore, à leur zone d'influence²¹⁷.

Ces pays constituent les principaux donateurs non occidentaux de l'aide humanitaire. Comme l'indique Céline Billat, entre 2000 et 2014, « [...] les pays du Golfe ont contribué à hauteur de 6,6 milliards de dollars, l'Arabie Saoudite étant le premier contributeur [...] avec 55 % de ce montant (3,6 milliards de dollars), suivi des EAU avec 24 % (1,5 milliard de dollars), du Koweït avec 14 % (922 millions de dollars) et enfin du Qatar avec 7 % (458 millions de dollars) »²¹⁸.

Concernant l'aide humanitaire, en 2009, le Royaume saoudien constitue le premier donateur d'aide humanitaire des *non-DAC donors* avec 51,8 millions de dollars sur un total de 224 millions²¹⁹. Entre 2001 et 2010, l'Arabie saoudite a fourni 2,1 milliards de dollars d'aide humanitaire, se classant comme premier État

²¹¹ OBSERVATOIRE DE L'ACTION HUMANITAIRE, « International Islamic Relief Organisation of Saudi Arabia (al-Ighata al-Islamiya al-'alamiya) : financements ». Disponible à l'adresse : <http://www.observatoire-humanitaire.org/fr/index.php?page=fiche-ong.php&part=commentaires&chapitre=143&id=8>

²¹² Hakim EL KAROUI, *op. cit.*, p. 278.

²¹³ Jérôme BELLION-JOURDAN, « Le médecin, le militant et le combattant. Figures contemporaines de l'engagement dans la "solidarité islamique" », *op. cit.*, pp. 52-53.

²¹⁴ Marc-Antoine PÉROUSE DE MONTCLOS, « Les ONG humanitaires islamiques en Afrique : une menace ou un bienfait ? », in *Sécurité globale*, 2011, Vol. 16, No. 2, p. 12.

²¹⁵ Céline BILLAT, « The funding of humanitarian action by non-western donors. The sustainability of Gulf States contribution », *op. cit.*, p. 6.

²¹⁶ Afin d'atteindre la réduction de moitié de la pauvreté à l'horizon 2015, inscrite dans les huit Objectifs du millénaire pour le développement adopté en 2000, les Nations Unies indiquaient qu'il fallait que les pays développés consacrent pas moins de 0,7 % de leur revenu national brut à l'Aide Publique au Développement (APD). À titre de comparaison, la France n'octroyait que 0,36 % de son RNB. Emmanuel DUBUY, « L'aide au développement, un outil d'influence ? », in *Huffington Post*, 6 octobre 2016 (consulté le 27 novembre 2021).

²¹⁷ Lara PIETTA, « L'aide extérieure des pays du Golfe : solidarité arabe ou islamique ? Motifs stratégiques ou humanitaires ? », in *Les Cahiers de l'Orient*, 2019, Vol. 133, No. 1, pp. 65-89.

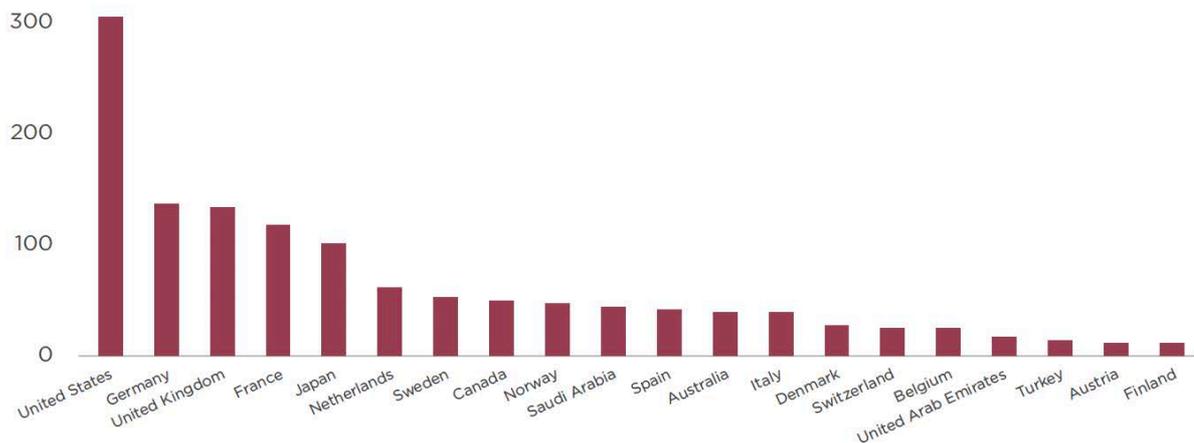
²¹⁸ Céline BILLAT, « The funding of humanitarian action by non-western donors. The sustainability of Gulf States contribution », *op. cit.*, p. 7.

²¹⁹ UNITED NATIONS OFFICE FOR THE COORDINATION OF HUMANITARIAN AFFAIRS, *Global Humanitarian Assistance Report 2010*, 2010, p. 30. Disponible à l'adresse : <http://devinit.org/wp-content/uploads/2010/07/gha-report-2010.pdf> (consulté le 25 décembre 2021).

arabe contre 900 millions pour les Émirats arabes unis. À titre de comparaison, les États-Unis, qui constituent les premiers donateurs à l'aide publique au développement, allouaient pour la même période un total de 34,1 milliards de dollars et l'Union Européenne, deuxième pourvoyeur, 14,6 milliards de dollars²²⁰. Riyad alloue 645 millions de dollars en faveur des territoires occupés palestiniens en 2001. En 2007, le Royaume saoudien alloue 157 millions de dollars au Bangladesh touché par le cyclone Sidr ayant fait des millions de sans-abris contre 20 millions de dollars pour les États-Unis²²¹. En 2008, le Royaume saoudien fait un don de 500 millions de dollars octroyé au WFP, la contribution la plus importante jamais enregistrée par l'institution²²², puis en 2014, il finance à hauteur de 500 millions de dollars l'opération des Nations Unies en Irak²²³. Depuis 2001, il a assuré des dons d'une valeur de 108 millions de dollars au *Global Fund*²²⁴. Enfin, en 2021, l'Arabie saoudite a alloué plus de 9 millions de dollars à l'*United Nation Office for the Coordination of Humanitarian Affairs* (OCHA), se classant parmi les 10 plus gros donateurs du monde²²⁵.

Ces États confirment leur rôle actif et efficace dans le développement international ainsi que dans l'assistance humanitaire. Un rôle possible par le développement accru des partenariats entre les gouvernements du Golfe et leurs institutions nationales et régionales avec les organismes internationaux qui forment le système humanitaire traditionnel. Le but étant d'accroître leur influence sur la gouvernance mondiale²²⁶. Entre 2011 et 2013, l'aide humanitaire provenant des membres de l'OCI est passée de 599 millions de dollars à plus de 2,2 milliards, ce qui représente une croissance de 4 % à 14 % de l'aide humanitaire internationale totale²²⁷.

Country ranking by Net ODA* 2005-2014 (US\$ billions)



Source : *Rapport 2016. Partnership in development and south-south cooperation. Official development assistance of the Kingdom of Saudi Arabia*, Royaume d'Arabie saoudite et UNDP, 2016, p. 15.

Des relations bilatérales privilégiées

Dans les faits, ces pays et notamment l'Arabie saoudite favorisent la forme des relations bilatérales pour assurer le transfert de leurs fonds, notamment parce que ce canal renforcerait l'amitié et l'interdépendance

²²⁰ UNITED NATIONS OFFICE FOR THE COORDINATION OF HUMANITARIAN AFFAIRS, *Global Humanitarian Assistance Report 2012*, 2012, p.12. Disponible à l'adresse : <http://devinit.org/wp-content/uploads/2012/07/Global-Humanitarian-Assistance-Report-2012.pdf> (consulté le 25 décembre 2021).

²²¹ Khalid AL-YAHYA et Nathalie FUSTIER, *op. cit.*, p. 173.

²²² *Ibid.*, p. 169.

²²³ Espen VILLANGER, *op. cit.*, p. 7.

²²⁴ THE GLOBAL FUND TO FIGHT AIDS, TUBERCULOSIS AND MALARIA : <https://www.theglobalfund.org/en/government/profiles/saudi-arabia/> (consulté le 30 décembre).

²²⁵ UNITED NATIONS OFFICE FOR THE COORDINATION OF HUMANITARIAN AFFAIRS, *OCHA donors in 2022* : <https://www.unocha.org/funding> (consulté le 30 décembre 2021).

²²⁶ Céline BILLAT, « Le financement de l'action humanitaire par les pays du Golfe : un engagement pérenne », in *Humanitaire en mouvement*, 2016, No. 17, pp. 17-22.

²²⁷ Chloe STIRK, *op. cit.*, p. 8.

entre les autorités saoudiennes et les bénéficiaires, assurant alors des alliances solides dans le temps²²⁸. Par ailleurs, les organismes onusiens sont perçus par les autorités saoudiennes comme des entités sur lesquelles il est difficile d'avoir un droit de regard. D'un autre côté, elles considèrent qu'une partie des dons contribuerait à payer le personnel essentiellement occidental alors que le système onusien serait principalement influencé par des pays occidentaux²²⁹. Enfin, l'aide bilatérale permet d'exercer une plus grande pression sur les bénéficiaires de l'aide pour qu'ils se conforment à certaines des conditions politiques ou économiques des donateurs du Golfe²³⁰.

Ainsi, en 2019, les relations bilatérales composaient 63,1 % de l'aide publique au développement de l'Arabie saoudite. Ce canal était alors tourné essentiellement vers l'Afrique et l'Asie et octroyait des fonds aux programmes étatiques pour le développement des pays (61,1 %) et vers l'aide humanitaire et alimentaire (34,3 %). Dès lors, 746,3 millions de dollars ont été alloués à l'Afrique contre 268 millions de dollars à l'Asie²³¹. Notons que nous ne disposons d'aucunes informations sur les formes, les conditions et la répartition par bénéficiaire de cette aide.

Des bénéficiaires issus des communautés religieusement proches

Ces aides sont prioritairement allouées aux pays en crise de la région moyen-orientale afin de tenter d'éviter que des crises internes puissent s'étendre éventuellement à d'autres pays, embrasant une région déjà très sensible²³², comme l'ont démontré les financements de plusieurs milliards du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) assurés à la Jordanie (5 milliards de dollars), au Bahreïn (10 milliards de dollars) et au Maroc (5 milliards de dollars), afin d'assurer la stabilité des régimes monarchiques lors du Printemps arabe²³³. Comme le souligne Eric Neumayer, les pays du Golfe ont clairement favorisé l'aide aux autres pays arabes en premier lieu avec pour but de renforcer les alliances et d'assurer la stabilité de la région²³⁴. Espen Villanger soutient ainsi qu'en 2005, près de 60 % de l'aide des pays du Golfe est allée à des pays arabes²³⁵.

Toutefois, la part dédiée à l'Afrique augmente rapidement. L'Arabie saoudite entretient des liens étroits avec les pays africains qui sont également selon Neumayer plus susceptibles d'être inclus parmi les pays qui reçoivent une aide financière des monarchies du Golfe, ce qui souligne aussi l'envie d'assurer une solidarité Sud-Sud mais dessine également une dynamique nouvelle mettant en avant de nouveaux patronages dans les relations internationales²³⁶. Les organismes saoudiens comme l'IIRO ou la LIM ont mené leurs activités essentiellement à la faveur des pays musulmans d'Afrique et d'Asie²³⁷. Les fonds souverains du Golfe ont investi 20 milliards de dollars entre 2004 et 2014 dans les infrastructures de différents pays en Afrique²³⁸, en focalisant notamment leur attention sur des pays comme le Soudan, le Maroc, l'Égypte, la Mauritanie et le Niger, où 65 % des investissements des pays du Golfe ont été assurés en 2008²³⁹.

²²⁸ Khalid AL-YAHYA et Nathalie FUSTIER, *op. cit.*, p. 169.

²²⁹ *Ibid.*, pp. 185-186.

²³⁰ Khaled ALMEZAINI, « Humanitarian foreign aid of Gulf states. Background and orientations », in *Konrad Adenauer Stiftung*, janvier 2021, No. 20, p. 3.

²³¹ OECD, *Development co-operation profiles – Saudi Arabia* : <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/b2156c99-en/index.html?itemId=/content/component/b2156c99-en> (consulté le 27 décembre 2021).

²³² « Les pays du Golfe, nouveaux champions de l'aide humanitaire », in *The New Humanitarian*, 17 septembre 2014 (consulté le 16 novembre 2021).

²³³ Céline BILLAT, « The funding of humanitarian action by non-western donors. The sustainability of Gulf States contribution », *op. cit.*, p. 14.

²³⁴ Eric NEUMAYER, « What factors determine the allocation of aid by arab countries and multilateral agencies ? », in *Journal of Development Studies*, 2010, Vol. 39, No. 4, p. 144.

²³⁵ Espen VILLANGER, « Arab foreign aid : disbursement patterns, aid policies and motives », in *Cbr. Michelsen Institute (CMI report)*, 2007, p. 9.

²³⁶ Eric NEUMAYER, *op. cit.*, p. 136.

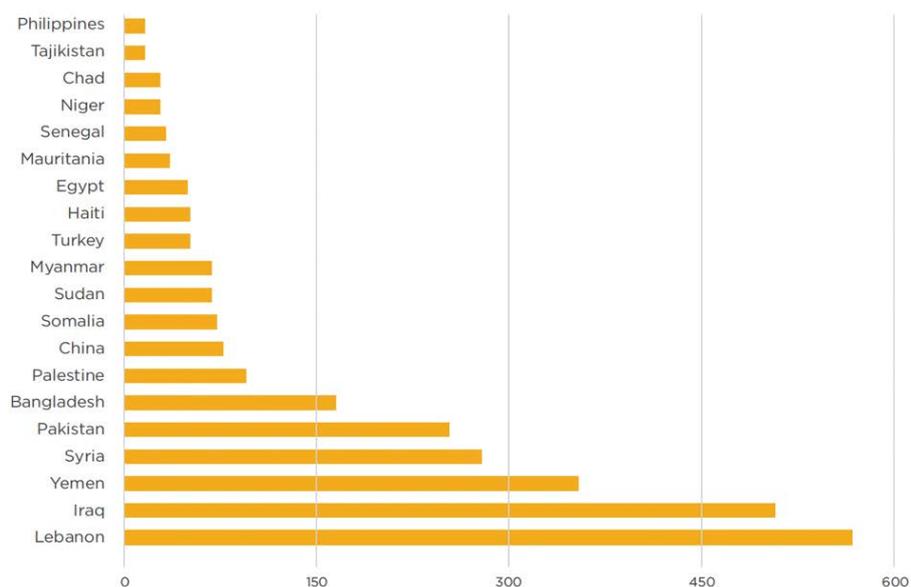
²³⁷ Leo BARASI, « Saudi Arabia humanitarian aid : a political takeover ? », in *Humanitarian Practice Network*, novembre 2004.

²³⁸ Pierre-Marie RELECOM, « Pourquoi ne pas considérer les financements du GCC pour l'Afrique ? », in *Les Echos*, 26 septembre 2017 (consulté le 19 décembre 2021).

²³⁹ OCDE, *Point sur le soutien apporté à l'investissement dans les infrastructures africaines*, mai 2012, p. 54. Disponible à l'adresse : <https://www.oecd.org/fr/daf/inv/politiques-investissement/MappingReportWebFR.pdf> (consulté le 19 décembre 2021).

Ainsi, l'aide des monarchies pétrolières s'explique notamment par le critère de la solidarité islamique ou de l'identité arabe. Il est stipulé dans l'étude de Khalid Al-Yahya et Nathalie Fustier que les dons privés provenant de la générosité des citoyens saoudiens sont octroyés à des projets humanitaires (matériel médical, alimentation, abri, tentes, bourses scolaires, etc.) dans des pays culturellement ou religieusement proches puisque les Saoudiens sont davantage sensibles à des causes touchant des populations musulmanes ou arabes comme à Gaza, au Liban, au Pakistan mais également aux pays africains islamisés alors que les contributions publiques sont destinées aux canaux multilatéraux ou bilatéraux²⁴⁰. L'assistance humanitaire et l'aide au développement sont perçues comme des aides s'inscrivant à la fois dans la solidarité islamique et dans le cadre d'une coopération Sud-Sud. La dimension régionale, idéologique, culturelle et islamique influencent donc l'orientation de l'aide du Golfe²⁴¹. Mais l'Arabie saoudite tend à élargir depuis plusieurs années sa zone d'action à d'autres régions qui ne correspondent pas aux critères culturels ou religieux comme le démontre l'exemple de l'allocation de 50 millions de dollars à Haïti en 2010. Le pays cherche à apparaître plus neutre dans l'allocation de ses dons, loin du caractère confessionnel et donc non-discriminatoire, ce qui lui permet de gagner en légitimité dans l'arène humanitaire en s'éloignant de sa position de bienfaiteur des seuls pays musulmans.

Top 20 countries receiving Saudi Arabia Humanitarian Assistance 2005-2014 (US\$ million)



Source : *Rapport 2016. Partnership in development and south-south cooperation. Official development assistance of the Kingdom of Saudi Arabia*, Royaume d'Arabie saoudite et UNDP, 2016, p. 6.

De leur côté, les États africains y voient l'opportunité de tirer un trait sur la dépendance économique, politique et intellectuelle à l'égard des anciennes colonies à la faveur des relations avec le monde arabe et notamment des monarchies du Golfe. Par ailleurs, de nombreuses populations d'Afrique subsaharienne s'intègrent dans le processus d'islamisation et d'arabisation, ces phénomènes apparaissant comme des outils de lutte contre la domination occidentale. Ils s'ouvrent donc à d'autres possibles politiques et culturels sans toutefois jamais remettre en question leur identité africaine puisqu'africains ils sont, africains ils restent. Cela contribue à contrebalancer l'influence des États occidentaux comme la France, - qui ont distribué aides et prêts pour garder une certaine présence dans le continent africain et assurer leur approvisionnement en matières premières -, et à briser leur monopole sur les affaires économiques et politiques des pays africains. Ainsi, comme le souligne Mayke Kaag, « [s]o African countries are reaching out to new partners, including Gulf States that, in turn, are seeing new opportunities in Africa »²⁴².

²⁴⁰ Khalid AL-YAHYA et Nathalie FUSTIER, *op. cit.*, pp. 178-179.

²⁴¹ Khaled ALMEZAINI, *op. cit.*, p. 2.

²⁴² Mayke KAAG, *op. cit.*, p. 90.

Mais si les motivations du financement de l'aide humanitaire sont effectivement ancrées dans la religion et dans l'altruisme, il serait erroné de ne pas considérer les intérêts stratégiques liés à des considérations de politique étrangère qui induisent également des luttes d'influence et des enjeux diplomatiques et économiques. Il faut donc aussi considérer les relations qu'entretiennent les pays donateurs avec les pays bénéficiaires puisqu'une grande partie de l'aide humanitaire provenant des pays du Golfe a servi à construire et à maintenir des alliés notamment dans le monde musulman et arabe. Une logique que l'URSS et les États-Unis ont appliqué dans le cadre de la Guerre froide et qui est encore aujourd'hui utilisée par des États occidentaux sur le territoire de leurs anciennes colonies, notamment pour y assurer leurs intérêts économiques. En effet, de nombreux donateurs basent leur aide sur des liens religieux, culturels, linguistiques, historiques ou régionaux²⁴³. Dès lors, il semblerait qu'il s'agisse du donateur ou du bénéficiaire, tous tirent des profits de cette relation. Ainsi, les gouvernements qui votent en cohésion avec les monarchies du Golfe, à l'Assemblée des Nations Unies par exemple, reçoivent assurément des aides financières²⁴⁴. À présent, il reste à savoir combien de temps cette diplomatie du « carnet de chèques » sur laquelle repose les relations diplomatiques et l'influence régionale de l'Arabie saoudite pourra assurer sa viabilité et son efficacité dans un contexte d'après pétrole.

²⁴³ Espen VILLANGER, *op. cit.*, pp. 17-19.

²⁴⁴ Eric NEUMAYER, *op. cit.*, p. 144.

Chapitre 4

L'Afrique, un continent aux besoins humanitaires et de plus en plus au centre des intérêts saoudiens

Les déterminants de l'Afrique subsaharienne

L'islam des confréries soufies majoritaire, néanmoins

Les pays subsahariens des zones que nous étudions ne peuvent pas être considérés comme un bloc homogène composé de pays essentiellement musulmans²⁴⁵. En effet, certaines nations se composent d'une population majoritairement musulmane comme au Sénégal, en Mauritanie, à Djibouti, en Somalie ou encore au Mali, mais d'autres États ont un contexte religieux plus divisé avec l'existence d'une cohabitation entre communautés musulmane et chrétienne comme en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Nigéria, au Ghana, au Tchad, en Éthiopie ou encore en Érythrée²⁴⁶. Par ailleurs, les pratiques des religions traditionnelles n'ont pas disparu malgré la prépondérance des deux monothéismes en Afrique.

C'est un islam confrérique (*tariqa*)²⁴⁷ tel que pratiqué par la *Tidjaniyya*, les *Mourides*, la *Quadriya* ou encore la *Mirghaniyya*, qui compte un poids majeur au sein des communautés musulmanes africaines, imprégnant la vie religieuse et culturelle de millions de personnes qui se réclament encore aujourd'hui de l'une ou plusieurs d'entre elles. Dans certains pays d'Afrique de l'Ouest comme au Sénégal, elles ont acquis une puissance politique considérable. Comme le souligne Mustapha Benchenane : « Le rôle de la confrérie est d'autant plus important que la structure étatique est faible. Elles constituent un cadre social solide. Elle est l'esquisse d'une 'société civile', se livrant à des activités charitables et jouant un rôle redistributeur au profit de la communauté grâce aux fonds que lui versent régulièrement ceux qui y sont affiliés »²⁴⁸.

Néanmoins, leur hégémonie est aujourd'hui mise en difficulté en raison de l'immersion de nouveaux mouvements religieux réformistes comme le mouvement *Iz'ala*²⁴⁹ ou le wahhabisme, renforcés sur le continent grâce à la diplomatie religieuse saoudienne notamment et qui conteste le monopole de la gestion du sacré par ces confréries. Dès lors, longtemps contrôlé par ces dernières, le champ islamique des pays africains islamisés est devenu le théâtre de l'émergence d'une lutte entre mouvements traditionnels et nouveaux arrivants, qui ont aujourd'hui acquis droit de cité. Dès lors, les confréries soufies sont souvent instrumentalisées par les pays des régions étudiées afin de faire face au salafisme dans ses différentes

²⁴⁵ L'islam s'est étendu dans l'espace subsaharien en trois étapes : par le commerce en raison des contacts entre de nombreuses ethnies commerçantes et les clients arabo-berbères islamisés ; la construction des grands empires africains islamiques au Moyen-Âge (Empire du Ghana, du Mali et du Songhaï) ; les *djihad*, mouvements militants et révolutionnaires qui dès le XVIII^{ème} revendiquent des changements d'ordre politique et social, afin de créer des États et des sociétés musulmanes. La colonisation va également renforcer l'islamisation du continent puisque beaucoup de prédicateurs estimeront que les valeurs occidentales souillent les sociétés africaines, poussant à plus de religiosité. Depuis lors, l'islam est profondément ancré dans la réalité sociologique de l'Afrique. Concernant l'islamisation du continent africain voir les références bibliographiques de Jean-Louis Triaud, « Bibliographie de l'islam et des sociétés musulmanes au sud du Sahara », in Ousmane KANE et Jean-Louis TRIAUD (dir.), *Islam et islamismes au sud du Sahara*, Paris, Karthala, 1998, p. 311-330. Pour une étude détaillée de l'islamisation de l'Afrique orientale se référer à : François CONSTANTIN (éd.), *Les voies de l'islam en Afrique orientale*, Paris, Karthala, 1987.

²⁴⁶ Voir le tableau en annexe.

²⁴⁷ Pour une étude détaillée des confréries soufies voir : Alexandre POPOVIC et Gilles VEINSTEIN (dir.), *Les Voies d'Allah. Les ordres mystiques dans le monde musulman des origines à aujourd'hui*, Paris, Fayard, 1996. Concernant, la *Tidjaniyya* qui forme la plus puissante confrérie soufie en Afrique se référer à : Jean-Louis TRIAUD (éd.), *La Tijaniyya. Une confrérie musulmane à la conquête de l'Afrique*, Paris, Karthala, 2005.

²⁴⁸ Mustapha BENCHENANE, « L'Islam africain », in *Revue Défense Nationale*, 2016, Vol. 793, No. 8, p. 107.

²⁴⁹ Le mouvement *Iz'ala*, d'inspiration wahhabite, porte comme nom entier *Jama'at at iz'alat al bid'a wa iqamat al-sunna* soit Mouvement pour la suppression des innovations et la restauration de la *sunna*. Pour plus d'informations voir : Ramzi BEN AMARA, *The Iz'ala Movement in Nigeria*, Göttingen, Göttingen University Press, 2020.

obédiences²⁵⁰. Ce fait contribue à marginaliser dans certains pays l'activité des *muslim charities* des pays du Golfe qui, en plus de cela, sont concurrencées par des ONG de tous horizons²⁵¹.

Ce bref tableau serait incomplet si l'on n'indiquait pas que de très nombreux musulmans n'appartiennent ni aux confréries ni à la mouvance réformiste. Ils pratiquent alors leur religion tout en menant une vie sécularisée, ce faisant l'islam n'est pas au centre de leur vie et de leurs actions²⁵².

Un continent miné par la pauvreté

L'Afrique se trouve dans une situation politique instable avec des économies en grande difficulté. Aujourd'hui, plusieurs problèmes sont devenus chroniques : faiblesses des institutions, corruption endémique, guerres civiles, coups d'Etat, conflits frontaliers, etc. Les populations africaines font donc face à des contextes économiques et sociaux difficiles où la précarité et la pauvreté sont le quotidien de millions d'individus alors que les États sont dans l'incapacité en raison de faibles moyens et d'une corruption chronique, d'assurer des politiques de développement économiques, sociales et politiques viables pouvant désamorcer les crises.

La moyenne de l'Indice de Développement Humain²⁵³ des pays subsahariens se trouve en 2018 à 0,541 ce qui correspond à un indice faible, contre 0,895 pour l'OCDE qui se caractérise donc par un développement humain très élevé, selon une moyenne mondiale à 0,731. Des pays comme la Somalie (0,364), la République centrafricaine (0,381), le Niger (0,394), le Tchad (0,394), le Soudan du Sud (0,413) ou encore le Mali (0,434) font partie des pays les plus pauvres d'Afrique subsaharienne²⁵⁴. On constate alors que sur 56 pays africains sur lesquels nous disposons des informations, seuls 6²⁵⁵ pays dépassent la moyenne mondiale. D'autant plus que « la pandémie de Covid-19 aurait fait basculer environ 100 millions d'individus dans l'extrême pauvreté, le pire recul en une génération »²⁵⁶ nous assure le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans son *Rapport sur le développement humain 2020*. On compte aujourd'hui plus d'un milliard de personnes vivant au-dessous des niveaux d'extrême pauvreté²⁵⁷. C'est notamment dans ce contexte de pandémie que la LIM a mis en place un programme visant à assurer une aide humanitaire dans plus de 33 pays²⁵⁸.

Enfin, le *Food and agriculture organization of the United Nations* (FAO) souligne dans son rapport de 2020 sur l'Afrique que les conflits, les changements climatiques – c'est deux premiers facteurs participent à détruire les moyens de subsistances des communautés africaines -, et le fléchissement et le ralentissement des économies subsahariennes participent à aggraver la sécurité alimentaire du continent où 250,3 millions de personnes souffrent de sous-alimentation en 2019, dont 15,6 millions se trouvent en Afrique du Nord et 234,7 millions en Afrique subsaharienne²⁵⁹, avec une prévalence en Afrique de l'Est où 117,9 millions de personnes sont concernées contre 59,4 pour l'Afrique de l'Ouest²⁶⁰. En Afrique de l'Ouest, le nombre de

²⁵⁰ Ousmane KANE et Jean-Louis TRIAUD (dir.), *Islam et islamismes au sud du Sahara*, Paris, Karthala, 1998, p. 117.

²⁵¹ Mayke KAAG, *op. cit.*, pp. 84-85.

²⁵² Denise BRÉGAND, « Circulation dans les 'communautés' musulmanes plurielles du Bénin », in *Cahiers d'études africaines*, 2012, No. 206-207, p. 472.

²⁵³ Le classement de l'IDH évalue le niveau de développement humain des pays, en se basant sur des données comme le niveau d'éducation de la population et la durée moyenne de scolarisation, la santé, l'accès à de l'eau potable, des soins médicaux ou encore le revenu, l'accès à la culture, au sport, etc.

²⁵⁴ Ces chiffres ont été fournis par le site :

<https://www.populationdata.net/palmares/idh/afrique/> (consulté le 6 décembre 2021).

²⁵⁵ Il s'agit de Maurice ; Seychelles ; Sainte-Hélène, Ascension et Tristan da Cunha (territoire britannique d'outre-mer) ; l'Algérie ; Mayotte (région de France) et la Tunisie.

²⁵⁶ PNUD, *Rapport sur le développement humain 2020*, 2020, p. 8. Disponible à l'adresse :

http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2020_overview_french.pdf (consulté le 6 décembre 2021).

²⁵⁷ *Ibid.*, pp. 7-8.

²⁵⁸ LIGUE ISLAMIQUE MONDIALE, *About us* : <https://www.themwix.org/en/#17> (consulté en décembre 2021).

²⁵⁹ FAO, CEA et CUA, *Vue d'ensemble régionale de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Afrique 2020: Transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable*, Accra, 2020, p. xii (Avant-propos). Disponible à l'adresse : <https://www.fao.org/3/cb4831fr/cb4831fr.pdf> (consulté le 28 décembre 2021).

²⁶⁰ *Ibid.*, p. 6.

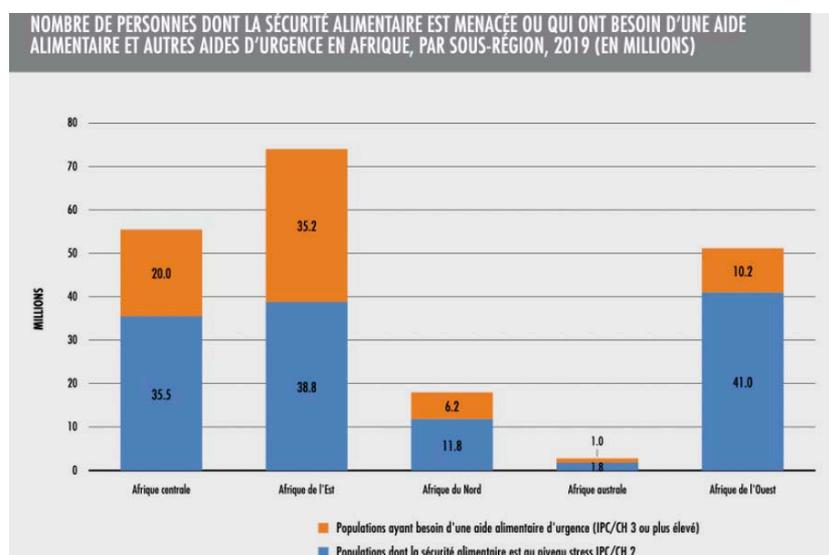
personnes sous-alimentées passait alors de 181,7 en 2000 à 234,7 en 2019²⁶¹. La malnutrition a pour conséquence le retard de croissance chez les enfants, cause l'émaciation, l'anémie, affaiblit le système immunitaire, augmente la vulnérabilité face aux maladies infectieuses ou peut également avoir un effet sur le développement des facultés cognitives des enfants²⁶².

NOMBRE DE PERSONNES SOUS-ALIMENTÉES DANS LE MONDE ET EN AFRIQUE ET DANS SES SOUS-RÉGIONS, 2000-2019 (EN MILLIONS)

Régions/sous-régions	2000	2010	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Variation entre 2014 et 2019 (en millions)
Monde	808,6	668,2	628,9	653,3	657,6	653,2	678,1	687,8	58,9
Afrique	199,0	196,1	202,4	216,9	224,9	231,7	236,8	250,3	47,9
Afrique du Nord	17,3	17,8	13,4	13,8	14,4	15,5	15,0	15,6	2,2
Afrique subsaharienne	181,7	178,3	189,0	203,0	210,5	216,3	221,8	234,7	45,7
Afrique centrale	40,1	40,0	40,1	43,5	45,8	47,2	49,1	51,9	11,8
Afrique de l'Est	100,9	98,1	99,3	104,9	108,4	110,4	112,9	117,9	18,6
Afrique australe	3,1	3,2	3,9	4,4	5,1	4,5	5,2	5,6	1,7
Afrique de l'Ouest	37,6	37,0	45,7	50,3	51,2	54,2	54,7	59,4	13,7

Source : *Vue d'ensemble régionale de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Afrique 2020: Transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable*, FAO, CEA et CUA, Accra, 2020, p. 6. (Disponible à l'adresse : <https://www.fao.org/3/cb4831fr/cb4831fr.pdf> (consulté le 28 décembre 2021).

En 2019, ce sont 73 millions de personnes de 36 pays d'Afrique qui étaient sujettes à l'insécurité alimentaire aiguë ce qui représente plus de 50 % de la population mondiale concernée par cette problématique et 37 millions d'individus dans 12 pays qui se retrouvaient dans une situation d'aide humanitaire d'urgence en raison des divers conflits qui traversent le continent²⁶³. Les chocs climatiques (faible pluviosité, sécheresses, inondations, invasions de criquets pèlerins en augmentation, etc.) ont fait tomber 26 millions de personnes dans 20 pays dans une situation d'aide d'urgence tandis que ce sont 10 millions d'individus dans quatre pays qui vivaient dans l'insécurité alimentaire en raison des chocs économiques comme le révèle le FAO²⁶⁴.



Source : *Vue d'ensemble régionale de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Afrique 2020: Transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable*, FAO, CEA et CUA, Accra, 2020, p. 16. (Disponible à l'adresse : <https://www.fao.org/3/cb4831fr/cb4831fr.pdf> (consulté le 28 décembre 2021).

²⁶¹ *Ibid.*

²⁶² FAO, « Pourquoi la nutrition est importante », 2014, p. 1. Disponible à l'adresse : <https://www.fao.org/about/meetings/icn2/photo-contest/why-nutrition-matters/fr/> (consulté le 28 décembre 2021).

²⁶³ FAO, CEA et CUA, *op.cit.*, p. 15.

²⁶⁴ *Ibid.*, p. 16.

Les changements climatiques viennent accentuer les difficultés pour des populations au cœur de conflits. En effet, le dérèglement climatique touche en premier lieu les pays en développement notamment parce que les populations qui y vivent dépendent fortement de leur environnement naturel alors même que les pays industrialisés constituent les principaux responsables des émissions comptabilisées à ce jour contre 3,8 % pour l'Afrique²⁶⁵. Il s'avère que plus l'économie d'un pays repose sur l'activité agricole, plus les changements climatiques impactent leur économie et leur développement. Ainsi, comme le montrent Loïc Brüning et Etienne Piguët, c'est l'Afrique qui est globalement la plus vulnérable face aux changements climatiques et ceci « en raison de son haut degré d'exposition et de ses ressources financières restreintes pour l'adaptation »²⁶⁶.

On observe une hausse globale des températures, des sécheresses fréquentes et des inondations récurrentes et intenses²⁶⁷. Soulignons que la hausse de 1,5°C à 2°C, prévue au cours des années 2030, pourrait entraîner la réduction de 40 à 80 % de la surface cultivable pour le maïs, le millet et le sorgho, des céréales essentielles et centrales dans le régime alimentaire des sociétés africaines et pourrait accentuer les sécheresses, en particulier dans les zones arides du Sahel et de la Corne de l'Afrique²⁶⁸. D'autant plus que cette dernière fait notamment face à des invasions de criquets pèlerins²⁶⁹, ces insectes qui dévorent tout sur leur passage (dans les cultures) et dont la présence est directement liée aux changements climatiques qui ont créé des conditions favorables à leur prolifération et leur installation plus longue sur le continent²⁷⁰.

Même si les chocs climatiques mènent profondément à des disettes, il faut toutefois souligner que se sont souvent des facteurs anthropologiques qui font tomber des millions d'individus dans des famines puisque les conflits armés empêchent une gestion étatique viable qui permettrait d'assurer des stocks, d'importer de denrées alimentaires pour pallier aux déficits de production, de mettre en place des systèmes d'assurance dans des pays où les populations ne peuvent pas épargner alors que l'émergence de mouvements extrémistes viennent compliquer le travail humanitaire dans certaines zones. Dès lors, la grande majorité des États de la Corne et du Sahel sont faibles et ne disposent pas d'une stabilité politique et d'une manne financière leur permettant de gérer efficacement les chocs climatiques et les effets des conflits armés. Ainsi, selon l'Organisation internationale pour les migrations et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, « 60 % de tous les déplacements internes dans la région de l'Est et de la Corne de l'Afrique en 2019 étaient dus à des catastrophes provoquées par le climat »²⁷¹.

Dès lors, les changements climatiques entraînent une pauvreté des populations évoluant dans des sociétés à prédominance agricole et vivant dans des régions arides et semi-arides (niveaux de précipitations et de productivité faible) et donc vulnérables aux variations climatiques. Ces populations souffrent de plus en plus des changements climatiques et malgré leurs capacités d'adaptation variées et de résilience, parfois, le choix de partir s'impose²⁷². De ce fait, les conséquences de ces bouleversements se traduisent par l'augmentation de l'instabilité politique de régions entières ainsi que par la croissance du nombre de migrants environnementaux.

²⁶⁵ Makhtar DIOP, « L'Afrique a aussi son mot à dire sur le changement climatique », in *Banque mondiale*, 22 septembre 2014 (consulté le 11 décembre 2021).

²⁶⁶ Loïc BRÜNING et Etienne PIGUËT, « Changements environnementaux et migration en Afrique de l'Ouest. Une revue des études de cas », in *Belgeo revue belge de géographie*, 2018, No.1, pp. 1-26.

²⁶⁷ Audrey GARRIC, « La crise climatique menace toujours plus la santé et la sécurité alimentaire des Africains », in *Le Monde*, 26 octobre 2020 (consulté le 11 décembre 2021).

²⁶⁸ Makhtar DIOP, *op. cit.*

²⁶⁹ Comme l'indique Aïssatou Diallo, « un seul de ces essaims couvre une surface de 2400 km², soit la taille du Luxembourg [...]. Et ce sont près de 200 milliards de criquets qui peuplent chaque essaim, dévorant chaque jour plus de 400 000 tonnes de nourriture. Et le fléau avance vite : l'essaim est capable de parcourir 150 kilomètres par jour, ravageant tout sur son passage », Aïssatou DIALLO, « Corne de l'Afrique : "le dérèglement climatique accentue les invasions de criquets" », in *Jeune Afrique*, 5 février 2020 (consulté le 11 décembre 2021).

²⁷⁰ *Ibid.*

²⁷¹ Audrey GARRIC, *op. cit.*

²⁷² Adama DIAW (et al.), « Effets du changement climatique sur la pauvreté et les inégalités en Afrique subsaharienne », in *Revue d'économie du développement*, 2019, Vol. 27, No. 3, pp. 5-32.

Ces divers chocs viennent alors accentuer une pauvreté chronique touchant des populations dans l'incapacité d'accéder à des services de protection sociale alors que la corruption, l'accaparement des richesses par les classes politiques ne favorisent pas une croissance équitable ou la réduction de la pauvreté²⁷³. En 2020, près de 430 millions d'Africains vivent dans l'extrême pauvreté alors que l'Afrique subsaharienne demeure la seule région dans le monde à voir le nombre d'enfants présentant un retard de croissance augmenter²⁷⁴. Le rapport du FAO de 2020 souligne que « 40 pour cent de tous les enfants présentant un retard de croissance dans le monde vivent en Afrique, ce qui représente une augmentation importante par rapport aux 18 pour cent observés en 1990 »²⁷⁵. En 2019, sur les 25 premiers pays récipiendaires de l'aide humanitaire globale, on compte 14 pays africains²⁷⁶.

C'est dans ce contexte que les activités humanitaires et d'aide au développement provenant des *Muslims charities* sont accueillies avec bienveillance par l'ensemble des populations. Comme le souligne Sylvain Touati, « [p]our essayer d'améliorer les conditions de vie de ses habitants, ces pays ont essayé d'attirer le soutien de la communauté internationale, du mouvement des ONG dans leur ensemble et ont aussi joué sur leur identité musulmane pour obtenir des financements et l'intervention d'ONG islamiques. Ces dernières ont un bilan, apprécié des populations, à présenter dans les secteurs de l'éducation, de la santé, des services sociaux et du développement »²⁷⁷. Quoi qu'il en soit, les différents problèmes qui touchent l'Afrique ont participé à diriger des stratégies politiques de tous les pays qui cherchaient à y exercer une influence.

Le Royaume d'Arabie dispose d'un des budgets d'aide humanitaire les plus importants au monde. Selon l'étude de Mohamed Salih datant de 2002, en 1980, sur 1'854 ONG locales ou étrangères en Afrique, 7,4 % étaient islamiques et majoritairement financées par le Royaume saoudien. En 2000, ce chiffre est passé à 5'896 dont 15,1 % d'ONG islamiques²⁷⁸. Par exemple, l'Éthiopie comptabilisait 0 ONG islamique en 1980 contre 13 en 2000, le Tchad passait de 5 à 23 ONG, le Soudan de 5 à 29 alors que le Nigéria passait de 54 à 523 ONG islamiques²⁷⁹. Ces chiffres montrent la croissance importante des activités caritatives musulmanes. *La da'wa* s'accompagne de soutiens financiers aux pays cibles dans les domaines de l'éducation, de l'alimentation, de la santé ou encore de l'agronomie. Les 85 milliards de dollars avancés par James Woosley auraient contribué à financer la construction de 1'359 mosquées dans le monde et plus de 2'000 écoles qui offrent des cours religieux²⁸⁰. Une partie de ces écoles est notamment établie dans les pays d'Afrique subsaharienne, sans connaître l'exacte répartition nonobstant.

La diplomatie saoudienne se déploie en Afrique

Pluralisme africain et la montée en force de la mouvance réformiste

C'est au cours des années 1960 que l'Arabie saoudite dirige sa diplomatie religieuse vers l'Afrique notamment pour équilibrer l'influence des idéologies séculières, nationalistes et panarabes (stratégie d'encercllement de l'Égypte nassérienne) alors que l'exploitation de l'industrie pétrolière fait entrer des sommes considérables dans les caisses du Royaume. En faisant l'appropriation de La Mecque et de Médine dont ils se veulent les gardiens, les Al Saoud font la promotion d'un panislamisme dans une acception wahhabite afin d'assurer l'unité de la communauté musulmane sur laquelle le pouvoir saoudien entend bien s'appuyer pour garantir ses intérêts nationaux.

La montée de la doctrine wahhabite en Afrique se place tout d'abord dans un contexte de déclin du nationalisme arabe, de montée en puissance de l'Arabie saoudite et de lutte d'influence pour s'attirer le

²⁷³ FAO, CEA et CUA, *op. cit.*, p. xii.

²⁷⁴ *Ibid.*, p. vii.

²⁷⁵ *Ibid.*

²⁷⁶ Chloe STIRK, *op. cit.*, p. 8.

²⁷⁷ Sylvain TOUATI, « L'islam et les ONG islamiques au Niger », in *Les Carnets du CAP*, janvier 2011, No. 15, p. 139.

²⁷⁸ Mohamed SALIH, « Islamic NGOs in Africa : the promise and peril of islamic voluntarism », in *Centre of African Studies*, 2002, p. 8.

²⁷⁹ *Ibid.*, pp. 9-10.

²⁸⁰ Hakim EL KAROUI, *op. cit.*, pp. 291-292.

soutien des populations musulmanes du continent, notamment contre la Lybie de Mouammar Kadhafi (1942-2011) et sa « révolution verte »²⁸¹. L'objectif comprend également comme l'indique Jérôme Bellion-Jourdan la réislamisation des populations musulmanes, qu'il faut entendre comme le fait de guider les musulmans dans la « vraie foi » c'est-à-dire le wahhabisme²⁸². Si bien que l'Afrique a constitué « [...] une terre de prédilection pour le développement des activités caritatives d'organisations islamiques [...] »²⁸³. Le renouveau islamique des années 1970-1980 s'opère dans un contexte où le capitalisme libéral n'a pas su transformer profondément les sociétés africaines qui se composent d'une importante masse laborieuse livrée au sous-développement alors que le modèle socialiste se heurte brutalement aux traditions et croyances religieuses²⁸⁴.

C'est suite à l'avènement du pluralisme politique dans les années 1990 dans de nombreux États africains que l'Arabie saoudite va pouvoir déployer sa diplomatie religieuse. En effet, conjugué au développement des migrations et de l'urbanisation, la fin des régimes à parti unique favorise l'émergence du pluralisme et la montée en puissance sur la scène politique des mouvements musulmans réformistes, inspirés et soutenus par les monarchies du Golfe, qui participent aux débats politiques à l'échelle nationale et gagnent en visibilité et popularité dans les sociétés islamiques. Les sociétés africaines que nous étudions sont alors passées d'un champ islamique dominé par les confréries à un champ de plus en plus pluriel²⁸⁵. À titre d'exemple, entre 1991 à 2000, le Niger a vu se créer une cinquantaine d'associations islamiques, représentant la diversité des mouvances islamiques²⁸⁶. Alors, « favorisée par une liberté d'expression et d'association, la rhétorique islamique qui a vu le jour avec ces acteurs a surtout insisté sur la défense d'une identité musulmane qu'elle estime remise en cause par un libéralisme politique et une morale laïque peu conforme à une citoyenneté qui se voulait d'abord musulmane »²⁸⁷.

On observe l'arrivée massive d'ONG islamiques en Afrique dont les activités comprennent l'assistance d'urgence, la prise en charge des orphelins, les soins médicaux, notamment par la mise en place de caravanes médicales constituée de médecins et d'infirmiers voyageant à travers le pays, la construction de puits, d'orphelinats, de mosquées et d'écoles générales mais également coraniques. L'accent est mis également sur la valorisation de la culture et de la langue arabe que la colonisation a marginalisée pendant des décennies²⁸⁸.

Comme vu précédemment, c'est sur le principe de la *da'wa* que se justifie le prosélytisme saoudien. La dynastie saoudienne va alors se sentir investie d'une mission de purification de l'islam en exportant sa conception religieuse en Afrique. L'objectif religieux ne doit pas occulter l'objectif géopolitique, tout aussi important. L'expansion du wahhabisme doit contrecarrer l'avancée d'autres obédiences musulmanes, comme celle des Frères musulmans et le *kehomeinisme* mais également celle des ordres soufis, du mouvement *Jamaat at-Tabligh*²⁸⁹ ou la *Ahmadiyya*²⁹⁰ ou encore celle des universités islamiques d'Al-Azhar, de la Zeytouna et de la Karaouiyne. Il s'agit également d'endiguer les ambitions d'autres puissances sur le continent et notamment l'influence iranienne, libyenne, turque et qatarie. Les idéologies occidentales telles que l'athéisme, le communisme, le socialisme ou le capitalisme sont également visées parce qu'elles contribuent

²⁸¹ Pour une histoire détaillée de la *da'wa* libyenne voir : Mattes HANSPETER, « La *da'wa* libyenne entre le Coran et le Livre vert », in René OTAYEK (dir.), *Le radicalisme islamique au sud du Sahara. Da'wa, arabisation et critique de l'Occident*, Paris, Karthala, 1993, pp. 37-73.

²⁸² Jérôme BELLION-JOURDAN, « Les Organisations de secours islamique et l'action humanitaire », *op. cit.*, p. 174.

²⁸³ *Ibid.*

²⁸⁴ Philippe RONDOT, « Islam et Politique en Afrique noire », in *Civilisations*, 1980, Vol. 30, No. 1-2, p. 26.

²⁸⁵ Maud LASSEUR, « Cameroun : les nouveaux territoires de Dieu », in *Afrique contemporaine*, 2005, Vol. 215, No. 3, p. 93.

²⁸⁶ Souley HASSANE, « Mouvances islamiques et demande d'ouverture démocratique au Niger », *Esprit*, 2005, No.317, p. 138.

²⁸⁷ Abdoulaye SOUNAYE, « L'Islam au Niger : éviter l'amalgame », in *Humanitaire*, 2011, No. 28, p. 3.

²⁸⁸ Mayke KAAG, *op. cit.*, p. 81.

²⁸⁹ Voir : Moustapha A. DIOP, « Structuration d'un réseau : la *Jamaat Tabligh* (Société pour la Propagation de la Foi) », in *Revue européenne des migrations internationales*, 1994, Vol. 10, No. 1, pp. 145-155 et Bayram BALCI, « La *jama'at al-Tabligh* en Asie centrale : réactivation des liens islamiques avec le sous-continent indien et insertion dans un islam mondialisé », in *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 2012, No. 130, pp. 181-199.

²⁹⁰ Voir : Denise BRÉGAND, « La Ahmadiyya au Bénin », in *Archives de sciences sociales des religions*, 2006, No. 135, pp. 73-90.

à fragiliser l'islam et l'unité des musulmans²⁹¹. Ce faisant, Riyad cherche à accroître sa base sociale et politique en offrant une aide humanitaire aux populations.

Un intérêt pour le continent africain de plus en plus croissant

Ainsi, les objectifs religieux se confondent aisément avec les objectifs diplomatiques. Les interventions saoudiennes visent donc à assurer le soutien du Royaume wahhabite aux communautés musulmanes locales tout en imposant sa vision de la culture islamique comme une culture transnationale et universelle. Le continent africain représente un morceau de choix pour les autorités saoudiennes puisqu'en 2050, il comptera plus de deux milliards d'habitants, dont un milliard de musulmans sur lesquels l'Arabie compte bien exercer son influence²⁹².

L'intérêt saoudien à l'égard de l'Afrique se montre notamment par le tour, en 2019, des États africains par Muhammad Ibn Abd Al-Karim Al-Isa. Accra, Dakar, Thiès, Rabbat ou encore Maputo ont reçu en grandes pompes le secrétaire de la LIM. Ces différentes visites répondaient aux objectifs suivants tels que présentés par la brochure de la LIM : « First, his aim was to provide aid and charity to the staggering number of orphans in those countries as part of the MWL's global program on children, one that has been a part of the organization's mandate since its founding. Secondly, he sought to promote advances in health science and technology by providing African countries with cutting-edge solutions to crises ranging from unclean water and environmental pollution to cataract-induced blindness, both of which are tragically pervasive throughout Africa. Third, Dr. Al Issa hosted international conferences in Dakar and Accra attracting the top Muslim scholars of the continent as part of the MWL Secretary General's exhaustive worldwide efforts to promote tolerance and moderation. Fourth, he signed agreements for cooperation in those countries and in Rabat, Morocco, for the development of educational programs that will promote cultural and material advances in these richly historic yet economically challenged nations »²⁹³.

Finalement, le continent africain attire de nombreux investisseurs étrangers pour ses ressources naturelles, une démographie abondante et une main-d'œuvre bon marché. L'Afrique est devenue, depuis le XXI^{ème} siècle, un territoire courtisé par les puissances, grandes et moyennes, qui cherchent à y assurer leurs intérêts économiques et politiques. L'Arabie saoudite ne fait pas exception. Pour elle, l'Afrique présente de nombreux avantages : elle est géographiquement proche, elle compte une importante population musulmane et la langue arabe fait preuve d'une prééminence en Afrique du Nord et dans les pays de l'Est-africain, facilitant les affaires des autorités saoudiennes. Le continent représente alors un excellent lieu pour y investir ses pétrodollars. En 2021, MBS a annoncé que le Royaume allait investir un milliard de dollars en Afrique « pour soutenir "les pays en développement d'Afrique" confrontés aux conséquences économiques de la pandémie de Covid-19 en 2021 » par le biais du Fonds saoudien pour le développement (FSD). Le pays avait déjà investi près de quatre milliards de dollars dans tout le continent africain dans les domaines de l'énergie, des mines, des télécommunications ou encore de l'agriculture²⁹⁴.

Comme le souligne Thierry Vircoulon, « [s]ur la scène internationale, l'Afrique est le parfait faire-valoir des nations qui veulent "jouer dans la cour des grands" [...]. De fait, grâce à leurs livraisons d'armes, leurs offres de formation et d'exercices conjoints à des conditions particulièrement avantageuses, les puissances émergentes ont rejoint les grandes puissances dans leur jeu d'influence en Afrique et sont devenues des concurrents. [...]. Comme à l'époque de la Guerre froide, l'Afrique subsaharienne redevient une arène de la compétition internationale et ce d'autant plus que les pays africains représentent un tiers des membres de l'ONU et sont de plus en plus fragiles. Cette compétition s'intensifie à la fois en raison des évolutions de l'offre (de plus en plus de compétiteurs) mais aussi de la demande. De nombreux régimes africains ont en effet besoin de soutien économique et de protection, car leurs vulnérabilités structurelles sont accentuées par les évolutions extérieures (récession mondiale due à la pandémie de Covid-19, baisse des investissements

²⁹¹ Hakim EL KAROUI, *op. cit.*, p. 272.

²⁹² Isabelle LASSERRE, *op. cit.*, p. 162.

²⁹³ LIGUE ISLAMIQUE MONDIALE, « Africa & the MWL. Hope in action. », in *The Muslim World League Journal*, 2019, Vol. 47, No. 7, 2019.

²⁹⁴ AFP, « L'Arabie saoudite va investir un milliard de dollars en Afrique en 2021 », in *Le Figaro*, 19 mai 2021 (consulté le 3 décembre 2021).

étrangers, progression du sécessionnisme et du *djihadisme* jusque dans des pays à forte majorité chrétienne comme le Mozambique, etc.) »²⁹⁵.

²⁹⁵ Thierry VIRCOULON, « L'Afrique, si pauvre mais courtisée par les puissances mondiales », in *Le Temps*, 2 août 2021 (consulté le 4 décembre 2021).

Chapitre 5

En Afrique de l'Ouest, au cœur de la stratégie d'implantation de la diplomatie religieuse saoudienne

Dans cette partie, nous nous focaliserons sur la région de l'Afrique de l'Ouest, et plus particulièrement les pays ouest-africains non compris dans le G5 Sahel que nous traiterons ultérieurement. Ainsi, il s'agira de s'intéresser à la bande de pays longeant l'océan Atlantique, allant du Sénégal au Cameroun, compris donc dans le Golfe de Guinée.

En Afrique de l'Ouest, une diffusion du wahhabisme par « le haut »

Les premiers contacts et l'intensification des relations

Les relations entre l'Arabie saoudite et l'Afrique de l'Ouest se sont intensifiées avec la démocratisation du transport aérien, l'accroissement de l'aide financière aux pèlerins émanant notamment de l'Arabie saoudite et des moyens de communications comme la télévision par satellite qui diffuse l'idéologie wahhabite et la langue arabe. Leurs relations s'étaient matérialisées essentiellement, jusque-là, par les pèlerinages à La Mecque où comme le constatent Emmanuel Grégoire et Jean Schmitz, « des ressortissants d'Afrique de l'Ouest, pour les plus aventureux d'entre eux, se rendaient à pied jusqu'aux lieux saints. Ils traversaient alors le continent africain d'ouest en est, le voyage s'espaçant sur de longs mois, voire plusieurs années. L'utilisation de l'avion permit, dès les années cinquante, d'organiser des pèlerinages notamment à l'occasion du *Hadj* ou de l'*Oumra*. C'est à cette période que les relations entre ces deux régions pourtant fort éloignées auparavant commencèrent à se tisser. Elles s'intensifièrent après l'accession à l'indépendance des États d'Afrique noire et au fur et à mesure que les pays du golfe Persique engrangeaient d'importantes ressources tirées de l'exportation de leur pétrole »²⁹⁶. On comptait alors 56'000 pèlerins subsahariens en 1971, puis 94'000 en 1976 et finalement 135'000 en 1977, ce qui représenta une occasion pour l'Arabie saoudite de prêcher le panislamisme et le wahhabisme²⁹⁷. Marie Miran cite l'exemple d'El Hadj Tiékodo Kamagaté, de retour d'un séjour de sept ans à la Mecque en 1956, qui fut un des premiers à prêcher le wahhabisme dans différents centres urbains de l'actuelle Côte d'Ivoire. Il contribuera à influencer d'autres prêcheurs ivoiriens²⁹⁸.

De là, l'État saoudien commença à assurer des représentations diplomatiques avec les pays ouest-africains pour objectif d'y assurer la diffusion de la pensée wahhabite comme celle de facteurs culturels et linguistiques (arabe). En 1976, le Conseil africain de coordination islamique est créé et répond à l'objectif d'assurer l'œuvre de la *da'wa* en Afrique de l'Ouest, ce qui sera facilité par la perte d'assise du régime nassérien, appauvri par les guerres menées contre Israël, simplifiant ainsi les actions des organisations saoudiennes et donc l'extension du wahhabisme mais également la collaboration plus étroite avec l'université cairote Al-Azhar. L'influence wahhabite sera notamment soutenue par les régimes ouest-africains qui perçoivent cette doctrine comme l'instrument idéal pour « en finir avec le rôle des confréries », qu'ils voient d'un mauvais œil du fait de leurs prétentions politiques et de leur influence auprès des populations locales²⁹⁹. D'autant plus que les chefs d'États étaient enthousiastes à intégrer « un réseau de coopération transnationale animé par de riches monarchies pétrolières »³⁰⁰.

²⁹⁶ Emmanuel GRÉGOIRE et Jean SCHMITZ, « Monde arabe et Afrique noire : permanence et nouveaux liens », in *Autrepart*, 2000, No. 16 n°, p. 11.

²⁹⁷ Alain GRESH, « L'Arabie saoudite en Afrique non-arabe : puissance islamique ou relais de l'Occident », in *Politique africaine*, juin 1983, No. 10, p. 57.

²⁹⁸ Marie MIRAN, « Chapitre 5. Des barbes et des tchadors. Le wahhabisme ivoirien entre réforme et repli, c. 1945-2000 », in Marie MIRAN (dir.), *Islam, histoire et modernité en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 2006, p. 249.

²⁹⁹ Sylvain TOUATI, *op. cit.*, pp. 148-149.

³⁰⁰ Maud LASSEUR, et Cédric MAYRARGUE, « Le religieux dans la pluralisation contemporaine éclatement et concurrence », in *Politique africaine*, 2011, Vol. 123, No. 3, p. 10.

C'est au moyen de la LIM que l'Arabie saoudite s'orientera vers l'Afrique subsaharienne alors que l'université islamique de Médine s'empressera de former des religieux africains qui viendront bientôt répandre les idées wahhabites au sein de leur société. La Ligue vise tout d'abord les notables de l'islam en Afrique de l'Ouest qui exercent un contrôle sur les organisations traditionnelles et qu'elle pourra mobiliser pour servir les ambitions saoudiennes. Ces personnalités musulmanes locales influentes jouent un rôle majeur dans l'articulation des activités de la Ligue : Ahmadu Bello (1909-1966) au Nigéria qui dirige la *Société pour le triomphe de l'islam*, Ibrahima Niass (1902-1975) au Sénégal à la tête de la confrérie *Tijaniya* ou encore Abubakar Gumi (1922-1992) au Nord du Nigéria membre de l'association de Bello. Tous sont à la tête ou membres d'importantes confréries qui officient sur un territoire étendu et s'opposent aux autorités traditionnelles musulmanes souvent liées aux confréries soufies considérées par les wahhabites comme des mouvements s'adonnant au mysticisme et au syncrétisme³⁰¹.

D'autre part, la diffusion du wahhabisme a pu s'ancrer au sein de ces sociétés comme en Côte d'Ivoire, au Cameroun ou encore au Sénégal car la prédication a été soutenue, dans un contexte de bouleversements socio-politiques, par les riches marchands souhaitant maintenir leurs privilèges sociaux et économiques ainsi que par les nouveaux convertis ou les populations plus défavorisées. En effet, ces derniers voyaient dans le wahhabisme une doctrine prônant l'égalité et rompant avec la tradition effective dans ces pays, ces sociétés traditionnelles étant fondées sur une hiérarchie sociale basée sur des castes³⁰². Beaucoup de jeunes « rejettent alors 'l'islam des vieux', fondé sur l'oral et le respect de la hiérarchie dans l'accès au savoir. Le clivage religieux prend, de ce fait, la forme d'une véritable mise en cause de l'autorité traditionnelle »³⁰³. Le wahhabisme a donc été favorisé par une situation sociale difficile des couches urbaines déracinées et attirées par un message religieux plus égalitariste, contrastant avec le pouvoir confrérique assuré par des tribus nobles. Comme l'affirme Marie Miran, « l'islam wahhabite propose en effet une vision socialement libératrice et à même de souder une communauté 'imaginaire', pour reprendre le mot de Benedict Anderson, par-delà toutes les différences d'origine de ses membres, qu'elles soient claniques, ethniques, régionales, nationales, sociales, religieuses ou autres »³⁰⁴. Par ailleurs, Ousman Kobo rappelle qu'au Ghana et au Burkina Faso, le wahhabisme a pu assurer son essor parce que les élites musulmanes sécularisées ancrées dans les valeurs de la modernité occidentale dénonçaient, comme les prédicateurs wahhabites, les pratiques anciennes de magie, de culte des saints et de mysticisme qui constituaient un manque de rationalité pour les premiers et du *shirk* (associationnisme) pour les seconds. Cette convergence d'intérêts a permis l'ancrage du wahhabisme dans ces sociétés³⁰⁵.

Ainsi, dès les années 1970, influencés par les doctrines de Abd al-Wahhab abondamment propagées par les Saoudiens, ces groupes religieux subsahariens acceptent la lecture réformiste puritaine du wahhabisme. Les leaders religieux vont alors inciter leur communauté à diffuser leur vision de l'islam dans la société afin d'aboutir à sa réislamisation, un processus qui s'observe un peu partout au sud du Sahara dès cette époque³⁰⁶. Selon Sylvie Bredeloup, « de véritables filières se sont alors progressivement constituées à l'initiative de ces formateurs isolés au début des années 1970, soutenus financièrement par les autorités saoudiennes »³⁰⁷. Par ailleurs, le Conseil constitutif de la Ligue intègre différentes personnalités³⁰⁸ issues de l'Afrique de l'Ouest³⁰⁹. Jusqu'au début des années 1970 comme l'affirme Reinhard Schulze, la Ligue va essentiellement s'efforcer

³⁰¹ Reinhard SCHULZE, *op. cit.*, pp. 23-24 et p. 28.

³⁰² Marie MIRAN, « Le wahhabisme à Abidjan : dynamisme urbain d'un islam réformiste en Côte d'Ivoire contemporaine (v. 1960-1996) », in *Islam et Sociétés au Sud du Sahara*, décembre 1998, No. 12, p. 4.

³⁰³ Maud LASSEUR, *op. cit.*, p. 108.

³⁰⁴ Marie MIRAN, « Le wahhabisme à Abidjan : dynamisme urbain d'un islam réformiste en Côte d'Ivoire contemporaine (v. 1960-1996) », *op. cit.*, p. 47.

³⁰⁵ Jean-Louis TRIAUD, « Islam et modernité en Afrique de l'Ouest. À propos d'une modernité alternative islamique », in *Journal des africanistes*, 2013, Vol. 83, No. 2, pp. 167-175.

³⁰⁶ Maud SAINT-LARY, « Du wahhabisme aux réformismes génériques. Renouveau islamique et brouillage des identités musulmanes à Ouagadougou », in *Cahiers d'études africaines*, 2012, Vol. 206-207, p. 449.

³⁰⁷ Sylvie BREDELOUP, « Étudiants arabophones de retour à Ouagadougou cherchent désespérément reconnaissance », in *L'Année du Maghreb*, 2014, No. 11, p. 62.

³⁰⁸ Par exemple : Ahmad Galo (Niger), Ahmad Khalifa Koutoukou (Cameroun), Malik Zoromé (Burkina Faso), Moussa Ibrahim Saif (Tchad) ou encore ach-Charif Yousouf an-Nabhani (Guinée). Reinhard SCHULZE, *op. cit.*, p. 28.

³⁰⁹ Reinhard SCHULZE, *op. cit.*, pp. 26-27.

« [...] de resserrer ses liens avec les institutions et notabilités islamiques d’Afrique de l’Ouest, mais les thèses wahhabites n’en continuaient pas moins de freiner l’adhésion inconditionnelle de l’islam “noir” à ses projets »³¹⁰. Ainsi, les missions de l’Arabie saoudite par le biais de la Ligue n’eurent pas beaucoup d’échos. Il faut attendre le début des années 1970 pour que les activités missionnaires de l’Arabie saoudite commencent à gagner du terrain avec l’établissement de plusieurs mosquées dans toute la région³¹¹.

La da’wa saoudienne : entre aides financières et besoins spirituels

Comme nous avons pu le voir précédemment, la conception humanitaire de l’Arabie saoudite s’entend également dans l’offre de diverses aides visant à assurer les besoins spirituels en soutenant le financement des structures pour la pratique religieuse comme les mosquées, les *madrasas* ou les centres religieux. La *da’wa* saoudienne et ses effets s’inscrivent donc dans un axe humanitaire alors que le devoir du Royaume, au-delà de la propagation de l’islam dans le monde, est de permettre aux musulmans de pratiquer leur religion et d’apprendre les préceptes islamiques. Par ailleurs, il fallait concurrencer la *da’wa* libyenne essentiellement tournée vers l’Afrique à la suite de la prise du pouvoir par le colonel Kadhafi qui y assurait des actions éducatives missionnaires dans les pays africains, par le biais de l’Association pour l’appel à l’islam et la Faculté pour l’appel à l’islam créées respectivement en 1971 et 1974. L’Afrique de l’Ouest constituait notamment le cadre privilégié où prenait place les différentes conférences régionales organisées par la Libye³¹².

Des aides financières pour renforcer des relations politiques

Les États ouest-africains reçoivent également des millions de dollars chaque année, notamment dans le cadre de relations bilatérales avec l’Arabie saoudite. Cet argent participe à l’aide au développement et permet de financer des projets d’infrastructure ou encore des programmes de développement agricole. En 1974, le Sénégal reçoit environ 37 millions de dollars de financement saoudien pour assurer des forages de puits et un programme de mise en valeur du fleuve éponyme. En 1977, lors du sommet « Afro-arabe » tenu au Caire, l’Arabie saoudite octroie un milliard de dollars à l’Afrique subsaharienne « pour contribuer à son équipement et à sa mise en valeur [...] », un don, de tout évidence, uniquement destiné aux pays gagnés au camp libéral³¹³. Un bel exemple qui illustre l’instrumentalisation de l’aide au développement pour s’assurer des alliances sur l’échiquier africain et pour affirmer sa position et la prééminence de sa politique dans un contexte d’endiguement à la fois du communisme et du socialisme arabe.

Enfin, entre 1975 et 1982, le FSD fait des prêts à de nombreux pays ouest-africains dont les plus notoires sont le Sénégal avec 204 millions de dollars, 90 millions pour la Guinée, 62 millions pour le Cameroun ou encore 51 millions pour le Gabon³¹⁴. En 2015, le FSD a prêté 22,5 millions de riyals au projet de protection côtière de Cotonou au Bénin pour aider à la construction de son tunnel³¹⁵. En novembre 2021, le FSD finance à hauteur de 31 millions de dollars la réhabilitation et le développement de l’aéroport international de Banjul afin « d’améliorer les perspectives d’échanges économiques et améliorer le niveau de vie de plus de deux millions de bénéficiaires »³¹⁶. Il est également question d’un projet d’infrastructure routière de 50 millions de dollars dans la capitale gambienne. Enfin, le FSD a participé à financer le complexe académique de l’Université de Gambie d’un montant de 10 millions de dollars et un projet de forage de puits et de développement rural d’une valeur de 11 millions de dollars qui bénéficierait à plus de 100’000 personnes³¹⁷.

³¹⁰ *Ibid.*, p. 27.

³¹¹ *Ibid.*, p. 29.

³¹² Mattes HANSPETER, « La *da’wa* libyenne entre le Coran et le Livre vert », in René OTAYEK (dir.), *Le radicalisme islamique au sud du Sahara. Da’wa, arabisation et critique de l’Occident*, Paris, Karthala, 1993, pp. 37-73.

³¹³ Jean-Louis SOULIÉ et Lucien CHAMPENOIS, *op. cit.*, p. 618 (voir note de bas de page 19).

³¹⁴ Alain GRESH, *op. cit.*, p. 73.

³¹⁵ Yi LI, *op. cit.*, p. 120.

³¹⁶ SAUDI PRESS AGENCY, « Une délégation du Fonds saoudien pour le développement visite la Gambie pour lancer des projets », 11 novembre 2021 :

(<https://www.spa.gov.sa/viewfullstory.php?lang=fr&newsid=2305633> ; consulté le 2 janvier 2022).

³¹⁷ *Ibid.*

Ces différents canaux ont permis à l'Arabie saoudite de créer des liens privilégiés avec les populations mais aussi avec les gouvernements qui valorisent aujourd'hui plus qu'hier leurs nouvelles relations économiques et politiques avec le Royaume. Le *KSRelief* est ainsi actif dans 38 pays africains sur 54. Les principaux pays ouest-africains bénéficiaires sont alors le Nigéria (14,5 millions de dollars entre 2008 et 2021), le Cameroun (3,6 millions de dollars entre 2016 et 2021) et le Sénégal (2,7 millions entre 2016 et 2021)³¹⁸. Les missions relèvent majoritairement de projets de sécurité alimentaire et de santé.

Dès les années 1970, la LIM, l'IIRO et la WAMY installent des bureaux dans les pays ouest-africains afin d'y assurer leurs actions. Nigéria, Sénégal, Togo, Ghana, Guinée Conakry, Gambie, Cameroun, Côte d'Ivoire et Bénin, tous ces pays abritent soit l'ensemble de ces institutions soit une ou deux d'entre elles³¹⁹. Elles sont dès lors bien implantées en Afrique de l'Ouest et y assurent, par ailleurs, des représentations diplomatiques pour l'Arabie saoudite. La BID soutient régulièrement les projets de l'IIRO, la banque étant aussi dominée par le régime saoudien³²⁰.

Faute de pouvoir trouver des bilans financiers de l'IIRO, nous avons pu trouver essentiellement des données provenant du site de la LIM et de l'*United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs* (OCHA)³²¹. Comme vu précédemment, les activités humanitaires se recourent essentiellement dans la prise en charge des orphelins, dans l'éducation (cours de base mais également éducation islamique), dans la santé (soins médicaux, construction de cliniques de campagne, etc.) et dans l'aide alimentaire (construction de puits, paniers de nourriture, distribution de viande lors de la fête du sacrifice à la fin du Ramadan, etc.)³²². Par ailleurs, comme le rappelle Mayke Kaag, la prise en charge des orphelins est une des activités les plus importantes de l'IIRO et de manière générale des ONG islamiques. Cet élément fait notamment écho à la religion étant donné que « the care for orphans is rooted in Islam : the Prophet was himself an orphan and many *hadiths* refer to the value of taking care of them »³²³. L'aide aux orphelins constitue un axe principal de l'assistance humanitaire islamique. Ainsi, il est certain que l'Arabie saoudite a veillé à financer de nombreux projets humanitaires de ce type. Mais ces diverses institutions investissent les pays subsahariens en fournissant les fonds nécessaires à la construction de centres culturels religieux, de mosquées, d'orphelinats, écoles, etc., à ces constructions se combine la prédication des *imams* ouest-africains formés au sein des universités islamiques saoudiennes.

Les mosquées, lieu de socialisation privilégié pour la diffusion du wahhabisme

La plupart des investissements wahhabites se sont concentrés sur la construction d'infrastructures religieuses et notamment de mosquées. La LIM aurait entre 1976 et 1981, construit l'équivalent 120 mosquées dans le monde dont 15 en Afrique de l'Ouest (quatre au Sénégal, cinq au Mali, deux au Togo, deux en Côte d'Ivoire et une au Ghana). Le chiffre est relativement faible, ce qui montre que les actions saoudiennes à travers la LIM n'étaient que faiblement axées sur l'Afrique de l'Ouest³²⁴. Aujourd'hui globalement, toute la région ouest-africaine fait face à une croissance spectaculaire des mosquées qui symbolise la réislamisation de ces sociétés et donc comme le souligne Marie Miran est « un marqueur éclatant du dynamisme actuel de l'islam en Afrique subsaharienne »³²⁵. Chaque quartier a littéralement sa mosquée. La région d'Abidjan comptait en 2005 plus d'un millier de mosquées³²⁶. En juin 1997, l'Arabie saoudite finance l'immense complexe islamique de Tsinga, à Yaoundé³²⁷. Le Cameroun connaît également la prolifération des mosquées dès les années 1980 qui conduit à l'émergence de « mosquées dédoublées » c'est-à-dire salafistes/tidjanies et aboutit également

³¹⁸ Informations recueillies auprès du site du *KSRelief* :

<https://www.ksrelief.org/Statistics/BeneficiaryCountries/#africa> (consulté le 10 décembre 2021).

³¹⁹ Hakim EL KAROUI, *op. cit.*, pp. 309-310.

³²⁰ Jérôme BELLION-JOURDAN, « Les Organisations de secours islamique et l'action humanitaire », *op. cit.*, p. 183.

³²¹ UNOCHA : <https://www.unocha.org/> (consulté en décembre 2021).

³²² LIGUE ISLAMIQUE MONDIALE, *About us* :

<https://www.themwlx.org/en/about/> (consulté en décembre 2021).

³²³ Mayke KAAG, *op. cit.*, p. 81.

³²⁴ *Ibid.*, p. 33.

³²⁵ Marie MIRAN, « Le territoire de la prière. Grammaire spatiale des mosquées d'Afrique de l'Ouest », in *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 2016, Vol. 274, p. 49.

³²⁶ *Ibid.*, p. 56.

³²⁷ Maud LASSEUR, *op. cit.*, p. 107.

à créer des tensions entre mouvements réformistes et ordres soufis³²⁸. Grâce aux financements des monarchies du Golfe qui permettent l'édification de grands complexes religieux flambant neuf dont l'architecture rappelle leur influence, les *imams* et prédicateurs « sélectionnés parmi les arabisants et musulmans fondamentalistes, formés au Soudan ou dans le Golfe » peuvent concurrencer leurs voisins soufis pour la captation des fidèles³²⁹. Comme le souligne Maud Lasseur : « La *da'wa* [...] menée par les pays du Golfe, farouchement opposés à l'islam confrérique et mystique d'Afrique sub-saharienne, explique largement les nouvelles constructions de mosquée [...] »³³⁰.

En effet, le financement d'une partie de ces mosquées est assuré par des associations réformistes qui reçoivent le soutien des pays du Golfe. Ces derniers contribuent également à financer directement les établissements religieux par le biais de leurs ONG travaillant sur place³³¹. Dans les années 1980, le roi Faysal a financé à hauteur de 21,3 millions de dollars la Mosquée à Conakry portant le nom de Mosquée du Roi Faysal³³². Francesco Zappa cite également l'exemple du soutien financier des ONG des pays du Golfe dans la construction, entre 2002 et 2003, d'une grande mosquée, d'une *madrassa* et d'un puits-forage dans le village wahhabite de Kodian au Mali où réside le prédicateur wahhabite Modibo Diarra³³³. Il est certain que cette logique a été reproduite dans la majorité des pays où se sont implantées les organisations saoudiennes et plus largement du Golfe.

Dès lors, ces différents exemples illustrent d'une part le processus d'implantation de la présence saoudienne au sein des sociétés africaines et d'autre part, le mécanisme progressif d'influence du Royaume par le biais de la construction de réseau de mosquées où sont notamment placés des *imams* proches de la mouvance wahhabite. Néanmoins, la construction d'une mosquée peut également résulter de l'initiative d'une communauté qui effectuera un travail de longue haleine pour réussir à édifier le bâtiment religieux, en offrant de l'argent, des matériaux de construction comme les sacs de ciment ou leur service comme main-d'œuvre pour les plus aptes. Ces mosquées sont souvent très modestes et ordinaires, établies dans la limite des moyens des communautés, peu possèdent des minarets, des tapis ou des fontaines aux ablutions. Il arrive également que des nantis locaux financent entièrement une mosquée par un acte de piété ou qu'une personne fasse office d'un don d'une parcelle de terre où sera ériger la mosquée³³⁴.

En 2015, en Côte d'Ivoire, un don d'un montant de 7 millions de dollars, provenant de l'Arabie saoudite, permet l'achèvement des travaux de construction débutés en 1995 de la mosquée Salam. Le diplomate saoudien affirmait alors qu'en accordant ce don, « l'Arabie saoudite ne poursui[va]it pas d'ambition secrète » et qu'il relevait du rôle du Royaume d'assurer la construction des mosquées³³⁵. Un exemple qui illustre bien la politique de socialisation de l'État saoudien qui finance d'importants projets religieux en avançant son devoir d'assurer le bien-être des musulmans, en tant qu'entité membre de la communauté musulmane. Cette politique permet au pays de gagner en prestige, notamment sur le plan religieux.

Ces quelques exemples observés permettent de souligner un certain succès lié à la politique religieuse de l'Arabie saoudite qui a su exporter sa vision de l'islam et gagner en popularité dans de nombreuses sociétés ouest-africaines, même si elle ne dispose pas du monopole du discours religieux aujourd'hui.

L'influence saoudienne est également perceptible dans les statistiques sur l'instruction auprès des universités saoudiennes d'étudiants africains. En effet, compte tenu du danger de la présence de puissances concurrentes comme l'Iran ou encore la Turquie, l'idéologie wahhabite sera promue par la formation de milliers d'*imams* et de prédicateurs au sein des universités du Royaume saoudien comme l'Université

³²⁸ Marie MIRAN, « Le territoire de la prière. Grammaire spatiale des mosquées d'Afrique de l'Ouest », *op. cit.*, p. 49.

³²⁹ Maud LASSEUR, *op. cit.*, p. 107.

³³⁰ *Ibid.*

³³¹ Marie MIRAN, « Le territoire de la prière. Grammaire spatiale des mosquées d'Afrique de l'Ouest », *op. cit.*, pp. 49-50.

³³² Moutiou ADJIBI NOUROU et Olivier DE SOUZA, « L'Afrique et l'Arabe Saoudite, pour le meilleur et pour le pire », in *Ecofin Hebdo*, 9 novembre 2018 (consulté le 28 novembre 2021).

³³³ Francesco ZAPPA, *op. cit.*, p. 176.

³³⁴ Marie MIRAN, « Le territoire de la prière. Grammaire spatiale des mosquées d'Afrique de l'Ouest », *op. cit.*, p. 50.

³³⁵ GOUVERNEMENT DE CÔTE D'IVOIRE : <https://www.gouv.ci/actualite-article.php?recordID=6136&d=3> (consulté le 17 décembre 2021).

islamique de Médine ou l'Université islamique de Riyad grâce à un mécanisme de bourses, en place depuis les années 1970, offertes aux étudiants africains.

Façonner les esprits par l'éducation : le rôle des étudiants arabisants

L'Arabie saoudite accueille en 2014, 15'016 étudiants africains contre 2'447 en 2009, notamment en provenance du Nigéria, de la Mauritanie, du Soudan ou encore du Mali. En 2015, c'est 13'786 étudiants d'origine africaine qui occupent les bancs des universités saoudiennes, contre 12'728 en 2016, et plus de 16'000 en 2017³³⁶. Le Royaume saoudien occupe en 2018 la 13^{ème} place des pays d'accueil d'étudiants internationaux³³⁷ et en 2015, il occupe la 6^{ème} place en termes des pays d'accueil des étudiants subsahariens³³⁸. Par ailleurs, la présence en abondance d'étudiants africains au sein de l'université islamique de Médine et celle de Riyad semble confirmer la réussite de l'activisme de la LIM ainsi que celle du prosélytisme saoudien en Afrique, dénotant de l'influence de ce pays sur les pays africains ciblés par la prédication et les bourses d'étudiants saoudiennes. L'université islamique est alors perçue comme un pôle majeur de l'enseignement islamique. En 1983, les fonds philanthropiques *Faysal* avaient donné 3 millions de dollars pour les boursiers³³⁹. Ces étudiants, nouvelle génération de musulmans arabisants, rentrent dans leur pays avec un prestige et une aura. Souvent issus des grandes familles maraboutiques, ils vont alors militer pour un enseignement arabe moderne, appellent à une pratique réformée et à la maîtriser profonde des sciences islamiques. La grande majorité rejoignent des *madrasas* où ils deviennent enseignants, souvent dans des conditions défavorables, puisque peu de place leur est faite dans la fonction publique qui leur préfère souvent les élites formées dans le système occidental (des diplômés parfois non reconnus, mauvaise maîtrise du français, lenteur de l'administration dans la reconnaissance des équivalences des diplômes, capital social faible, etc.)³⁴⁰. Sylvie Bredeloup note, selon une étude de terrain menée au Burkina Faso, que ces étudiants arabisants peuvent également être employés comme professeur d'arabe au sein des centres islamiques ou encore des orphelinats mis en place par les ONG arabes³⁴¹. Soulignons qu'il n'existe pas de statistiques complètes sur l'attribution des bourses aux étudiants africains par l'Arabie saoudite³⁴².

Depuis la période coloniale, l'islam a su jouer un rôle prédominant au point de constituer une « force sociale agissante ». Ce rayonnement découle notamment du retour au pays des étudiants arabisants formés au sein des États arabo-musulmans et notamment de l'Arabie saoudite. Comme l'indique Abdoulaye Sounaye : « Many Salafi of West Africa, for example, are well connected to Saudi Arabia, Sudan, and Egypt becoming local figures of a global religious discourse that seeks to counter its traditional foe, Sufism, but also new actors such as the Shia, the Pentecostals, and the Ahmadiyya »³⁴³.

Forts de relations privilégiées avec les élites traditionnelles, ils s'assureront de la diffusion du message wahhabite au cœur de la population. Prêches, enseignements islamiques délivrés au sein des *madrasas*, instituts d'enseignement général et islamique financés par l'Arabie saoudite dans lesquels est notamment enseignée la langue arabe, et appuyés par un réseau d'organisations caritatives, les étudiants religieux ont réussi à se constituer comme un acteur social majeur au sein de la communauté musulmane nationale et à

³³⁶ CAMPUS FRANCE, données recueillies en décembre 2021 auprès du site Campus France, *Mobilité internationale des étudiants africains*, 2017, No. 16, p. 6. Disponible à l'adresse :

https://ressources.campusfrance.org/publications/notes/fr/note_16_hs_fr.pdf

³³⁷ Données recueillies en novembre 2021 auprès du site Campus France qui établit une brochure sur l'Arabie saoudite en novembre 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.campusfrance.org/system/files/medias/documents/2018-12/Focus%20Pays%20Arabie%20Saoudite.pdf>

³³⁸ CAMPUS FRANCE, *Mobilité internationale des étudiants africains*, *op. cit.*, p. 6.

³³⁹ Alain GRESH, *op. cit.*, p. 58.

³⁴⁰ Muriel GOMEZ-PEREZ, « 7. Généalogie de l'islam réformiste au Sénégal des années 1950 à nos jours : figures, savoirs et réseaux », in Laurent FOUCHARD (éd.), in *Entreprises religieuses transnationales en Afrique de l'Ouest*, Paris, Karthala, 2005, p. 193 ; et Sylvie BREDELOUP, *op. cit.*, pp. 69-70 et p. 72.

³⁴¹ Sylvie BREDELOUP, *op. cit.*, p. 73.

³⁴² Sur la question des étudiants arabisants voir : Sylvie BREDELOUP, « Étudiants arabophones de retour à Ouagadougou cherchent désespérément reconnaissance », in *L'Année du Maghreb*, 2014, No. 11, pp. 57-78.

³⁴³ Abdoulaye SOUNAYE, « Salafi revolution in West Africa », in *Leibniz-Zentrum Moderner Orient Working Paper*, 2017, No. 19, p. 4.

diminuer l'influence des tenants de l'islam confrérique avec la figure emblématique du marabout qui avait dominé durant des siècles.

Dès lors, c'est notamment par le biais de l'activité de ces diplômés des universités islamiques que le courant wahhabite connaît son essor et se structure en Afrique de l'Ouest. Par exemple, au Cameroun, l'introduction du wahhabisme est assurée par des personnalités comme Mouhammad Aly, Abdouraman Baaka ou encore Mahmoud mal Bakari, anciens étudiants de l'université islamique de Médine³⁴⁴. Au Nord du Nigéria, le nombre de prédicateurs augmente dès les années 1990 et notamment dans la décennie 2000 en partie grâce à l'adoption de la *chari'a* mais également en raison de la diplomatie religieuse saoudienne³⁴⁵. Par ailleurs, les pèlerins ouest-africains de retour d'Arabie saoudite participent également à la profusion des références doctrinales wahhabites au sein de la société nationale. Ces deux groupes sont les principaux promoteurs du wahhabisme et par conséquent de l'influence saoudienne. Dès lors comme le stipule Abdulai Iddrisu : « As guardian of the two Holy Places, Mecca and Medina, Saudi Arabia served as a melting pot for the scholarly community and for the dissemination of ideas of religious renewal »³⁴⁶.

La prolifération des madrasas, un projet soutenu par l'Arabie saoudite

Par ailleurs, depuis plusieurs décennies, l'Afrique de l'Ouest fait face à la montée en puissance des *madrasas* qui « incarnent la modernisation de l'éducation islamique fondée sur l'apprentissage rationalisé des sciences islamiques allié à celui de matières profanes »³⁴⁷ au regard de la faiblesse des politiques publiques en matière d'éducation (un niveau faible, matériel éducatif pauvre, inadaptation des systèmes éducatifs occidentalisés aux réalités africaines, etc.) causée notamment par la faillite des économies ouest-africaines. Certains quartiers ne disposent pas d'écoles publiques et se tournent donc vers des écoles franco-arabes wahhabites³⁴⁸. Comme l'indique Étienne Gérard, « [l']incapacité de l'école publique à offrir une instruction de qualité, une éducation correspondant aux valeurs culturelles locales, enfin un avenir professionnel à tous les élèves, a largement généré sa remise en cause »³⁴⁹. Pour René Oyatek « le succès des *medersa* souligne dramatiquement l'incapacité de l'État postcolonial à contrôler le champ religieux et, plus généralement, à socialiser, c'est-à-dire à diffuser les valeurs et les normes autour desquelles pourrait s'articuler l'émergence d'un sentiment d'identification nationale »³⁵⁰.

Dès lors, les *madrasas* incarnent le système d'éducation arabisé et concurrencent l'école publique et privée, et notamment les écoles coraniques traditionnelles qui demeurent majoritaires dans les milieux ruraux. La langue arabe y est valorisée en raison de son statut particulier de langue de la révélation du Coran et elle revêt ainsi une dimension sacrée. La demande de l'islam s'accompagne donc de l'apprentissage de l'arabe ce qui contribue également à accentuer les liens culturels entre les monarchies du Golfe bienfaitrices et les pays africains bénéficiaires de la manne pétrolière.

Leur prolifération a poussé de nombreux gouvernements à les prendre en compte en tentant de les intégrer dans la planification nationale de l'éducation. Elles jouissent tout de même d'une autonomie et d'une marge de manœuvre³⁵¹. Soulignons que les mouvements réformistes et notamment le wahhabisme ont contribué à la croissance du nombre de *madrasas* mais il est toutefois impossible aujourd'hui, faute de recensements, d'avancer un chiffre précis et fiable. Le rôle de la *da'wa* saoudienne n'est donc pas à négliger dans la

³⁴⁴ Aboubakar ADAMOU et Aïssatou IBRAHIM, « Étude du rapport de force entre deux mouvances confessionnelles dans la reconfiguration de l'élite musulmane au Cameroun. La *Wahhabîyya* et la *Tidjanîyya* à Ngaoundéré », in *Revue internationale des sciences humaines et sociales*, 2019, Vol. 8, No. 8, p. 67.

³⁴⁵ Abdoulaye SOUNAYE, « Salafi revolution in West Africa », *op. cit.*, p. 6.

³⁴⁶ Abdulai IDDRISU, *Contesting islam in Africa : homegrown wahhabism and muslim identity in northern Ghana, 1920-2010*, Durham, Carolina Academic Press, 2012, p. 53.

³⁴⁷ René OTAYEK, « Religion et globalisation : l'islam subsaharien à la conquête de nouveaux territoires », *op. cit.*, p.60.

³⁴⁸ Christophe CHATELOT, « En Guinée, la percée wahhabite bouleverse les équilibres religieux », in *Le Monde*, 22 septembre 2017 (consulté le 2 janvier 2022).

³⁴⁹ Étienne GÉRARD, « Les *medersas* : un élément de mutation des sociétés ouest-africaines », in *Politique étrangère*, 1998, No. 4, p. 613.

³⁵⁰ René OTAYEK, « Religion et globalisation : l'islam subsaharien à la conquête de nouveaux territoires », *op. cit.*, p.60.

³⁵¹ Stefania GANDOLFI, « L'enseignement islamique en Afrique noire », in *Cahiers d'Études Africaines*, 2003, Vol. 43, No. 169-170, p. 274.

construction de ces écoles et a participé à transformer le wahhabisme, à la base un mouvement minoritaire et marginalisé au sein des sociétés musulmanes locales, en un mouvement influent dans l'ensemble des États musulmans d'Afrique.

Les *madrasas* arabisantes participent à la circulation de pratiques et de modèles religieux divers et certaines d'entre elles sont financées par des monarchies du Golfe rivales cherchant à faire la promotion de leur vision religieuse, afin d'obtenir une légitimité politique en terre d'islam. Elles forment donc des lieux où de nouveaux comportements religieux se définissent. Il faut toutefois relever que l'arabisation n'est pas du seul fait de l'aide financière arabe aux étudiants ou aux structures éducatives arabisantes mais elle découle davantage de la dynamique africaine (demande d'islam, sacralisation de la langue arabe, inadaptation des écoles occidentales considérées comme menaçantes pour les valeurs islamiques, nombre important d'enfants n'étant pas intégrés au réseau de l'école officielle, etc.). L'aide financière des monarchies du Golfe agit donc comme un stimulant externe à une dynamique interne de ces sociétés qui favorise le processus d'arabisation et la pénétration de nouvelles formes d'islam par la construction de mosquées et de *madrasas* et l'envoi de prédicateurs³⁵². Cependant, comme le remarque René Otayek, la diffusion du savoir islamique en arabe n'est pas l'apanage des étudiants arabisants liés au mouvement réformiste : « les confréries aussi produisent des arabisants, et d'une catégorie à l'autre, il existe des passerelles qui, si elles ne gomment pas les clivages, tendent au moins à les polir »³⁵³.

D'autant plus qu'aujourd'hui, les réformistes dans l'ensemble de l'Afrique s'expriment dans les langues vernaculaires comprises par le plus grand nombre et usent du canal de « l'oralité médiatique »³⁵⁴ comme les émissions radiophoniques ou encore la télévision, qui ont connu un essor en Afrique de l'Ouest dans les années 1990. Ainsi, comme vu précédemment, les chaînes satellitaires arabes participent notamment à une diffusion plus large des normes religieuses et culturelles des pays du Golfe ce qui favorise les interprétations plus conservatrices telles que prônées par ces pays en termes de vêtements, de comportements, de ségrégation de genre, etc. La vulgarisation des ouvrages islamiques réformistes comme ceux d'obédience wahhabite en langue locale permet aussi de toucher un public élargi et notamment les populations les plus rurales et les moins connectées³⁵⁵. Ce phénomène est présent dans de nombreux pays comme au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Niger ou encore dans les pays du Golfe de Guinée³⁵⁶. Ainsi, Francesco Zappa cite l'exemple de Modibo Diarra qui a contribué à publier un nombre considérable de publications (wahhabites mais également les classiques islamiques malékites traditionnels ouest-africains), près de 90, en langue bambara dès les années 1980 au Mali³⁵⁷.

La *da'wa* s'est donc accompagnée d'une activité intense dans le domaine de l'instruction pour éduquer les populations aux préceptes wahhabites. L'enseignement de la prédication figure notamment parmi les points cardinaux de la LIM dont découlent le financement des écoles religieuses, l'apprentissage de la langue arabe, la distribution de Corans et de livres d'exégèse, les bourses d'étudiants africains pour se rendre dans les universités islamiques saoudiennes. À travers les *madrasas*, il est alors question d'assurer la sauvegarde et le poids des valeurs islamiques au sein des sociétés africaines, contrant ainsi l'influence de l'enseignement laïque ou du christianisme. Les élèves deviendront les étendards du wahhabisme dans des sociétés africaines religieusement plurielles. Le tout se combine à la construction de mosquées financées par les pays du Golfe, avec, en tête des financeurs, l'Arabie saoudite, qui explosent du Soudan au Mali jusqu'à la vallée du Sénégal. Comme le souligne Sylvain Touati : « L'apparition de ces lieux de paroles s'accompagne de celle des prêcheurs utilisant la langue nationale et les médias modernes. À l'inverse de la personnalisation des rapports maîtres-disciples "traditionnels", on assiste à une matérialisation des moyens de transmission de l'islam, que ce soit sous forme d'un enseignement du Coran qui intègre, dans un cadre moderne, celui de la langue arabe, de l'anglais, des sciences..., ou sous forme de cassettes audio des prédicateurs qui s'expriment dans les langues nationales (hausa, swahili, hassaniyya...) »³⁵⁸.

³⁵² René OTAYEK, « Introduction. Des nouveaux intellectuels musulmans d'Afrique noire », in René OTAYEK (dir.), *Le radicalisme islamique au sud du Sahara. Da'wa, arabisation et critique de l'Occident*, Paris, Karthala, 1993, pp. 10-11.

³⁵³ *Ibid.*, p. 8.

³⁵⁴ Francesco ZAPPA, *op. cit.*, p. 168.

³⁵⁵ *Ibid.*

³⁵⁶ *Ibid.* (voir note de bas de page 2).

³⁵⁷ *Ibid.*, p. 173.

³⁵⁸ Emmanuel GRÉGOIRE et Jean SCHMITZ, *op. cit.*, p. 14.

Le bilan : une doctrine wahhabite qui gagne du terrain

L'action de prédication (multiplication des mosquées, des écoles coraniques ou *madrasas*, financement d'instituts islamiques, formations des étudiants, envoi de missionnaires, émissions de radio et de télévision consacrées aux prêches wahhabites, cassettes audio et vidéo, distribution d'ouvrages religieux, etc.) de l'Arabie saoudite a également eu pour résultat une réislamisation perceptible, notamment dans les pratiques vestimentaires (port du *hijab* voire même du *niqab*³⁵⁹) de l'ensemble des sociétés ouest-africaines et leurs dirigeants s'appuient aujourd'hui davantage sur les référents religieux, observant une participation accrue de ces dirigeants au *hadj* avant des élections³⁶⁰. Par exemple, selon Denis Brégand, la société béninoise fait face depuis deux décennies à l'accroissement des femmes portant le *hijab* et le *niqab*, ce dernier étant tout particulièrement lié au wahhabisme alors que les hommes portent la barbe et des pantalons raccourcis. On note aussi une multiplication de mosquées financées par les ONG des monarchies du Golfe alors que la prière les bras croisés gagne en popularité³⁶¹. En Côte d'Ivoire, le wahhabisme influence également les pratiques islamiques au sein de la communauté sunnite : réforme de l'éducation islamique, arabisation, port du voile, etc.³⁶². Les pratiques de l'islam sont donc redéfinies mais demeure encore une prééminence des structures traditionnelles confrériques.

À leur indépendance, au cours des années 1960-1970, de nombreux présidents vont nouer des contacts avec les pays arabo-musulmans et, notamment, avec l'Arabie saoudite qui accordera d'importants financements pour la construction de mosquées et de *madrasas*, octroiera des bourses aux étudiants ouest-africains, paiera les salaires des enseignants et fournira de la documentation. Les leaders africains y voient alors l'occasion de se décharger de la responsabilité du domaine de l'enseignement. Les leaders religieux feront de même en essayant de capter le soutien financier provenant des institutions panislamiques comme la LIM. Ces décennies de coopération ont favorisé, au fil du temps, l'influence du wahhabisme saoudien au sein des sociétés ainsi que la construction de liens solides entre le Royaume et ses alliés ouest-africains, les *imams* et les prédicateurs qui se forment alors comme de véritables leaders d'opinion.

En Guinée, où les tensions entre *tidjanes* et réformistes alimentent la scène religieuse avec pour trame de fond la question de la suprématie religieuse, on affirme que le nombre de wahhabites ne cesse de croître au point de venir bouleverser les équilibres religieux³⁶³. Une querelle également visible au Sénégal³⁶⁴ en Côte d'Ivoire³⁶⁵ mais également au Cameroun, où comme le souligne Maud Lasseur, « [L]es tidjanites convaincus refusent par exemple de donner leurs filles à marier aux sunnites, par crainte qu'elles ne se voilent de noir et ne coupent les liens avec leur famille »³⁶⁶. À Porto Novo, aux yeux de ses adversaires, le wahhabisme « se colorie d'une nuance péjorative qui comprend implicitement le radicalisme, l'obscurantisme, l'influence des pays où règne la loi islamique et le soupçon de vouloir islamiser la société »³⁶⁷. Ainsi, de nombreux pays africains voient l'émergence d'une lutte de leadership de la communauté musulmane nationale entre la *tidjaniyya* et la *wahhabiyya*.

Finalement, le rôle des ONG islamiques saoudiennes ou locales d'obédience wahhabite ont joué un rôle majeur dans la diffusion du discours religieux wahhabite en Afrique de l'Ouest. C'est en fournissant des services sociaux, également compris dans la construction d'établissements religieux, et des actions caritatives qu'elles ont pu promouvoir cette doctrine. Toutefois, comme le souligne Sylvain Touati, qui a lui-même

³⁵⁹ Le *hijab* est le voile islamique le plus répandu et il consiste à recouvrir les cheveux et la nuque. Le *niqab* recouvre les cheveux, le visage mais laisse apparaître les yeux.

³⁶⁰ Sylvain TOUATI, *op. cit.*, p. 140.

³⁶¹ Denise BRÉGAND, « Circulation dans les 'communautés' musulmanes plurielles du Bénin », *op. cit.*, p. 473.

³⁶² Marie MIRAN, « Le wahhabisme à Abidjan : dynamisme urbain d'un islam réformiste en Côte d'Ivoire contemporaine (v. 1960-1996) », *op. cit.*, p. 48.

³⁶³ Christophe CHÂTELOT, « En Guinée, la percée wahhabite bouleverse les équilibres religieux », *op. cit.*

³⁶⁴ Christophe CHÂTELOT, « Le Sénégal, déchiré entre les frères ennemis en islam », in *Le Monde*, 3 décembre 2021 (consulté le 2 janvier 2022).

³⁶⁵ Voir : Marie MIRAN, « Le wahhabisme à Abidjan : dynamisme urbain d'un islam réformiste en Côte d'Ivoire contemporaine (v. 1960-1996) », in *Islam et Sociétés au Sud du Sahara*, 1998, No. 12, pp. 5-74.

³⁶⁶ Maud LASSEUR, *op. cit.*, p. 111.

³⁶⁷ Sylvain TOUATI, *op. cit.*, p. 474.

travaillé dans le contexte nigérien, « s'il est certain que les ONG islamiques ont mené des actions sur le terrain, il reste difficile d'appréhender l'ampleur et l'efficacité de cette aide »³⁶⁸.

Conclusion intermédiaire

En Afrique de l'Ouest, l'État saoudien a veillé à assurer son influence dans un contexte politique où règne la prééminence des confréries soufies. Dès lors, les leaders saoudiens vont chercher, par le biais de l'aide humanitaire et de l'aide au développement, à assurer leur présence, d'abord religieuse puis politique, pour faire face aux idéologies concurrentes (confréries, mouvements islamistes comme Boko Haram au nord du Nigéria, le *Tabligh*, etc.). La prédication a été déployée au sein des établissements scolaires et centres culturels financés par le Royaume et par le retour des étudiants ouest-africains arabisés formés dans les différentes universités saoudiennes. En Afrique de l'Ouest, la *da'wa* saoudienne a donc été assurée par l'assistance humanitaire saoudienne et par l'aide au développement, toutes deux perçues comme un devoir islamique pour assurer les besoins spirituels des communautés musulmanes et le développement économique des pays ouest-africains islamisés ou comptant une minorité musulmane importante. Même si l'influence du wahhabisme demeure minoritaire, elle contribue toutefois au rayonnement de l'Arabie saoudite au sein des populations ouest-africaines et participe à lui octroyer une forme de légitimité politique.

On note par exemple la création d'organisation importante de musulmans wahhabites dans les pays-ouest africains à l'image de l'Association des musulmans orthodoxes de Côte d'Ivoire, fondée en 1976 et devenue l'Association des Musulmans sunnites de Côte d'Ivoire (AMSCI) en 2001³⁶⁹, l'Association Culturelle Islamique du Cameroun fondée aux débuts des années 1960 et aujourd'hui sous l'emprise du mouvement wahhabite³⁷⁰ ou encore l'Association *al-Istiqama* créée dans les années 1990 par Mouhammad Ahmad Lo, figure incontournable du wahhabisme sénégalais aux côtés d'Oumar Sall³⁷¹. On Sénégal on retrouve également *The Islamic Preaching Association for Youth* financée par l'Arabie saoudite³⁷². De façon plus transnationale, on trouve le Comité de fatwa et de l'orientation de l'Union des *oulémas* créée en 2011 et dirigé par Ahmad Lo, formé à l'université islamique de Médine. Le Comité a pour objectif de diffuser à l'échelle du continent les écrits de la doctrine wahhabite³⁷³.

³⁶⁸ *Ibid.*, p. 157.

³⁶⁹ Frédéric MADORE, « Le nouveau dynamisme du salafisme en Côte d'Ivoire : vers une radicalisation de l'islam ivoirien ? », in *Dixième Congrès International de l'Association des Études Mandé. Aux Carrefours des Identités : Cobabitation, Conflit et Réconciliation en Afrique de l'Ouest et dans les Diasporas*, Association des Études Mandé (MANSA), Août 2017, Grand-Bassam, Côte d'Ivoire.

³⁷⁰ Aboubakar ADAMOU et Aïssatou IBRAHIM, *op. cit.*, p. 69.

³⁷¹ Seydi NIANE DIAMIL, « Radicalisme religieux et contestation de l'islam confrérique au Sénégal », in *Afrique(s) en mouvement* (dossier), août 2020, No. 2, p. 53.

³⁷² Riham Ashraf BAHI, *op.cit.*, p. 33.

³⁷³ Anne-Bénédicte HOFFNER, « Seydi Diamil Niane : 'Au Sénégal, les politiques n'agissent pas face à la poussée salafiste' », in *La Croix*, 29 juillet 2019 (consulté le 2 janvier 2022).

Chapitre 6

La Corne de l’Afrique, une diplomatie religieuse saoudienne au cœur d’une région stratégique

Dans ce chapitre nous nous focaliserons sur l’action humanitaire saoudienne dans la Corne de l’Afrique. Cette région sera appréhendée dans les limites géographiques comprenant les pays suivants : l’Éthiopie, l’Érythrée, Djibouti, la Somalie, le Somaliland autoproclamé indépendant en 1991 mais non reconnu par la communauté internationale, le Soudan, le Soudan du Sud et le Kenya.

Cette région est au cœur de la diplomatie religieuse saoudienne car elle est au confluent d’intérêts stratégiques. En effet, la Corne de l’Afrique constitue un terrain où s’affrontent différents acteurs internationaux, chacun veillant à assurer ses intérêts : l’Égypte se préoccupe du contrôle des eaux du Nil par l’Éthiopie, fleuve nourricier³⁷⁴, la Chine cherche à y assurer ses échanges économiques, notamment avec l’Éthiopie³⁷⁵, la Russie use de son expertise sécuritaire pour s’implanter sur le continent³⁷⁶, la Turquie cherche à développer ses affaires économiques en Afrique où elle espère pouvoir déverser ses produits et diffuser le courant religieux frériste tel qu’appliqué par Ankara³⁷⁷, l’Iran développe des relations commerciales et implante sa présence dans cette région d’où elle assure un soutien financier et militaire aux chiïtes Houthis dans la guerre du Yémen³⁷⁸, enfin, Israël cherche à consolider sa présence aux abords de la mer Rouge dont le contrôle est présenté comme relevant de la protection de son intégrité territoriale et de son identité juive³⁷⁹.

L’ensemble de ces pays démontrent alors une volonté d’assurer leur présence dans la Corne de l’Afrique en utilisant les canaux militaires, diplomatiques, économiques et commerciaux, en signant des accords de diverses formes avec les gouvernements est-africains. Présents depuis plusieurs décennies, tous négocient leur position dans la Corne de l’Afrique ce qui fait craindre l’Arabie saoudite et son allié émirati qui vont redoubler d’application pour contrer la montée en puissance notamment de leurs rivaux turc et iranien. Dans une région aux prises avec des luttes d’influence toujours plus marquées, l’investissement du tissu social et économique constitue un des principaux leviers au service des autorités saoudiennes.

La Corne de l’Afrique forme donc un terrain de la compétition entre ces différentes puissances où le détroit de Bab el-Mandeb, qui relie le golfe d’Aden à la mer Rouge et au canal de Suez, et la proximité de l’océan Indien sont autant d’éléments qui attisent l’intérêt des puissances. Dès lors, dans ce contexte de rivalité régionale qui se matérialise aisément dans la Corne de l’Afrique, les monarchies du Golfe vont investir des millions de dollars pour y assurer leur influence. De leurs côtés, les pays de la Corne ont su tirer profit de

³⁷⁴ AFP, « Barrage sur le Nil : l’Égypte dénonce la poursuite du remplissage par l’Éthiopie », in *Le Temps*, 6 juillet 2021 (consulté le 11 décembre 2021). Concernant la politique africaine de l’Égypte voir : Yasmine FAROUK, « La restructuration inachevée de la politique africaine de l’Égypte », in *Observatoire du monde arabo-musulman et du Sabel*, mai 2018, Vol. 2, No. 108, pp. 1-24.

³⁷⁵ Voir : Françoise NICOLAS, « Les investisseurs chinois en Éthiopie : l’alliance idéale ? », in *Ifri*, mars 2017. À propos des relations entre la Chine et l’Afrique voir : François BART, « Chine et Afrique, une longue histoire, une nouvelle donne géographique », in *Les Cahiers d’Outre-Mer*, 2011, No. 253-254, pp. 193-208.

³⁷⁶ Voir : Alexandra ARKHANGELSKAYA, « Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique », in *Afrique contemporaine*, 2013, Vol. 248, No. 4, pp. 61-74.

³⁷⁷ Pour une étude sur les relations entre la Turquie et l’Afrique voir : Oliver MBABIA, « Ankara en Afrique : stratégies d’expansion », in *Outre-Terre*, 2011, Vol. 29, No. 3, pp. 107-119.

³⁷⁸ Tancrède CHAMBRAUD, « Des armes iraniennes retrouvées en Somalie », in *RFI*, 12 novembre 2021 (consulté le 28 décembre 2021).

³⁷⁹ Vincent DUHEM, « Renseignement, écoutes et armements ... Comment Israël tisse sa toile en Afrique », in *Jeune Afrique*, 27 octobre 2021 (consulté le 27 décembre 2021). Pour une étude des relations israélo-africaines se référer à : Benjamin AUGÉ, « Relations Israël-Afrique. Que retenir de la décennie Netanyahu ? », in *Études de l’Ifri*, novembre 2020.

leur localisation privilégiée en devenant la cible de l'aide au développement et d'investissements des acteurs du système international au cours de ces deux dernières décennies

Les intérêts de l'Arabie saoudite dans la Corne de l'Afrique : la sécurisation des exportations pétrolières

Bab el-Mendeb, point névralgique du commerce mondial

Par sa proximité avec le Moyen-Orient, la Corne de l'Afrique constitue une région stratégique centrale pour l'Arabie saoudite qui a pour vocation d'assurer son influence aux abords de la mer Rouge, voie maritime majeure pour le commerce international et notamment pour l'approvisionnement énergétique du pétrole et du gaz vers l'Occident. Facilitée par la faiblesse des États, la présence saoudienne dans cette région s'explique notamment par l'importance stratégique de la mer Rouge, du golfe d'Aden et du détroit de Bab el-Mandeb qui sépare la péninsule Arabique de la Corne de l'Afrique. Ce détroit représente la passerelle stratégique entre la Méditerranée et l'Océan Indien où transitaient en 2018 près de 6,2 millions de barils de pétrole par jour³⁸⁰. Ainsi, la sécurisation des exportations pétrolières vers l'Europe et les États-Unis explique en grande partie l'intérêt de Riyad et de ses alliés du CCG. D'autant plus que les Américains se désengagent progressivement du Moyen-Orient depuis la présidence de Barack Obama. La stabilité de cette route maritime est donc cruciale pour la pérennité économique des monarchies du Golfe qui, en coopération avec l'Égypte, s'emploient à sécuriser le détroit qui se situe dans une région instable en raison de la piraterie, du terrorisme ou encore du conflit au Yémen.

Dès lors, dans la Corne de l'Afrique, l'action saoudienne est diplomatique, financière et militaire depuis que l'Érythrée, ancien allié de l'Iran soutenant les Houthis jusqu'en 2015, accueille une base militaire saoudo-émiratienne à Assab. En 2017, les Saoudiens ont loué pour 25 ans une base aérienne et une base navale à Berbera au Somaliland. De leurs côtés, Djibouti, la Somalie et le Soudan ont rompu leurs liens avec l'Iran en 2016 et apportent leurs soutiens, depuis 2015, à la coalition arabe menée par l'Arabe saoudite au Yémen. Mogadiscio et Djibouti fournissent un appui politique et logistique, alors que Khartoum apporte un appui militaire en envoyant plusieurs milliers de soldats sur le front dès le mois d'août 2015.



Source : *The Bab el-Mandeb strait is a strategic route for oil and natural gas shipments*, Energy information administration (EIA), 27 août 2019 (<https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=41073> ; consulté le 28 décembre 2021).

³⁸⁰ENERGY INFORMATION ADMINISTRATION (EIA), *The Bab el-Mandeb strait is a strategic route for oil and natural gas shipments*, 27 août 2019 (<https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=41073> ; consulté le 28 décembre 2021).

Un contexte humanitaire difficile

Des décennies de conflits et de crises humanitaires

Depuis plusieurs décennies, les pays de la Corne de l'Afrique ont souvent été sous les feux des projecteurs en raison de conflits armés prolongés, de crises alimentaires et humanitaires, et de déplacements massifs de populations. En effet, la région est traversée par des tensions incessantes ayant de graves répercussions humanitaires : guerre d'indépendance érythréenne entre 1961 et 1991 ; guerre civile somalienne au cours des années 1980-1990 et une instabilité politique qui se poursuit aujourd'hui ; guerre entre l'Érythrée et l'Éthiopie au cours de la décennie 1990 ; guerre civile en Éthiopie dans les années 1980 ; guerre civile soudanaise débutée dans les années 1950 et qui perdurera jusqu'à la signature en 2005 d'un accord de paix entre le gouvernement soudanais et l'Armée populaire de libération du Soudan ; guerre civile à Djibouti 1991-1994, la guerre civile au Soudan du Sud en cours ; l'insurrection du Front de Libération Populaire du Tigré au Nord du pays contre les forces armées éthiopiennes menée depuis novembre 2020 liée à la crise du fédéralisme ou encore l'émergence de groupes extrémistes comme le groupe des *shebabs* en Somalie (et pas seulement) affiliés à Al-Qaïda et de la piraterie sur les rives de la Mer Rouge mettant en péril le commerce international. Ces conflits armés se combinent également aux catastrophes naturelles dont résultent les importantes sécheresses qui touchent la région et font éclater des épisodes de famine³⁸¹.

Ce contexte difficile provoque d'importantes crises humanitaires et fait tomber les populations dans une pauvreté endémique. La région affiche en outre l'un des taux de mortalité maternelle et infantile les plus élevés de la planète alors que les migrations forcées génèrent un nombre considérable de réfugiés et de déplacés internes qui nécessitent une prise en charge d'urgence. À titre d'exemple, le conflit actuel au Soudan du Sud a fait 1,66 million de déplacés dans le pays et près de 2,2 millions de réfugiés dans les pays voisins, notamment en Ouganda, au Soudan et en Éthiopie³⁸². La guerre civile éthiopienne, qui a éclaté en novembre 2020, opposant dans la région autonome du Tigré les insurgés tigréens au régime, aurait fait quant à elle 650 000 déplacés internes dans la région du Tigré en Éthiopie et jusqu'à 120 000 réfugiés éthiopiens dans l'Est du Soudan, auxquels s'ajoutent 96'000 réfugiés érythréens dans la région³⁸³. Il n'y a pas d'approvisionnement en vivres et en médicaments pour la population. L'Érythrée est également l'objet d'importantes migrations de sa population du fait de la dictature du président Isaias Afwerki. En effet, l'homme politique impose, dès 1995, à l'ensemble des jeunes érythréens scolarisés, le service militaire et civil obligatoire à durée indéterminée. Certains appelés passent plusieurs années sans voir leurs proches, faute de permission³⁸⁴.

Dès lors, la Corne de l'Afrique forme une des régions les plus instables et conflictuelles au monde et elle est également soumise à d'importantes crises humanitaires liées aux conflits mais également aux changements climatiques. En effet, cette région est au cœur de tensions politiques qui, associées aux changements climatiques, poussent des milliers d'individus à partir puisque la terre est sèche et que les conflits armés attisent l'insécurité. En 2017, plus de 17 millions de personnes étaient touchées par la sécheresse dans la Corne causant une insécurité alimentaire latente et un besoin urgent d'aide humanitaire³⁸⁵. Ainsi, de

³⁸¹ L'Éthiopie est touchée par une famine en 1973 dans la province Wollo, faisant des dizaines de milliers de morts, puis en 1984 avec un million de victimes suite aux faibles précipitations et surtout aux conflits qui opposent le régime Mengistu Hailé Mariam au Front de libération des peuples du Tigré dans le Nord et au Front de libération Oromo au Sud. La Somalie connaît un important épisode de famine dès 1991 qui coûte la vie à plus de 200'000 personnes en raison du début de la guerre civile. En 1998, le sud du Soudan est sujet à une famine qui touche près d'un million de personnes, puis en 2003, la guerre civile au Darfour provoque une grave crise humanitaire, en raison de l'impossibilité de cultiver les terres et la perte du bétail suite aux conflits et à une importante sécheresse. Entre 2000 et 2006, l'ensemble de la Corne de l'Afrique est touché par des épisodes de sécheresse qui menacent entre 11 et 13 millions de personnes. En 2011, la région est à nouveau touchée par le phénomène climatique la *Niña* causant une sécheresse qui fait tomber 12 millions de personnes dans la famine. Laure CONSTANTINESCO, « Corne de l'Afrique : grandes sécheresses et famines depuis trente ans », in *TV5 Monde*, 4 août 2011 (consulté le 29 décembre 2021).

³⁸² UNHCR, « South Sudan situation », janvier-février 2020 (consulté le 11 décembre 2021).

³⁸³ UNHCR, « Le HCR retrouve l'accès aux camps de réfugiés dans la région du Tigré et recherche des fonds d'urgence pour intensifier l'assistance », 10 août 2021 (consulté le 11 décembre 2021).

³⁸⁴ Fisseha TEKLE, « Plus d'excuse pour maintenir le service national à durée indéterminée », in *Amnesty International*, 30 juillet 2018 (consulté le 11 décembre 2021).

³⁸⁵ ONU, « Corne de l'Afrique : la sécheresse s'est aggravée et menace des millions de personnes, selon l'ONU », *ONU info*, 30 janvier 2017 (consulté le 11 décembre 2021).

nombreux pays de la Corne sont fragilisés par des conditions climatiques défavorables (sécheresses, inondations) et une insécurité aggravée par les conflits.

L'arrivée des pétrodollars saoudiens

Les investissements et l'aide au développement pour contrer des idéologies rivales

La fin des années 1960 est marquée par plusieurs événements : la montée en force des communistes au Soudan qui connaît un coup d'État de Nimeiry, la prise du pouvoir par Siad Barre en Somalie et la victoire du Front de libération national au Sud-Yémen. L'Arabie saoudite accélère alors sa contre-offensive en se rapprochant de l'Égypte de Sadate dès les années 1970, du Kenya bien que peu islamisé et veille à affaiblir les positions soviétiques en Somalie. Tous ces pays reçoivent des aides financières de la part de l'Arabie saoudite qui cherche à consolider l'assise wahhabite dans la région en finançant la construction de mosquées et de centres musulmans et en fournissant des prêtres comme l'affirme Alain Gresh³⁸⁶.

Ainsi, dans un contexte de Guerre froide et d'instabilité politique, l'Arabie saoudite a assuré différents prêts aux pays de la Corne de l'Afrique entre mars 1975 et juillet 1982 par le biais du FSD : 123 millions de dollars pour le Kenya, 27 millions pour Djibouti, 152 millions pour la Somalie et finalement 172 millions pour le Soudan, l'Érythrée, le Somaliland, le Soudan du Sud, n'étant pas encore indépendants³⁸⁷. Selon Anne-Sophie Sebban-Bécache, plus de 60 % des investissements directs étrangers en Éthiopie viennent d'Arabie saoudite et renforcent les relations entre les deux pays mais également la présence du wahhabisme en Éthiopie où la communauté musulmane représente près de 33 % de la population. Le Royaume saoudien a participé à financer des centaines de mosquées dans le pays alors que les étudiants revenus des universités islamiques saoudiennes ont contribué à prêcher la doctrine³⁸⁸.

Depuis dix ans, l'Arabie saoudite a renforcé son aide financière aux gouvernements de cette région sous forme de prêt avec des conditions moins strictes que les pays occidentaux, et de nombreux pays du Golfe investissent notamment dans le secteur de l'agriculture au Soudan, en Éthiopie et également en Afrique de l'Ouest (notamment au Mali, Sénégal, Niger, Nigéria) pour ses terres rizicoles, en acquérant plusieurs dizaines de milliers d'hectares de terres arables non cultivées afin d'assurer leur sécurité alimentaire. L'Arabie saoudite a notamment adopté une stratégie de délocalisation de sa production alimentaire en prenant le contrôle de vastes parcelles de terre, souvent les plus fertiles des pays, ce qui pose la question de la sécurité alimentaire pour des millions de personnes³⁸⁹.

Lorsque la Somalie décide de rompre ses relations diplomatiques avec l'Iran en 2016, le Royaume lui offre 50 millions de dollars d'aide. Dans ce même contexte, l'Érythrée recevait en contrepartie du pétrole et une aide pour la modernisation de son réseau électrique³⁹⁰. En 2019, les dirigeants saoudiens et émiratis offrent une aide d'une valeur de trois milliards sous la forme d'un dépôt de 500 millions pour renflouer les caisses de la banque centrale soudanaise, de nourriture, de médicaments et de produits pétroliers³⁹¹. En 2015, le gouvernement saoudien a prêté 30 millions de dollars à Djibouti pour la construction de logements sociaux, et 6 millions de dollars pour la construction du port de Tajura³⁹². En 2019, le FSD finance à nouveau des projets sociaux à Djibouti pour une valeur de 9 millions de dollars. Il s'agissait d'assurer le financement pour des projets de « construction d'un réseau de distribution d'eau, d'un palais de justice et multiples projets

³⁸⁶ Alain GRESH, *op. cit.*, pp. 64-65.

³⁸⁷ *Ibid.*, p. 73.

³⁸⁸ Anne-Sophie SEBBAN-BÉCACHE, *Représentations et politiques d'Israël vis-à-vis de la Corne de l'Afrique : au cœur d'une région stratégique, quelle permanence de la relation spéciale avec l'Éthiopie ?*, thèse de doctorat en géographie, Université Paris VIII, Paris, 2017, p. 236.

³⁸⁹ Pour une histoire détaillée de l'achat des terres agricoles africaines voir : Florence BRONDEAU, « Les investisseurs étrangers à l'assaut des terres agricoles africaines », in *EchoGéo*, 2010, No. 14.

³⁹⁰ Hicham MOURAD, *op. cit.*, pp. 78-79.

³⁹¹ Laure-Maïssa FARJALLAH, *op. cit.*

³⁹² Yi LI, *op. cit.*, p. 120.

d'infrastructure »³⁹³. La stratégie de Riyad consiste alors à injecter des investissements en vue de soutenir des projets d'infrastructures et d'offrir des aides au développement.

L'infiltration du tissu économique de ces pays constitue un levier majeur au service de la politique étrangère du Royaume dans la région. La principale caractéristique de ce processus d'aide saoudienne et des pays du Golfe est qu'il doit être dirigé vers des financements considérés comme licites au niveau des lois islamiques et rentables (immobilier, transports, infrastructures, industries, agriculture, services, télécommunication, etc.). Finalement, en 2008, les échanges commerciaux entre le Royaume et la Corne de l'Afrique se sont élevés à 3 milliards de dollars³⁹⁴.

Actions caritatives et prédication

Comme vu précédemment, la présence saoudienne est assurée par la LIM, l'IIRO et la WAMY. Ces institutions sont présentes, notamment, à Djibouti (WAMY et IIRO), au Kenya (LIM, IIRO et WAMY), en Somalie (WAMY et IIRO), au Soudan (WAMY et IIRO) et au Soudan du Sud (IIRO)³⁹⁵. En 1981 est créé à Khartoum l'*Islamic African Relief Agency*. Il constitue alors une branche de l'IIRO pour venir, tout d'abord, en aide aux réfugiés éthiopiens et érythréens au Soudan suite à la guerre qui oppose les deux États. Au cours de la fin des années 1980, l'organisme intervient également en Somalie, alors déchirée par une guerre civile.

Comme le révèle Hakim El Karoui : « Un *Saudi Cable*³⁹⁶ prouve que la présence humanitaire est également religieuse et diplomatique : en 2012, dans un document strictement confidentiel destiné à son ministre de l'Intérieur, le roi Abdallah présente une stratégie qui devrait permettre à l'Arabie saoudite de s'infiltrer sur le terrain somalien à travers l'aide humanitaire. Il propose «la création d'un comité de secours pour la Somalie [...] ayant pour but d'offrir une assistance humanitaire au peuple somalien et d'assurer la présence physique du royaume sur le territoire somalien [...]. Le comité sera donc une arme sécuritaire et stratégique qui permettra d'atteindre les intérêts du Royaume en Somalie». Le document suggère également d'inciter la Ligue islamique mondiale et la Banque islamique de développement afin qu'ils investissent en Somalie et affermissent la présence saoudienne »³⁹⁷. Dès lors, la Somalie prend un statut de cas d'étude concernant l'aide humanitaire saoudienne dans la Corne de l'Afrique. Elle reçoit de la part des institutions saoudiennes des millions de dollars.

Ainsi, le *KSRelief* a investi plus de 209 millions de dollars, entre 2005 et 2021, dans plus de 60 projets allant du domaine de la sécurité alimentaire à la santé, en passant par la prise en charge de camps de réfugiés et l'accès à l'eau³⁹⁸. La Somalie constitue de loin le premier pays africain bénéficiaire de l'aide saoudienne. L'IIRO y assure la distribution d'aide alimentaire notamment lors de la période de Ramadan, assure une prise en charge des besoins médicaux, finance des centres éducatifs comme les projets *Taiba* et *Um Al Qora* qui assurent respectivement des formations d'informatique et de couture qui s'accompagnent d'une formation religieuse autour de la mémorisation du Coran par exemple. L'IIRO développe également un réseau de *madrassas* où sont assurés des activités religieuses. Le programme éducatif de l'IIRO en Somalie est le plus conséquent de l'ONG³⁹⁹. La WAMY a de son côté également contribué à financer en Somalie des

³⁹³ « Le Fonds saoudien pour le développement établit une collaboration pour financer des projets d'infrastructure sociale à Djibouti », *Finacial Afrik*, 1 décembre 2019 (consulté le 19 décembre 2021).

³⁹⁴ Rémi CARAYOL, « Les visées de l'Arabie saoudite sur les terres fertiles du continent », in *Jeune Afrique*, 1 décembre 2009 (consulté le 19 décembre 2021).

³⁹⁵ Hakim EL KAROUI, *op. cit.*, pp. 310-311.

³⁹⁶ Les *Saudi Cables* sont un ensemble de documents diplomatiques (122'619) provenant du ministère des Affaires étrangères saoudien rédigés entre 2009 et 2014, et publiés par *Wikileaks* en juin 2015. Cette base de documents comprend des correspondances entre l'État saoudien et ses ambassades à l'étranger ainsi qu'avec des institutions saoudiennes comme la Ligue islamique mondiale. Ils ont contribué à révéler le système de prosélytisme et de promotion du wahhabisme au niveau mondial. L'essentiel des documents étant en arabe, il nous a été impossible de les traiter comme sources dans le cadre de ce travail puisque la langue a constitué une barrière majeure à l'accessibilité des informations que ces milliers de documents fournissent.

³⁹⁷ Hakim EL KAROUI, *op. cit.*, p. 288-289.

³⁹⁸ Chiffre fourni par le *KSRELIEF* :

<https://www.ksrelief.org/Statistics/CountryDetails/11> (consulté le 19 décembre 2021).

³⁹⁹ Mohammed R. KROESSIN et Abdulfatah S. MOHAMED, *op. cit.*, p. 201.

hôpitaux, des écoles, des orphelinats, des mosquées, la construction de puits, la distribution de nourriture etc., et a assuré la mise en place de programmes éducatifs et la distribution dans la langue locale d'ouvrages religieux, et notamment ceux d'Abd al-Wahhab⁴⁰⁰.

De son côté, le Soudan a reçu plus de 21 millions de dollars entre 2016 et 2021, au bénéfice de 50 projets mené par le *KSRelief*⁴⁰¹. De leur côté, Djibouti a reçu 5,2 millions de dollars, l'Éthiopie 5 millions, le Kenya 1,6 million et finalement l'Érythrée 384'394 dollars. Ces chiffres nous permettent de nous rendre compte que le Kenya et l'Érythrée, les deux pays les moins islamisés de la région, ne sont pas au cœur des stratégies saoudiennes d'aide humanitaire et donc de la politique religieuse. Quoi qu'il en soit, en participant à des projets d'aide humanitaire dont la région a cruellement besoin, le Royaume saoudien a pu ouvrir des écoles et des mosquées d'obédience wahhabite facilitant, avec d'autres canaux, l'implantation de la doctrine dans la région, contribuant ainsi à lutter contre des idéologies concurrentes comme l'islam politique.

À Djibouti, la WAMY finance des équipements et du personnel de santé, et contribue à assurer des campagnes de lutte contre la pauvreté dans les régions les plus vulnérables du pays où elle distribue des biens de première nécessité (vivres, soins de santé, etc.)⁴⁰². Par ailleurs, les organisations saoudiennes se sont également attelées à prendre en charge les réfugiés yéménites à Djibouti où ils étaient près de 4'000 en 2018 sur un total de 38'000 réfugiés entre 2015 et 2018⁴⁰³. Le *KSRelief* finance notamment le camp de Markazi près d'Obock où vivaient en 2018 près de 1'700 Yéménites⁴⁰⁴ et qui se compose de petits pavillons climatisés pour accueillir les exilés yéménites, d'une mosquée et d'une école⁴⁰⁵.

La présence des organismes saoudiens indique donc une activité caritative et humanitaire dans la région de la Corne. Il est aujourd'hui difficile de rendre compte de l'étendue de leur action mais on note un nombre croissant de mosquées dans les différents pays et une influence accrue des mouvements salafistes dans la région. En Éthiopie, Haggai Erlich souligne que l'islam est devenu plus visible avec le port plus fréquent du *hijab* par les femmes et du *qamis* par les hommes⁴⁰⁶. Par ailleurs, l'Arabie saoudite, par le biais de la WAMY et de la LIM, a par exemple soutenu financièrement un certain nombre d'associations locales musulmanes comme la *Ethiopian Muslim Youth Association* et la *Aveliyya School and Mission*, premier centre d'éducation pour les musulmans éthiopiens⁴⁰⁷. À Djibouti, l'Arabie saoudite a notamment financé en 2016 une « mosquée consulaire »⁴⁰⁸ d'une capacité d'accueil de 1000 fidèles et qui est placée sous l'autorité de l'attaché religieux de l'ambassade d'Arabie saoudite. Par ailleurs, en 2017, Djibouti signe un accord-cadre avec Riyad relatif à une coopération dans le domaine religieux. L'Arabie saoudite s'est également engagée à fournir à Djibouti « des copies du Saint Coran, divers documents facilitant l'apprentissage des significations des versets du livre sacré, des publications du ministère saoudien dans le domaine de l'Islam et des invitations à des séminaires religieux »⁴⁰⁹. L'État saoudien jouit donc d'une assise doctrinale majeure à Djibouti ce qui lui permet de prendre une longueur d'avance dans le cadre de la lutte d'influence dans ce petit pays au cœur des stratégies de nombreux pays.

Au Kenya, l'Arabie saoudite fournit une assistance financière et des bourses au *Kisumu College of Islamic Studies* et à la *Kisumu Islamic University* en 2002, toutes deux créées par l'*Islamic Foundation*, un organisme qui reçoit d'importants soutiens financiers de la part du Royaume, qui finance également les projets de mosquées,

⁴⁰⁰ *Ibid.*, pp. 202-203.

⁴⁰¹ Chiffre fourni par le *KSRELIEF* :

<https://www.ksrelief.org/Statistics/CountryDetails/11> (consulté le 19 décembre 2021).

⁴⁰² Hugo LACOMBE, « Djibouti. L'Arabie saoudite déploie sa diplomatie religieuse », in *Orient XXI*, 25 août 2020 (consulté le 2 janvier 2022).

⁴⁰³ UNHCR, « Djibouti – réponse à la situation du Yémen », mars 2018, p. 1 (consulté le 2 décembre 2021).

⁴⁰⁴ *Ibid.*

⁴⁰⁵ Nelly FUALDES, « Crise au Yémen : comment Djibouti est devenu un havre pour les réfugiés », in *Jeune Afrique*, 31 janvier 2019 (consulté le 2 janvier 2022).

⁴⁰⁶ Haggai ERLICH, *op. cit.*, p. 67.

⁴⁰⁷ Anne-Sophie SEBBAN-BÉCACHE, *op. cit.*, p. 236.

⁴⁰⁸ Hugo LACOMBE, *op. cit.*

⁴⁰⁹ *Ibid.*

d'hôpitaux, d'orphelinats et d'écoles de l'institution dans tout le pays⁴¹⁰. L'État saoudien a également construit de nombreuses *madrasas* et écoles primaires et secondaires notamment à Nairobi et Mobassa par le biais de son ONG *al-Haramain* alors que l'IIRO gère des orphelinats et des dispensaires comme dans la ville de Kisumu⁴¹¹. *Al-Haramain* a été très active au Kenya dans l'enseignement et veilla à transmettre un savoir religieux wahhabite aux jeunes kényans. Les actions de l'organisation sont assurées par des représentants saoudiens et des locaux ayant suivi un cursus religieux dans les universités islamiques du Royaume⁴¹². Au Kenya, nous retrouvons également le *Youth Muslim Association of Kenya* (YMA) qui contrôle la *Jamia Mosque* à Nairobi, des orphelinats et des écoles, et qui est directement rattaché à la WAMY. Ce fait lui confère assurément des soutiens financiers majeurs de la part de l'Arabie saoudite alors que cette dernière peut s'immiscer dans les affaires de la communauté musulmane kényane⁴¹³. En effet, le YMA assure un contrôle sur les associations musulmanes du pays en leur octroyant des aides financières ce qui lui permet ainsi d'assurer la ligne directrice dogmatique de la communauté en favorisant notamment des *imam* wahhabites⁴¹⁴. Aujourd'hui, le wahhabisme est dominant dans le Nord-Est du pays à la défaveur des confréries soufies⁴¹⁵.

Par ailleurs, cette doctrine religieuse pénètre la Corne de l'Afrique autour des années 1970-1980 avec l'arrivée de prêcheurs wahhabites venus effectuer la *da'wa*, dénonçant les confréries soufies considérées comme souillant la pureté de l'islam par des pratiques païennes. Dès lors, comme en Afrique de l'Ouest, les mosquées, les écoles coraniques et les *imams* ont bénéficié d'un soutien financier majeur de la part de l'Arabie saoudite. Ce faisant, son influence religieuse est également très forte, notamment au travers de la hausse rapide du nombre de mosquées wahhabites mais aussi par un certain nombre de pratiques et de comportements quotidiens, comme l'apparence vestimentaire des femmes.

Au Soudan par exemple, l'étude de Amani Mohamed El Obeid montre une augmentation du port du *niqab* depuis les années 2000 dans une société affiliée à 60 % aux confréries soufies qui rejettent ce vêtement contre 10 % de la population qui serait liée aux mouvements salafistes⁴¹⁶. Il analyse alors ce fait par l'islamisation du pouvoir soudanais au cours des années 1970, la progression de l'influence religieuse des groupes wahhabites comme Ansar al-Sunna et du mouvement réformiste notamment en raison d'une forte émigration soudanaise installée dans les pays du Golfe où elle adopte une compréhension puritaine plus stricte de la religion qu'elle appliquera une fois de retour au pays, ainsi que l'influence religieuse des prédicateurs wahhabites sur les canaux numériques⁴¹⁷. La diffusion progressive depuis des décennies par les organismes saoudiens obtient donc des résultats sur les terrains de prédication. Au Soudan et comme dans d'autres pays subsahariens, l'incursion wahhabite montre sa capacité à modifier les comportements locaux.

L'Université Internationale d'Afrique au cœur de la stratégie religieuse saoudienne dans la Corne

Comme vu précédemment, l'éducation est un vecteur majeur de la propagation du wahhabisme en Afrique. L'Arabie saoudite va alors investir ce domaine également dans la Corne de l'Afrique. Ouvert en 1967, le Centre islamique africain (CIA) du Soudan est dominé par le mouvement wahhabite soudanais *Ansar al-sunna* dont l'activité sociale face au vide institutionnel a été financée par l'Arabie saoudite⁴¹⁸. Le CIA attire des étudiants africains de tout horizon venus acquérir une formation à la fois religieuse et technique. Il faisait

⁴¹⁰ Chanfi AHMED, *Les conversions à l'islam fondamentaliste. Le cas de la Tanzanie et du Kenya*, Paris, L'Harmattan, 2008, p.198 et p. 201.

⁴¹¹ *Ibid.*, p. 259.

⁴¹² *Ibid.*, p. 175, p. 177 et p. 195.

⁴¹³ *Ibid.*, pp. 205-206.

⁴¹⁴ *Ibid.*, p. 205.

⁴¹⁵ CRISIS GROUP, « Kenyan Somali Islamist Radicalisation, Africa Briefing », in *Crisis Group Policy Briefing*, 25 janvier 2012, No. 85, p. 9 et p. 11.

⁴¹⁶ Amani Mohamed EL OBEID, « Women wearing niqab in Sudan: a growing phenomenon », in *Égypte/Monde arabe*, 2020, Vol. 21, No. 1, p. 58.

⁴¹⁷ Voir l'étude de Amani Mohamed El Obeid, *op. cit.*

⁴¹⁸ Amani Mohamed EL OBEID, *op. cit.*, p. 61.

alors la « promotion de la culture arabo-islamique »⁴¹⁹ avant d'être fermé en 1969, puis réouvert en 1971, à la faveur d'un passage du régime soudanais d'un arabisme nationaliste à un islamisme⁴²⁰. Le nouveau Centre est alors fondé grâce aux financements de sept États fondateurs arabes notamment l'Arabie saoudite qui le finança à hauteur de 25 %, la *da'wa* et le prosélytisme islamique deviendront les objectifs prioritaires de l'institution et seront au cœur du cursus des étudiants africains étrangers⁴²¹. Comme le souligne Nicole Grandin : « La pédagogie et le contenu des enseignements du *Merkaṣ* [CIA] sont liés à ce rôle spécifique : ré-islamiser tout d'abord les jeunes musulmans d'Afrique noire (et non pas, directement, convertir des non-musulmans) et les mettre à même d'exercer une influence, à tous les niveaux, dans leurs propres sociétés en prêchant l'exemple »⁴²². L'orientation du CIA, qui deviendra alors l'Université Internationale d'Afrique (UIA) en 1991, sera décidée en majorité par l'Arabie saoudite.

En effet, le Royaume saoudien chapeaute deux institutions soudanaises, l'Institut Islamique Africain, créé en 1973, qui assure un enseignement de la doctrine wahhabite et l'UIA qui accueille pour l'année scolaire 2016-2017, 13'000 étudiants de toute l'Afrique mais également d'Asie (74 pays). En 2019-2020, ils sont plus de 16 000 venus de 84 pays africains ou asiatiques, avec en tête la Somalie, le Nigeria, le Kenya, l'Indonésie et la Malaisie⁴²³. Les étudiants africains restent largement majoritaires avec près de 50 % de l'effectif total des étudiants contre 25 % d'Asiatiques et d'Européens et 25 % de Soudanais⁴²⁴. L'établissement s'avère plus accessible pour une grande majorité des étudiants issus de milieux sociaux modestes et qui ne possèdent pas les revenus nécessaires pour entreprendre une formation au sein des prestigieuses universités islamiques d'*Al-Azhar* au Caire, *Al-Zaytouna* à Tunis ou *Al-Quaraouiyine* à Fès⁴²⁵. À l'UIA, les étudiants africains ont le droit à des bourses et une alimentation et un logement gratuit⁴²⁶. L'université signe en 2011 un accord avec l'ancien Secrétariat général de l'IIRO saoudienne, Adnan Bin Khalil Al-Basha « pour organiser des campagnes humanitaires conjointes sur le continent africain »⁴²⁷. Khadidja Medani souligne également que « des *cheikhs*, notamment saoudiens, viennent régulièrement donner des conférences aux étudiants ou dispenser des formations à l'UIA »⁴²⁸. Le soutien financier de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis et de l'OCI assure alors la vitalité de l'UIA qui s'érige en véritable vecteur majeur de l'islam à l'échelle du continent africain. L'UIA a un rôle important aux côtés d'autres universités islamiques comme celle de Mauritanie ou du Tchad. En 2019, l'UIA reçoit le prix *King Faisal* pour le service de l'islam et son engagement pour la propagation de la langue arabe et de la culture islamique à travers le monde⁴²⁹. L'Arabie saoudite est donc fortement impliquée dans l'orientation des projets de l'UIA même s'il est aujourd'hui difficile de se rendre compte de l'influence effective que le Royaume assure sur la formation et la voie doctrinale. Néanmoins, il semble que l'institution sert le rayonnement saoudien à l'échelle africaine.

Un autre exemple est celui de la Somalie où la WAMY et l'Agence musulman africaine (AMA), ONG koweïtienne, contribuent à soutenir le *Réseau formel d'éducation privée somalien*⁴³⁰. Néanmoins, il n'existe aucune statistique sur le nombre d'écoles d'obédience wahhabite en Somalie mais elles rendent compte d'une augmentation qui dessert les écoles soufies. Elles sont souvent financées par des donateurs du Golfe. Elles répondent également à une demande sociale grandissante en faveur de l'enseignement islamique et de la

⁴¹⁹ Nicole GRANDIN, « *Al-Merkaṣ al-islami al-ijriqi bi'l-Khartoum*. La République du Soudan et la propagation de l'islam en Afrique noire (1977-1991) », in René OTAYEK, *Le radicalisme islamique au sud du Sahara*, Paris, Karthala, 1993, p. 102.

⁴²⁰ *Ibid.*, p. 107. Aux côtés de l'Arabie saoudite, nous retrouvons le Koweït (15 %), le Qatar (15 %), les Émirats arabes unis (15 %), l'Égypte (10 %), le Maroc (10 %) et le Soudan (10 %).

⁴²¹ *Ibid.*, p. 109 et p. 115.

⁴²² *Ibid.*, p. 110.

⁴²³ Khadidja MEDANI, « L'al-Azhar subsaharienne sur le chemin de la résilience ? L'université internationale d'Afrique après la chute d'Omar al-Bashir », in *Politique africaine*, 2020, Vol. 158, No. 2, p. 89.

⁴²⁴ Site KING FAISAL PRIZE :

<https://kingfaisalprize.org/international-university-of-africa/> (consulté le 2 janvier 2022).

⁴²⁵ Joan TILOUINE, « Quand Khartoum 'éduque' et islamise l'Afrique », in *Le Monde Afrique*, 24 novembre 2015 (consulté le 16 décembre 2021).

⁴²⁶ Nicole GRANDIN, *op. cit.*, p. 111.

⁴²⁷ Laurence-Aïda AMMOUR, « La pénétration wahhabite en Afrique », in *Centre Français de Recherche sur le Renseignement*, février 2018, No. 23, p. 22.

⁴²⁸ Khadidja MEDANI, *op. cit.*, p. 96.

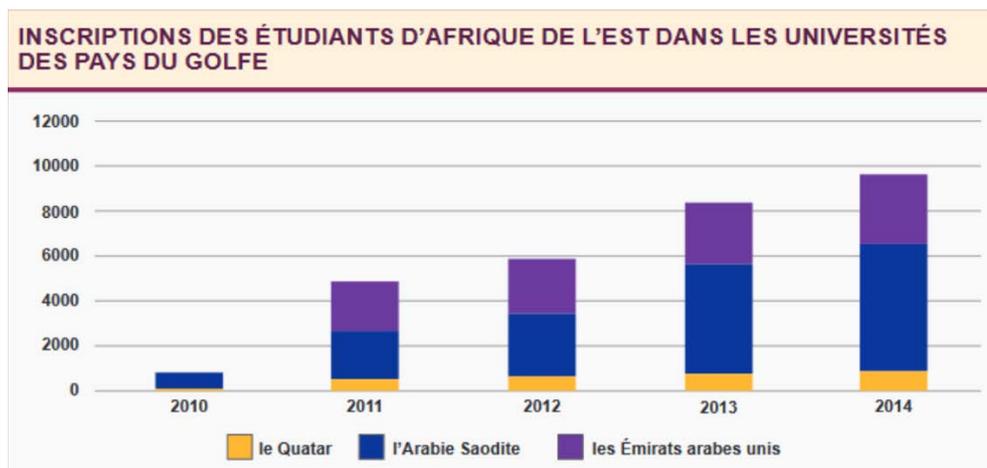
⁴²⁹ Site KING FAISAL PRIZE : <https://kingfaisalprize.org/service-to-islam/> (consulté le 2 janvier 2022).

⁴³⁰ Laurence-Aïda AMMOUR, *op. cit.*, p. 22.

langue arabe, ce qui explique notamment leur popularité. Dès lors, elles font partie intégrante de la stratégie de prosélytisme mise en place par la diplomatie religieuse saoudienne.

En Éthiopie, nous retrouvons également les pétrodollars saoudiens dans la revigoration de l'islam depuis ces dernières décennies. Le Royaume veille à y construire des centaines de mosquées et des écoles coraniques qui diffuseront également la langue arabe. Il assure des conférences de prédication et même des subventions annuelles aux nouveaux convertis. Par ailleurs, il finance des orphelinats⁴³¹. Au Soudan également, de plus en plus d'écoles coraniques, préférées aux établissements soufis, apparaissent depuis plusieurs décennies et sont affiliés à *Ansar al-sunna*, soutenu par l'Arabie saoudite. Elles sont fortement fréquentées par les femmes qui y étudient les sciences de la charia⁴³². Amani Mohamed El Obeid souligne notamment que de nombreux centres culturels wahhabites sont établis près de centres soufis afin de les concurrencer directement, atténuant également leur influence dans le quartier⁴³³.

Ainsi les dirigeants saoudiens ont su s'immiscer dans les programmes scolaires au sein de réseaux éducatifs privés souvent préférés par les populations. D'un autre côté, Riyad voit le nombre d'étudiants est-africains passer de 800 en 2010 à plus de 6'000 au sein de ses universités en 2014⁴³⁴. De retour au pays, ces étudiants arabisants convaincus par la doctrine wahhabite investissent les mosquées et les centres culturels financés par l'État saoudien, participant, comme partout en Afrique, à propager le wahhabisme au cœur des sociétés africaines. Dans l'ensemble, tout ce qui se fait ailleurs, est visible également dans la Corne de l'Afrique. L'Arabie saoudite peut compter sur un ensemble d'*oulémas*, d'*imams* et de prédicateurs formés dans ses universités qui occupent aujourd'hui des postes religieux clés en Afrique, influençant la société et dans une autre mesure leur gouvernement respectif.



Source : Mohamed Ali Abdisaid, « Extrémisme islamiste en Afrique de l'Est », in *Bulletin de la sécurité africaine*, 2016, No. 32, p. 4.

Conclusion intermédiaire

L'importance de la Corne de l'Afrique, notamment depuis le Printemps arabe, a poussé les Saoudiens à être davantage proactifs pour sauvegarder leurs intérêts. On observe donc une tendance d'influence de l'Arabie saoudite sur le plan économique qui octroie d'importantes aides financières inconditionnelles pour aider au développement des pays est-africains. Une coopération fructueuse qui augure une loyauté politique et des accès aux ressources africaines telles que les ports ou encore les terres arables. Par ailleurs, cette implication croissante de l'Arabie saoudite dans les affaires des pays de la Corne de l'Afrique s'explique avant tout par la compétition géopolitique et vise à assurer sa profondeur stratégique dans la région.

⁴³¹ Haggai ERLICH, *op. cit.*, p. 4.

⁴³² Amani Mohamed EL OBEID, *op. cit.*, pp. 62-63.

⁴³³ *Ibid.*, p. 63.

⁴³⁴ Mohamed Ali ABDISAID, « Extrémisme islamiste en Afrique de l'Est », in *Bulletin de la sécurité africaine*, No. 32, 2016, p. 4.

Riyad s'est alors assuré, par le biais de sa diplomatie religieuse matérialisée par l'assistance humanitaire et l'aide au développement, des alliances diplomatiques et une politique étrangère aboutie pour faire valoir ses intérêts auprès d'États souvent très vulnérables économiquement et donc très ouverts à l'arrivée massive des investissements des monarchies du Golfe. De son côté, l'aide humanitaire a contribué à diffuser le wahhabisme dans les sociétés est-africaines afin d'y contrer des idéologies concurrentes qui pourraient amener une autre puissance à peser davantage dans les affaires internes des pays. On constate donc une double relation, d'abord financière afin de s'assurer des relations avec les États et finalement humaine avec la propagation du wahhabisme auprès des populations musulmanes de la région grâce à l'éducation afin de gagner le cœur et l'esprit des gens.

Chapitre 7

Au Sahel, une diplomatie religieuse saoudienne comme substitut du retrait de l'aide financière des pays occidentaux

Cette dernière partie est consacrée aux pays du Sahel, compris dans ce travail comme la structure du G5 Sahel, créée en 2014 pour faire face à la vulnérabilité partagée entre les pays face aux défis sécuritaires et développementaux. Il s'agit ainsi de la Mauritanie, du Mali, du Burkina Faso, du Niger et du Tchad. Le Sahel est une région stratégique dont la déstabilisation pourrait avoir des répercussions sur le continent, voire plus loin, notamment en Europe. Rappelons que le G5 Sahel est une structure purement politique, en effet, la liste de pays énoncés précédemment n'est pas exhaustive, les usages historiques et géographiques conçoivent davantage le Sahel comme un espace englobant « selon [des] critères mouvants, une vaste zone allant de l'Atlantique à l'océan Indien »⁴³⁵. Néanmoins, nous faisons le choix de nous intéresser à la région sahélienne à travers la vision du G5 afin de faciliter l'analyse des espaces étudiés.

Entre déshérence de l'État et poussée de l'islamisme

La région sahélienne, particulièrement défavorisée, compte les États africains les plus grands du continent mais également les plus pauvres et les moins peuplés. Elle apparaît comme un des espaces les plus fragiles au monde en raison de ses vulnérabilités structurelles : forte croissance démographique, fragilité politique, tensions sociales, grande pauvreté, faibles ressources naturelles, absence d'industrie en dehors du secteur minier, agriculture peu performante, modèle de développement qui ne crée pas d'emploi, système prédateur, et changements climatiques⁴³⁶. Une telle configuration rend la capacité des gouvernements sahéliens limitée et leurs actions sont souvent portées aux zones les plus peuplées de leur territoire national ou dotées de ressources naturelles. On observe ainsi, au Sahel, la prolifération d'espace « non gouvernés »⁴³⁷. Dès lors, bien qu'il ne s'agisse pas d'« État failli » à proprement parler puisque les gouvernements continuent à assumer leurs responsabilités régaliennes de base dans certaines portions du territoire, certaines régions échappent néanmoins au contrôle de l'État central⁴³⁸. Toutefois, il ne s'agit pas d'un contexte anarchique puisque d'autres structures de gouvernance émergent, mais elles sont illégitimes au regard de la communauté internationale. Ces nouvelles structures sont souvent constituées par des acteurs non étatiques, remettant en cause le gouvernement en place et accédant à une domination politique dans ces espaces non gouvernés et dont l'autorité peut être entièrement acceptée par les populations locales puisque ces acteurs fournissent des services sociaux et de protection. D'autant plus, que ces pays connaissent des difficultés de cohésion interne en raison de frontières arbitraires héritées du découpage colonial qui ne prenait pas en compte les identités ethniques si bien qu'à la moindre turbulence politique, les tensions entre chaque groupe émergent⁴³⁹. Le tout se complique avec des jeux politiques qui s'inscrivent dans « des cadres

⁴³⁵ Vincent BONNECASE, et Julien BRACHET, « Les 'crises sahéliennes' entre perceptions locales et gestions internationales », in *Politique africaine*, 2013, Vol. 130, No. 2, p. 9.

⁴³⁶ Emmanuel CHAUVIN (et al.), « Chapitre 1. Le système régional : environnement, populations et ressources », in Gérard MAGRIN et Marc-Antoine PÉROUSE DE MONTCLOS (dir.), *Crise et développement. La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram*, Paris, Éditions Agence française de développement, 2018, p. 46.

⁴³⁷ Voir : Clionadh RALEIGH et Caitriona DOWD, « Governance and conflict in the Sahel's 'Ungoverned Space' », in *International Journal of Security & Development*, 2013, Vol 2, No. 32, pp. 1–17.

⁴³⁸ Concernant les espaces non gouvernés voir : Andrew J. TAYLOR « Thoughts of the nature et conséquences of ungoverned spaces », in *SAIS review of international affairs*, 2016, Vol. 36, No. 1, pp. 5-15. On peut par exemple citer la région du Nord et du Centre du Mali avec Tombouctou, Kidal et Gao en 2013 alors contrôlée par les groupes *djihadistes* comme l'AQMI, Ansar Eddine et MUJAO ou encore le Nord-Est du Nigéria, près de la région du lac Tchad, contrôlé par Boko Haram.

⁴³⁹ Chloe DIGGINS, « Ungoverned space, fragile states, and global threats: deconstructing linkages », in *Inquiries Journal*, 2011, Vol. 3, No. 3. Pour une critique sur le concept de gouvernance dans les espaces « non gouvernés » voir également : Anne L. CLUNAN et Harold A. TRINKUNAS, *Ungoverned spaces. Alternatives to state authority in an era of softened sovereignty*, Stanford, Stanford university press, 2010.

communautaires, ethniques ou religieux » qui se divisent le contrôle des institutions (activités portuaires, électricité, douane, etc.) en vue « de maximiser les rentes destinées à la communauté qui les ‘détient’ »⁴⁴⁰.

Ces zones deviennent progressivement un terreau favorable à l'émergence de groupes terroristes tels qu'*Al-Qaida au Maghreb islamique* (AQMI), *Boko Haram*, *Ansar Eddine*, *MLNA-Azawad*, *Mouvement uni pour le Jihad en Afrique de l'Ouest* (MUJAO) ou encore *Al-Mourabitoune*, aujourd'hui intégré à l'AQMI, dans des contextes où le déficit socio-économique est grand⁴⁴¹. Leur montée en puissance dans la région a été assurée, dès le début de la décennie 2010, par le renversement du régime du général Kadhafi en Libye en 2012 qui a été suivi par la prolifération d'armes et de milices armées, le coup d'État militaire contre le président malien Amadou Toumani Touré la même année et l'expansion territoriale de ces groupes islamistes, la porosité des frontières entre les pays de la région facilitant la mobilité des groupes terroristes et les trafics illégaux⁴⁴².

C'est dans ces zones « non gouvernées », que divers groupes non étatiques, à l'instar des organisations terroristes, se livrent à la guerre et contrôlent une partie du pays et de la population. Ils peuvent alors y installer des camps d'entraînement pour leurs membres, y stocker leurs armes, y développer des trafics lucratifs de drogue, d'armes, de cigarettes ou encore le rançonnement de l'enlèvement d'étrangers (près de 40 à 65 millions de dollars depuis 2008) afin de financer leurs activités⁴⁴³. Ainsi, la progression du terrorisme est une des conséquences de la défaillance étatique qui s'observe dans la région sahélienne, devenue un refuge pour les groupes *djihadistes* et les réseaux criminels. L'extrême pauvreté, associée aux problèmes de chômage et l'absence de perspectives, rend les jeunes réceptifs aux discours extrémistes. Cette conjonction de facteurs participe à activer l'adhésion des communautés les plus vulnérables, marginalisées et isolées, parmi lesquelles il existe un fort sentiment d'abandon de la part des pouvoirs politiques⁴⁴⁴.

Face à ces menaces multiples et multiformes, les États sahéliens se sont mobilisés à travers des actions communes pour lutter contre l'expansion de groupes extrémistes violents à l'image du G5 Sahel créé en 2017. Certains États, notamment la France et les États-Unis, sont très actifs dans la lutte contre le terrorisme dans la région sahélienne⁴⁴⁵. Par ailleurs, l'Arabie saoudite et son allié les Émirats arabes unis ont investi la question sécuritaire de la région sahélienne en fournissant respectivement 100 et 30 millions de dollars au G5 Sahel, les deux États étant également « encouragés » par les puissances occidentales qui cherchent à partager les coûts considérables de la lutte contre les mouvements terroristes⁴⁴⁶. Ce soutien au G5 Sahel est censé conférer à l'Arabie saoudite une légitimité internationale dans la lutte contre le terrorisme⁴⁴⁷. Néanmoins, alors que les acteurs internationaux ont opté pour une solution militaire, induisant également une ingérence étrangère, il semble que cette politique augmente la dépendance des gouvernements sahéliens vis-à-vis des ressources militaires et financières occidentales.

Par ailleurs, l'incapacité gouvernementale à fournir des biens publics a été en partie comblée, à terme, par des acteurs non étatiques tels que des structures religieuses (églises, mosquées) ou des associations en tout

⁴⁴⁰ Serge MICHAÏLOF, « Afrique subsaharienne : nuages inquiétants à l'horizon », in *Alternatives humanitaires*, juillet 2017, No. 5, p. 50.

⁴⁴¹ Voir : John SUNDAY OJO, « Governing 'ungoverned spaces' in the foliage of complicity : toward (re)ordering terrorism, from Boko Haram insurgency, Fulani militancy to banditry in northern Nigeria », in *African security*, 2020, Vol. 13, No. 1, pp. 77-110.

⁴⁴² Bakary SAMBE, « Le Sénégal à l'épreuve de la crise sahélienne : nouvelles dynamiques et reconfiguration du champ islamique », in *Sahel Research Group Working Paper*, 2014, No. 9, p. 1.

⁴⁴³ Voir : Georges Alain Tchango NGALÉ, « L'argent au service de la terreur : flux financiers illicites et terrorisme dans les sous-régions centrale et ouest-Africaine », in *Afrique et Développement*, 2019, Vol. 44, No. 1, pp. 77-99 et Gema SANCHEZ MEDERO, « Les sources de financement légal et illégal des groupes terroristes d'aujourd'hui », in *Revista de Paz y Conflictos*, 2011, No. 4, pp. 1-22.

⁴⁴⁴ Pour une étude détaillée des différents facteurs poussant à l'adhésion des populations aux différents groupes *djihadistes* voir : Mathieu PELLERIN, « Les trajectoires de radicalisation religieuse au Sahel », in *Notes de l'Ifri*, février 2017.

⁴⁴⁵ Voir : Jean-Yves HAINE, « L'endigement renforcé. Les politiques de sécurité de la France et des États-Unis en Afrique », in *Note de l'Ifri*, février 2016 et Jean-Marc CHATAIGNER, « Sahel et France, enjeux d'une relation particulière », in *Hérodote*, 2019, Vol. 172, No. 1, pp. 123-136.

⁴⁴⁶ Benjamin AUGÉ, « L'Afrique de l'Ouest courtisée par le Qatar et ses rivaux du Golfe », in *Le Monde*, 4 janvier 2018 (consulté le 11 décembre 2021).

⁴⁴⁷ Riham Ashraf BAHY, *op. cit.*, p. 33.

genre qui répondent en premier à la disparition des services publics de base comme la sécurité, l'eau, la santé, l'éducation et l'électricité, formant des réseaux de solidarité qui se substituent au vide administratif. Ce secteur social de substitution est fondamental pour assurer la survie des populations⁴⁴⁸. Les organisations humanitaires saoudiennes sont également actives sur ces terrains afin d'y apporter un soutien économique et matériel aux populations souffrantes.

Néanmoins, rappelons, comme le souligne Chloe Diggins, que les actions humanitaires des ONG contribuent à renforcer davantage l'illégitimité des gouvernements puisqu'en mettant en place des modèles alternatifs de distribution des services sociaux, parallèlement aux programmes soutenus par le gouvernement, elles sapent la capacité de l'État. Les organisations humanitaires en viennent à occuper une place considérable sur l'espace politique en fournissant des biens et des services relevant en premier lieu de la responsabilité des autorités politiques qui sont alors limitées dans leurs actions⁴⁴⁹. Par ailleurs, les investissements étrangers et l'aide au développement contribuent également à renforcer les inégalités entre régions puisqu'ils sont attribués principalement aux régions pourvues de ressources naturelles, délaissant une partie du territoire, ce qui renforce la « non-gouvernance » de certaines zones⁴⁵⁰.

Un contexte socio-économique et sécuritaire complexe

Faible développement économique

Les sociétés sahéliennes sont sujettes à une pauvreté endémique, une forte croissance démographique et un très grand déficit socio-économique en raison d'un faible développement économique. Aux moments des indépendances, les gouvernements sahéliens tentent de mettre en œuvre des projets de développement grâce au boom pétrolier qui octroie des sommes destinées à la mise en place de grandes opérations de développement dans différents secteurs, malgré les crises politiques, au Tchad et la rébellion du Front de libération nationale en 1965. Néanmoins, au cours des années 1980, le continent africain connaît une période de crise et ce en raison d'une baisse des prix des matières premières (contre-choc pétrolier) et donc des rentes étatiques, de la dégradation des termes de l'échange ou encore de l'endettement croissant faisant entrer les pays sahéliens dans les profondeurs de la crise de la dette. Les Plans d'ajustement structurel (PAS) imposés par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) au cours des décennies 1980-1990 suivront cette période de crise afin d'ouvrir ces économies aux investissements privés. Les PAS ont notamment pour conséquence la diminution des ressources allouées au secteur de l'éducation et de la santé induisant ainsi une « diminution des taux de couverture vaccinale, [et une] augmentation de la morbidité et de la mortalité infantile notamment [...] »⁴⁵¹. Comme l'indique Abdoulaye Sounaye : « The state exiting these domains created a vacuum that civil society, comprising also influential religious organisations and actors, quickly found ways to fill »⁴⁵².

La crise économique est accentuée par la mauvaise gestion étatique et la prédation des classes politiques et fonctionnaires qui détournent les fonds, notamment de l'exploitation des rentes pétrolières. Ainsi, ces sociétés rendent compte de nombreuses difficultés à mettre leurs ressources en hydrocarbures au profit du développement économique et sociétal. Les États sont dans l'incapacité de pourvoir les biens publics en raison d'une corruption endémique et d'un dysfonctionnement général des institutions publiques. Les

⁴⁴⁸ Voir : Clionadh RALEIGH et Caitriona DOWD, « Governance and conflict in the Sahel's 'Ungoverned Space' », in *International Journal of Security & Development*, 2013, Vol. 2, No. 32, pp. 1–17; et Robert. B. LLOYD, « Ungoverned Spaces and Regional Insecurity: The Case of Mali », in *SAIS Review of International Affairs*, 2016, Vol. 36, No. 1, pp. 133–141.

⁴⁴⁹ Voir : Chloe DIGGINS, « Ungoverned space, fragile states, and global threats : deconstructing linkages », in *Inquiries Journal*, 2011, Vol. 3, No. 3.

⁴⁵⁰ *Ibid.*

⁴⁵¹ Bruno DUJARDIN (et al.), « Ajustement structurel, ajustement culturel ? », in *Santé Publique*, 2003, Vol. 15, No. 4, p. 507.

⁴⁵² Abdoulaye SOUNAYE, « Salafi revolution in West Africa », *op. cit.*, p. 4.

économies sahéliennes passent alors sous tutelle économique des institutions du système monétaire international⁴⁵³.

À cela s'ajoute les conflits et la période de sécheresse qui frappe le Sahel au cours des années 1970 et qui contribue également à stopper tout développement des pays de la région. En effet, cette dernière est tout particulièrement touchée par des vagues de sécheresse en raison d'un déficit de pluviosité entre 50 à 60 %. Une importante crise humanitaire causée par l'insécurité alimentaire, la famine et l'instabilité sociopolitique en résulte, poussant des milliers de personnes à fuir vers d'autres régions⁴⁵⁴.

Enfin, la décennie 1970 s'est accompagnée d'une diminution des programmes d'aide au développement par les pays développés dont les économies se heurtaient, à ce moment-là, au choc pétrolier. Cela contribua alors à renforcer les difficultés socio-économiques des pays sahéliens. Toutefois, les pays du Golfe acquéraient progressivement des ressources financières qui leur permettraient d'aider les pays Africains dans leur ensemble⁴⁵⁵. C'est donc à cette période que l'Arabie saoudite, enrichie par le choc pétrolier de 1973, débute sa contribution à l'aide au développement destinée aux pays du Sahel ainsi que son allocation de dons en nature (médicaments, vivres, tentes, etc.) et en aides budgétaires directes⁴⁵⁶.

Le Sahel, un épiceutre de conflits et de crises humanitaires

Le Sahel connut de nombreux événements troublants : des rébellions touarègues au Niger, des coups d'État, une guerre civile au Tchad, la poussée de mouvements *djihadistes* et le conflit malien débuté en 2012. Tous ces événements ont participé à accentuer des crises humanitaires et ont forcé des millions de personnes à fuir leurs villages. Par ailleurs, entre 1970 et 2007, le Sahel a connu cinq sécheresses très graves dont a résulté une insécurité alimentaire majeure. La région est désertique avec une seule saison des pluies qui est brève et marquée par une pluviométrie faible, dès lors une légère diminution des pluies peut entraîner des situations catastrophiques pour l'agriculture et les populations : « la végétation et les cultures meurent, le niveau des nappes phréatiques s'abaisse, les troupeaux errent à la recherche de pâturages, les hommes affamés migrent en masse en quête de nourriture »⁴⁵⁷. On se rappelle la sécheresse et la destruction des cultures par les criquets pèlerins qui avaient particulièrement touché le Niger entre 2004-2005. Ces dernières avaient menacé 2,5 millions de Nigériens, dont 800'000 enfants, de tomber dans la famine⁴⁵⁸.

D'un autre côté, on observe un renforcement des pluies intenses ce qui aboutit à des inondations qui détruisent les récoltes. Les changements climatiques ont également accentué le phénomène de désertification, lié entre autres aux changements d'usage des terres, à la pénurie d'eau et à l'érosion des sols, qui sévit dans la région sahélienne et menace également les moyens de subsistance des populations puisqu'elle entraîne l'appauvrissement des sols ou diminue leur capacité d'absorption de l'eau⁴⁵⁹. Dès lors, cette nouvelle configuration environnementale, conjuguée à l'intensification des conflits armés, a pour conséquences sociales l'augmentation de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire et la migration de populations. Les inondations, les sécheresses, les invasions de criquets, les conflits et la faible gouvernance font tomber des millions d'individus dans la faim et la malnutrition alors que l'extrême pauvreté de ces populations les rend très vulnérables aux modifications climatiques. Comme l'indique en 2019 António Guterres, Secrétaire général de l'ONU, « Tout cela [parlant de l'escalade de la violence dans la région] est aggravé par le changement climatique. La raréfaction des ressources naturelles exacerbe les tensions. Au

⁴⁵³ Géraud MAGRIN et Charline RANGÉ, « Chapitre 2. Développement et gouvernance : un espace fragile », in Géraud MAGRIN et Marc-Antoine PÉROUSE DE MONTCLOS (dir.), *Crise et développement. La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram*, Paris, Éditions Agence française de développement, 2018, p. 76.

⁴⁵⁴ Voir : Vincent BONNECASE, « Retour sur la famine au Sahel du début des années 1970 : la construction d'un savoir de crise », in *Politique africaine*, 2010, Vol. 119, No. 3, pp. 23-42.

⁴⁵⁵ Yi LI, *op. cit.*, p. 110.

⁴⁵⁶ Emmanuel GRÉGOIRE et Jean SCHMITZ, *op. cit.*, p. 11.

⁴⁵⁷ Marcel LEROUX, « La dynamique de la grande sécheresse sahélienne », in *Revue de géographie de Lyon*, 1995, Vol. 70, No. 3-4, p. 223.

⁴⁵⁸ FAO, « Niger : la crise alimentaire s'aggrave », 18 juillet 2005 (consulté le 4 janvier 2022).

⁴⁵⁹ Pour une étude détaillée de la désertification, de ses causes et de ses effets voir : Pierre OZER (et al.), « Désertification au Sahel : historique et perspectives », in *Bulletin de la société royale des sciences de Liège*, 2010, No. 54, pp. 69-84.

Nigéria, les heurts entre éleveurs et agriculteurs ont l'année dernière fait plus de victimes que Boko Haram »⁴⁶⁰. Dès lors, face à ces menaces, les gouvernements sahéliens confrontés à des impasses financières ne peuvent financer ni leur développement, ni leur sécurité, ni les services sociaux alors que leur démographie explose⁴⁶¹.

Ainsi, l'ONU indique qu'en 2019, dans les seuls pays du G5 Sahel, « plus de 5 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire, plus de 4 millions ont été déplacées, 3 millions d'enfants ne sont pas scolarisés et près de 2 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire »⁴⁶². En avril 2021, en raison de l'intensification des conflits et de la pandémie de la Covid-19, selon l'ONU, 29 millions d'individus nécessitaient une aide humanitaire et de protection au Burkina Faso, au Tchad, au Mali, au Niger, au Nord du Cameroun et au Nord-Est du Nigéria⁴⁶³. Compte tenu de sa vulnérabilité économique, sociale, environnementale et sécuritaire de longue date aujourd'hui, la zone sahélienne est devenue une priorité pour de nombreux pays donateurs. C'est dans ce contexte que de nombreuses ONG islamiques et notamment saoudiennes leur offriront leur aide⁴⁶⁴.

La da'wa saoudienne au Sahel

Au Sahel aussi, la tendance wahhabite s'implante principalement à travers des associations, des médias de plusieurs types, l'implantation des mosquées et des centres islamiques, le financement des *madrassas* ou encore le retour des étudiants sahéliens ayant effectués un cursus au sein des universités islamiques du Royaume saoudien. Le rôle joué par les pèlerins est également important puisque de retour de leur pèlerinage en Arabie saoudite, ils reproduisent et exportent certaines pratiques wahhabites apprises lors de leur voyage et tiennent des discours réformistes au sein de leur entourage. Ainsi, ils commencent par exemple à prier les bras croisés alors que les confréries soufies prient les bras le long du corps ou rejettent les formes d'ésotérisme, de mysticisme et des Saints.

Les wahhabites ont ainsi pu pénétrer doucement mais sûrement, depuis des décennies, la vie religieuse des sociétés sahéliennes, en concurrençant les puissants ordres soufis. Comme ailleurs en Afrique subsaharienne, le wahhabisme prend la connotation anti-maraboutique et anti-bourgeoisie qui permet à un nombre conséquent d'individus de se rallier à la mouvance⁴⁶⁵. Au Sahel, dès les années 1980, on voit se dresser une multitude d'écoles coraniques et de mosquées, financées par les pays du Golfe, qui marquent alors la mutation de ces sociétés et témoignent également de l'influence extérieure, notamment de l'Arabie saoudite.

Gagner en capital symbolique à travers des aides financières et des actions caritatives

L'Arabie saoudite contribue à fournir des aides importantes qui lui permettent d'assurer une présence politique et diplomatique auprès des gouvernements sahéliens et également auprès des populations. Le Royaume peut alors tirer un capital symbolique important et mettre en place sa diplomatie religieuse par le biais de ses outils humanitaires.

En 1975, alors que l'Arabie saoudite enregistrait un excédent financier de 20 milliards de dollars, elle octroie aux pays du Sahel 15 millions de dollars pour faire face à la sécheresse⁴⁶⁶. L'IIRO, qui possède au Sahel des bureaux au Tchad, en Mauritanie et au Burkina Faso⁴⁶⁷ a également été très active à cette période dans

⁴⁶⁰ ONU, « Sahel : 'Nous sommes en train de perdre du terrain face à la violence' – Guterres », 25 septembre 2019 (consulté le 4 janvier 2022).

⁴⁶¹ Serge MICHAÏLOF, *op. cit.*, p. 51.

⁴⁶² ONU, « Sahel : 'Nous sommes en train de perdre du terrain face à la violence' – Guterres », *op. cit.*

⁴⁶³ ONU, « Au Sahel, 29 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire et de protection (OCHA) », 28 avril 2021 (consulté le 4 janvier 2022).

⁴⁶⁴ Mayke KAAG, *op. cit.*, p. 80.

⁴⁶⁵ Jean-Loup AMSELLE, « Le Wahabisme à Bamako (1945-1985) », in *Revue Canadienne Des Études Africaines*, 1985, Vol. 19, No. 2, p. 348.

⁴⁶⁶ Baghat KORANY, « Pétro-puissance et système mondial : le cas de l'Arabie saoudite », in *Études internationales*, 1979, Vol. 10, No. 4, p. 811.

⁴⁶⁷ Hakim EL KAROUI, *op. cit.*, pp. 309-311.

l'ensemble des pays notamment dans la prise en charge des réfugiés en fournissant une alimentation, des tentes, des vêtements, une éducation et des soins médicaux. Dès les années 1980, la LIM, la WAMY et l'IIRO participent à construire des écoles, des orphelinats, des mosquées et d'autres actions caritatives⁴⁶⁸. Par ailleurs, entre 1975 et 1982, le FSD fera des prêts à de nombreux pays ouest-africains dont 174 millions à la Mauritanie - qui constitue un des piliers de la politique africaine de l'Arabie saoudite en Afrique de l'Ouest avec le Sénégal -, 140 millions pour le Mali, 49 millions pour le Niger et 31 millions pour le Tchad⁴⁶⁹, l'objectif étant de financer des projets de développement permettant de contribuer au rehaussement du déficit socio-économique de ces pays. Au Tchad, l'Arabie Saoudite multiplie les projets de développement avec, par exemple, le financement à N'Djamena de l'université du Roi Fayçal en 1991, puis le marché central en 1998, tous deux construits grâce au soutien du FSD⁴⁷⁰.

En décembre 2021, la BID assure un investissement de 20,4 millions d'euros destinés à un projet routier au Niger⁴⁷¹. Enfin, le FSD et l'Agence française de développement annonçait, en 2018, qu'ils allaient investir conjointement 200 millions d'euros dans des projets de développement au Sahel, sans connaître l'exacte mesure de cet accord⁴⁷². MBS annonçait alors : « L'Arabie saoudite s'est non seulement engagée au côté de la France pour soutenir les pays membres du G5 Sahel et le financement de leur force armée commune mais a aussi annoncé doubler cet effort pour soutenir des initiatives en termes de développement dans le cadre de l'Alliance pour le Sahel, partageant en cela la vision stratégique qui est la nôtre, qu'il doit y avoir un pilier militaire et un pilier développement pour aider nos partenaires au Sahel »⁴⁷³.

Dans un contexte humanitaire, l'Arabie saoudite fait un don, en 2006, de 10 millions de dollars au PAM pour la région de l'Afrique de l'Ouest et notamment le Sahel, ces régions faisant face à des inondations et des sécheresses qui ont causé le déplacement de milliers d'individus. Le Niger, quant à lui, connut en 2005 un important épisode de famine. Ce don visait alors à assurer une aide alimentaire d'urgence, pour « une des régions les plus pauvres au monde » touchée par d'importants « problèmes chroniques de malnutrition des enfants en bas âge »⁴⁷⁴. Au cours de cette année, l'Arabie saoudite fournissait également une aide de 18,2 millions de dollars au Niger pour faire face à la sécheresse et à la crise humanitaire alors que le Tchad percevait un million de dollars. En 2006 et 2007, le Niger et le Mali recevaient respectivement un don d'un million de dollars. Par la suite et jusqu'à aujourd'hui, les pays sahéliens reçoivent des dons notoires de la part de l'Arabie saoudite pour faire face aux crises humanitaires ou aux conflits armés. En 2015 par exemple, le Mali qui faisait face à la cinquième rébellion touarègue débutée en 2012 recevait 10 millions de dollars⁴⁷⁵.

Enfin, entre 2016 et 2021, le Niger recevait près de 8,9 millions de dollars d'aides humanitaires de la part du *KSRelief*. Pour la même période, la Mauritanie percevait une assistance d'un montant de 7,3 millions de dollars, la Mauritanie touchait 7,3 millions de dollars, le Burkina Faso 6,3 millions, le Tchad 4,5 millions et enfin entre 2020 et 2021, le Mali recevait 2,2 millions de dollars. Il s'agissait d'apporter de l'aide dans les domaines de la santé, de l'alimentation, de l'accès à l'eau, de la prise en charge des déplacés, etc. Ces budgets sont relativement faibles en comparaison des budgets octroyés à la Somalie notamment.

⁴⁶⁸ Mohamed SALIH, *Economic development and political action in the Arab world*, London, Routledge, 2013.

⁴⁶⁹ Alain GRESH, *op. cit.*, p. 73.

⁴⁷⁰ CRISIS GROUP, « Tchad : entre ambitions et fragilités », in *Rapport Afrique*, mars 2016, No. 233, p. 30.

⁴⁷¹ « Communiqué de presse de la Banque islamique de développement (BID) : la BID approuve un financement de 1,6 milliards de dollars américains pour 24 nouveaux projets en Afrique, Asie et en Europe », in *Le Sahel*, 22 décembre 2021 (consulté le 4 janvier 2022).

⁴⁷² AFD, « Un mémorandum de coopération entre l'AFD et le Fonds saoudien de développement », 10 avril 2012 (consulté le 5 janvier 2022).

⁴⁷³ « Paris et Ryad vont investir 200 millions d'euros au Sahel en Afrique », in *VOA Afrique*, 11 avril 2018 (consulté le 4 janvier 2022).

⁴⁷⁴ « L'Arabie saoudite s'engage aux côtés du PAM en Afrique de l'Ouest », in *Relief web*, 19 septembre 2006 (consulté le 9 décembre 2021).

⁴⁷⁵ L'ensemble de ces chiffres sont recueillis sur le site de l'UNOCHA : <https://fts.unocha.org/donors/2998/summary/2005> (consulté le 4 janvier 2022).

En janvier 2020 le *KSRelief* faisait ainsi don de 7'208 kits alimentaires de 68 kilos chacun, soit un total de 980 tonnes de produits alimentaires en faveur de plus de 100'000 bénéficiaires au Niger⁴⁷⁶. En décembre 2020, l'organisme offrait 95 tonnes de nourriture composées de 2'661 kits alimentaires au profit des victimes des inondations au Niger⁴⁷⁷, ce dernier recevait également de l'institution, en novembre 2021, un don de matériel médical d'une valeur de près de 900'000 dollars, comprenant notamment des respirateurs dans le cadre de la lutte contre la Covid-19⁴⁷⁸. Au cours de cette donation, l'ancien ambassadeur saoudien au Niger Turki Ben Naji Abdoukadir Al Ali affirmait alors : « Le Royaume d'Arabie Saoudite est un partenaire actif du Niger dans l'exécution des projets touchants aux besoins existentiels des populations », ajoutant « que son pays ne ménagera aucun effort pour développer cette coopération »⁴⁷⁹.

En parcourant les pages du site du journal *Le Sabel* nous recensons de nombreux exemples de donation de kits alimentaires, de dattes notamment lors de la période de Ramadan, de matériel médical ou encore d'opérations chirurgicales gratuites effectuées par des médecins saoudiens au Niger. Ces exemples illustrent alors les différentes actions humanitaires mises en place dans l'ensemble des pays subsahariens par l'Arabie saoudite. On retrouve par exemple en 2012 des dons saoudiens de dattes pour les réfugiés maliens en Mauritanie⁴⁸⁰, des dons de centaines de tonnes de riz pour les populations vulnérables du Mali en 2021⁴⁸¹ ou encore entre 2006 et 2016, un don de l'Arabie saoudite d'un montant de 5,8 millions de dollars au WFO Mauritanie⁴⁸². Enfin, de nombreuses ONG islamiques liées à des monarchies du Golfe ont également pris en charge la construction et la gestion de centres de santé et d'hôpitaux⁴⁸³.

Il est encore une fois difficile de savoir de quelle manière ces fonds ont été alloués, les domaines de la santé, de l'aide d'urgence et de l'aide alimentaire semblent toutefois primer mais il est indéniable que certains de ces fonds ont contribué à la construction d'écoles ou encore de mosquées.

Au Sabel, l'Arabie saoudite un acteur majeur du système éducatif et de la construction des mosquées

Comme nous l'avons montré, tout au long de ce travail, l'activisme caritatif saoudien passe par des aides matérielles qui permettent de gagner en capital symbolique mais ce sont néanmoins la construction de mosquées, dont la multiplication est spectaculaire dans toute l'Afrique, et la prise en charge de réseaux éducatifs qui permettent véritablement d'assurer une présence de plus en plus accrue des valeurs religieuses saoudiennes.

En Mauritanie, l'Arabie a financé de nombreuses mosquées et des centres culturels faisant office de centres de formations religieuses. Le Royaume a notamment financé la Mosquée Saoudienne de Nouakchott qui forme les cadres du pays pour les activités religieuses mais également les magistrats, les professeurs d'instruction morale, civique et religieuse, et les prédicateurs. La doctrine religieuse mauritanienne est donc proche de celle de l'Arabie saoudite⁴⁸⁴. Par ailleurs, les fonds saoudiens ainsi que ceux d'autres monarchies du Golfe ont contribué à l'explosion du nombre de mosquées dans le pays. Ainsi, la Mauritanie comptait

⁴⁷⁶ « Remise officielle du 2^{ème} don saoudien au gouvernement nigérien : 7'208 kits alimentaires aux populations nécessiteuses », in *Le Sabel*, 22 janvier 2020 (consulté le 4 janvier 2022).

⁴⁷⁷ « Réception d'un don du centre du roi Salman pour le secours et l'action humanitaire du Royaume d'Arabie saoudite : 95 tonnes de produits alimentaires au profit des victimes des inondations », in *Le Sabel*, 10 décembre 2020 (consulté le 4 janvier 2022).

⁴⁷⁸ « Coopération : le Royaume d'Arabie saoudite offre un important lot de matériels médicaux au Niger », in *Le Sabel*, 2 novembre 2021 (consulté le 4 janvier 2022).

⁴⁷⁹ « Fête nationale du Royaume d'Arabie saoudite : 89 années d'unité, de sécurité, de stabilité, de progrès célébrés », in *Le Sabel*, 25 septembre 2019 (consulté le 4 janvier 2022).

⁴⁸⁰ WFP, « Le Royaume d'Arabie saoudite offre un don de 135 tonnes de dattes au PAM Mauritanie en faveur des réfugiés maliens », 25 juin 2012 (consulté le 4 janvier 2022).

⁴⁸¹ Aminata DINDI SISSOKO, « Sécurité alimentaire : l'appui précieux de l'Arabie saoudite », in *L'Essor*, octobre 2021 (consulté le 4 janvier 2022).

⁴⁸² WFP, « Le Royaume d'Arabie saoudite offre un don de 135 tonnes de dattes au PAM Mauritanie en faveur des réfugiés maliens », *op. cit.*

⁴⁸³ Sylvain TOUATI, *op. cit.*, p. 154.

⁴⁸⁴ CRISIS GROUP, « L'islamisme en Afrique du Nord IV : Contestation islamiste en Mauritanie : Menace ou bouc émissaire ? », in *Crisis Group Policy Briefing*, 11 mai 2005, No. 41, p. 9.

une mosquée en 1963, près de 25 autour des années 1980 et finalement 617 en 2002. Les pays du Golfe ont notamment contribué à la construction de 332 mosquées par l'intermédiaire de leur réseau d'organisations et de fondations. Au début des années 2000, 17 *imams* d'obédience wahhabite officiaient dans ces mosquées contre 49 liés au *Tabligh* et 82 à la confrérie *Tijaniyya*⁴⁸⁵. En 2011, le gouvernement mauritanien annonçait la création de l'Université des sciences islamiques d'Aïoun qui contribuera aux côtés des autres universités islamiques de la région à former les futurs prédicateurs⁴⁸⁶.

Au Tchad, l'Arabie Saoudite multiplie également les projets caritatifs tournés autour de la construction de mosquées et d'écoles coraniques. Comme l'indique Cécile Petitdemange, le président François Tombalbaye se rapproche dès le début des années 1970 des pays arabes et musulmans en adhérant à l'OIC. Cette orientation diplomatique de la part du gouvernement tchadien a pour conséquence des retombées en termes d'aides financières et matérielles très importantes. Les pays arabes dont l'Arabie saoudite accordent des bourses aux étudiants tchadiens ou envoient des enseignants en plus des aides au développement. C'est à cette période que l'Arabie saoudite finance la Mosquée du Roi Faysal, la plus grande du pays⁴⁸⁷. Notons, que toutes les mosquées du monde forment un lieu de socialisation majeur pour la communauté musulmane et se constitue également comme un centre d'éducation. Le Tchad accueille également une Université islamique qui est liée à l'Université islamique de Médine et à celle du Soudan. Elle est d'obédience saoudienne et contribue à la formation des prédicateurs africains de tous horizons. Elle s'inscrit dans la logique des différentes universités islamiques soutenues par le Royaume afin d'assurer la diffusion du wahhabisme au sein des sociétés subsahariennes⁴⁸⁸.

Au Mali, nous passons de 41 mosquées en 1961 à 205 en 1985⁴⁸⁹, puis à près d'un millier de mosquées ces dernières années⁴⁹⁰. Le wahhabite malien al-Hâjj Modibo Diarra illustre la réussite de la *da'wa* saoudienne au Mali, devenu lui-même un missionnaire de la prédication wahhabite et proches des organisations saoudiennes sur place⁴⁹¹. L'émulation du modèle prosélyte et missionnaire des mouvements réformistes l'a inspiré à reproduire les mêmes mécanismes au niveau local. Il a adhéré à la doctrine wahhabite au cours des années 1970 suite à l'enseignement de ses maîtres, de tendance réformiste. Lors de son *Hajj* en 1993, il poursuit au cours de quelques mois des études à La Mecque⁴⁹². Il est à l'origine de la *wahhabisation* de son village Kodian et le fondateur du hameau wahhabite de Dar Salam, où les règles de conduite de la doctrine y sont appliquées (règles vestimentaires ou encore ségrégation des sexes)⁴⁹³.

On constate que le wahhabisme devient de plus en plus influent lorsque se forme l'Union Culturelle Musulmane (UCM) en 1953 par *cheikh* Mouhammed Touré, un des premiers wahhabites du pays. L'UCM est alors un organisme regroupant les wahhabites du pays et qui possédait trois mosquées sous son obédience et une *madrasa* où étaient enseignés le Coran et des sciences modernes, au cours des années 1970. En 1983, le mouvement contrôle neuf mosquées publiques et plusieurs mosquées privées⁴⁹⁴. Notons que le Mali est le second État ouest-africain, après la Mauritanie, à recevoir des financements saoudiens au cours des années 1970⁴⁹⁵ alors que l'Arabie saoudite constitue le premier donateur d'aides financières au Mali⁴⁹⁶.

⁴⁸⁵ *Ibid.*, p. 18.

⁴⁸⁶ « Mauritanie : création d'une université des sciences islamiques à Aïoun », in *Agence internationale de presse coranique*, 30 avril 2011 (consulté le 10 décembre 2021).

⁴⁸⁷ Vincent HIRIBARREN, « Pratiques de l'islam au Tchad », in *Libération*, 28 novembre 2018 (consulté le 5 janvier 2022).

⁴⁸⁸ CRISIS GROUP, « Tchad : entre ambitions et fragilités », *op. cit.*, p. 30.

⁴⁸⁹ Marie MIRAN, « Le territoire de la prière. Grammaire spatiale des mosquées d'Afrique de l'Ouest », *op. cit.*, p. 49.

⁴⁹⁰ Laurent DE SAINT PERIER et Rémi CARAYOL, « Mali : à l'école du wahhabisme », in *Jeune Afrique*, 23 décembre 2013 (consulté le 3 janvier 2022).

⁴⁹¹ Francesco ZAPPA, *op. cit.*, p. 175.

⁴⁹² *Ibid.*, p. 177.

⁴⁹³ *Ibid.*, p. 176.

⁴⁹⁴ Jean-Loup AMSELLE, *op. cit.*, pp. 346-347.

⁴⁹⁵ Alain GRESH, *op. cit.*, p. 73.

⁴⁹⁶ Ahmet KAVAS, *L'enseignement islamique en Afrique francophone : les médersas de la république du Mali*, Istanbul, Centre de recherches sur l'histoire, l'art et la culture islamique (IRCICA), 2003, p. 185.

Le Mali compte également d'importants instituts islamiques wahhabites influents qui forment des milliers d'élèves : l'Institut Islamique Yattabare (1500 élèves), l'Institut islamique Narou Joliba (plusieurs centaines d'étudiants et diverses antennes à travers le pays) et l'Institut Khaled ben Abdul Aziz⁴⁹⁷. Grâce à l'étude d'Émilie Roy, nous savons que l'ensemble de ces établissements reçoivent des fonds saoudiens et sont considérés comme des antennes des établissements saoudiens. Ils agissent comme des vecteurs essentiels du wahhabisme au Mali en reproduisant presque totalement les programmes d'enseignements utilisés en Arabie saoudite⁴⁹⁸. Par ailleurs, elle constate, que de nombreuses *madrasas*, lorsqu'elles ne jouissent pas de fonds saoudiens, sont beaucoup plus modestes mais tentent de reproduire les programmes scolaires promulgués par ces prestigieux instituts⁴⁹⁹. Dès lors, nous observons un effet boule de neige qui permet au wahhabisme de gagner du terrain grâce à ces financements caritatifs. En s'immisçant dans le système éducatif malien, l'Arabie saoudite est en mesure d'éduquer à ses valeurs religieuses et culturelles des générations d'enfants. Certains d'entre eux finiront par ailleurs leur cursus au sein des universités islamiques en Afrique ou dans les pays du Golfe, suite à l'obtention d'une bourse. À leur retour, comme nous l'avons vu, ils contribuent par la prédication, l'enseignement, mais également en travaillant pour des médias, à diffuser leur savoir⁵⁰⁰.

L'aide en provenance des pays du Golfe et notamment de l'Arabie saoudite est donc très forte dans le domaine de l'éducation au Mali. Elle peut prendre la forme d'une aide monétaire, de la distribution d'aides matérielles comme des manuels scolaires, d'ouvrages religieux, de l'envoi de professeurs ou encore assurer la construction des établissements⁵⁰¹. L'aide des pays du Golfe assure ainsi en 1990, 42 % des dépenses des *madrasas*, ils sont alors des acteurs phare du système éducatif privé⁵⁰². Les monarchies du Golfe peuvent faire la promotion de leur culture grâce à l'arabisation et aux enseignements islamiques, d'obédience wahhabite.

Comme l'indique Cissé Seydou, « [...], les objectifs de l'école sont beaucoup influencés par le bailleur de fonds, qui véhicule les principes de son idéologie religieuse [...]. Contrairement à l'école coranique, les wahhabites sont plus représentés chez les directeurs et les moniteurs de médersas. L'appartenance à cette voie explique le courant de renouveau qui souffle sur leurs établissements. De fait, les wahhabites représentent une nouvelle tendance dans l'islam au Mali [...]. Les contacts avec l'Arabie Saoudite contribuent à donner un regain de force à cette confrérie, à travers laquelle les directeurs prônent le purisme dans leurs écoles ; souvent, ils recommandent le port du tchador par les écolières, et mettent une barrière étanche entre les filles et les garçons [...]. L'appartenance au mouvement wahhabite n'est pas sans intérêt pour certains maîtres. Actuellement, ce mouvement spirituel est l'un des plus expansionnistes au Mali»⁵⁰³.

Aujourd'hui, le Haut Conseil Islamique du Mali (HCIM) est présidé par Mahmoud Dicko, un wahhabite, très influent qui est proche de la LIM⁵⁰⁴. Cissé Seydou affirme alors en 1990 : « Les wahhabites, naguère peu nombreux au Mali, commencent de plus en plus à gagner du terrain grâce au dynamisme de leur prosélytisme religieux. Nombreux sont les jeunes intellectuels arabisants qui s'identifient à cette voie spirituelle »⁵⁰⁵.

Comme l'indique Maud Saint-Lary, au Burkina Faso, moins islamisé que le Mali ou le Niger, le wahhabisme pénètre le pays par le biais des pèlerins et des commerçants. Il faut attendre le retour des étudiants et l'adhésion de riches entrepreneurs hostiles aux pratiques maraboutiques pour que le mouvement prenne davantage de force. Le pays enregistre également une poussée de la construction des mosquées qui passait d'une à 20 mosquées entre 1973 et 2002. Elles viennent concurrencer les autres courants islamiques et

⁴⁹⁷ *Ibid.*, p. 347.

⁴⁹⁸ Émilie ROY, *Les médersas du Mali : l'influence arabe sur l'enseignement islamique moderne*, mémoire de Master, Université Laval, Québec, janvier 2007, pp. 54-55.

⁴⁹⁹ *Ibid.*

⁵⁰⁰ *Ibid.*, p. 60.

⁵⁰¹ *Ibid.*, p. 51.

⁵⁰² *Ibid.*, p. 52.

⁵⁰³ Seydou CISSÉ, *op. cit.*, p.131.

⁵⁰⁴ LIGUE ISLAMIQUE MONDIALE, « Mohammad Alissa reçoit le coordinateur général de l'Assemblée des gens du groupe et de la Sunna du Mali », 12 janvier 2021 (consulté le 4 janvier 2022).

⁵⁰⁵ Seydou CISSÉ, *op. cit.*, p. 41.

participent à imprégner ceux qui les visitent des conceptions wahhabites⁵⁰⁶. L'Arabie saoudite y a déployer son assistance humanitaire par le biais de l'IIRO qui arrive à Ouagadougou au cours des années 1990⁵⁰⁷.

Le dynamisme de l'islam visible à travers la construction de mosquées et de *madrasas* à Ouagadougou fut financé par l'aide arabe et notamment de l'Arabie saoudite sous le régime de Sangoulé Lamizana, en charge de 1966 à 1980 et qui avait redéployé une politique extérieure tournée vers le monde arabo-musulman ce qui lui assurait des aides financières substantielles dans le domaine du développement, de l'éducation et du religieux⁵⁰⁸. Ce fait se combine au retour des pèlerins adhérant au wahhabisme et qui font la promotion de la doctrine s'assurant de remplacer les coutumes islamiques traditionnelles à la faveur de pratiques religieuses jugées plus authentiques et justes. On peut citer l'exemple du *hadj* Mohamad Malick qui ouvrit à son retour une école coranique dans son quartier attirant de nouveaux adeptes grâce à son capital social⁵⁰⁹. Enfin, Maud Saint-Lary souligne que « les marqueurs, au départ spécifiques aux communautés wahhabites, s'immiscent progressivement dans le registre de l'ordinaire devenant des pratiques courantes banalisées, et parfois revisitées, par un grand nombre de musulmans au-delà de leur appartenance »⁵¹⁰. Aujourd'hui, comme partout en Afrique subsaharienne où le wahhabisme s'est ancré, les prêches incendiaires de part et d'autre, les querelles ouvertes et les attaques verbales entre les tenants du wahhabisme et ceux d'un islam local sont très courants et démontrent d'une cohabitation souvent difficile et d'une lutte dans la captation des fidèles et de la légitimité sur la scène religieuse⁵¹¹.

Au Niger, la tendance réformiste pénètre au cours des années 1970 par un des élèves du *cheikh* nigérian Abubakar Gumi (1922-1992), fondateur du mouvement *Izala* avec le *cheikh* Ismaila Idriss (1937-2000) qui deviendront son promoteur dans le Nord-Nigéria. C'est après son voyage à la Mecque où il entre en relation avec les autorités politico-religieuses saoudiennes, qu'il commence à prêcher et participe à créer une communauté wahhabite qui s'étendra. Olivier Meunier affirme qu'Abubakar Gumi fut un véritable agent du panislamisme et du wahhabisme et ne cessera d'attaquer l'islam confrérique⁵¹². À cette époque, le prédicateur est proche d'Ahmadu Bello, Premier Ministre du Nord-Nigéria et vice-président de la LIM, qui rappelle le, agit comme une institution privilégiée pour la diffusion du wahhabisme et permet d'assurer les intérêts saoudiens⁵¹³. Le mouvement *Izala* atteint le pays par le biais des déplacements des prédicateurs nigériens au Niger. Comme le note Mahamane Mahaboubou Malam Sani, « la porosité des frontières géographiques et socioculturelles, ainsi que les échanges commerciaux très intenses entre certaines régions du Niger (Zinder, Maradi, Tahoua et Diffa) et du Nigéria (Kano, Katsina, Maiduguri) ont favorisé sa diffusion »⁵¹⁴.

Par ailleurs au Niger, l'influence saoudienne résulte également dans l'aide au culte par le financement de mosquées et de *madrasas* qui permettent au Royaume d'assurer la diffusion de son enseignement islamique. La première grande mosquée du pays est construite en 1965 grâce aux fonds saoudiens⁵¹⁵. En 1974, le régime militaire nigérian annonce la création d'une Université islamique à Say lors du sommet de l'OCI à Lahore en 1974. Elle ouvrira en 1986 grâce à l'allocation financière du Fonds islamique de solidarité, rattaché à l'OCI. Elle se présente alors comme un point focal de l'éducation islamique et arabe pour la région d'Afrique de l'Ouest en formant les *oulémas* de la région. L'université comptait environ 3'216 étudiants en 2020

⁵⁰⁶ Maud SAINT-LARY, *op. cit.*, p. 455.

⁵⁰⁷ Marie Nathalie LeBLANC (et al.), « Les ONG confessionnelles en Afrique de l'Ouest : un équilibre précaire entre prosélytisme et professionnalisme au Burkina Faso », in *Revue canadienne d'études du développement*, 2013, Vol. 34, No. 2, p. 4.

⁵⁰⁸ Mara VITALE, « Trajectoires d'évolution de l'islam au Burkina Faso », in *Cahiers d'études africaines*, 2012, No. 206-207, p. 374.

⁵⁰⁹ Frédéric MADORE, *Islam, politique et sphère publique à Ouagadougou (Burkina Faso) : différentes cohortes d'imams et de prédicateurs entre visibilité nouvelle et reconfiguration des rapports intergénérationnels (1960-2012)*, mémoire de Master, Université Laval, Québec, 2013, p. 62.

⁵¹⁰ Maud SAINT-LARY, *op. cit.*, p. 451.

⁵¹¹ Frédéric MADORE, *Islam, politique et sphère publique à Ouagadougou (Burkina Faso) : différentes cohortes d'imams et de prédicateurs entre visibilité nouvelle et reconfiguration des rapports intergénérationnels (1960-2012)*, *op. cit.*, p. 66.

⁵¹² Olivier MEUNIER, « Développement du wahhabisme au Niger : analyse socio-historique de la diffusion du mouvement Izala dans la ville de Maradi », in *Revue africaine de recherche en éducation*, 2002, No. 1-2, p. 4.

⁵¹³ Sylvain TOUATI, *op. cit.*, p. 142.

⁵¹⁴ Mahamane Mahaboubou MALAM SANI, « Recompositions et dynamiques de l'enseignement arabo-islamique au Niger : le cas de Zinder », in *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, 2017, No. 5, pp. 75-99.

⁵¹⁵ Sylvain TOUATI, *op. cit.*, p. 142.

originaires d'une vingtaine de pays⁵¹⁶. Avec l'implantation d'universités islamiques dans la région, les étudiants ouest-africains n'ont plus besoin de se rendre en Arabie saoudite, le Royaume crée ainsi des canaux d'influence directement sur place.

De plus, en 2021, l'Arabie saoudite assurera également le financement du campus des filles du Roi Abdullah de l'Université islamique du Niger afin « de renforcer le rôle des femmes dans le développement socioéconomique, le respect des valeurs islamiques et soutenir l'utilisation de la langue arabe au sein des communautés de l'Afrique subsaharienne »⁵¹⁷. Selon le journal *Le Sabel* le président de la BID alors sur place, Bandar Hajjar affirmait que « la réalisation de cet édifice était la volonté du Roi, feu Abdullah Bin Abdul Aziz Al Saoud et s'inscrit dans le cadre de plusieurs projets humanitaires de développement que le Roi a instruit d'exécuter en guise de contribution à la lutte contre la pauvreté, à l'amélioration du niveau de vie et au développement communautaire durable »⁵¹⁸.

L'OCI assure également le financement de mosquées, l'envoi de livres islamiques et d'enseignants arabes pour les diverses *madrasas* du pays. Cette conjonction de facteurs dont les activités sont assurées par des ONG islamiques contribue alors à assurer la diffusion du wahhabisme dans le pays⁵¹⁹. On retrouve également un réseau important d'écoles financées par les ONG saoudiennes, par des organismes comme la BID et plus généralement par les pays du Golfe. La BID finance un projet au Niger qui vise à transformer des écoles coraniques en *madrasas*. L'influence jouée par ces dernières au Niger est très forte puisque la grande majorité des élèves transitent par elles⁵²⁰.

Aujourd'hui, au Niger, le wahhabisme se matérialise par le mouvement *Izala* qui jouit d'un soutien de la part de l'Arabie saoudite et qui a su pénétrer les couches populaires, en usant de cassettes et vidéocassettes contenant des prêches et des enseignements vendus à très bon prix dans les marchés, dans les librairies ou encore par les vendeurs ambulants⁵²¹. Le mouvement a su étendre son influence en laissant le financement de ses activités (construction de mosquées, d'écoles, de centres culturels, etc.) aux mains des institutions du Golfe et notamment de l'Arabie saoudite. Il organise également le *Wa'zin Kasa*, une rencontre à l'échelle nationale qui regroupe des dizaines de milliers de participants – venant également du Nigéria, du Bénin, du Togo, du Ghana et de la Côte d'Ivoire –, et se conçoit comme « “un carrefour d'idées, une occasion de retrouvailles et de solidarité islamique” »⁵²². Des prêches et des lectures du Coran et des *hadiths* sont assurés par des prédicateurs venus du monde entier. C'est également lors de ces rencontres que l'organisation veille à mobiliser des ressources financières pour assurer le financement de la construction de mosquées ou de *madrasas*⁵²³. Le mouvement *Izala* concurrence ainsi avec les prédicateurs sortant des écoles coraniques traditionnelles dont le niveau de connaissances est souvent en-deçà⁵²⁴. Au Nigéria, l'Arabie saoudite, qui cherche à limiter l'influence du Mouvement islamique du Nigéria, d'obédience chiite et soutenu par l'Iran, est également un soutien actif au groupe wahhabite *Izala*⁵²⁵.

⁵¹⁶ Site de l'Université islamique de Say : <http://www.universite-say.com/> (consulté en décembre 2021).

⁵¹⁷ « Inauguration officielle, par le chef de l'État, du campus universitaire du roi Abdullah Bin Abdul Aziz Al Saoud à Niamey : un complexe moderne d'enseignement supérieur pour les filles », in *Le Sabel*, 30 mars 2021 (consulté le 4 janvier 2022).

⁵¹⁸ *Ibid.*

⁵¹⁹ Olivier MEUNIER, « Marabouts et courants religieux en pays hawsa : dynamisme de l'islamisation de la ville de Maradi à la fin du XIX^{ème} siècle et durant le XX^{ème} siècle », in *Revue canadienne des études africaines*, 1998, Vol. 32, No.3, p. 542.

⁵²⁰ Mamadou BODIAN (et al.), « Religion, demande sociale et réformes éducatives au Niger », in *Centre pour les études africaines*, avril 2012, No. 6, p. 27.

⁵²¹ Souley HASSANE, *op. cit.*, p. 141.

⁵²² Abdoulaye SOUNAYE, « Izala au Niger : une alternative de communauté religieuse », in Laurent FOURCHARD (et al.), *Les lieux de sociabilité urbaine dans la longue durée en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 484.

⁵²³ *Ibid.*

⁵²⁴ Sylvain TOUATI, *op. cit.*, pp. 142-143.

⁵²⁵ Riham Ashraf BAHI, *op. cit.*, p. 33.

Conclusion intermédiaire

Ainsi, les organismes humanitaires islamiques ont pénétré le Sahel dès les années 1970 suite à la sécheresse qui traversait la région du Sahel. Leurs activités connaîtront un *boom* au cours des années 1990 à la faveur du pluralisme qui touche les sociétés africaines. L'Arabie saoudite y finance alors des mosquées, des écoles et des universités. C'est notamment l'instruction qui sera au cœur de la stratégie humanitaire et religieuse de l'Arabie saoudite. Ses valeurs religieuses se retrouvent donc au cœur de la formation des prédicateurs et *imams* sahéliens. Dans l'ensemble, les actions caritatives saoudiennes qui visent à prendre en charge les besoins et les préoccupations des croyants sont autant d'activités qui créent du lien social en même temps que du discours religieux. Comme l'indique Souley Hassane : « [...] l'action sociale prend une dimension religieuse et la spiritualité aussi se socialise à mesure que la demande augmente »⁵²⁶.

Aujourd'hui, dans certaines régions du Sahel, on applique la *chari'a* (nord du Nigéria) alors que les marqueurs wahhabites sont de plus en plus visibles comme la prière les bras croisés, la barbe, le *hijab*, voire le *niqab*, même s'ils ne sont pas tous démonstratifs d'une adhésion au wahhabisme, il peut s'agir simplement d'un moyen d'afficher sa religiosité comme le rappelle Maud Saint-Lary⁵²⁷. Néanmoins, ils démontrent d'un renouveau islamique fort et une place de plus en plus prépondérante d'un islam conservateur importé en partie par l'activisme religieux saoudien à travers ses activités humanitaires et son aide au développement mais également par des voies plus informelles telles que des réseaux de migrations et de commerce.

⁵²⁶ HASSANE Souley, *op. cit.*, p. 146.

⁵²⁷ SAINT-LARY Maud, *op. cit.*, p. 461.

Conclusion

Ce travail a contribué à montrer comment l'Arabie saoudite a développé une partie de sa politique étrangère fondée sur le facteur religieux pour tenter de s'imposer, tout d'abord, comme le leader du monde musulman, ensuite, afin d'obtenir une audience au sein de ce dernier pour faire avancer ces objectifs politiques dans son espace d'influence. Riyad a alors développé une forme de prosélytisme à dimension politique aux multiples facettes qui repose sur plusieurs instruments institutionnels (Université islamique de Médine, la LIM, la WAMY et l'IIRO) et qui est assuré par les diplomates saoudiens expérimentés. Avec une manne pétrolière qui explose au cours des années 1970 et qui irrigue le champ politique et religieux, princes et *oulémas* obtiennent des moyens financiers hors normes pour poursuivre leurs destins respectifs. Pour les premiers, il est question d'élaborer une contre-offensive dirigée contre des idéologies concurrentes alors que pour les derniers, l'objectif était de satisfaire la logique missionnaire au service de la promotion du wahhabisme, à la fois à l'échelle de l'Arabie saoudite et par-delà ses frontières.

Dès lors, cette étude a permis de saisir la manière dont l'assistance humanitaire et l'aide au développement ont été assurées en partie par des institutions saoudiennes qui accompagnent leurs actions de secours par des activités de prédication. Le wahhabisme a alors été un levier majeur du domaine caritatif saoudien, appuyé d'un côté par les *oulémas* et par le gouvernement saoudien. Ce faisant, les différentes aides analysées dans cette recherche ont eu un usage à la fois religieux et politique. Les actions des ONG islamiques saoudiennes, financées en grande majorité par l'État saoudien et étant souvent sujettes à la manipulation par les politiques, se caractérisent donc par une ambiguïté entretenue en réalité par le pouvoir saoudien. C'est ainsi que, sous couvert d'interventions humanitaires et de développement, elles permettent à Riyad d'étendre son aire d'influence.

Les cas d'études de l'Afrique de l'Ouest, de la Corne de l'Afrique et du Sahel ont contribué à illustrer cette politique religieuse à travers le prisme de l'assistance humanitaire et de l'aide au développement. Nous avons ainsi pu nous attarder sur un ensemble de domaines dans lesquels les institutions saoudiennes sont très actives (aide d'urgence, éducation, construction de lieux de culte, prise en charge des orphelins et des réfugiés, etc.). Les ONG islamiques humanitaires ont alors été des leviers importants de la politique étrangère de l'Arabie saoudite, en se construisant comme des instruments de prédication à même de jouer un rôle dans la diffusion du wahhabisme au sein des sociétés subsahariennes en investissant notamment le domaine éducatif et les lieux de culte. Les objectifs religieux sont ainsi intégrés dans les services qu'elles fournissent au nom de la solidarité islamique.

Dès lors, l'instrumentalisation de l'islam à des fins politiques a contribué à propager les valeurs religieuses et culturelles de Riyad en Afrique et à diminuer l'assise de courants concurrents comme les hiérarchies religieuses traditionnelles maraboutiques, les confréries, notamment soufies, le chiïsme certes minoritaire et le mouvement frériste. Par ailleurs, aujourd'hui, en Afrique subsaharienne, le Royaume saoudien peut s'appuyer sur les différents relais locaux, qu'il s'agisse de prédicateurs, d'*imams*, d'enseignants formés dans les universités islamiques du pays ou du continent africain, d'associations wahhabites ou d'organismes caritatifs pour participer à diffuser la doctrine wahhabite.

Globalement, on observe une percée du wahhabisme dans les sociétés subsahariennes alors que, pendant longtemps, il a été très marginal. La doctrine est aujourd'hui de plus en plus visible et semble avoir contribué à définir une nouvelle façon de penser la religion, de nouveaux comportements et de nouvelles normes religieuses. Ainsi, l'introduction du wahhabisme, par une diversité d'outils, s'est affirmée comme un processus transformateur pour de nombreuses sociétés subsahariennes. Cependant, le wahhabisme demeure encore minoritaire face à un islam traditionnel organisé par les confréries dominantes qui ne se sont, pour l'heure, pas encore pliées à la politique de séduction des leaders saoudiens.

Le succès du wahhabisme s'explique par plusieurs dynamiques. Tout d'abord, par les réseaux d'étudiants boursiers formés au sein de la prestigieuse Université de Médine, la construction de *madrasas* mais également par le retour des pèlerins. Ensuite, par l'activisme politico-religieux de l'Arabie saoudite qui a mis en place un réseau d'organisations missionnaires qui assurent des activités d'aides humanitaires au nom de la

solidarité islamique. L'influence du wahhabisme en Afrique aujourd'hui est certaine et s'est enracinée à travers d'importantes associations wahhabites et des mouvements religieux de grande envergure comme le mouvement *Izala*.

Cette stratégie politique a également permis à l'Arabie saoudite de se construire un solide réseau d'alliances d'États africains, ainsi, beaucoup dépendent aujourd'hui des pétrodollars saoudiens et disposent d'une latitude de négociation bien plus faible que celle du Royaume. Ces relations inégalitaires assurent à l'État saoudien des soutiens certains dans des cadres internationaux. Néanmoins, les résultats politiques sont encore difficiles à apprécier. Nous pouvons cependant noter l'exemple du ralliement à Riyad de plusieurs pays comme le Sénégal, la Mauritanie, le Niger, le Tchad ou encore Djibouti lors de l'éclatement de la querelle entre le Royaume et le Qatar en 2017. Comme le souligne Benjamin Augé, ce sont notamment des États qui ont besoin du soutien financier de la part de l'Arabie saoudite et qui ont subi des pressions de la part du Royaume⁵²⁸.

L'assistance humanitaire et l'aide au développement en Afrique subsaharienne ont constitué les outils principaux de la politique étrangère de l'Arabie saoudite notamment dans l'axe de sa diplomatie religieuse. Les milliards de dollars investis dans des fonds humanitaires et d'aide au développement contribuent alors à assurer le rayonnement politique saoudien sur la scène africaine et ailleurs dans le monde. En effet, Riyad démontre depuis plusieurs années, en contribuant massivement aux fonds multilatéraux d'institutions internationales comme ceux de l'ONU, sa volonté de se constituer comme un bailleur de fonds majeur de l'aide humanitaire et au développement, lui permettant également de pénétrer l'arène humanitaire mondiale et de trouver une légitimité aux yeux des sociétés civiles et de la communauté internationale. La réputation de l'Arabie saoudite est notamment entachée depuis plusieurs décennies par des questions relatives au financement de groupes *djihadistes*, par la question des droits des femmes, la répression des droits à la liberté d'expression et d'association ou encore par les châtiments judiciaires corporels fréquemment administrés par la justice saoudienne⁵²⁹.

Néanmoins, l'arrivée de MBS marque un tournant, le jeune souverain ayant resserré l'étau politique et religieux. En effet, nous observons depuis plusieurs années la volonté de la part du gouvernement saoudien de reprendre la main sur le champ religieux notamment afin de limiter l'influence du salafisme politisé qui pourrait se construire comme un contre-pouvoir, menaçant toujours plus la famille Al Saoud. La création du *KSRelief* démontre la prise en charge par MBS du champ caritatif et humanitaire qui a, jusque-là, été lié à la logique de prédication assurée par des élites religieuses. MBS souligne alors la volonté d'écarter, doucement mais sûrement, *l'establishment* religieux du domaine caritatif. Une perte d'assise du religieux qui est également visible dans de nombreux domaines de la société saoudienne, sans toutefois ébranler le soutien des *oulémas* officiels qui contribuent encore de nos jours à appuyer les actions politiques du gouvernement saoudien. La reprise en main du champ religieux se traduit alors par la marginalisation de tous ceux qui ne sont pas en phase avec la ligne officielle de la monarchie. Aujourd'hui, de nombreux prédicateurs politisés, en raison de fortes pressions, se sont repliés sur les réseaux sociaux où ils sont suivis par des millions de *followers* ce qui illustre leur popularité et leur aura au sein de la communauté musulmane et notamment auprès des Saoudiens⁵³⁰.

Enfin, la fusion entre la politique étrangère et les efforts humanitaires de nouveaux acteurs majeurs tels que le Qatar, la Turquie, les Émirats Arabes Unis et évidemment l'Arabie saoudite montre l'importance de l'analyse du croisement opéré entre altruisme et intérêts politiques et économiques. Dès lors, l'entreprise humanitaire et l'aide au développement se présentent comme des moteurs de changement, contribuant à façonner les complexes relations internationales. Cependant, avec la baisse des prix du pétrole et la diminution des ressources d'hydrocarbures, jusqu'à quand l'Arabie saoudite va-t-elle pouvoir s'appuyer sur ces stratégies philanthropiques pour assurer ses intérêts politiques en Afrique et ailleurs dans le monde ?

⁵²⁸ Benjamin AUGÉ, « Quand l'Arabie saoudite somme l'Afrique de lâcher le Qatar », in *Le Monde*, 15 juin 2017 (consulté le 13 décembre 2021).

⁵²⁹ Voir le rapport d'Amnesty international sur l'Arabie saoudite 2020 disponible à l'adresse :

<https://www.amnesty.org/fr/location/middle-east-and-north-africa/saudi-arabia/report-saudi-arabia/>

⁵³⁰ Stéphane LACROIX, « L'Arabie saoudite, un État prosélyte », in Alain DIECKHOFF et Philippe PORTIER (dir.), *Religion et politique*, Paris, Presses de Science Po, 2017, p. 247.

Références bibliographiques

Ouvrages et chapitres d'ouvrages

AHMED, Chanfi, *Les conversions à l'islam fondamentaliste. Le cas de la Tanzanie et du Kenya*, Paris, L'Harmattan, 2008.

AL-RASHEED, Madawi, *A history of Saudi Arabia*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

AL-RASHEED, Madawi, « Interdire le politique : le discours religieux wahhabite en Arabie saoudite », in HAMMOUDI, Abdellah (et al.), (dir.), *La démocratie est-elle soluble dans l'islam ?*, Paris, CNRS Éditions, 2007, pp. 147-165.

AL-YAHYA, Khalid et FUSTIER, Nathalie, « Saudi Arabia as a humanitarian donor : high potential, little institutionalization », in LACEY, Robert et BENTHALL, Jonathan (dir.), *Gulf Charities and Islamic Philanthropy in the 'Age of Terror' and Beyond*, Berlin, Gerlach Press, 2014, pp. 169-198.

AMIR-ASLANI, Ardavan, *Arabie saoudite. De l'influence à la décadence*, Paris, l'Archipel, 2017.

BATTISTELLA, Dario, « Chapitre 10. La politique étrangère », in BATTISTELLA, Dario (dir.), *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, pp. 373-411.

BELLION-JOURDAN, Jérôme, « Réseaux transnationaux de l'aide humanitaire islamique : les ONG islamiques », in DURIEZ, Bruno (et al.), (dir.), *Les ONG confessionnelles. Religions et action internationale*, Paris, L'Harmattan, 2007, pp. 113-139.

BENTHALL, Johnathan, *Islamic charities and islamic humanism in troubled times*, Manchester, Manchester University Press, 2016.

BENTHALL, Jonathan et BELLION-JOURDAN, Jérôme, *The charitable crescent : politics of aid in the muslim world*, New York, IB Tauris, 2003.

BENTHALL, Jonathan et LACEY, Robert (dir.), *Gulf charities and Islamic philanthropy in the 'Age of Terror' and beyond*, Berlin, Gerlach Press, 2014,

BONIFACE, Pascal, *Comprendre le monde. Les relations internationales pour tous*, Paris, Armand Colin, 2012.

BOURGEOIS, Jacques (et al.), *Arabie saoudite des origines au XXI^e siècle*, Paris, Hémisphères, 2020.

CHARILLON, Frédéric (dir.), *Politique étrangère. Nouveaux regards*, Paris, Presses de sciences Po, 2002.

CISSÉ, Seydou, *L'enseignement islamique en Afrique Noire*, Paris, L'Harmattan, 1992.

DAZI-HENI, Fatiha, *L'Arabie saoudite en 100 questions*, Paris, Tallandier, 2017.

DJALILI, Mohammad-Reza, « Chapitre I. Islam et relations internationales », in DJALILI, Mohammad-Reza, *Diplomatie islamique : Stratégie internationale du khomeynisme*, Genève, Graduate Institute Publications, 1989, pp. 15-53.

ERLICH, Haggai, *Saudi Arabia & Ethiopia. Islam, christianity, politics entwined*, London, Lynne Rienner Publishers, 2007.

ÉTHIER, Diane, *Introduction aux relations internationales*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2010.

FRANK, Robert, « Chapitre 18. Religion(s) : enjeux internationaux et diplomatie religieuse », in FRANK, Robert (éd.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012, pp. 407-435.

GHANDOUR, Abdel-Rahman, *Jihad humanitaire. Enquête sur les ONG islamiques*, Paris, Flammarion, 2002.

GOMEZ-PEREZ, Muriel (et al.), « 4. Itinéraires de réformistes musulmans au Sénégal et en Guinée : regards croisés (des années 1950 à nos jours) », in NDAYWEL È NZIEM, Isidore (éd.), *Images, mémoires et savoirs. Une histoire en partage avec Bogumil Koss Jęwsiewicki*, Paris, Karthala, 2009, pp. 435-460.

GOMEZ-PEREZ, Muriel, « 7. Généalogie de l'islam réformiste au Sénégal des années 1950 à nos jours : figures, savoirs et réseaux », in FOURCHARD, Laurent (éd.), *Entreprises religieuses transnationales en Afrique de l'Ouest*, Paris, Karthala, 2005, pp. 193-222.

GRÉGOIRE, Emmanuel et SCHMITZ, Jean (éd.), *Afrique noire et monde arabe : continuités et ruptures*, Paris, IRD, L'aube, 2000.

IDDRISU, Abdulai, *Contesting islam in Africa : homegrown wahhabism and muslim identity in northern Ghana, 1920-2010*, Durham, Carolina Academic Press, 2012.

KAAG, Mayke, « Gulf Charities in Africa », in LACEY, Robert et BENTHALL, Jonathan (dir.), *Gulf charities and Islamic philanthropy in the 'Age of Terror' and beyond*, Berlin, Gerlach Press, 2014, pp. 79-94.

KAVAS, Ahmet, *L'enseignement islamique en Afrique francophone : les médersas de la république du Mali*, Istanbul, Centre de recherches sur l'histoire, l'art et la culture islamique, (IRCICA), 2003.

KROESSIN, Mohammed R., et MOHAMED, Abdulfatah S., « Saudi Arabian NGOs in Somalia : 'Wahabi' da'wah or humanitarian Aid ? », in CLARKE, Gerard et JENNINGS, Michael (eds.), *Development, civil society and faith-based organizations*, London, Palgrave Macmillan, 2008, pp. 187-213.

LACROIX, Stéphane, « L'Arabie saoudite, un État prosélyte », in DIECKHOFF, Alain et PORTIER, Philippe (dir.), *Religion et politique*, Paris, Presses de Science Po, 2017, pp. 243-251.

LASSERRE, Isabelle, *Le paradoxe saoudien*, Paris, L'Archipel, 2019.

LEVALLOIS, Agnès et THERME, Clément, *Iran/ Arabie Saoudite : une guerre froide*, Paris, L'Harmattan, 2016.

MAGRIN, Géraud et RANGÉ, Charline, « Chapitre 2. Développement et gouvernance : un espace fragile », in MAGRIN, Géraud et PÉROUSE DE MONTCLOS, Marc-Antoine (dir.), *Crise et développement. La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram*, Paris, Éditions Agence française de développement, 2018.

MIRAN, Marie, « Chapitre 5. Des barbes et des tchadors. Le wahhabisme ivoirien entre réforme et repli, c. 1945-2000 », MIRAN, Marie (dir.), *Islam, histoire et modernité en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 2006, pp. 247-293.

MORIN, Jean-Frédéric, *La politique étrangère. Théories, méthodes et références*, Paris, Armand Colin, 2013.

MOULINE, Nabil, *Les clercs de l'islam. Autorité religieuse et pouvoir politique en Arabie saoudite, XVIII^e-XXI^e*, Paris, Presses universitaires de France, 2011.

MOURAD, Hicham, *Arabie saoudite et Émirats arabes unis : les ambitions de la puissance*, Paris, L'Harmattan, 2020.

NIBLOCK, Tim, *Saudi Arabia : power, legitimacy and survival*, London et New York, Routledge, 2006.

OTAYEK, René (dir.), *Le radicalisme islamique au sud du Sahara. Da'wa, arabisation et critique de l'Occident*, Paris, Karthala, 1993.

ROY, Olivier, *L'islam mondialisé*, Paris, Éditions du Seuil, 2004.

RUTHVEN, Malise, *L'Arabie des Saoud. Wahhabisme, violence et corruption*, Paris, La fabrique, 2019.

SADOUNI, Samadia, « Tentative d'une construction régionale de la *oumma* en Afrique australe », in COULON, Christian (dir.), *L'Afrique politique 2002. Islams d'Afrique : entre le local et le global*, Paris, Karthala, 2002, pp. 101-109.

SALIH, Mohamed, *Economic development and political action in the Arab world*, London, Routledge, 2013.

SCHULZE, Reinhard, « La *da'wa* saoudienne en Afrique de l'Ouest », in OTAYEK, René (dir.), *Le radicalisme islamique au sud du Sahara. Da'wa, arabisation et critique de l'Occident*, Paris, Karthala, 1993, pp. 21-35.

SOUNAYE, Abdoulaye, « Izala au Niger : une alternative de communauté religieuse », in FOURCHARD, Laurent (et al.), (dir.), *Les lieux de sociabilité urbaine dans la longue durée en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2009, pp. 481-500.

Revue et articles scientifiques

ADAMOU, Aboubakar et IBRAHIM, Aïssatou, « Étude du rapport de force entre deux mouvances confessionnelles dans la reconfiguration de l'élite musulmane au Cameroun. La *Wahhabiyya* et la *Tidjaniyya* à Ngaoundéré », in *Revue internationale des sciences humaines et sociales*, août 2019, Vol. 8, No. 8, pp. 62-83.

AL-FAHAD, Abd al-Aziz, « From exclusivism to accomodation : doctrinal and legal evolution of wahhabism », in *New York University Law Review*, 2004, Vol. 79, No. 2, pp. 485-519.

AMSELLE, Jean-Loup, « Le Wahabisme à Bamako (1945-1985) », in *Revue Canadienne Des Études Africaines*, 1985, Vol. 19, No. 2, pp. 345-57.

AUGÉ, Benjamin, « La politique de l'Arabie saoudite en Afrique : vecteurs et objectifs », in *Éditoriaux de l'Ifri, L'Afrique en question*, 6 février 2020, No. 52.

BAHI, Riham Ashraf, « Iran-Saudi rivalry in Africa : implications for regional stability », in *Middle East policy*, 2018, Vol. 25, No. 4, pp. 26-40.

BARASI, Leo, « Saudi Arabia's humanitarian aid : a political takeover ? », in *Humanitarian Exchange Magazine*, juin 2005, Vol. 29.

BAYRAMZADEH, Kamal, « Le rôle des organisations internationales dans le processus d'intégration régionale : le cas du monde arabe », in *Fédéralisme Régionalisme*, 2011, Vol. 11, No. 2.

BELLION-JOURDAN, Jérôme, « L'humanitaire et l'islamisme soudanais. Les organisations *Da'wa Islamiya* et *Islamic African Relief Agency* », in *Politique africaine*, n° 66, 1997, pp. 61-73.

BELLION-JOURDAN, Jérôme, « Les Organisations de secours islamique et l'action humanitaire », in *Esprit*, août-septembre 2001, No. 277, pp. 173-185.

BELLION-JOURDAN, Jérôme, « Le médecin, le militant et le combattant. Figures contemporaines de l'engagement dans la "solidarité islamique" », in *Genèses*, 2002, Vol. 3, No. 48, pp. 52-76.

BELLION-JOURDAN, Jérôme, « Les ONG islamiques sont-elles purement humanitaires ? réflexions sur une vraie fausse question », in *Vacarme*, 2006, Vol. 34, No. 1, pp. 183-188.

BENCHENANE, Mustapha, « L'Islam africain », in *Revue Défense Nationale*, 2016, Vol. 793, No. 8, pp. 103-108.

BENTHALL, Jonathan, « The rise and decline of Saudi overseas humanitarian charities », in *Center for International and Regional Studies*, 2018, No. 20, pp. 1-41.

BLIN, Louis, « L'émancipation contrainte de la politique étrangère saoudienne », in *Politique étrangère*, 2016, No. 2, pp. 49-61.

BONNECASE, Vincent, « Retour sur la famine au Sahel du début des années 1970 : la construction d'un savoir de crise », in *Politique africaine*, 2010, Vol. 119, No. 3, pp. 23-42.

BONNECASE, Vincent et BRACHET, Julien, « Les 'crises sahéliennes' entre perceptions locales et gestions internationales », in *Politique africaine*, 2013, Vol. 130, No. 2, pp. 5-22.

BREDELOUP, Sylvie, « Étudiants arabophones de retour à Ouagadougou cherchent désespérément reconnaissance », in *L'Année du Maghreb*, 2014, No. 11, pp. 57-78.

BRÉGAND, Denise, « Circulation dans les 'communautés' musulmanes plurielles du Bénin », in *Cahiers d'études africaines*, 2012, No. 206-207, pp. 471-492.

BRÉGAND, Denise, « Du soufisme au réformisme : la trajectoire de Mohamed Habib, imam à Cotonou », in *Politique africaine*, 2009, Vol. 116, No. 4, pp. 121-142.

BRÜNING, Loïc et PIGUET, Etienne, « Changements environnementaux et migration en Afrique de l'Ouest. Une revue des études de cas », in *Belgeo revue belge de géographie*, 2018, No.1, pp. 1-26.

CHARILLON, Frédéric, « La diplomatie saoudienne à l'épreuve de la turbulence », in *Études*, 2004, Vol. 400, No. 2, pp. 153-165.

DE CORDIER, Bruno, « ONG islamiques internationales et société civile dans les contextes musulmans : quelle proximité culturelle ? », in *Humanitaire*, automne/hiver 2008, No. 20, pp. 1-7.

DE GEOFFROY, Véronique et ROBYNS, Alain, « Les bailleurs émergents de l'aide humanitaire. Le cas des pays du Golfe », in *Humanitaire en mouvement*, novembre 2009, No. 3, pp. 2-3.

DIAW, Adama (et al.), « Effets du changement climatique sur la pauvreté et les inégalités en Afrique subsaharienne », in *Revue d'économie du développement*, 2019, Vol. 27, No. 3, pp. 5-32.

DUJARDIN, Bruno (et al.), « Ajustement structurel, ajustement culturel ? », in *Santé Publique*, 2003, Vol. 15, No. 4, pp. 503-513.

EL OBEID, Amani Mohamed, « Women wearing niqab in Sudan: a growing phenomenon », in *Égypte/Monde arabe*, 2020, Vol. 21, No. 1, pp. 57-68.

GALLAROTTI, Giulio et YAHIA AL-FILALI, Isam, « Saudi Arabia's soft power », in *International studies*, 2012, Vol. 49, No. 3-4, pp. 233-261.

GANDOLFI, Stefania, « L'enseignement islamique en Afrique noire », in *Cahiers d'Études Africaines*, 2003, Vol. 43, No. 169/170, pp. 261-277.

GÉRARD, Étienne, « Les médersas : un élément de mutation des sociétés ouest-africaines », in *Politique étrangère*, 1998, No. 4, pp. 613-627

GRÉGOIRE, Emmanuel et SCHMITZ, Jean, « Monde arabe et Afrique noire : permanence et nouveaux liens », in *Autrepart*, 2000, No. 16, pp. 5-20.

- GRESH, Alain, « L'Arabie saoudite en Afrique noire. Puissance islamique ou relais de l'Occident ? », in *Politique africaine*, 1983, Vol. 10, pp. 55-74.
- HASSANE, Souley, « Mouvements islamiques et demande d'ouverture démocratique au Niger », in *Esprit*, 2005, n° 317, pp. 138-146.
- KHAFAGY, Riham Ahmed, « Faith-based organizations : humanitarian mission or religious missionary », in *Journal of International humanitarian action*, 2020, Vol. 5, No. 13, pp. 1-11.
- KORANY, Baghat, « Pétro-puissance et système mondial : le cas de l'Arabie saoudite », in *Études internationales*, 1979, Vol. 10, No. 4, pp. 797-819.
- KRAFFESS, Jamal, « L'influence de la religion musulmane dans l'aide humanitaire », in *Revue internationale de la Croix-Rouge*, 2005, Vol. 87, pp. 123-138.
- KROESSIN, Mohammed, « Worlds apart ? Muslim donors and international humanitarianism », in *Forced Migration Review*, 2008, No. 29, p.36.
- LACROIX, Stéphane, « L'Arabie Saoudite au défi du printemps arabe », in *Ceri CNRS*, septembre 2011, pp. 1-6.
- LACROIX, Stéphane, « L'Arabie saoudite : un magistère sur l'islam contesté », in *Pouvoirs*, 2015, Vol. 1, No. 152, pp. 43-52.
- LASSEUR, Maud, « Cameroun : Les nouveaux territoires de Dieu », in *Afrique contemporaine*, 2005, Vol. 215, No. 3, pp. 93-116.
- LASSEUR, Maud et MAYRARGUE, Cédric, « Le religieux dans la pluralisation contemporaine éclatement et concurrence », in *Politique africaine*, 2011, Vol. 123, No. 3, pp. 5-25.
- LAVERGNE, Marc, « Monde arabe : de la quête de l'unité au destin partagé », in *Revue internationale et stratégique*, 2011, Vol. 83, No. 3, pp. 67-73.
- LeBLANC, Marie Nathalie (et al.), « Les ONG confessionnelles en Afrique de l'Ouest : un équilibre précaire entre prosélytisme et professionnalisme au Burkina Faso », in *Revue canadienne d'études du développement*, 2013, Vol. 34, No. 2, pp. 236-256.
- LI, Yi, « Saudi Arabia's economic diplomacy through foreign aid : dynamics, objectives and mode », in *Asian journal of Middle Eastern and islamic studies*, 2019, Vol. 13, No. 1, pp. 110-122.
- LIOGIER, Raphaël, « Existe-t-il un 'soft power' religieux ? », in *Revue internationale et stratégique*, 2013, Vol. 89, No. 1, pp. 137-145.
- MADORE, Frédérick, « Le nouveau dynamisme du salafisme en Côte d'Ivoire : vers une radicalisation de l'islam ivoirien ? », in *Dixième Congrès International de l'Association des Études Mandé. Aux Carrefours des Identités : Cobabitation, Conflit et Réconciliation en Afrique de l'Ouest et dans les Diasporas*, Association des Études Mandé (MANSA), Août 2017, Grand-Bassam, Côte d'Ivoire.
- MALAM SANI, Mahamane Mahaboubou, « Recompositions et dynamiques de l'enseignement arabo-islamique au Niger : le cas de Zinder », in *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, 2017, No. 5, pp. 75-99.
- MEUNIER, Olivier, « Développement du wahhabisme au Niger : analyse socio-historique de la diffusion du mouvement Izala dans la ville de Maradi », in *Cahiers africains de recherche en éducation*, 2002, No.1-2, pp. 121-152.

- MEUNIER, Olivier, « Marabouts et courants religieux en pays hawsa : dynamisme de l'islamisation de la ville de Maradi à la fin du XIX^{ème} siècle et durant le XX^{ème} siècle », in *Revue canadienne des études africaines*, 1998, Vol. 32, No. 3, pp. 521-557.
- MICHAÏLOF, Serge, « Afrique subsaharienne : nuages inquiétants à l'horizon », in *Alternatives humanitaires*, juillet 2017, No. 5, pp. 46-60.
- MIRAN, Marie, « Le territoire de la prière. Grammaire spatiale des mosquées d'Afrique de l'Ouest », in *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 2016, No. 274, pp. 41-75.
- MIRAN, Marie, « Le wahhabisme à Abidjan : dynamisme urbain d'un islam réformiste en Côte d'Ivoire contemporaine (v. 1960-1996) », in *Islam et Sociétés au Sud du Sahara*, décembre 1998, No. 12, pp. 5-74.
- MISRAOUI, Djamel, « Islam et humanitaire », in *Revue internationale et stratégique*, 2015, Vol. 98, No. 2, pp. 147-155.
- MOULINE, Nabil, « Arabie Saoudite : une nouvelle diplomatie religieuse ? », in *Politique étrangère*, 2020, No.1, pp. 43-55.
- NEUMAYER, Eric, « What factors determine the allocation of aid by arab countries and multilateral agencies ? », in *Journal of Development Studies*, 2010, Vol. 39, No. 4, pp. 134-147.
- NIANE DIAMIL, Seydi, « Radicalisme religieux et contestation de l'islam confrérique au Sénégal », in *Afrique(s) en mouvement* (dossier), avril 2020, No. 2, pp. 51-56.
- NYE, Joseph, « L'équilibre des puissances au XXI^e siècle », in *Géoéconomie*, 2013, No. 65, pp.19-29.
- NYE, Joseph, « Soft Power », in *Foreign Policy*, 1990, No. 80, pp. 153-171.
- OTAYEK, René « Une production islamique de la mondialisation. Les relations Afrique-monde arabe à l'ère du transnationalisme contemporain », in *Confluences Méditerranée*, 2014, Vol. 3, No. 90, pp. 23-37.
- OTAYEK, René, « Religion et globalisation : l'islam subsaharien à la conquête de nouveaux territoires », in *Revue internationale et stratégique*, 2003, Vol. 52, No. 4, pp. 51-65.
- PEROUSE DE MONTCLOS, Marc-Antoine, « Les ONG humanitaires islamiques en Afrique : une menace ou un bienfait ? », in *Sécurité globale*, 2011, Vol. 16, No. 2, pp. 7-28.
- PETERSEN, Marie Juul, « Islamizing aid : transnational muslim NGOs after 9.11 », in *Voluntas : International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*, 2012, Vol. 23, No. 1, pp. 126–55.
- PETERSEN, Marie Juul, « Trajectories of transnational Muslim NGOs », in *Development in Practice*, 2012, Vol. 22, No. 5-6, pp. 763-778.
- PIETTA, Lara, « L'aide extérieure des pays du Golfe : solidarité arabe ou islamique ? Motifs stratégiques ou humanitaires ? », in *Les Cahiers de l'Orient*, 2019, Vol. 133, No. 1, pp. 65-89.
- RALEIGH, Clionadh et DOWD, Caitriona, « Governance and conflict in the Sahel's 'Ungoverned Space' », in *International Journal of Security & Development*, 2013, Vol. 2, No. 32, pp. 1–17.
- ROBINSON, David, « L'espace, les métaphores et l'intensité de l'islam ouest-africain », in *Economies, Sociétés, Civilisation*, 1985, Vol. 40, No. 6, pp. 1395-1405.
- RONDOT, Philippe, « Islam et politique en Afrique noire », in *Civilisations*, 1980, Vol. 30, No. 1-2, pp. 18-36.

RUBIN, Lawrence, « A typology of soft powers in Middle East politics », in *The Dubai Initiative*, 2010, No. 5, pp. 1-25.

SADOUNI, Samadia, « Humanisme spirituel et ONG islamiques en Afrique du Sud », in *Afrique contemporaine*, 2009, Vol. 231, No. 3, pp. 155-170.

SAID MOHAMED, Abdulfatah et OFFERINGER, Ronald, « 'Rahmatan lil-'alamin' (Miséricorde pour l'univers) : paroles d'Islam dans le débat sur les principes humanitaires », in *Revue internationale de la Croix-Rouge*, 2015, Vol. 97, No. 1-2, pp. 231-256.

SAINT-LARY, Maud, « Du wahhabisme aux réformismes génériques. Renouveau islamique et brouillage des identités musulmanes à Ouagadougou », in *Cahiers d'études africaines*, 2012, No. 206-207, pp. 449-470.

SALIH, Mohamed, « Islamic NGOs in Africa : The promise and peril of islamic voluntarism », in *Centre of African Studies*, 2002, pp. 1-29.

SALLY KHALIFA, Isaac, « Gulf assistance funds post-2011 : allocation, motivation and influence », in *IEMed Mediterranean Yearbook 2015*, 2015, pp. 283-286.

SID AHMED, Abdelkader, « La place du Maghreb dans les investissements et les flux financiers des États arabes détenteurs de pétro-dollars », in *Annuaire de l'Afrique du Nord*, 1987, Vol. 24, pp. 217-241.

SOULIÉ, Jean-Louis et CHAMPENOIS, Lucien, « La politique extérieure de l'Arabie Saoudite », in *Politique étrangère*, 1977, No. 6, pp. 601-622.

SOUNAYE, Abdoulaye, « L'Islam au Niger : éviter l'amalgame », in *Humanitaire*, 2011, No. 28, pp. 1-7.

TOUATI, Sylvain, « L'Islam et les ONG islamiques au Niger », in *Les Carnets du CAP*, janvier 2011, No. 15, pp. 137-164.

TRIAUD, Jean-Louis, « Islam et modernité en Afrique de l'Ouest. À propos d'une modernité alternative islamique », in *Journal des africanistes*, 2013, Vol. 83, No. 2, pp. 167-175.

TROIT, Virginie, « Histoire et enjeux de l'aide internationale des Émirats arabes unis : une stratégie de bailleur fédéral, entre pluralité et unité », in *Revue IRIS*, [s. d.], pp. 1-15.

VITALE, Mara, « Trajectoires d'évolution de l'Islam au Burkina Faso », in *Cahiers d'études africaines*, 2012, No. 206-207, pp. 367-387.

WATANABE, Lisa, « L'Arabie saoudite à l'épreuve », in *Analyses de CSS*, mai 2014, No. 153, pp. 1-4.

ZAROOUR, Charbel, « Mécanismes financiers de la coopération arabo-africaine », in *Afrique et développement*, 1986, Vol. 11, No. 2-3, pp. 89-136.

Sitographie

Articles de presse et articles non scientifiques

ADÉLÉ, Alexis, « L'offensive de la Turquie en Afrique de l'Ouest », in *Le Monde*, 29 février 2016 (https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/02/29/l-offensive-de-la-turquie-en-afrique-de-l-ouest_4874005_3212.html) ; consulté le 17 décembre 2021).

ADJIBI NOUROU, Moutiou et DE SOUZA, Olivier, « L'Afrique et l'Arabe Saoudite, pour le meilleur et pour le pire », in *Ecofin Hebdo*, 9 novembre 2018 (<https://www.agencecofin.com/la-une-de-lhebdo/0911-61666-l-afrique-et-l-arabe-saoudite-pour-le-meilleur-et-pour-le-pire>) ; consulté le 2 décembre 2021).

ADRAOUI, Mohamed-Ali, « Comprendre le soft power salafiste de l'Arabie saoudite », in *The Conversation*, 12 octobre 2017 (<https://theconversation.com/comprendre-le-soft-power-salafiste-de-larabie-saoudite-84308> ; consulté le 12 septembre 2021).

AFP, « Al-Jazeera en tête de l'audience dans le monde arabe », in *L'Express*, 23 mai 2013 (https://www.lexpress.fr/actualite/medias/al-jazeera-en-tete-de-l-audience-dans-le-monde-arabe_1251022.html ; consulté le 10 décembre 2021).

AFP, « Barrage sur le Nil : l'Égypte dénonce la poursuite du remplissage par l'Éthiopie », in *Le Temps*, 6 juillet 2021 (<https://www.letemps.ch/monde/barrage-nil-legypte-denonce-poursuite-remplissage-lethiopie> ; consulté le 11 décembre 2021).

AFP, « L'Arabie saoudite va investir un milliard de dollars en Afrique en 2021 », in *Le Figaro*, 19 mai 2021 (<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/l-arabie-saoudite-va-investir-un-milliard-de-dollars-en-afrique-en-2021-20210519> ; consulté le 3 décembre 2021).

ANZÉL, Killian, « Les plus grands producteurs de pétrole du monde », in *IG Bank*, 15 janvier 2021 (<https://www.ig.com/fr-ch/strategies-de-trading/les-plus-grands-producteurs-de-petrole-du-monde-210111> ; consulté le 24 novembre 2021).

AUGÉ, Benjamin, « L'Afrique de l'Ouest courtisée par le Qatar et ses rivaux du Golfe », in *Le Monde*, 4 janvier 2018 (https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/01/04/l-afrique-de-l-ouest-courtisee-par-le-qatar-et-ses-rivaux-du-golfe_5237567_3212.html ; consulté le 11 décembre 2021).

AUGÉ, Benjamin, « Quand l'Arabie saoudite somme l'Afrique de lâcher le Qatar », in *Le Monde*, 15 juin 2017 (consulté le 13 décembre 2021).

AYAD, Christophe (et al.), « La mainmise de l'Arabie saoudite sur les révolutions arabes », in *Le Temps*, 14 janvier 2014 (<https://www.letemps.ch/monde/mainmise-larabie-saoudite-revolutions-arabes> ; consulté le 2 décembre 2021).

BARTHE, Benjamin, « Le Proche-Orient, otage du conflit irano-saoudien », in *Le Monde*, 4 janvier 2016 (https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2016/01/04/le-proche-orient-prisonnier-de-l-etouffoir-saoudo-iranien_4841123_3218.html ; consulté le 22 novembre 2021).

BERKANI, Mohamed, « La Turquie installe en Somalie sa plus importante base militaire à l'étranger », in *France info*, 2 octobre 2017 (https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/la-turquie-installe-en-somalie-sa-plus-importante-base-militaire-a-l-etranger_3058607.html ; consulté le 12 décembre 2021).

CARAYOL, Rémi, « Les visées de l'Arabie saoudite sur les terres fertiles du continent », in *Jeune Afrique*, 1 décembre 2009 (<https://www.jeuneafrique.com/199783/archives-thematique/les-vis-es-de-l-arabie-saoudite-sur-les-terres-fertiles-du-continent/> ; consulté le 19 décembre 2021).

CHAIGNE-LOUDIN, Anne-Lucie, « Arabie Saoudite », in *Les clés du Moyen-Orient*, 4 mai 2010 (<https://www.lesclesdumoyenorient.com/Arabie-Saoudite.html> ; consulté le 10 novembre 2021).

CHÂTELOT, Christophe, « En Guinée, la percée wahhabite bouleverse les équilibres religieux », in *Le Monde*, 22 septembre 2017 (https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/09/22/en-guinee-la-percee-wahhabite-avance-et-bouleverse-les-equilibres-religieux_5189568_3212.html ; consulté le 2 janvier 2022).

CHÂTELOT, Christophe, « Le Sénégal, déchiré entre les frères ennemis en islam », in *Le Monde*, 3 décembre 2021 (https://www.lemonde.fr/international/article/2021/12/03/le-senegal-dechire-entre-les-freres-ennemis-en-islam_6104608_3210.html ; consulté le 2 janvier 2022).

CONSTANTINESCO, Laure, « Corne de l’Afrique : grandes sécheresses et famines depuis trente ans », in *TV5 Monde*, 4 août 2011 (<https://information.tv5monde.com/afrique/corne-de-l-afrique-grandes-secheresses-et-famines-depuis-trente-ans-6440> ; consulté le 29 décembre 2021).

DE SAINT PERIER, Laurent et CARAYOL, Rémi, « Mali : à l’école du wahhabisme », in *Jeune Afrique*, 23 décembre 2013 (<https://www.jeuneafrique.com/135160/politique/mali-l-cole-du-wahhabisme/> ; consulté le 3 janvier 2022).

DIALLO, Aïssatou, « Corne de l’Afrique : “le dérèglement climatique accentue les invasions de criquets” », in *Jeune Afrique*, 5 février 2020 (<https://www.jeuneafrique.com/891457/societe/corne-de-lafrique-le-dereglement-climatique-accentue-les-invasions-de-criquets/> ; consulté le 11 décembre 2021).

DIGGINS, Chloe, « Ungoverned space, fragile states, and global threats : deconstructing linkages », in *Inquiries Journal*, 2011, Vol. 3, No. 3 (<http://www.inquiriesjournal.com/articles/413/ungoverned-space-fragile-states-and-global-threats-deconstructing-linkages> ; consulté le 27 décembre 2021).

DIOP, Makhtar, « L’Afrique a aussi son mot à dire sur le changement climatique », in *Banque mondiale*, 22 septembre 2014 (<https://www.banquemondiale.org/fr/news/opinion/2014/09/22/op-ed-listen-more-closely-to-africas-voice-on-climate-change> ; consulté le 11 décembre 2021).

DUBUY, Emmanuel, « L’aide au développement, un outil d’influence ? », in *Huffington Post*, 6 octobre 2016 (https://www.huffingtonpost.fr/emmanuel-dupuy/laide-au-developpement-conseil-cooperation-golfe_b_7303786.html ; consulté le 1 décembre 2021).

FARJALLAH, Laure-Maïssa, « L’influence de Riyad et d’Abou Dhabi à Khartoum confortée par le coup d’État au Soudan », in *L’Orient le jour*, 27 novembre 2021 (<https://www.lorientlejour.com/article/1282897/linfluence-de-riyad-et-dabou-dhabi-a-khartoum-confortee-par-le-coup-detat-au-soudan.html> ; consulté le 13 décembre 2021).

FUALDES, Nelly, « Crise au Yémen : comment Djibouti est devenu un havre pour les réfugiés », in *Jeune Afrique*, 31 janvier 2019 (<https://www.jeuneafrique.com/mag/715466/societe/crise-au-yemen-comment-djibouti-est-devenu-un-havre-pour-les-refugies/> ; consulté le 2 janvier 2022).

GARRIC, Audrey, « La crise climatique menace toujours plus la santé et la sécurité alimentaire des Africains », in *Le Monde*, 26 octobre 2020 (https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/10/26/la-crise-climatique-menace-toujours-plus-la-sante-et-la-securite-alimentaire-des-africains_6057416_3212.html ; consulté le 11 décembre 2021).

HARINGS, Teresa, « The Muslim World League : creeping wahhabi colonialism ? », in *Tel Aviv Notes*, 2012, Vol. 6, No. 8, pp. 1-4.

HIRIBARREN, Vincent, « Pratiques de l’islam au Tchad », in *Libération*, 28 novembre 2018 (https://www.liberation.fr/debats/2018/11/28/pratiques-de-l-islam-au-tchad_1816703/ ; consulté le 5 janvier 2022).

HOFFNER, Anne-Bénédicte, « Seydi Diamil Niane : ‘Au Sénégal, les politiques n’agissent pas face à la poussée salafiste », in *La Croix*, 29 juillet 2019 (<https://www.la-croix.com/Religion/Islam/Seydi-Diamil-Niane-Au-Senegal-politiques-nagissent-pas-face-poussee-salafiste-2019-07-29-1201038138> ; consulté le 2 janvier 2022).

IIRO Saudi Arabia, Bulletin, 2007 (www.wsj.com/public/resources/documents/8Pagesfromiirosamarch2007color2.pdf ; consulté le 14 décembre 2021).

LACOMBE, Hugo, « Djibouti. L’Arabie saoudite déploie sa diplomatie religieuse », in *Orient XXI*, 25 août 2020 (<https://orientxxi.info/magazine/djibouti-l-arabie-saoudite-deploie-sa-diplomatie-religieuse,4068> ; consulté le 2 janvier 2022).

MALFATTO, Emilienne et WUILBERCQ, Emeline, « Dans les camps de Djibouti, les réfugiés perdus de la guerre au Yémen », in *Le Monde*, 25 mars 2017 (https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2017/03/25/dans-les-camps-de-djibouti-les-refugies-perdus-de-la-guerre-au-yemen_5100739_3218.html) ; consulté le 2 janvier 2022).

NOVEL, Brendon, « Intégration de la Corne de l'Afrique à l'espace sécuritaire du Golfe : le rôle catalytique de la guerre au Yémen », in *Les clés du Moyen Orient*, 21 décembre 2018 (<https://www.lesclesdumoyenorient.com/Integration-de-la-Corne-de-l-Afrique-a-l-espace-securitaire-du-Golfe-role.html>) ; consulté le 13 décembre 2021).

OBSERVATOIRE DE L'ACTION HUMANITAIRE, « International Islamic Relief Organisation of Saudi Arabia (al-Ighata al-Islamiya al-'alamiya) : financements » (disponible à l'adresse : <http://www.observatoire-humanitaire.org/fr/index.php?page=fiche-ong.php&part=commentaires&chapitre=143&id=81>).

ONU, « Corne de l'Afrique : la sécheresse s'est aggravée et menace des millions de personnes, selon l'ONU », in *ONU info*, 30 janvier 2017 (<https://news.un.org/fr/story/2017/01/351452-corne-de-lafrique-la-secheresse-sest-aggravee-et-menace-des-millions-de>) ; consulté le 12 décembre 2021).

PETERSEN, Marie Juul, « Les ONG musulmanes, l'aide et les droits de l'homme », in *Open Global Right*, 17 avril 2014 (<https://www.openglobalrights.org/muslim-ngos-aid-and-human-rights/?lang=French>) ; consulté le 24 novembre 2021).

PETITE, Simon, « La générosité intéressée de l'Arabie saoudite au Yémen », in *Le Temps*, 23 janvier 2018 (<https://www.letemps.ch/monde/generosite-interessee-larabie-saoudite-yemen>) ; consulté le 3 décembre 2021).

RABEYRIN, Eddie, « La Turquie de retour sur la mer Rouge », in *Le Monde*, 17 janvier 2018 (https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/01/17/la-turquie-de-retour-sur-la-mer-rouge_5243048_3212.html) ; consulté le 12 décembre 2021).

RELECOM, Pierre-Marie, « Pourquoi ne pas considérer les financements du GCC pour l'Afrique ? », in *Les Echos*, 26 septembre 2017 (<https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/pourquoi-ne-pas-considerer-les-financements-du-gcc-pour-lafrique-1011544>) ; consulté le 19 décembre 2021).

SALLON, Hélène, « Ligue islamique mondiale : ' Nous luttons contre les ultrarigoristes et les extrémistes ' », in *Le Monde*, 4 mai 2018 (https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2018/05/04/ligue-islamique-mondiale-nous-luttons-contre-les-ultrarigoristes-et-les-extremistes_5294326_3218.html) ; consulté le 30 novembre 2021).

SULLIVAN, Kevin, « Saudi Arabia's riches conceal a growing problem of poverty », in *The Guardian*, 1 janvier 2013 (<https://www.theguardian.com/world/2013/jan/01/saudi-arabia-riyadh-poverty-inequality>) ; consulté le 10 janvier 2022).

SYMINGTON, Annabel et KHORSANDI, Payvand, « Yémen, la famine se rapproche prévient le Programme Alimentaire Mondial », in *Programme alimentaire mondial*, 1 mars 2021 (<https://fr.wfp.org/stories/yemen-global-development-famine-un-conference-hunger-food-aid>) ; consulté le 28 novembre 2021).

TCHIMBAKALA, Dominique, « La crise entre l'Arabie saoudite et le Qatar, exportée en Afrique », in *TV5 Monde*, 24 décembre 2021 (<https://information.tv5monde.com/afrique/la-crise-entre-l-arabie-saoudite-et-le-qatar-exportee-en-afrique-174531>) ; consulté le 4 février 2022).

TILOUINE, Joan, « Quand Khartoum 'éduque' et islamise l'Afrique », in *Le Monde Afrique*, 24 novembre 2015 (https://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/11/20/quand-khartoum-eduque-et-islamise-l-afrique_4814347_3212.html) ; consulté le 16 décembre 2021).

UNHCR, « Djibouti – réponse à la situation du Yémen », mars 2018 (<https://reporting.unhcr.org/sites/default/files/Djibouti%20Inter%20Agency%20Operational%20Update%20Response%20to%20Yemen%20Situation%20%5BFR%5D%20-%20March%202018.pdf> ; consulté le 2 décembre 2021).

VIRCOULON, Thierry, « L’Afrique, si pauvre mais courtisée par les puissances mondiales », in *Le Temps*, 2 août 2021 (<https://www.letemps.ch/opinions/lafrrique-pauvre-courtisee-puissances-mondiales> ; consulté le 4 décembre 2021).

« L’Arabie saoudite s’engage aux côtés du PAM en Afrique de l’Ouest », in *Relief web*, 19 septembre 2006 (<https://reliefweb.int/report/guinea-bissau/larabie-saoudite-sengage-aux-c%C3%B4t%C3%A9s-du-pam-en-afrique-de-louest> ; consulté le 9 décembre 2021).

« L’aide arabe et musulmane face aux Occidentaux », in *The New Humanitarian*, 19 octobre 2011 (<https://www.thenewhumanitarian.org/fr/report/94097/analyse-l%E2%80%99aide-arabe-et-musulmane-face-aux-occidentaux> ; consulté le 1 octobre 2021).

« La redevabilité dans l’islam », in *The New Humanitarian*, 4 juillet 2012 (<https://www.thenewhumanitarian.org/fr/report/95821/politique-humanitaire-la-redevabilit%C3%A9-dans-l%E2%80%99islam> ; consulté le 1 octobre 2021).

« Les pays du Golfe, nouveaux champions de l’aide humanitaire », in *The New Humanitarian*, 17 septembre 2014 (<https://www.thenewhumanitarian.org/fr/actualites/2014/09/17/les-pays-du-golfe-nouveaux-champions-de-l-aide-humanitaire> ; consulté le 1 octobre 2021).

« L’Iran/Arabie saoudite, une ‘guerre froide’ qui ne dit pas son nom », in *Iris France*, 10 décembre 2014 (<https://www.iris-france.org/51089-liranarabie-saoudite-une-guerre-froide-qui-ne-dit-pas-son-nom/> ; consulté le 18 décembre 2021).

« Le Fonds saoudien pour le développement établit une collaboration pour financer des projets d’infrastructure sociale à Djibouti », in *Financial Afrik*, 1 décembre 2019 (<https://www.financialafrik.com/2019/12/01/le-fonds-saoudien-pour-le-developpement-etablit-une-collaboration-pour-financer-des-projets-dinfra-structure-sociale-a-djibouti/> ; consulté le 19 décembre 2021).

Sites Internet

Ambassade du Royaume d’Arabie saoudite : <https://www.saudiembassy.net/>

Banque africaine de développement : <https://www.afdb.org/fr>

Banque mondiale : <https://www.banquemondiale.org/fr/home>

Campus France : <https://www.campusfrance.org/fr>

King Salman Humanitarian Aid and Relief Center : <https://www.ksrelief.org/>

Muslim World League : <https://themwl.org/en>

Organisation de coopération et de développement économiques : <https://www.oecd.org/>

Organisation de la Coopération islamique : <https://www.oic-oci.org/home/?lan=fr>

Saudi Press Agency : <https://www.spa.gov.sa/home.php?lang=fr>

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs : <https://www.unocha.org/>

United National Platform Saudi Arabia : <https://www.my.gov.sa/wps/portal/snp/content/news>

United Nation Refugee Agency : <https://www.unhcr.org/>

Université islamique de Médine : <https://www.iu.edu.sa/>

World Food Programme : <https://fr.wfp.org/>

Thèses et mémoires

BILLAT, Céline, *The funding of humanitarian action by non-western donors. The sustainability of Gulf States contribution*, mémoire de Master, CERAH Genève, septembre 2015.

DALE MINOR, Allison, *Faith in finance : the role of zakat in international development*, mémoire de Master, Université du Texas, Austin, mai 2014.

HAIDARA, Boubacar, *Les formes d'articulation de l'islam et de la politique au Mali*, thèse de doctorat, Université Michel de Montaigne - Bordeaux III, Bordeaux, 2015.

MADORE, Frédéric, *Islam, politique et sphère publique à Ouagadougou (Burkina Faso) : différentes cohortes d'imams et de prêcheurs entre visibilité nouvelle et reconfiguration des rapports intergénérationnels (1960-2012)*, mémoire de Master, Université Laval, Québec, 2013.

PIGNÉ, Jérôme, *Au-delà du paradigme de la guerre globale contre la terreur : le cas sahélien*, thèse de doctorat, École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, janvier 2020.

ROY, Émilie, *Les médersas du Mali : l'influence arabe sur l'enseignement islamique moderne*, mémoire de Master, Université Laval, Québec, janvier 2007.

SEBBAN-BÉCACHE, Anne-Sophie, *Représentations et politiques d'Israël vis-à-vis de la Corne de l'Afrique : au cœur d'une région stratégique, quelle permanence de la relation spéciale avec l'Éthiopie ?*, thèse de doctorat en géographie, Université Paris VIII, Paris, 2017.

Rapports et Working papers

ALMEZAINI, Khaled, « Humanitarian foreign aid of Gulf states. Background and orientations », in *Konrad Adenauer Stiftung*, janvier 2021, No. 20, pp. 1-4.

AMMOUR, Laurence-Aïda, « La pénétration wahhabite en Afrique », in *Centre Français de Recherche sur le Renseignement*, février 2018, No. 23, pp. 1-30.

BODIAN, Mamadou (et al.), « Religion, demande sociale et réformes éducatives au Niger », in *Centre pour les études africaines*, avril 2012, No. 6, pp. 1-54.

BROWN, Oli et CRAWFORD, Alec, « Évaluation des conséquences des changements climatiques sur la sécurité en Afrique de l'Ouest. Étude de cas nationales du Ghana et du Burkina Faso », in *Institut international du développement durable*, Winnipeg, Canada, 2008, pp. 1-74.

CRISIS GROUP, « L'islamisme en Afrique du Nord IV : Contestation islamiste en Mauritanie : Menace ou bouc émissaire ? », in *Crisis Group Policy Briefing*, 11 mai 2005, No. 41, pp. 1-30.

CRISIS GROUP, « Kenyan Somali Islamist Radicalisation, Africa Briefing », in *Crisis Group Policy Briefing*, 25 janvier 2012, No. 85, pp. 1-14.

EL KAROUI, Hakim, « La Fabrique de l'islamisme », in *Institut Montaigne*, septembre 2018, pp. 1-620.

IIRO, « Overall performance report of the int'I islamic Relief Organization », 2010-2011. Disponible à l'adresse : <https://www.yumpu.com/en/document/read/7214436/section-one>

IIRO, « Report of the general performance of the International Islamic Relief Organization program », 2009-2010. Disponible à l'adresse : <https://www.yumpu.com/en/document/read/43057714/iirosa-publications>

MARCHAL, Roland, « Mutations géopolitiques et rivalités d'États : la Corne de l'Afrique prise dans la crise du Golfe, Centre de recherches internationales » in *Centre de recherches internationales*, 2018, pp. 1-31. Disponible à l'adresse : <https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01930827/document>

MOUSSA, Jasmine, « Ancient origins modern actors. Defining arabic meanings of humanitarianism », in *Humanitarian Policy Group Working Paper*, Overseas Development Institute, novembre 2014, pp. 1-29.

OCHA, « Global Humanitarian Assistance report 2010 », 2010. Disponible à l'adresse : <http://devinit.org/wp-content/uploads/2010/07/gha-report-2010.pdf>

OCHA, « Global Humanitarian Assistance report 2012 », 2012. Disponible à l'adresse : <http://devinit.org/wp-content/uploads/2012/07/Global-Humanitarian-Assistance-Report-2012.pdf>

OCHA, « Global Humanitarian Assistance report 2021 », 2021. Disponible à l'adresse : <https://devinit.org/documents/1008/Global-Humanitarian-Assistance-Report-2021.pdf>

ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE et UNDP, « Partnership in development and south-south cooperation. Official development assistance of the Kingdom of Saudi Arabia », rapport 2016, pp. 1-54.

SAMBE, Bakary, « Le Sénégal à l'épreuve de la crise sahélienne : nouvelles dynamiques et reconfiguration du champ islamique », in *Sabel Research Group Working Paper*, 2014, No. 9, pp. 1-26.

SOUNAYE, Abdoulaye, « Salafi revolution in West Africa », in *Leibniz-Zentrum Moderner Orient Working Paper*, No. 19, 2017, pp. 1-15.

STIRK, Chloe, « An act of faith: humanitarian financing and *zakat* », in *Global Humanitarian Assistance Briefing Paper*, 2015, pp. 1-15.

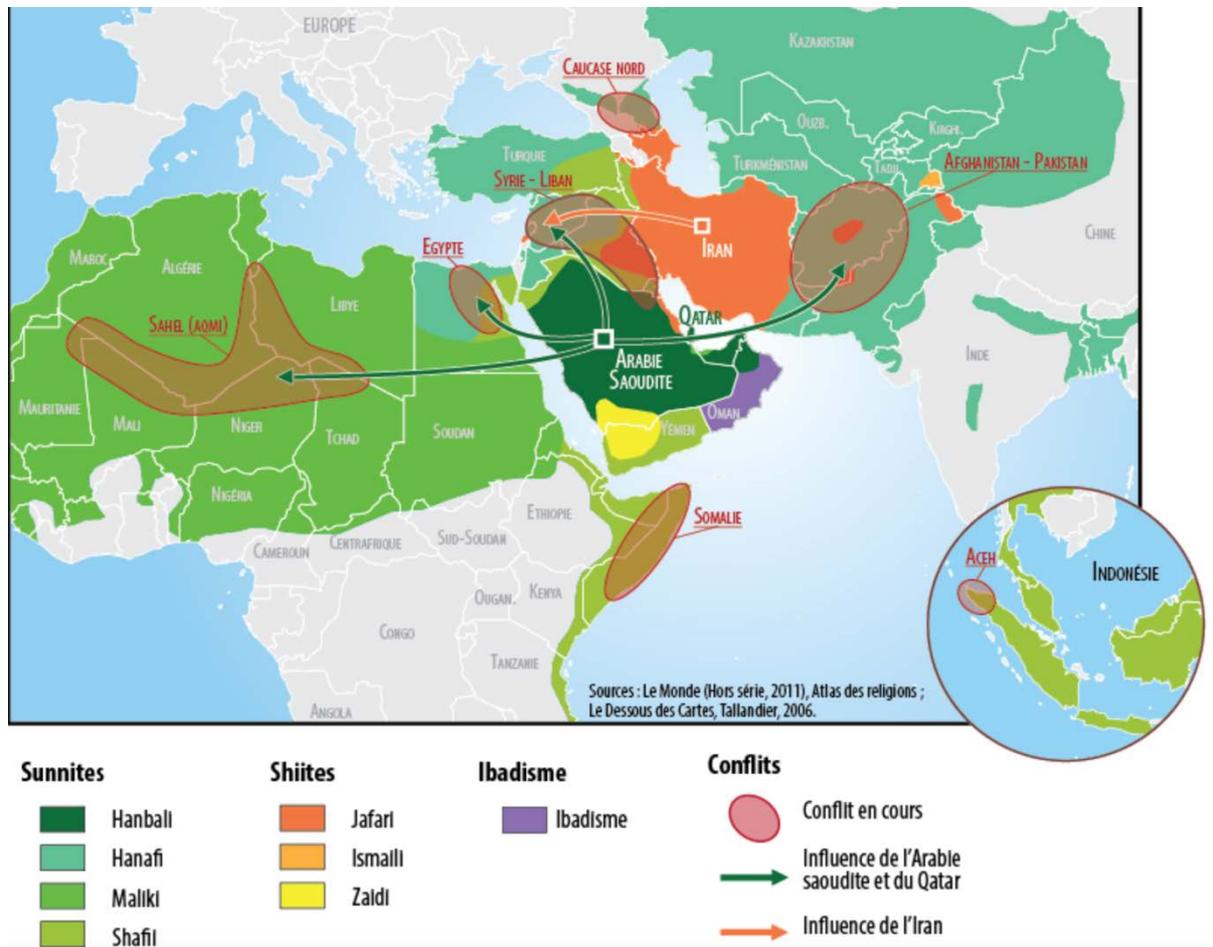
THE WORD BANK, « Arab Development Assistance: Four Decades of Cooperation », in *The international Bank for Reconstruction and Development/The World Bank*, juin 2010, pp. 1-100.

VILLANGER, Espen, « Arab foreign aid : disbursement patterns, aid policies and motives », in *Chr. Michelsen Institute (CMI report)*, 2007, pp. 1-24.

ZANOLETTI, Giovanni et RICHE, Élodie, « Sahel : pourquoi prendre les armes ? Une revue de littérature », in *Agence française de développement/Papiers de recherche*, 2020, No. 134, pp. 1-76.

Annexe

Annexe 1 : Carte illustrant le monde musulman en 2006.



Source : « Les guerres dans le monde musulman », in *Cassini Blog*. Disponible à l'adresse : <https://www.cassini-conseil.com/les-guerres-dans-le-monde-musulmans/> ; consulté le 22 décembre 2021).

Table des matières

Remerciements	2
Résumé	3
Sommaire	4
Introduction	6
Cadre théorique	8
Méthodologie	8
Hypothèse	8
Cadre d'analyse	9
Définir les termes	9
Assistance humanitaire et aide au développement	9
Wahhabisme	10
Soft power et hard power	11
Littérature et accès limité aux sources	12
L'intérêt de cette recherche	13
Partie analytique	15
Chapitre 1 : La politique étrangère	15
Façonner l'environnement politique international en sa faveur	15
L'offensive saoudienne en Afrique : la solidarité de l'oumma	16
L'Afrique subsaharienne, terrain d'influence	16
Le monde musulman : quelle réalité politique ?	17
La rhétorique islamique comme discours politique	18
L'Organisation de la coopération islamique, tribune de la solidarité islamique	19
Un discours communautaire : aider les frères de la oumma	21
Chapitre 2 : La diplomatie religieuse saoudienne	23
L'Arabie saoudite, un État aux fondements religieux	23
Les ambitions : devenir le phare d'un islam universel	24
Les motivations : faire face aux modèles concurrents et ennemis	25
Contre Nasser et le panarabisme socialisant	25
La peur du communisme athée	26
La hantise de l'arc chiite	26
Une diplomatie religieuse saoudienne fondée sur une multitude d'outils	27
Entre organismes institutionnels et universités islamiques	27
L'ère du numérique	28
Donner pour influencer	29
Chapitre 3 : Lorsque humanitaire rime avec islam	31
La charité islamique	31
La zakat, au cœur du financement de la charité islamique	32
Les organismes humanitaires islamiques et la solidarité islamique	33
La conception saoudienne de l'assistance humanitaire : une aide matérielle et spirituelle	34

L'aide humanitaire saoudienne : un vaste réseau	35
Un secteur sous la tutelle de la famille royale	35
Les instruments de l'aide humanitaire saoudienne	36
La LIM	36
L'IIRO	38
Le King Salman Humanitarian Aid and Relief Center	38
L'action humanitaire saoudienne entre charité et prédication	39
Accusations de financer des activités terroristes	40
Les pays du Golfe comme bailleurs de fonds	41
Le rôle accru des monarchies du Golfe	41
Des relations bilatérales privilégiées	42
Des bénéficiaires issus des communautés religieusement proches	43
Chapitre 4 : L'Afrique, un continent aux besoins humanitaires et de plus en plus au centre des intérêts saoudiens	46
Les déterminants de l'Afrique subsaharienne	46
L'islam des confréries soufies majoritaire, néanmoins	46
Un continent miné par la pauvreté	47
Une région en proie aux changements climatiques	49
La nécessité d'apporter assistance humanitaire et aide au développement	50
La diplomatie saoudienne se déploie en Afrique	50
Pluralisme africain et la montée en force de la mouvance réformiste	50
Un intérêt pour le continent africain de plus en plus croissant	52
Chapitre 5 : En Afrique de l'Ouest, au cœur de la stratégie d'implantation de la diplomatie religieuse saoudienne	54
En Afrique de l'Ouest, une diffusion du wahhabisme par « le haut »	54
Les premiers contacts et l'intensification des relations	54
La da'wa saoudienne : entre aides financières et besoins spirituels	56
Des aides financières pour renforcer des relations politiques	56
Les mosquées, lieu de socialisation privilégié pour la diffusion du wahhabisme	57
Façonner les esprits par l'éducation : le rôle des étudiants arabisants	59
La prolifération des madrasas, un projet soutenu par l'Arabie saoudite	60
Le bilan : une doctrine wahhabite qui gagne du terrain	62
Conclusion intermédiaire	63
Chapitre 6 : La Corne de l'Afrique, une diplomatie religieuse saoudienne au cœur d'une région stratégique	64
Les intérêts de l'Arabie saoudite dans la Corne de l'Afrique : la sécurisation des exportations pétrolières	65
Bab el-Mendeb, point névralgique du commerce mondial	65
Un contexte humanitaire difficile	66
Des décennies de conflits et de crises humanitaires	66
L'arrivée des pétrodollars saoudiens	67
Les investissements et l'aide au développement pour contrer des idéologies rivales	67
Actions caritatives et prédication	68
L'Université Internationale d'Afrique au cœur de la stratégie religieuse saoudienne dans la Corne	70
Conclusion intermédiaire	72

Chapitre 7 : Au Sahel, une diplomatie religieuse saoudienne comme substitut du retrait de l'aide financière des pays occidentaux	74
Entre déshérence de l'État et poussée de l'islamisme	74
Un contexte socio-économique et sécuritaire complexe	76
Faible développement économique	76
Le Sahel, un épïcentre de conflits et de crises humanitaires	77
La da'wa saoudienne au Sahel	78
Gagner en capital symbolique à travers des aides financières et des actions caritatives	78
Au Sahel, l'Arabie saoudite un acteur majeur du système éducatif et de la construction des mosquées	80
Conclusion intermédiaire	85
Conclusion	86
Références bibliographiques	88
Annexe	101
Table des matières	102